Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 13093 · 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 4 MARS 1987

Politique à l'italienne

«Démission de carnaval» : c'est ainsi que le chef de la démocratie chrétienne italienne, M. De Mita, a commenté la décision prise par le socialiste Bettino Craxi d'annoncer, en ce jour de mardi gras, son retrait de la présidence du conseil.

En trois ans et demi de stabilité gouvernementale, on avait presque oublié ce qu'avait été jusque-là le jeu de la politique à l'italienne, jeu d'alliances faites et défaites entre quelques chefs de parti au rythme moyen d'un changement de gouvernement tous les huit mois. La République italienne, après quarante-deux mois de pause, entre donc aujourd'hui dans la quarante-sixième crise gouvernementale de son histoire et dans un long carême dont certains augures prédisent qu'il s'achèvera par des élections législatives anticipées plutôt que par la résurrection d'un gouvernement à Pâques.

M. Giulio Andreotti, ministre démocrate-chrétien des affaires étrangères dans le cabinet sortant, est candidat à la relève : « Je suis le premier par ordre alphabétique », dit-il avec un humour qui ne déçoit jamais. En juillet dernier, lorsque s'est amorcée la crise qui éclate maintenant entre les partenaires socialistes et chrétiens-démocrates de la coalition, les seconds avaient concocté le pacte dit du « passage du relais » par lequel le leader socialiste acceptait de laisser sa place au palais Chigi à la fin de mars 1987.

Ce pacte, prévoyant une transmission sans heurts de la présidence du conseil du Parti socialiste, qui représente 12 % de l'électorat, à son partenaire démocrate-chrétien (plus d'un tiers), a volé en éclats il y a quelques jours lorsque M. Craxi l'a déclaré « abusif ». Les socialistes ont, d'autre part fait comprendre qu'ils ne voulaient pas d'un gouvernement dirigé par M. Andreotti, l'un des hommes politiques les plus expérimentés – et aussi les plus madrés – d'Italie, qui risquerait d'incarner la revanche de la démocratie chrétienne. Si cette opposition persistait, on s'acheminerait vers la rupture de la coalition et l'anticipation d'élections législatives qui étaient prévues normalement pour le printemps de 1988.

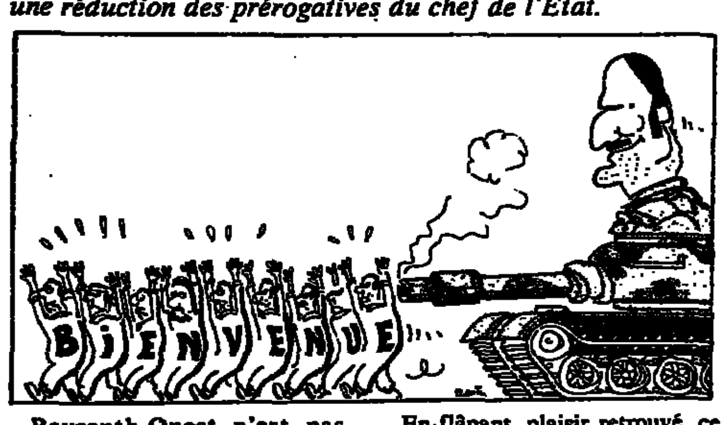
Il est vrai que, vues de l'extérieur, les raisons obligeant M. Craxi à céder la place, hormis l'engagement qu'il a pris, sont difficilement compréhensibles. *En trois ans* et demi le taux d'inflation a été ramené de 16 à 4 % et l'Italie est devenue la cinquième puissance industrielle mondiale avec un PNB qui dépasse celui de la Grande-Bretagne.

Le président du conseil a, en outre, mis en œuvre une véritable politique étrangère, ce qu'aucun de ses prédécesseurs, pour cause d'instabilité notamment, n'avait été en mesure de réaliser. Bref, M. Craxi était devenu aux yeux de ses partenaires étrangers le représentant d'une Italie moderne ayant enfin fait son entrée dans le concert des grandes nations.

Cette transformation n'est sans doute pas aussi évidente dans le domaine des institutions. Il n'empêche que M. Craxi entendait bien démontrer une fois de plus, *mardi*, qu'il est de mauvaise méthode de changer une équipe qui gagne. Il reste aussi que l'on voit mal quelle autre alliance pourrait prendre la relève si socialistes et démocrates-chrétiens devaient se déchirer dans une campagne électorale. Bonne raison pour ne pas le faire.

La population de Beyrouth-Ouest approuve l'«ordre syrien»

Le calme continue de régner à Beyrouth-Ouest soumise à l'« ordre syrien », que la population, dans son ensemble, approuve. Le président Gemayel attendait, le mardi 3 mars, le retour de son envoyé spécial à Damas, M. Hani Salam, qui devait lui soumettre le projet de réforme politique mis au point dans la capitale syrienne par les leaders libanais musulmans. Le plan prévoirait une réduction des prérogatives du chef de l'Etat.



Beyrouth-Ouest n'est pas encore rassérénée, mais elle n'a déjà plus peur. Une semaine d'ordre syrien et voici la demi-ville débarrassée de la chape d'angoisse qui l'enserrait. Ses rues *ont retrouvé de jour – de nuit,* elles se vident encore – une animation qui n'est plus seulement le fait de personnes vacant à d'indispensables occupations, les sens aux aguets, dans l'attente d'un mauvais coup de la part des miliciens de tout acabit qui régnaient, il y a dix jours encore, sur la cité alors abandonnée à son triste sort.

En flânant, plaisir retrouvé, ce qui frappe aujourd'hui encore plus que les dégâts dans les immeubles, dont certains sont calcinés, plus que l'allure de « coffre-fort » des magasins dont le rideau de fer a été remplacé par de lourdes portes blindées plus enfin que l'enlèvement des barils bétonnés protégeant des ambassades désertes et la maison du chef de telle milice, ce qui frappe, donc, c'est la disparition des barbus...

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Les perspectives d'un accord Est-Ouest

L'Europe à l'heure zéro

par ANDRÉ FONTAINE

OU est le temps où un Reagan qui se prenait pour Rambo répétait sur tous les tons qu'il allait mettre dans les cordes un « *empire du mal* » tombé aux mains de vieillards impotents ? Aujourd'hui, la gérontocratie a traversé l'Atlantique. Du rapport de la commission Tower sur l'« Irangate » ressort de manière accablante l'image d'un président trop démonétisé, trop absent de la réalité du pouvoir pour avoir la moindre chance de jamais reprendre véritablement les rênes.

Au même moment, à Moscou, un Gorbatchev au meilleur de sa forme secoue durement l'apathie de la nomenklatura et multiplie des initiatives diplomatiques en face desquelles le monde occidental paraît frappé d'une sorte d'hébétude. Tant il est vrai que l'esprit humain a peine à se faire à l'idée, pourtant clairement perçue dès l'Antiquité par un Héraclite, que la seule constance de l'histoire, c'est le changement.

Aussi bien chacun en est-il encore à disputer gravement du *point de savoir si l'URSS* change ou ne change pas. Si Gorbatchev est, ou non, un libéral. S'il veut, ou non, faire la paix avec le monde capitaliste. On ne se poserait pas toutes ces questions si l'on se donnait seulement la peine de lire les principaux rapports et discours qu'il a récemment prononcés.

Quelque impie que la comparaison puisse paraître aux uns et aux autres, ces textes révèlent un homme qui se situe à l'égard du communisme comme Jean-Paul II à l'égard du christianisme : autrement dit comme un croyant, déterminé à mettre toute son énergie, qui est grande, au service de sa foi, pour la laver des innombrables scories qui en ont altéré la pureté.

L'évangile de Gorbatchev c'est celui de Lénine, qu'il ne se lasse pas de citer, c'est l'exaltation de « l'homme nouveau » que fera émerger la réalisation de l'idéal bolchevik. Même au Forum de la paix qui vient de se tenir à Moscou, il n'a laissé planer aucune illusion là-dessus : *« C'est à une aune socialiste et pas à une autre, a-t-il déclaré que nous mesurerons nos succès et nos erreurs. »*

Quoi qu'on ait pu dire, il ne cherche pas à nous tromper, à nous faire croire qu'il s'est converti à la démocratie à l'occidentale. Léniniste il est, léniniste il restera. Le genre de *démocratie qu'il préconise « n'a rien à voir avec le relâchement de la discipline, avec le manque de responsabilité, avec l'anarchie (1) ».*

(Lire la suite page 2.)

(1) Rapport au comité central du 27 janvier 1987.

La cohabitation et la préparation de l'élection présidentielle

Mitterrand-Chirac : les raisons de douter

par Jean-Marie Colombani

La France l'a échappé belle ! En l'espèce, sept magistrats lui ont évité de subir « un Munich judiciaire » : cette expression de M. Pierre Mauroy traduit bien ce qui paraît être, aujourd'hui, le sentiment national. Chacun éprouve, au fond de lui-même, qu'il n'était plus (ou pas) possible de tenter d'acheter une (vaine) tranquillité par la complaisance, ou l'abandon. Soit. Mais ce n'est pas tout. Nos dirigeants – même si cela peut paraître mineur au regard de l'événement et de ses conséquences – ont échappé (et nous avec eux) à ce qui aurait pu être la semaine la plus politicienne de l'année ; et, partant, la plus dangereuse.

Tout avait commencé avec l'arrestation de quatre des dirigeants d'Action directe. L'occasion était trop belle, et fut donc saisie, de ressortir M. Pasqua – celui-là même qui avait promis de « *terroriser les terroristes* », – et d'enfoncer M. Mitterrand : MM. Toubon, Peyrefitte, Galley et Longuet s'y employèrent. En vain. Car un réquisitoire balaya ces calculs à la petite semaine et vint rappeler qu'entre les proclamations et les procès à retardement (celui intenté au chef de l'Etat), il y avait la réalité d'une politique extérieure laxiste. Vint alors – du moins le crurent-ils – pour les socialistes, l'heure de la revanche. Cet espoir ne fut guère caressé plus d'une demi-journée. *Car le verdict devait transformer* cette guéguerre en jeu à somme nulle.

L'opinion ne retiendra sans doute de tout cela que le succès policier et la fermeté judiciaire. Au passage, elle aura constaté que tous ces télescopages en forme de récupérations avortées n'ont pas entamé la stabilité du système institutionnel. Peut-être même les deux principaux acteurs – président et premier ministre – bénéficieront-ils d'un résultat perçu globalement, et dans l'immédiat, comme positif pour l'Etat.

Si tel était le cas, pour l'un comme pour l'autre, ce ne serait pas de refus ! Car l'un et l'autre doivent s'adapter à la nouvelle donne de l'opinion. La précédente reposait sur un axiome simple (1) : la cohabitation profite aux cohabitants. Telle fut la caractéristique de l'année 1986. Le début de 1987 montre, au contraire, que le jugement négatif sur la cohabitation conduit les Français à mettre en difficulté, voire à sanctionner, ses principaux acteurs.

Dans ces conditions, quelles peuvent être les stratégies de MM. Mitterrand et Chirac ? Pour le président, le moment – marqué par une moindre faveur des Français – n'est pas venu de changer d'attitude. Tout Paris bruisse des confidences faites par M. Mitterrand : il ne nourrit « *ni le souhait ni le projet* » d'un second mandat. Au reste, ce discours sur la non-candidature – sauf « *circonstances exceptionnelles* » – a déjà été prononcé en public : c'était au camp militaire de Caylus, au mois de septembre dernier. L'hypothèse principale est donc celle d'un président qui se satisferait d'achever son mandat.

Trois raisons expliquent ce choix, outre celles, plus personnelles, qu'alimente le « syndrome Reagan » (2).

La plus évidente est le *risque* d'un échec électoral, scénario qu'accrédite un rapport de forces qui se resserre, certes, mais qui reste favorable à l'ensemble droite-extrême-droite, ainsi que l'usure de la cohabitation, laquelle commence par... user ses principaux artisans. La difficulté de clarifier la situation politique au lendemain d'une éventuelle réélection n'est pas davantage à négliger. Car M. Mitterrand, *même s'il était de nouveau vainqueur,* n'aurait aucune certitude de retrouver une majorité : il serait très difficile aux socialistes de l'obtenir seuls ; il semble impossible que le PCF revienne dans le droit chemin de l'union (M. Marchais a été, de ce point de vue, très clair) ; enfin, il serait sans doute trop tôt, dès le lendemain de l'échéance, pour gouverner avec le centre.

(Lire la suite page 7.)

(1) Cette thèse est démontrée par Jérôme Jaffré et Olivier Duhamel dans *l'Etat de l'opinion publique*, ouvrage de la SOFRES paru aux éditions du Seuil (*le Monde* du 19 février).

(2) Il s'agit en l'espèce moins de l'« Irangate » et de ses conséquences que d'une réflexion du chef de l'Etat sur la vieillesse. M. Mitterrand aura soixante-douze ans en 1988.

La mort de Bertrand de Jouvenel

Un pionnier de la prospective

Economiste, analyste politique, homme de lettres, Bertrand de Jouvenel est mort en fin d'après-midi, dimanche 1er mars, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obsèques du baron *Bertrand de Jouvenel des Ursins* – il n'utilisait jamais son titre – seront célébrées mercredi, à 9 h 30, à Anserville (Oise), et un service religieux se déroulera, samedi à 11 heures, en l'église Saint-Roch, rue Saint-Honoré, à Paris.

***Le Monde*, qui avait publié quelques-uns de ses articles, s'associe à la peine de ses trois enfants.**

Des traits d'une grande noblesse, rendus plus doux par la chevelure fournie et la fine barbe d'argent. Un si grand calme émanait de l'homme qu'on aurait pu le croire exercé aux contemplations orientales. Qu'il parlât devant un large auditoire ou en tête à tête, les mots choisis avec bonheur s'alignaient régulièrement, sans effort, jamais portés par l'éloquence. Ses fréquentations anglo-saxonnes avaient-elles fini par déteindre sur sa manière d'être ? Ou avait-il puisé chez son père, qui fut ambassadeur de France, cet art de la litote, du « maintien » ?

Son immense curiosité le porta tout naturellement d'abord vers un métier où celle-ci n'est jamais un défaut : le journalisme. On le vit, d'une plume brillante, exercer ses talents dans divers journaux et revues avant comme après la guerre, mais il ressentit aussi assez vite le besoin de fixer un peu plus durablement sa pensée. Souvent l'homme voulait essayer de saisir, avant qu'ils ne se cristallisent, les éléments de l'avenir. Vocation profonde, qui devait le conduire à se consacrer presque exclusivement dans la dernière partie de sa vie à la direction de la revue *Futuribles*, et à créer en mars 1970 à Paris, dans un bel hôtel particulier de la rue des Saints-Pères, un Centre international de recherche sur le futur.

C'est par des voies assez extraordinaires qu'il s'achemina vers cette « sagesse du soir », qui le portait à étudier les différents avenirs possibles selon les différentes manières d'agir des sociétés.

P. D.

(Lire en page 13 « Le prophète d'une nouvelle renaissance », par PIERRE DROUIN.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 625 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Etranger

La proposition de Mikhaïl Gorbatchev

Les Soviétiques ont officiellement présenté **aux Américains, lundi 2 mars à Genève, les propositions formulées le 28 février par M. Mikhaïl Gorbatchev pour un règlement du problème des euromissiles. Au cours d'une séance plénière au siège de la mission de l'URSS, M. Vorontsov, premier vice-ministre des affaires étrangères et chef de la délégation soviétique aux négociations bilatérales, a saisi son collègue américain, M. Max Kampelman, du détail de ces propositions, dont l'importance tient au fait que Moscou ne lie plus un règlement sur les missiles de moyenne portée aux autres grandes questions du désarmement (armes stratégiques et spatiales, essais nucléaires).**

Les deux parties sont convenues de prolonger la septième session de ces pourparlers qui aurait dû s'achever mercredi pour ne reprendre que le 23 avril.

A Moscou, M. Gorbatchev, qui recevait le premier ministre islandais, M. Hermannsson, a déclaré lundi, selon la télévision soviétique : ***« Nous aimerions qu'un accord sur les fusées à moyenne portée stimule les négociations sur la réduction des armes stratégiques de pair avec le maintien en vigueur du traité ABM*** **[missiles anti-balistiques],** ***permette d'entamer des pourparlers sur les armements conventionnels et les forces armées et accélère les progrès dans le domaine de la liquidation des armes chimiques. »***

De son côté, M. Karpov, responsable du département du désarmement au ministère soviétique des affaires étrangères, a estimé qu'un accord sur les armes à moyenne portée pourrait être signé dans un délai de six mois.

On note, d'autre part, la position du général Rogers, commandant des troupes alliées en Europe jusqu'en juin prochain (il sera remplacé à cette date par le général Galvin), selon lequel, si ***« la proposition de niveau zéro*** **[retrait total des euromissiles]** ***est appliquée isolément du reste »,*** **l'Europe** ***« pourrait se retrouver dans une condition dégradée »*** **pour sa défense en raison du renforcement des moyens nucléaires et classiques soviétiques depuis 1979.** ***« L'application d'un tel accord,*** **a ajouté le commandant en chef,** ***serait extrêmement utile pour éliminer une catégorie d'armes nucléaires, mais à la condition qu'il y ait également des réductions vers des niveaux équilibrés et mutuellement vérifiables des forces nucléaires de plus courte portée, des forces chimiques et conventionnelles. » — (AFP. Reuter.)***

La négociation devra inclure la Grande-Bretagne et la France « à un stade ou à un autre »

déclare le chef d'état-major soviétique

MOSCOU
de notre correspondant

Les forces françaises et britanniques devront être décomptées *« à un stade ou à un autre »*, affirme le maréchal Akhromeev, chef d'état-major général et premier vice-ministre de la défense.

Mais, a-t-il indiqué au cours d'une conférence de presse destinée à présenter la proposition de M. Gorbatchev, en date du 28 février, visant à éliminer du Vieux Continent aussi bien les SS-20 que les Pershing-2 et les missiles de croisière, il n'est pas question pour l'instant de *« porter atteinte »* aux potentiels nucléaires de Paris et de Londres. Il a ajouté : *« Le processus en cours devra, à un stade ou à un autre, inclure la France et la Grande-Bretagne. Il est difficile de dire à quelle date. Cela devra être discuté par les Etats-Unis, l'Union soviétique, la France, la Grande-Bretagne et peut-être également d'autres puissances nucléaires. »*

La nouvelle « initiative de paix » de M. Gorbatchev rapproche singulièrement cette échéance. Si les négociations entre Soviétiques et Américains aboutissent rapidement, c'est-à-dire dès cette année, à un accord sur l'« option zéro » en Europe, les forces françaises et britanniques seront à l'évidence aussitôt *en première ligne.*

Paris dans le collimateur

Il suffit pour s'en convaincre de lire le premier commentaire consacré par Tass à la déclaration faite lundi par le Quai d'Orsay (*le Monde* du 3 mars). L'agence soviétique estime que le *« Paris officiel »* a *« opposé une fin de non recevoir »* à la proposition de M. Gorbatchev.

Selon Tass, *« le ministère français des affaires étrangères recourt à d'étranges manipulations afin de défigurer la nature même des initiatives soviétiques »*. L'agence oppose l'attitude de Paris au *« vif intérêt »* manifesté dans les autres capitales européennes. Tass cite favorablement à ce sujet M. Hans-Dietrich Genscher et même l'*« atlantiste en chef »* lord Carrington.

Seule la déclaration du Quai d'Orsay va, selon Tass, dans la mauvaise direction. Le commentateur *soviétique qui signe cette dépêche*, M. Vladimir Bogatchev, conclut, un peu confusément, que la position française est fixée par la volonté de *« s'accrocher toujours plus fidèlement au char guerrier des Etats-Unis. »*

La France est décidément ces jours-ci dans le collimateur. Tass s'en était violemment prise le 27 février au ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, qui a qualifié de *« duperie »* les réformes actuelles en URSS. La *Pravda* a rouvert le feu, lundi, à propos des échanges économiques franco-soviétiques.

Dans un long article intitulé « Faux en écritures à la mode de Paris », le correspondant de la *Pravda* affirme que les responsables français *« truquent »* les chiffres du commerce bilatéral de façon à faire apparaître un déficit *« exagéré »* à leur détriment.

Paris estime à plus de 6,2 milliards de francs le déficit commercial pour l'année 1986. Moscou compte autrement et ne trouve que *4 milliards...*

La *Pravda* voit dans tout cela des arrière-pensées politiques et accuse les collaborateurs du ministre français du commerce extérieur de *« manquer à l'évidence de bonne volonté à l'égard de l'URSS »*. Le quotidien du parti conclut en espérant que celle-ci *« règnera à nouveau »* dans leurs rangs. Les interventions passées de M. Noir en faveur des dissidents soviétiques ne sont nulle part évoquées. On peut cependant penser qu'elles ont joué un rôle considérable dans cette polémique une des plus vives engagées ces dernières années entre Moscou et Paris.

DOMINIQUE DHOMBRES.

L'Europe à l'heure zéro

(Suite de la première page.)

Il ne vise qu'à rendre plus efficace et plus moral — le mot revient à chaque instant, et pour cause, dans sa bouche — le système dont il a hérité la charge et dont il est clair comme le jour qu'il le juge à la fois plus efficace et plus juste que *le nôtre.*

Ce message passera-t-il ? La force d'inertie dont Lénine disait déjà qu'elle était la plus forte, de toutes les forces, la corruption, le *carriérisme*, en un mot la nature humaine, n'auront-ils pas raison de cette volonté *réformatrice* ? C'est une autre histoire, dont on ne connaîtra pas de sitôt la conclusion. *« Des générations doivent se succéder*, a confié le même Gorbatchev, au cours d'un entretien avec des écrivains, *avant que nous puissions arriver à des changements. »* Mao estimait qu'il y faudrait mille ans !

Une politique étrangère déterminée par la politique intérieure

Ce qui nous pose problème dès maintenant, en revanche, ce sont les initiatives que le même Gorbatchev prend sur le terrain diplomatique. Là aussi, le mystère est moindre, si l'on veut bien y regarder d'un peu plus près, que ne le croient ou ne le disent certains. Le secrétaire général ne cesse de le répéter : *« La politique étrangère de l'URSS est déterminée par sa politique intérieure. »* Ce qui veut dire qu'elle s'adapte à ses besoins.

Or ces besoins sont énormes : *qu'il s'agisse de l'économie*, du retard technologique, de l'éducation, de l'état d'esprit de la jeunesse, des minorités nationales, de la Pologne, du Mozambique ou de l'Afghanistan, tout, d'une manière ou d'une autre, est à reprendre en main. Partout, il faut investir de la volonté, de la matière grise et des capitaux. Tâche impossible dans un climat de tension internationale et de course aux armements où le plus clair de la créativité et de la mise de fonds doit nécessairement aller aux œuvres de mort. Tâche qui requiert même, bien souvent, la coopération de l'Ouest : d'où l'appel récent aux *joint-ventures*, aux actions communes avec des entreprises occidentales, la première réalisée portant de manière significative sur la publication en URSS d'une revue féminine ouest-allemande.

La politique de « reconstruction » à domicile ne peut donc qu'aller de pair, pendant un certain temps, avec une politique de détente tous azimuts à l'extérieur. Celle-ci suppose pour commencer un redressement d'image : d'où les concessions faites à l'opinion mondiale sur les droits de l'homme et le rôle essentiel *désormais* joué dans ce domaine par Andreï Sakharov, dont chaque victoire sur la machine oppressive du PCUS s'inscrit finalement, dans la bataille de *propagande, à l'actif de celui-ci.* Mais ce n'est là qu'un aspect des choses. Gorbatchev sourit en même temps à la Chine et aux Etats-Unis, à l'Egypte et à Israël, à la *France et à l'Allemagne.* Il semble chercher une porte de sortie d'Afghanistan. Et, surtout, il remisé au placard l'intransigeance de ses prédécesseurs dans le domaine des armements.

L'avertissement de Reykjavik en octobre 1986

A Reykjavik, en octobre 1986, il avait eu affaire à un Reagan dont l'incompétence crevait les yeux et qui paraissait prêt à de vastes concessions pour ramener à ses compatriotes, à la veille des élections, un accord avec l'URSS. C'est ce qui avait poussé le secrétaire général à demander la lune : autrement dit la renonciation du président à ce « bouclier spatial » (IDS, pour Initiative de défense stratégique), dont il escompte, avec une candeur presque enfantine, une protection absolue, *ad vitam aeternam,* contre toute agression. C'était trop demander : d'où l'échec de la rencontre. Mais les propositions de « Ron » n'étaient pas pour autant tombées dans l'oreille d'un sourd, et tout le monde, dans les chancelleries occidentales, s'attendait à voir le Kremlin les reprendre, tôt ou tard, à son compte.

C'est maintenant chose faite. Avant même le coup de théâtre des ventes d'armes à l'Iran, la Maison Blanche avait laissé entendre que la mise en œuvre de l'IDS pourrait être retardée. Et il tombe sous le sens que Reagan n'a plus maintenant les moyens de pousser les feux d'un projet auquel personne n'a jamais cru au même point que lui.

Gorbatchev peut donc se payer *sans risque le luxe de couper le lien* établi par lui à Reykjavik entre la négociation sur les euromissiles et l'abandon de l'IDS et d'embarrasser fortement les Occidentaux en reprenant purement et simplement à son compte ce que l'on est convenu d'appeler l'« option zéro » : autrement dit le démantèlement simultané des SS-20 soviétiques et des euromissiles — missiles de croisière et Pershing II américains — déployés pour équilibrer leur menace.

Ce faisant, il joue sur le velours. L'« option zéro » a été inventée par Helmut Schmidt lorsqu'il était chancelier pour apaiser l'aile gauche, très tentée par le pacifisme, de son Parti social-démocrate. Elle a été approuvée à l'époque par le *Conseil atlantique et par Reagan* en personne, qui l'a encore relancée à Reykjavik. Sans doute se mord-on les doigts, ici ou là, de cette offre : personne, à l'époque, ne soupçonnait que Moscou l'accepterait un jour. Il n'empêche qu'on l'a bel et bien faite et que l'on perdrait tout crédit à ne pas le reconnaître.

De toute façon, Bonn va dire, dit déjà bravo. Le ministre des affaires étrangères, le libéral Genscher, qui est sorti renforcé des dernières élections, ne s'est jamais caché de vouloir aider Gorbatchev : et ce peut être l'intérêt d'une Allemagne mal assurée des intentions américaines que de se rapprocher d'une URSS dont le poids sur l'évolution de la RDA est, de toute façon, décisif.

A Washington aussi on se réjouit d'une *démarche* qui peut aider la présidence à redorer son blason si terni. A Paris et à Londres, en revanche, on fronce les sourcils devant une initiative que, depuis Reykjavik, chacun voyait venir. André Giraud va jusqu'à parler, dans une déclaration au *Figaro,* de sa *« grande inquiétude »*.

On le comprend, surtout si on resitue cette inquiétude dans le cadre des rumeurs qui courent sur la possibilité pour les Etats-Unis, endettés jusqu'à l'os et incapables de réduire l'écrasant déficit de leur commerce extérieur, de réduire sensiblement, sinon totalement, la présence de leurs troupes sur le continent. L'éventualité existe qu'à plus ou *moins* long terme l'énorme dispositif *militaire* nucléaire, classique et chimique déployé par l'URSS à l'est de l'Europe, ne trouve plus pour le contenir à l'ouest que les arsenaux nucléaires, nécessairement *modestes,* de la France et de la Grande-Bretagne, et des forces conventionnelles sans commune mesure avec celles du pacte de Varsovie.

Il est difficile d'imaginer que l'URSS pourrait être tentée de lancer une agression dont les conséquences seraient sans doute suicidaires pour elle, mais le risque est fort, en revanche, que le déséquilibre qui se créerait alors en sa faveur ne conduise divers Etats à chercher à s'entendre directement avec elle, autrement dit, pour reprendre un mot injuste mais *commode, à accepter de se « finlandiser ».*

Entre une Amérique de moins en moins fiable et une URSS soudain *réveillée,* il est plus que temps pour *l'Europe de se donner les moyens* de compter d'abord sur elle-même. Elle risque, à *défaut, pour s'en être* trop remise à la protection de l'une, de se retrouver un beau *matin sous le protectorat de* l'autre.

ANDRÉ FONTAINE.

La réforme des finances européennes

M. Chirac s'oppose à une forte hausse des dépenses de la CEE

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La France rejette le plan ambitieux d'augmentation des ressources de la Communauté, qui a été récemment présenté par la Commission européenne. M. Jacques Chirac l'a clairement indiqué, le lundi 2 mars, à l'issue des entretiens qu'il a eus avec M. Wilfried Maertens, premier ministre belge qui assure durant ce semestre la présidence du conseil européen.

Déjà le 22 février, au cours de la première réunion consacrée par les ministres des affaires étrangères à cette affaire, M. Jean-Bernard Raimond avait expliqué que les propositions de la Commission étaient trop complexes pour pouvoir être traitées en quelques mois.

« Un effort important d'assainissement »

Dans ces conditions, il était peut-être préférable de s'en tenir au programme plus modeste, établi en 1984 lors du conseil européen de Fontainebleau. Il avait été alors entendu que le plafond des recettes de TVA affectées par chaque Etat membre au budget de la Communauté pourrait passer de 1,4 % à 1,6 % à compter du 1er janvier 1988. Une telle décision requiert cependant l'unanimité.

M. Jacques Delors, président de la Commission, a proposé, quant à lui une réforme en profondeur des finances de l'Europe. Pour que la Communauté puisse mettre en œuvre l'Acte unique *européen* adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement en décembre 1985, elle a besoin, selon lui, d'une meilleure *« sécurité budgétaire »*. Dans cet esprit, la Commission a proposé pour les cinq années à venir de fixer à 1,4 % du produit national brut des Douze le montant maximum des sommes pouvant être affectées à la Communauté.

Ce serait là un bond en avant important puisque 1,4 % du PNB est à peu près égal à 2 % des recettes de TVA. *« La France est engagée dans un effort important d'assainissement de sa situation économique et financière* (...), *et toute perspective d'augmentation massive des dépenses européennes, pour justifiée qu'elle soit, est examinée avec quelque crainte »*, a déclaré M. Chirac.

La France semble particulièrement réticente à l'idée de la Commission de doubler les crédits affectés aux fonds structurels (fonds régional, fonds social, fonds de développement rural), qui bénéficient principalement aux pays méditerranéens de la Communauté.

Interrogé sur la proposition de M. Mikhaïl Gorbatchev, de conclure avec les Etats-Unis un accord séparé pour l'élimination des euromissiles, le *premier ministre français* a rappelé que, récemment, devant l'assemblée de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), il avait invité les pays européens *« à renforcer leur concertation sur tout ce qui touche à la défense »*, et avait *« même proposé une charte de l'Union de l'Europe occidentale »*.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

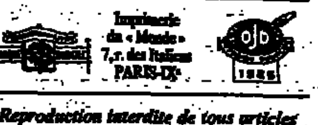
Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*


Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe


Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

Diplomatie

sur les euromissiles

La perspective d'un accord offre à M. Reagan une chance de sauver sa présidence

WASHINGTON
de notre correspondant

Plus que bienvenue, car elle lui ouvre la possibilité d'un succès de politique étrangère, la proposition soviétique d'accord séparé sur les euromissiles représente aussi, pour M. Reagan, un redoutable test de sa capacité à échapper à la paralysie.

Pour arriver jusqu'à la signature de cet accord dont il aurait tant besoin après l'écroulement de son prestige, le président américain devrait, d'une part, réussir à trancher entre les points de vue opposés de M. Shultz, son secrétaire d'Etat, et de M. Weinberger, son secrétaire à la défense – ce qu'il n'a jamais su faire jusqu'à présent – et, d'autre part, ne pas encourir le soupçon d'assouplir ses positions parce qu'il est en situation de faiblesse.

Logiquement, l'enjeu devrait être un stimulant puissant. M. Reagan ne joue-t-il pas là sa place dans l'histoire et le climat des vingt mois de pouvoir qui lui restent ? En termes de moins en moins élégants, chacun va répétant aujourd'hui qu'il avait finalement, en entrant à la Maison Blanche, atteint son point d'incompétence. A en croire un sondage publié, mardi 3 mars, par le *New York Times*, 47 % des Américains désapprouvent désormais sa politique (contre 25 % en octobre dernier), 42 % d'entre eux seulement l'approuvent, et il ne se trouve qu'un quart des personnes interrogées pour croire qu'il soit réellement *« aux commandes »*.

Plus grave encore, dès avant la publication du rapport Tower, 60 % des Américains estimaient (sondage du *Los Angeles Times*) qu'il n'y avait, en fait, jamais eu de *« révolution Reagan »*, et le petit tiers qui disait en avoir observé une la considérait comme terminée. Rien d'étonnant donc à ce que, cette semaine, la couverture de *Time* demande *« Peut-il s'en tirer ? »*, tandis que celle de *Newsweek* constate, sans point d'interrogation, *« L'échec de Reagan »*.

Les résistances de M. Weinberger

Or, si le président américain peut encore *« s'en tirer »*, ce ne peut être qu'en amorçant une vigoureuse relance du processus de réduction des armements, car l'économie est entrée dans l'ère des additions à payer, aucune percée ne se profile au Proche-Orient, un éventuel désengagement soviétique en Afghanistan serait un succès pour M. Gorbatchev et non pas pour lui et la politique centre-américaine est d'ores et déjà en pièces.

Qui plus est, l'accord séparé proposé par M. Gorbatchev présente tous les aspects d'une concession majeure à la Maison Blanche puisqu'il s'inspire de l'« option zéro » inventée par Washington sous le premier mandat de M. Reagan, qui se trouve ainsi justifié d'avoir toujours refusé de lier la réalisation de progrès sur les armes offensives à des concessions sur la guerre des étoiles.

Pour aller de l'avant, pourtant, M. Reagan devra vaincre la résistance de son secrétaire à la défense, que le principe même du contrôle des armements a toujours laissé profondément sceptique et qui bénéficie d'assez d'influence pour avoir souvent pu donner des coups de frein décisifs. Tout récemment, c'est sur son insistance que les Etats-Unis ont fait quelques pas supplémentaires sur la voie d'une relecture du traité ABM sur la limitation des systèmes antibalistiques qui leur permettrait de donner un coup de fouet au développement de l'Initiative de défense stratégique.

La semaine dernière encore, M. Weinberger faisait savoir au nouveau conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, M. Carlucci, qu'il était opposé à ce que l'Union soviétique puisse conserver, dans ses territoires asiatiques, cent têtes de missiles de moyenne portée. Cette démarche tendait en fait, alors que M. Gorbatchev n'avait pas encore fait son offre, à revenir en arrière sur un des points d'accord dégagés à Reykjavik, et il n'y a aucune raison de penser que M. Weinberger puisse soudain changer de conviction.

Comme à son habitude, il devrait, plutôt qu'une attaque frontale, choisir la guérilla. Les nombreuses dispositions qui restent à négocier vont lui donner l'occasion de peser, notamment la question de la vérification de l'éventuel accord sur laquelle M. Weinberger serait parvenu à faire adopter une position que l'un de ses alliés, M. Adelman, le directeur de l'Agence pour le désarmement, qualifiait, lundi, de *« dure à avaler »* pour l'Union soviétique.

Incluses dans un projet de traité que la délégation américaine à Genève n'a pas encore présenté, les dispositions sur la vérification prévoiraient en effet des inspections sur les lieux mêmes de la production et du déploiement des missiles, ainsi qu'un contrôle des installations de stockage. Critiquées dans certains milieux militaires américains, car les Soviétiques bénéficieraient alors également de possibilités d'accès inespérées à des installations qu'ils ne pourraient approcher autrement, ces dispositions pourraient être difficiles à accepter pour M. Gorbatchev. Le département d'Etat avait, pour cette raison, tenté de s'y opposer en les qualifiant d'inutilement strictes.

Pour l'instant, ce n'est pas M. Shultz qui a gagné – même s'il est justifié, lui, dans son optimisme sur les possibilités de déblocage des négociations, – et M. Reagan pourrait difficilement se ranger, du jour au lendemain, à ses côtés, car il a constamment insisté, dans toutes ses prises de positions sur le contrôle des armements, sur cette question de la vérification des accords.

Le rôle-clé de M. Baker

Faire maintenant volte-face en ne lui accordant plus une aussi stricte priorité serait avouer un trop grand désir de signer et prêter le flanc à la critique de beaucoup d'élus démocrates ou républicains et de certains alliés européens. Ce serait aussi laisser voir trop de faiblesse, alors même que l'objectif de M. Gorbatchev est de réamorcer un engrenage qu'il serait politiquement difficile de freiner demain puisque l'Union soviétique aurait montré sa souplesse.

Une complexe partie de bluff s'engage entre un président américain rabaissé et un dirigeant soviétique en pleine possession de ses moyens, si ce n'est de son pouvoir. Elle sera particulièrement difficile à mener pour M. Reagan qui n'est pas – c'est maintenant officiel – un grand amateur du suivi des dossiers et qui va être observé sans pitié par le Congrès, la presse et l'opinion.

Le rôle-clé reviendra en l'occurrence à M. Howard Baker, le nouveau secrétaire général de la Maison Blanche, qui a pris ses fonctions, lundi, en déclarant être pleinement *« conscient que Ronald Reagan est le président et que* [lui-même] *ne l'est pas »*. La précision n'était pas superflue, car chacun sait que c'est lui qui déterminera les rapports de force dans l'entourage présidentiel.



Dessin du *Los Angeles Times* (1986) reproduit dans l'*International Herald Tribune* du 3 mars

M. Gates restera numéro deux de la CIA

Il ne fait aucun doute que ce n'est pas à M. Weinberger qu'il apportera son appui sur le dossier du contrôle des armements, mais, pour l'instant, les porte-parole officiels insistent sur le fait qu'il faudra du temps – *« de longs mois »* – avant que les choses ne puissent se concrétiser.

Ce n'est pas impossible, mais il n'a fallu qu'un week-end à M. Baker pour convaincre de se retirer le candidat que la Maison Blanche avait précemment désigné pour reprendre la direction de la CIA. Un point de friction entre le président et le Congrès a ainsi été éliminé sans traîner. Le Sénat ne voulait pas confirmer la nomination de M. Gates, qui était l'adjoint de M. Casey, démissionnaire, et sur lequel flottait un fort *« parfum d'Irangate »*.

M. Gates conservera néanmoins ses fonctions de numéro deux de la centrale de renseignements américaine dont la responsabilité pourrait être confiée à l'un des membres de la commission Tower, M. Scowcroft, qui a été conseiller du président Ford pour les affaires de sécurité nationale.

BERNARD GUETTA.

La régence Baker ?

La crise que traverse le gouvernement de M. Reagan a inspiré au *Wall Street Journal* un éditorial caustique intitulé – par référence au nouveau secrétaire général de la Maison Blanche – « La régence Baker ? ». Publié dans l'édition du lundi 2 mars, ce commentaire compare la situation qui règne ces jours-ci à Washington à celle d'une cour royale au XVII[e] siècle.

« Le roi, avancé en âge, tout en étant toujours acclamé par le peuple, a suscité des oppositions puissantes au sein de la cour », écrit le journal, qui poursuit : *« Un jour, le roi fait un faux pas. Il n'en résulte immédiatement aucun dommage pour le royaume, mais l'embarras est vif, car le roi a rompu une promesse (...).*

» La cour bruit alors de rumeurs. Le conseil privé mène une enquête officielle sur tout ce linge sale et autres conversations sur l'oreiller. Cette investigation minutieuse découvre beaucoup de désordre, ce qui n'est pas pour surprendre. Ceux qui se sont opposés à la politique du roi commencent à demander la tête de tel ou tel de ses collaborateurs. La reine se joint aux racontars sur le premier ministre, lequel ne lui a jamais montré la déférence qui lui est due. On chuchote que le roi a bafouillé l'autre jour à vêpres et qu'il a somnolé pendant la messe.

» Le scandale s'étend à la cour et il devient impossible de conduire les affaires du royaume. Laissé sans aucun soutien, le roi est contraint de venir à composition. Le premier ministre est exilé sans formalités. Le roi est autorisé à rester sur le trône, mais il confie les affaires de l'Etat à un régent acceptable pour les comtes et les ducs. »

Le *Wall Street Journal* conclut : *« Aux Etats-Unis, bien entendu, cette forme de gouvernement a disparu en 1776. »*

Proche-Orient

ISRAËL : le procès Demanjuk

La défense prise à partie par un témoin

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Ate Chakran ! » (« Tu es un *menteur !* ») En lâchant à voix basse ces deux mots d'hébreu – langue qu'il apprend en prison, – John Demanjuk a perdu, un instant, lundi 2 mars, le calme qui est le sien depuis l'ouverture de son procès il y a deux semaines. L'invective, à peine marmonnée, visait Eliyahu Rosenberg. Ce survivant de Treblinka, âgé de soixante-six ans, venait de s'adresser en criant à celui qu'il tient pour « Ivan le Terrible », l'homme qui actionnait les manettes des chambres à gaz, dans l'« usine de la mort ».

Eliyahu Rosenberg, qui passa onze mois à Treblinka à transporter et à ensevelir des cadavres, était soudain sorti de ses gonds en entendant M[e] Mark O'Connor, avocat de la défense, lui demander, à brûle-pourpoint, pourquoi il *« n'avait pas tenté de venir en aide »* à un groupe d'évadés malchanceux auxquels les gardiens du camp réservèrent un châtiment encore plus cruel qu'aux autres prisonniers, l'asphyxie à la chlorine, laquelle entraîne une très *longue agonie*.

Se tournant, indigné, vers l'avocat, le témoin lança : *« Comment aurais-je pu les aider ? Je n'avais aucun contact avec eux. Ils ne m'auraient même pas entendu crier vers eux. Ne m'interrogez pas de cette manière ! Même le pire antisémite ne m'aurait jamais posé une telle question. »* Puis, le doigt pointé sur l'accusé, Rosenberg poursuivit : *« Demandez-lui ce qui me serait arrivé si j'avais essayé de les aider. J'aurais été jeté dans une mare de sang. »*

C'est à cet instant que John Demanjuk murmura son commentaire et que M[e] O'Connor fut prié de le rapporter au tribunal, par son président, le juge Dov Levin. L'un des spectateurs privilégiés de cette scène fut le chef du gouvernement israélien, M. Itzhak Shamir, venu assister pendant une heure, au premier rang, à ce procès hors du commun. Né en Pologne comme Eliyahu Rosenberg, M. Shamir se déclara plus tard *« ému »* et *« choqué »* par le récit du témoin à charge.

Ce dernier lança d'autres apostrophes au cours de cette neuvième journée d'audience où devait s'achever son long contre-interrogatoire. A l'avocat de la défense qui lui demande comment il distinguait à Treblinka le bruit du moteur de la chambre à gaz de celui du générateur qui produisait l'électricité du camp, il répond, courroucé, en désignant l'accusé : *« Demandez-lui ! C'est lui qui faisait marcher le moteur ! »*

Contradictions dans les déclarations

Autre moment de tension émue : le juge Levin dut faire évacuer de la salle par les policiers un survivant de l'Holocauste qui, *hors de lui, s'était brusquement levé en insultant l'accusé : « Assassin ! Bandit ! »* Eliyahu Rosenberg venait de raconter comment il avait désobéi à Ivan qui lui ordonnait de s'allonger sur une femme morte et comment il avait dû la vie sauve à l'intervention du sergent SS Loeffler.

Des trois journées de témoignage d'Eliyahu Rosenberg – le survivant qui, avec Pinhas Epstein (*le Monde* du 25 février), connut sans doute le mieux Ivan, on retiendra quelques autres temps forts. L'image d'un John Demanjuk, légèrement souriant et tendant la main à l'ancien prisonnier qui s'était approché de lui et refusa, avec colère, de la serrer en lui criant *« nazi ! »*, tandis que son épouse, assise parmi le public, à quelques mètres de là, était saisie d'un malaise. L'évocation aussi par le témoin du sinistre Heinrich Himmler, visitant Treblinka au printemps de 1943 et ordonnant aux responsables du camp de brûler désormais les cadavres au lieu de les laisser se putrifier. Peu de temps après, Treblinka sera doté d'incinérateurs.

On retiendra l'application minutieuse avec laquelle M[e] O'Connor tenta de jeter le doute sur la crédibilité du témoin et sa capacité à identifier Ivan. C'est et ce sera le rôle essentiel de la défense tant que planera le doute sur l'identité de l'accusé. L'avocat parvint, à deux ou trois reprises, à débusquer des contradictions dans les déclarations de l'accusé, notamment à propos de la date de son arrivée au camp.

Dernier constat : le procès Demanjuk, ouvert il y a deux semaines dans l'indifférence, semble passionner de plus en plus les Israéliens, notamment une jeunesse souvent peu au fait de la réalité quotidienne des camps d'extermination. (Des dizaines de *milliers d'écoliers et de lycéens en* ont pris conscience en allant voir récemment le film de Claude Lanzmann *Shoah*, projeté en Israël pendant plusieurs mois.) Outre ses émissions quotidiennes, la télévision consacre désormais au procès une rétrospective hebdomadaire, tandis que la radio retransmet en direct l'ensemble des débats. Dans les coulisses du tribunal, on vient d'installer un circuit fermé de télévision et un écran géant destinés aux centaines de personnes qui, faute de *place, ne peuvent suivre les* audiences à l'intérieur de la salle.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La population de Beyrouth-Ouest approuve l'ordre syrien

(Suite de la première page.)

Quelque chose d'indéfinissable mais d'essentiel a changé : il n'y a plus de barbus, même en arme, dans les rues de Beyrouth-Ouest. Image de marque du milicien, toutes factions confondues, ou symbole d'intégrisme musulman, la barbe est bannie par les Syriens qui confisquent la carte d'identité de qui en porte, jusqu'à ce qu'il revienne la récupérer le menton net.

Il faut vraiment qu'elle soit plus que grise, blanche et vénérable, pour qu'une barbe soit tolérée, non sans quelque suspicion. Signe des temps.

La poigne de fer

Rasés de près, les « ouestiens » – on dit de moins en moins les « bérouthins », depuis douze ans que Beyrouth n'est plus une seule ville – sont assurément satisfaits de voir l'ordre syrien régner chez eux. Prétendre le contraire, sous prétexte d'« occupation », est fallacieux, un échafaudage politique qui ne correspond pas au « vécu » d'une population sortant d'un cauchemar qui avait nom milices, toutes les milices. Qui l'en a débarrassé est bienvenu. Allez dire à un sunnite de Beyrouth-Ouest que, après tout, les Syriens pourraient apporter dans leur sillage autant de problèmes qu'ils en règlent, il vous fusillera... du regard. Le druze, même si le *retour en force de l'armée* syrienne s'est fait contre lui et à son détriment, est, comme le sunnite, malgré tout satisfait du reflux chiite. Et le chiite, à l'exception du Hezbollah, n'est pas mécontent, s'il est « amaliste », que Damas lui ait sauvé la mise, et s'il n'est rien du tout – s'il appartient aux bonnes gens qui sont légion chez les chiites comme ailleurs – d'être à l'abri des milices, à commencer par les siennes. Ne parlons pas du chrétien de Beyrouth-Ouest, race en voie d'extinction, ni des étrangers, race déjà quasi éteinte, tous étonnés de sortir de chez eux sans avoir le ventre troué.

Certes, personne ne se fait d'illusions. Chacun sait d'expérience – 1976-1977, 1982, pour ne citer que les étapes majeures – que les gros « nettoyages » ne purgent pas complètement Beyrouth, Beyrouth-Ouest surtout, ni des armes, ni des milices, ni des voyous qui y refleurissent plus ou moins vite. L'armée syrienne ne fait pas cette fois-ci dans le détail et ne ménage personne, comme lors de sa première entrée en force en novembre 1976, lorque Damas avait tenté une série de récupérations : des Palestiniens, du mouvement national, de l'islam, en essayant de ne pas perdre ses alliés d'alors, les chrétiens. Fausses alliances et vraies hostilités en résultèrent qui traînent encore. Mais la « poigne de fer » syrienne façon 1987 résistera-t-*elle à l'érosion du temps, à la pra*tique du clientélisme qui remplace, au bout du compte, des abus de miliciens par d'autres ? Pourra-t-elle éviter tous les écueils inhérents à sa manière de traiter, par le passé, les affaires libanaises ? Il n'est pas dit que la Syrie saura surmonter les obstacles que dresseront alors sur son chemin ses alliés-ennemis iraniens, ses frères-ennemis palestiniens et, en dernière analyse, ses ennemis tout court israéliens.

Même s'il réussissait un parcours sans faute, le président Assad est confronté au Liban, singulièrement à travers le retour à Beyrouth-Ouest de ses troupes dont il assume, à son corps défendant, la responsabilité, à un problème central : l'Iran et l'intégrisme musulman, chiite, mais aussi sunnite.

Dès le surlendemain de son entrée, le centre de gravité de la *mission de l'armée syrienne* s'est déplacé à la vitesse de l'éclair, de la mise au pas des milices « progressistes » à la lutte contre un Hezbollah (Parti de Dieu), fer de lance chiite d'un intégrisme musulman dont les ramifications sunnites concernent directement la Syrie à Tripoli (matée à coups de canon il y a deux ans) et s'étendent à Saïda (hors de sa portée en raison d'implications israéliennes paralysantes à mesure que l'on approche du Sud libanais).

Avant de se décider à franchir le pas de l'intervention, les Syriens ont dû sortir le grand jeu, mais ce fut concluant ; menaces d'envahir « sa » montagne si M. Walid Joumblatt, le chef druze, continuait à bouder le chemin de Damas, et visite aussi urgente que secrète du chef d'état-major syrien, le général *Hikmat Chehabi*, à Moscou pour obtenir le feu vert soviétique. Il fut obtenu ; à défaut, un avion attendait, dit-on, le président Assad pour qu'il aille en personne convaincre M. Gorbatchev. Ce ne fut pas nécessaire.

La tactique des Soviétiques

Quelle était donc la tactique des Soviétiques qui leur fit engager la bataille par leurs gens à Beyrouth (Parti socialiste progressiste à majorité druze et PC), contre l'allié privilégié de Damas qu'est le mouvement chiite Amal, pour ensuite appuyer sans difficulté une opération syrienne qui visait au premier chef leurs protégés, PC inclus, envers qui le vice-président syrien, M. Khaddam, exerça au maximum sa véhémence hargneuse ?

Jusqu'à présent, ce point reste obscur, et l'on a comme l'impression d'un maillon qui manque. On tente d'expliquer l'attitude de Moscou par son exaspération face à la complaisance syrienne à l'égard du courant chiite. Coupable d'avoir joué à l'apprenti sorcier en encourageant le Hezbollah à ses débuts au Liban, afin de récupérer des positions perdues par suite de l'invasion israélienne de 1982 et de l'intrusion occidentale sur la scène libanaise sous forme de forces multinationales, la Syrie aurait donc été sommée de réagir sous peine de voir son influence de plus en plus contestée. Reste à savoir si la Syrie saura gérer durablement sa présence à Beyrouth-Ouest – pour l'instant bien accueillie par la population.

LUCIEN GEORGE.

● **Un Palestinien tué à Naplouse.** – Un Palestinien a été tué et un autre blessé, lundi après-midi 2 mars, par des soldats israéliens à Naplouse, en Cisjordanie. Selon la version israélienne, trois jeunes Palestiniens ont refusé de se soumettre au contrôle d'identité d'une patrouille militaire israélienne dans le centre de Naplouse et ont pris la fuite. Les soldats ont procédé aux sommations réglementaires, puis tiré en l'air avant de viser les jambes des trois Palestiniens. Selon l'agence Palestine Press Service (PPS), les soldats israéliens ont ouvert le feu pour disperser des manifestations organisées à Naplouse à l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat de Zafer El Masri, le maire désigné de la ville. – *(AFP.)*

Asie

Le budget indien 1987-1988 fortement déficitaire

M. Gandhi annonce une hausse spectaculaire des dépenses militaires

NEW-DELHI
de notre correspondant

Prudence et circonspection : titulaire du portefeuille des finances depuis la mutation surprise de M. V.P. Singh, le mois dernier, à la défense, c'est un Rajiv Gandhi presque timoré qui est apparu au Parlement de New-Delhi lors de la présentation du budget de l'Etat pour l'exercice d'avril 1987 à avril 1988. *« Budget sans innovations, insipide, sans saveur ni odeur, dénué de direction, routinier » :* dans leur majorité, les spécialistes de presse n'avaient pas de mots assez durs pour fustiger un projet qui, sans remettre en cause la politique de lente libéralisation, ne comporte rien de nature à accélérer le mouvement. Le même jour, l'indice des marchés boursiers indiens rendait son verdict par une baisse de 2 %.

630 milliards de roupies de dépenses prévues contre 572,5 milliards de recettes envisagées : ce que les commentateurs reprochent le plus au budget de M. Gandhi, c'est évidemment le « trou » de 57 milliards de roupies (1) qu'il prévoit, et le surcroît de tension inflationniste que ce déficit laisse présager. Le premier ministre l'a dit, il *« n'aime pas »* la tournure prise par les finances publiques. En février 1986, le déficit prévu était de 35,5 milliards de roupies. Douze mois plus tard, il atteint le record absolu de 83 milliards.

M. Rajiv Gandhi a promis que ce genre de dérapage ne se reproduirait pas. La dette publique totale, évaluée à 1 054 milliards de roupies, atteindra 1 211 milliards au cours de l'exercice à venir, dont 230 milliards sont dus à l'étranger. Le service de cette dette devrait s'élever à 106 milliards en 1987-1988 contre 95 milliards l'an passé.

Le plus étonnant cependant est l'absence presque générale de critiques à l'égard de la spectaculaire augmentation des dépenses militaires. Ce budget *« pour les pauvres et la croissance »*, comme le définit lui-même le premier ministre, dévore pourtant 125 milliards de roupies, soit 20 % des dépenses totales pour les seules armées.

La hausse par rapport aux chiffres présentés l'an dernier à pareille époque par l'ancien ministre des finances s'élève à 43 % ! Il est vrai qu'entre-temps, l'allocation défense a été révisée en hausse et devrait atteindre non plus 87 milliards mais 102 milliards pour l'exercice en cours. C'est énorme, a reconnu en substance le chef du gouvernement, *« mais il ne peut y avoir aucun compromis lorsque la sécurité de nos frontières est en jeu »*.

De toute évidence, la tension récente avec le Pakistan, née de manœuvres militaires indiennes d'une ampleur sans précédent, a fait son œuvre dans les esprits : pas plus les *« tigres de papier journal »* dénoncés récemment par le premier ministre que les membres de l'opposition n'ont chapitré M. Gandhi sur ce point. *Le consensus autour des* affaires de défense en Inde est total.

Il l'est aussi autour de l'important effort envisagé par le premier ministre en faveur du système éducatif, qu'il s'est engagé à réformer en profondeur. De 3,5 milliards de roupies en 1986-1987, l'enveloppe passera à 8 milliards, dotation qui s'ajoutera au budget des Etats de l'union sur lequel repose l'essentiel du financement de l'éducation nationale. Enfin, mesure populaire et hautement nécessaire de nature à fouetter le secteur du bâtiment, M. Gandhi a proposé de lancer un grand programme de développement du logement à bon marché, et la mise en place rapide d'un établissement financier spécialisé, doté dans un premier temps d'un fonds de 10 milliards de roupies.

A la veille de trois élections régionales importantes, M. Gandhi, sans tomber dans le populisme, a tenu semble-t-il à rectifier l'image « pro-riches et anti-pauvres » qui est la sienne depuis plus d'un an. Les taxes sur les pièces importées d'automobiles ou d'ordinateurs sont augmentées. De même que sur les cigarettes et certains produits de luxe.

Enfin et surtout, alors que le premier ministre s'est abstenu de toucher à la structure des impôts sur le revenu des particuliers et sur les entreprises, il a décidé que ces dernières paieront toutes désormais des impôts sur au moins 30 % de leurs bénéfices comptables.

Dernière surprise, la planification socialiste demeure ou redevient l'objectif du chef du gouvernement. *« Un socialisme adapté à notre génie propre,* a précisé M. Gandhi, *mais un socialisme néanmoins en ce qu'il implique l'élimination des disparités et l'égalité des chances. »* Vaste programme....

PATRICE CLAUDE.

(1) Une roupie = 0,5 franc.

Polémique à Islamabad

Le Pakistan a-t-il l'arme nucléaire ?

M. Abdel Qader Khan, un des principaux chercheurs pakistanais dans le secteur nucléaire, a-t-il dit, oui ou non, que son pays disposait à présent de l'arme atomique ? L'*Observer* de Londres était, le dimanche 1er mars, catégorique : le journal publiait une interview réalisée à Islamabad par l'ancien directeur du *journal indien The Statesman,* M. Kuldip Nayar, dans laquelle le savant pakistanais assurait que les rumeurs circulant épisodiquement à ce sujet étaient bien fondées : les puissances nucléaires, disait-il, *« nous ont dit que le Pakistan ne pourrait jamais produire la bombe et mettaient en doute mes capacités — à présent, elles savent que nous y sommes parvenus ».*

« Ce que la CIA a dit en affirmant que nous possédions la bombe est exact, de même que les spéculations à ce sujet de certains journaux étrangers », aurait insisté le savant chercheur selon le texte de l'interview publié par le sérieux journal britannique. Des affirmations suffisamment *explicites pour susciter* un regain d'inquiétude à New-Delhi, où l'on venait pourtant de voir M. Rajiv Gandhi proposer une augmentation en flèche du budget de la défense.

Mais dans une lettre distribuée par l'ambassade pakistanaise à Washington auprès des agences de presse M. Khan revenait, dimanche, sur les propos qui lui étaient attribués : des remarques tirées de leur contexte afin de *« faire croire abusivement au monde que le Pakistan possède la bombe »,* disait-il. Et de réitérer la position d'Islamabad selon laquelle le programme nucléaire pakistanais, qui permettrait d'enrichir l'uranium à 93,5 %, le seuil critique pour fabriquer l'arme nucléaire, est exclusivement destiné à des fins pacifiques.

M. Khan, faisait remarquer l'*Observer,* est entouré de mesures de protection dignes du chef de l'Etat pakistanais, qui le rendent pour ainsi dire incontactable. Lui aurait-on suggéré les termes de son vigoureux *démenti ?* — F. D.

Début d'évacuation d'un camp en Thaïlande

Bangkok et Kuala-Lumpur pressent les Occidentaux d'accélérer le transfert des réfugiés

Les autorités thaïlandaises ont commencé, dimanche 1er mars, à évacuer le camp de réfugiés de Khao-I-Dang, dernier camp administré en Thaïlande par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), pour en réinstaller la population khmère dans des sites temporaires plus proches de la frontière du Cambodge et placés sous la responsabilité de la résistance antivietnamienne. Un groupe de deux cent trente réfugiés a ainsi été transféré dans un camp dépendant des partisans du prince Norodom Sihanouk.

BANGKOK
de notre envoyé spécial

Les Etats du Sud-Est asiatique manifestent de nouveau leur impatience face aux problèmes posés par les réfugiés indochinois auxquels ils accordent un asile temporaire en attendant leur transfert vers des pays d'accueil définitif. Les premiers concernés, la Thaïlande et la Malaisie, ont encore récemment exprimé leur désir de mettre un terme à l'hospitalité ainsi offerte aux Indochinois candidats à l'exil.

Dans un message adressé à des organisations humanitaires qui s'occupent de réfugiés, le gouvernement thaïlandais a réitéré sa volonté de mettre fin l'été prochain au programme de réinstallation de réfugiés dans des pays tiers. Autrement dit, l'application d'une telle mesure signifierait le cas échéant que les réfugiés considérés ici comme des *« immigrants illégaux »* ne pourraient plus quitter leurs camps pour s'installer ailleurs.

Pour sa part, la Malaisie a indiqué envisager la fermeture du camp de Pulu-Bidong. Cet îlot au large de la côte orientale malaise accueille environ cinq mille réfugiés de la mer vietnamiens, sur les quelque neuf mille actuellement en Malaisie.

Près de douze ans après la victoire communiste au Vietnam, l'afflux de réfugiés de la mer se poursuit. Près de vingt mille d'entre eux ont survécu au voyage en 1986 contre un peu plus de vingt-deux mille l'année précédente. Sur un total de plus de trente-deux mille de ces réfugiés de la mer qui se trouvent actuellement dans des camps de transit de la région, moins de huit mille ont d'ores et déjà été acceptés par des pays d'accueil définitif. Les autres, *dans leur grande majorité, ne* correspondent pas aux critères d'accueil définis par les pays occidentaux et végètent parfois depuis deux ou quatre ans dans les camps de transit de la région.

La Thaïlande offre en outre un asile temporaire à plus de cent dix mille réfugiés laotiens et cambodgiens. Ce chiffre bien entendu ne tient pas compte du quart de million de civils cambodgiens installés le long de la frontière khmère dans les *camps de la résistance au régime de* Phnom-Penh. Ces derniers ne bénéficient même pas en effet du statut « d'immigrants illégaux » et ne peuvent qu'espérer un jour regagner leur pays.

Hongkong, les Philippines et l'Indonésie abritent également des populations de réfugiés de la mer vietnamiens. Les arrivages — plus de deux mille personnes — ont presque doublé à Hongkong en 1986 par rapport à l'année précédente, en dépit de sévères mesures prises par la colonie britannique. Près de trois mille de ces réfugiés ont en outre échoué aux Philippines et plus de trente mille sont actuellement en Indonésie.

La « lassitude de la compassion »

Le problème posé aujourd'hui par les réfugiés indochinois n'a plus rien à voir avec ceux de la fin des années 70. Pulu-Bidong par exemple a abrité jusqu'à 76 500 réfugiés de la mer vietnamiens en juin 1979. Mais Bangkok et Kuala-Lumpur notamment s'inquiètent de plus en plus de la lenteur avec laquelle les pays d'accueil définitif acceptent de les prendre. Moins de 10 % des quelque cent vingt mille « immigrants illégaux » indochinois de Thaïlande ont déjà reçu l'assurance d'une réinstallation aux Etats-Unis, en Australie, au Canada ou encore en France, pour citer les principaux pays d'accueil.

Faute de pouvoir décourager l'afflux de réfugiés, Thaïlandais et Malaisiens multiplient donc les pressions sur les Etats occidentaux pour que les transferts s'accélèrent. C'est ainsi qu'il faut avant tout interpréter leur *menace renouvelée de fermer* les camps. Ils entendent également exprimer leur fermeté pour des raisons intérieures, l'accueil des réfugiés n'étant guère populaire dans la région.

Mais de la parole aux actes une certaine marge de manœuvre *demeure.* Ainsi le camp de réfugiés cambodgiens de Khao-I-Dang en Thaïlande, « fermé » officiellement le 31 décembre, n'est pas encore vidé de ses quelque vingt-deux mille occupants. Ces derniers doivent être progressivement transférés dans les camps civils de la résistance khmère à partir de cette semaine — l'évacuation a d'ailleurs commencé, — ce qui leur coupera *définitivement* la voie de l'exil.

Il ne faudrait cependant pas sous-estimer la *« lassitude de la compassion »* exprimée en septembre dernier par le premier ministre *thaïlandais. Bangkok s'inquiète,* en plus du reste, de la diminution du nombre de départs légaux du Vietnam dans le cadre d'un programme négocié par l'ONU avec Hanoï en mai 1979, et qui a déjà permis à environ 120 000 Vietnamiens de s'exiler légalement. En 1986 le nombre de ces départs légaux est cependant redevenu inférieur à celui des réfugiés de la mer vietnamiens arrivés à bon port. Il promet de baisser encore cette année en raison du retrait, à la demande de Hanoï depuis plus d'un an, des Américains associés à ce programme. En effet, depuis le 1er janvier 1986, les Américains ne sont plus autorisés à sélectionner, dans le cadre de ce programme, des candidats à l'immigration *légale* chez eux. La liste de ceux qui l'ont déjà été, en 1985, sera épuisée en août.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Afrique

OUGANDA

Arrestation du responsable de l'association des droits de l'homme

NAIROBI
de notre correspondant en Afrique orientale

Pour avoir affirmé, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *African Concord*, que « *la violation des droits de l'homme est bien pire, aujourd'hui, qu'elle ne l'était sous le régime d'Idi Amin Dada* », M. Seera Muwanga, secrétaire général de l'organisation indépendante ougandaise Les activistes des droits de l'homme, vient d'être arrêté. Créée en Suède en 1982, cette association, qui compterait environ trois mille membres, s'était installée en Ouganda en août 1985, au lendemain de la chute de Milton Obote.

Le regain d'activité des bandes rebelles qui, à la mi-février, ont occupé, pendant plusieurs heures, les villes de Gulu et de Soroti, dans le nord et l'est du pays, semble avoir eu raison des bonnes dispositions gouvernementales en matière de respect des droits de l'homme. Des témoignages dignes de foi se multiplient sur les violences, qui ne sont plus seulement des actes isolés d'indiscipline commises par l'Armée nationale de résistance (NRA) dans les zones dites de guerre : mise à sac des récoltes, destruction des points d'eau, supplice des « trois pièces » *(kandooya)*, qui consiste à lier les bras derrière le dos, coude contre coude, au point de provoquer la mort par suffocation, exécutions sommaires.

Les Pères de Vérone ont été contraints de fermer plusieurs de leurs missions dans le nord du pays, la NRA les soupçonnant de prêter assistance aux « rebelles ». D'autre part, la presse ougandaise s'est fait l'écho de la mort, pour cause de mauvais traitements, d'au moins sept détenus à la prison de Luzira, à Kampala. Six personnes accusées de trahison, dont deux anciens ministres, viennent d'être libérées, mais vingt-deux autres attendent, certaines depuis plusieurs mois, que l'on statue sur leur sort.

M. Yoweri Museveni, le chef de l'Etat, a qualifié de « *complètement stupides* » les informations sur les violations des droits de l'homme et a menacé de jeter en prison les journalistes qui terniraient la bonne réputation de la NRA. A cet égard, les travaux du tribunal militaire qui avait compétence pour juger les actes d'indiscipline commis par les soldats ont été suspendus *sine die*.

JACQUES DE BARRIN.

Un entretien avec le ministre de la coopération de Maputo

Le Mozambique a demandé à la France de lui fournir une aide militaire

A le voir ainsi, sous les ors lambrissés d'un grand hôtel parisien, élégant dans un strict costume croisé, M. Jacinto Veloso semble loin de la « sale » guerre qui oppose, au Mozambique, les soldats souvent en guenilles de l'armée de Maputo aux « bandits armés » de la RNM (Résistance nationale du Mozambique). Ministre de la coopération, M. Veloso est un diplomate par fonction et par tempérament. Ancien pilote de l'armée portugaise, il prit pleinement sa part dans la « lutte de libération nationale ». Représentant du Frelimo, le parti unique, à Alger, responsable de la sécurité à Maputo, puis ministre à la présidence, homme d'appareil, il devint très vite l'homme-clé des rapports entre le régime marxiste mozambicain et les pays occidentaux, les Etats-Unis notamment. Pragmatique, il fut aussi l'un des hommes de confiance de Samora Machel, et il incarne aujourd'hui la volonté d'ouverture du nouveau chef de l'Etat du Mozambique, M. Joachim Chissano.

Dans un pays qui, mieux que d'autres, a intégré la mixité raciale, M. Veloso, qui est d'origine portugaise, évolue à l'aise au sein du groupe restreint de ceux qui, à Maputo, se succèdent aux postes essentiels. Membre du bureau politique du Frelimo, il fut surtout l'un des principaux partisans du pacte de Nkomati, signé en mars 1984 entre son pays et l'Afrique du sud, et dont les faits semblent montrer que, pour Pretoria, il s'agissait d'un chiffon de papier...

C'est égal, M. Veloso « *ne regrette pas* » le rôle qu'il a joué alors : « *Au contraire, c'est exactement ce qu'il fallait faire à ce moment-là.* »

Le Mozambique, explique-t-il, a montré « *son ouverture, sa bonne volonté pour créer une zone pacifique en Afrique australe. Rappelez-vous : à l'époque, le Mozambique était considéré comme le fauteur de troubles dans la région. Aujourd'hui, tout le monde dit que c'est l'Afrique du Sud l'élément déstabilisateur. C'était un accord pour le futur : nous avons démontré ce que nous sommes, ce que nous voulions faire* ». Pourtant, Pretoria continue à armer les maquisards de la RNM. M. Veloso en convient, mais, précise-t-il, c'était plus évident avant Nkomati : « *Les Sud-Africains disent que, depuis lors, ils n'aident plus la RNM. Alors, c'est un peu difficile, du point de vue légal, sur le plan international, de lancer une accusation que l'on ne peut pas prouver ou dont les preuves que nous présentons ne sont pas jugées suffisantes* », et ce, même si la « *conviction générale* » va dans ce sens.

Accord en vue avec le FMI

Un problème de même nature se pose à l'égard du Malawi, où les « *terroristes* » disposent de centres d'entraînement et de ravitaillement, et d'où, en septembre dernier, ils ont lancé une offensive de grande ampleur. Certes, Lilongwe n'a jamais voulu reconnaître les faits, mais M. Veloso estime que les relations avec les autorités malawites sont en train de s'améliorer : « *Nous avons développé des rapports beaucoup plus étroits, en formant des groupes de travail conjoints, en particulier sur les aspects de sécurité des frontières. Notre impression est que le Malawi développe une action pour effectivement contrôler les frontières. D'autre part, il est maintenant tout à fait d'accord pour utiliser la ligne de chemin de fer menant au port de Nacala, et même à participer, d'une façon qu'il reste à déterminer, à la protection de la ligne, par exemple en payant une taxe pour financer une force de sécurité.* » Par la suite, ajoute M. Veloso, le Malawi pourra utiliser également le port de Beira : « *Nous sommes très optimistes.* »

Cette normalisation des relations entre Maputo et Lilongwe est essentielle pour le Malawi, en raison de son enclavement, mais aussi pour le Mozambique. M. Veleso se déclare ainsi persuadé que le jour où la RNM ne disposera plus de bases arrière au Malawi, le cours de la guerre sera profondément modifié. « *Nous savons exactement où leurs troupes sont basées*, explique-t-il, *malheureusement nous n'avons pas toujours les moyens d'attaquer.* » La RNM contrôle aujourd'hui, plus ou moins complètement, les provinces du nord du pays, notamment le Zambèze et les régions de Niassa, Cabo Delgado, Tete, et reste très présente dans l'ouest et le centre du pays.

Le ministre de la coopération ne croit pas, cependant, au risque d'une coupure du pays en deux, d'une sécession du Nord, comme en ont manifesté l'intention les gens de la RNM. « *Notre réponse est de plus en plus efficace, bien que limitée par notre manque de moyens logistiques.* » Les troupes mozambicaines, alimentées par l'Union soviétique, épaulées par un contingent d'environ 9 000 soldats cubains, reçoivent également une aide d'origine européenne. La Grande-Bretagne, explique M. Veleso, poursuit une coopération militaire à la fois au Zimbabwe, où, au camp d'Inyanga, elle entraîne des soldats mozambicains, et au Mozambique, où des instructeurs britanniques participent à la protection de certains objectifs économiques.

Durant son séjour en France, du 22 au 28 février, M. Veloso a demandé que la France aide aussi, sur le plan militaire, son pays. La réponse de Paris, estime-t-il, semble positive : « *Il y a des possibilités dans ce domaine* », qui porteraient à la fois sur l'entraînement de l'armée mozambicaine et sur la livraison de matériels militaires. Pour sa part, le Congrès américain s'y « *oppose très fortement* », en dépit d'une nette amélioration des relations entre Washington et Maputo.

Les Américains, en revanche, accordent une aide humanitaire importante au Mozambique, pays où, selon M. Veloso, 3,5 millions de personnes souffrent de famine ou de sous-nutrition. La communauté internationale, après avoir longtemps ignoré le drame de ce pays, se mobilise aujourd'hui : les aides alimentaires affluent de toutes parts et les Nations unies, à la demande de Washington, viennent de nommer un coordinateur de l'aide extérieure.

M. Veloso est confiant sur ce point : le mois prochain, le Mozambique devrait signer un accord de principe avec le Fonds monétaire international, ce qui devrait déclencher une participation financière de différents bailleurs de fonds. M. Veloso ne pense pas, à ce sujet, que le principal allié de son pays, l'Union soviétique, prenne ombrage de ce spectaculaire rapprochement avec les pays et les institutions financières occidentales : tous les pays, y compris ceux du bloc de l'Est, ne doivent-ils pas, un jour ou l'autre, se résoudre à conclure un accord avec le FMI ? « *Je ne vois pas pourquoi nous, nous ne pourrions pas le faire...* »

LAURENT ZECCHINI.

● **ÉTHIOPIE : restrictions à l'action du CICR.** — L'action du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Ethiopie est paralysée depuis une quinzaine de jours, à la suite des conditions posées par le gouvernement d'Addis-Abeba, qui souhaite prendre le contrôle de l'assistance humanitaire, a indiqué à Genève, un porte-parole du CICR. Les délégués de la Croix-Rouge internationale ne peuvent plus se déplacer tant que celle-ci refusera de se soumettre au contrôle de la Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation (RRC). — *(AFP.)*

Europe

La mort de « Txomin »

Un mythe au Pays basque

Le dirigeant séparatiste basque Domingo Iturbe Abasolo, dit « Txomin », a trouvé la mort, vendredi 27 février, dans un accident d'automobile près de Berrouaghia, à 150 kilomètres au sud d'Alger *(nos dernières éditions du 3 mars)*. **Deux autres militants de l'ETA-militaire, également réfugiés en Algérie, Inaki Aracama Mendia et Maria Benel Gonzalez Penalba, qui voyageaient avec « Txomin », n'ont été que légèrement blessés.**

BIARRITZ
de notre correspondant

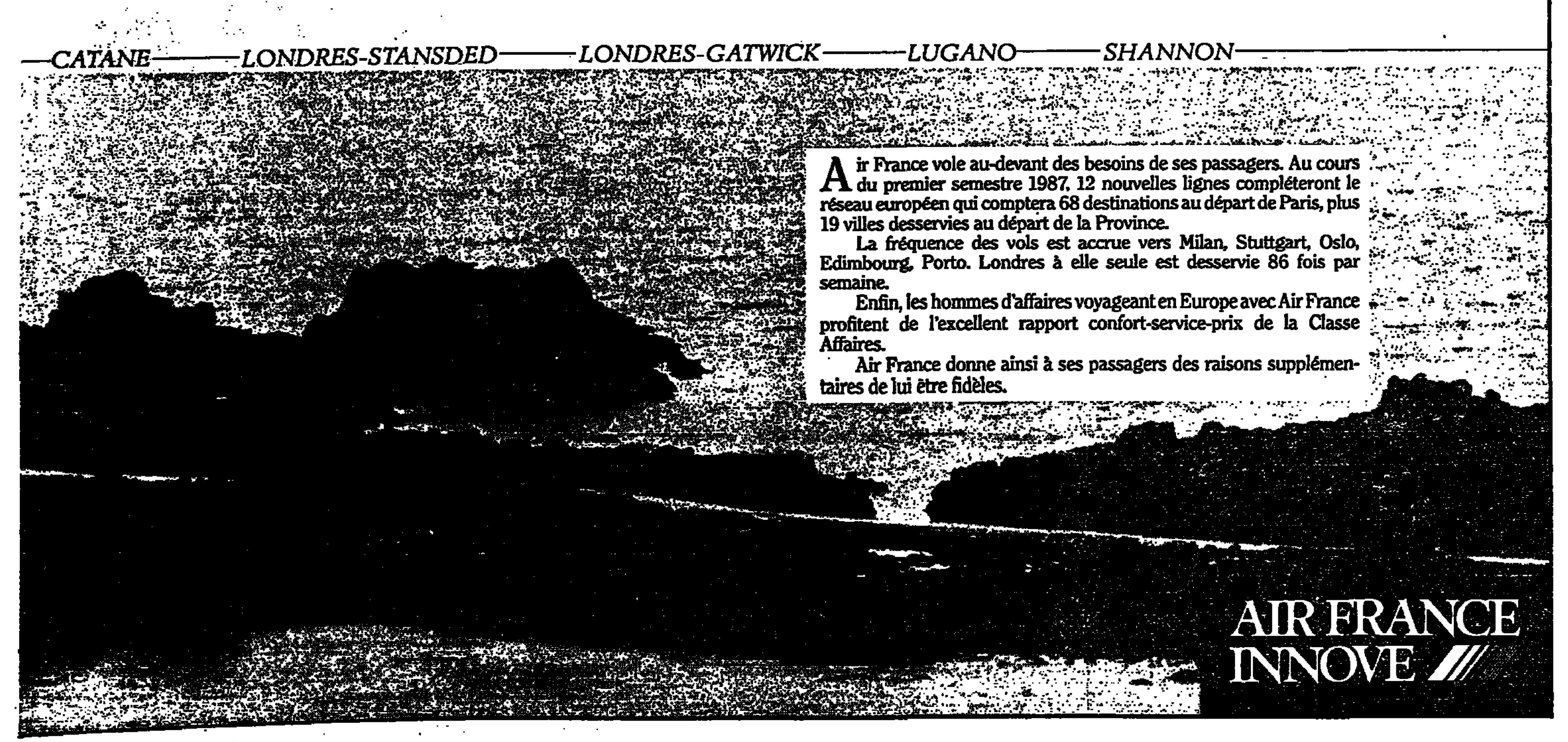
« Txomin » (traduction basque de Domingo) était un véritable mythe au Pays basque. La police et la presse espagnoles l'avaient consacré numéro un de l'ETA, bien que l'organisation clandestine basque se soit toujours prévalue d'une direction collégiale et que la justice espagnole n'ait rien eu à lui reprocher depuis la loi d'amnistie promulguée en 1977. Un grade dont il se serait bien passé et qui lui a valu d'être, à quatre reprises, l'objet d'attentats de la part de nostalgiques du franquisme. Il s'en était toujours sorti indemne ou avec des blessures légères. Et cette « baraka » n'était pas étrangère à l'aura qui l'entourait dans la population basque.

Aîné de six enfants d'une famille d'agriculteurs de la vallée de Mondragon, fief du nationalisme basque, il avait dix-sept ans à la naissance de l'ETA en 1960. Et, comme la plupart des jeunes de son village, il passait ses soirées à lire des ouvrages interdits sur l'histoire du peuple basque ou à tracer furtivement des drapeaux basques sur la façade de la caserne de la garde civile. Il n'en fallait pas plus à l'époque pour être poursuivi, ce qui l'avait amené à se réfugier à Bayonne dès 1968. Plusieurs fois assigné à résidence, cible des tueurs de ce qui allait devenir le GAL (Groupe antiterroriste de libération), il avait failli tomber sous les balles de policiers pour un refus d'obtempérer. Ces dernières années il s'était transformé en conciliateur. L'ennemi public numéro un était, disait-on, devenu un sage, ardent partisan de la négociation entre militants basques et militaires espagnols, isolé au sein d'un état-major jusqu'au-boutiste.

Fils d'agriculteurs, il avait conservé la sagesse des gens de la terre, et, pour affirmer ses opinions, il avait toujours quelques bons vieux proverbes basques en réserve. Pour lui, ceux-ci avaient plus de fondement que l'idéologie marxiste débitée par certains de ses compagnons de combat.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

● **POLOGNE : prison pour un pirate de l'air.** — Un Polonais de dix-neuf ans, Dariusz Piskorek, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir tenté en août 1986 de détourner un avion de la compagnie nationale LOT se rendant de Wroclaw à Varsovie, a annoncé vendredi 27 février l'agence officielle PAP. Il avait été maîtrisé par des gardes de sécurité après avoir attaqué une hôtesse avec un rasoir, en demandant que l'appareil change d'itinéraire. La presse avait rapporté à l'époque que le jeune homme n'avait même pas eu le temps de faire état de ses volontés. Il avait été décrit comme un patient d'une clinique psychiatrique. — *(Reuter, AP.)*



Politique

Dans une lettre, restée interne, adressée à la direction du PCF

M. Claude Poperen explique pourquoi il a quitté le bureau politique

« Marcel Rigout se fait le porte-parole d'une manœuvre. C'est une entreprise interne, mais pas seulement, dont il est coutumier. » Ces mots accusateurs et explosifs figurent dans une lettre envoyée par M. Claude Poperen à la direction du PCF. Ils ne sont pas de ce membre démissionnaire du bureau politique, qui les attribue à M. Georges Marchais, *selon plusieurs responsables* qui ont lu ce courrier de deux pages.

Le secrétaire général du parti aurait tenu ces propos, indique cette missive, le 26 janvier dernier, au cours de la réunion du bureau politique qui avait directement précédé la session du comité central au cours de laquelle MM. Poperen et Rigout avaient donné leur démission des instances dirigeantes du parti. Ce courrier éclaire d'une lumière nouvelle tout à la fois la démission de M. Poperen et l'analyse faite, par l'équipe de M. Marchais, du « coup de sang » de l'ancien ministre de la formation professionnelle, M. Rigout.

Un rappel des faits s'impose. Quelques jours avant la dernière réunion du comité central, M. Marchais accuse, à la télévision, les « rénovateurs » d'être des *« liquidateurs »* du parti. Cette assimilation émeut M. Rigout, qui, par lettre, demande s'il s'agit d'une opinion du seul secrétaire général ou si elle est partagée par les membres du parlement communiste. A l'unanimité moins quatre abstentions, les membres du comité central entérinent les propos de M. Marchais, en rappelant que le mot « liquidateur » avait *déjà été* utilisé *dans une résolution* (votée par M. Rigout), en mai 1986, pour qualifier l'attitude de certains « rénovateurs » de Meurthe-et-Moselle.

La réponse du comité central dans laquelle il est écrit, à destination de M. Rigout : *« Nous ne voyons donc pas en quoi tu peux t'estimer concerné par les propos tenus par Georges Marchais »*, ne fait l'objet d'aucun amendement, malgré les demandes de MM. Anicet Le Pors et Lucien Sève. Cette réunion du comité central se solde par la démission de MM. Poperen et Rigout des instances dirigeantes. Dans les jours suivants, les dirigeants du PCF rappellent les propos critiques tenus par l'ancien ministre de la formation professionnelle (1) à Rome, en juin 1984, élément qui *ne figurait pas* dans la *réponse* du comité central. S'agissant de la démission de M. Poperen du bureau politique, M. Marchais fait allusion, sans plus de précision, à des *« désaccords »* remontant, eux aussi, à 1984. Selon le secrétaire général, ce n'est *« pas un hasard »* si ces deux démissions interviennent *« au moment où* [les] *rapports* [du PCF] *avec les masses sont infiniment meilleurs »*.

Ainsi qu'il s'y était engagé, M. Rigout fait parvenir à la direction – à charge pour elle de la transmettre aux membres du comité central – une nouvelle lettre, plus détaillée, expliquant les motifs de sa démission.

La démission de M. Poperen restait obscure aux yeux de beaucoup. Il s'en explique dans la lettre qu'il a fait parvenir à la direction du parti. Contrairement à celle de M. Rigout, elle n'a pas fait l'objet d'une diffusion aux membres du comité central. Tout au plus, ceux-ci ont-ils reçu une invitation datée du 14 février, à venir en prendre connaissance dans les locaux de la place du Colonel-Fabien, au siège du PCF. Chaque dirigeant peut lire cette missive auprès du secrétariat administif du comité central, dirigé par M. Gaston Plissonnier. Après quoi, le lecteur émarge une liste afin de laisser une trace de son passage.

Dans cette lettre, M. Poperen fait référence à *« un droit de réponse à l'intérieur du parti »*, après les déclarations publiques de M. Marchais concernant sa démission. Rejetant les arrière-pensées dont il est soupçonné depuis son départ du bureau politique, il affirme qu'il a pris sa décision au cours de la réunion de cette instance, le 26 janvier, juste avant l'ouverture de la session du comité central, *« et seulement à ce moment-là »*. M. Poperen indique, selon plusieurs dirigeants, qu'il s'est refusé à évoquer, devant le comité central, des faits dont *« certains sont pénibles et peu glorieux »* pour le PCF.

Les faits dont il s'agit semblent être, principalement, les propos tenus au cours de cette réunion du bureau politique par M. Marchais sur M. Rigout, *« porte-parole d'une manœuvre* (...) *dont il est coutumier »*. S'ils sont exacts, ils sont en totale contradiction avec la réponse à M. Rigout, élaborée par le secrétaire général et adoptée par le comité central, qui évite soigneusement *« l'amalgame »* entre ceux qui s'expriment en dehors du parti (M. Juquin par exemple) et ceux qui, respectant les règles internes, conservent des désaccords (M. Rigout, en l'occurrence). Une position réaffirmée par M. Marchais au cours de « L'heure de vérité ».

Ce point paraît avoir motivé la démission de M. Poperen, qui *« refuse de couvrir »* un double langage : le premier pour le bureau politique, le second pour le comité central à destination des communistes de base. Selon un dirigeant du PCF, M. Poperen *« ne voulait pas, cette fois-ci, être mêlé à la manœuvre »* de M. Marchais.

S'élevant *« avec la même énergie »* contre les propos de M. Marchais sur les « rénovateurs-liquidateurs » et contre les interventions de M. Juquin à la télévision, M. Poperen juge *« incorrect »* de lui attribuer des déclarations publiques qu'il n'a pas faites.

Les membres du comité central *peuvent* prendre connaissance, en même temps que de cette lettre, d'un commentaire en trois points, signé par le secrétariat du comité central. Ils y apprennent que l'accusation de *« manœuvre »* portée contre M. Rigout par M. Marchais, avait été étayée par des *« faits précis »*, comme *« les désaccords »* de l'intéressé avant le vingt-cinquième congrès. Le deuxième *point*, un peu flou, évoque l'absence des membres du bureau politique au moment de la réception de la lettre de M. Rigout, ce qui tendrait à prouver, comme *le Monde* l'a écrit, que M. Marchais avait rédigé, seul, une réponse à l'ancien ministre. On ne sait pas, toutefois, si M. Poperen aborde cette question, ni dans quels termes, dans son courrier. Le troisième point serait relatif à l'avenir professionnel de M. Poperen, problème qu'il aborde probablement dans sa lettre, car, permanent du parti, il est rétribué par le PCF, dont il a quitté les instances dirigeantes.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) A Rome, le 29 juin 1984, M. Rigout avait déclaré que, pour une partie de l'électorat communiste, M. Georges Marchais était devenu *« l'homme de l'échec »*.

« Jamais, je dis bien jamais... »

Lors de son passage à « L'heure de vérité » sur A 2, le 25 février dernier, M. Georges Marchais avait tenu à faire une mise au point concernant les *démissions* de MM. Claude Poperen et Marcel Rigout des instances dirigeantes du PCF. *« Pourquoi cette campagne odieuse, visant à accuser notre parti d'avoir martyrisé, au fond, ces hommes, alors que, en définitive, ce sont eux qui ont pris librement leur décision ? »* s'était demandé le secrétaire général.

Il avait ajouté : *« Nous avons respecté leur décision, et jamais, je dis bien jamais, vous ne trouverez aucun texte, jamais nous n'avons assimilé des camarades — parce qu'il y a quelques camarades, ils ne sont pas nombreux, c'est une infime minorité, (...) qui violent les règles du parti (...) — mais nous n'avons jamais confondu ces gens, qui ont effectivement une attitude liquidatrice (...) avec les camarades qui ont, à un moment ou à un autre, ou sur tel ou tel aspect, des désaccords avec la politique du parti. »* En fin d'émission, M. Marchais avait inscrit sur le livre d'or : *« La vérité, rien que la vérité ! »*

Le PCF soutient l'appel pour le retrait du projet de réforme du code de la nationalité

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 3 mars dans un article consacré aux « rénovateurs », la direction du PCF s'associe à l'appel à la manifestation du 15 mars contre le projet de réforme du code de la nationalité, signé par cent vingt organisations politiques, syndicales et associatives. La Ligue des droits de l'homme, qui s'émeut de cette erreur, précise que « le Parti communiste français figurait dans les premiers signataires de l'appel (...) publié dans le Monde *du 20 juin 1986 » ainsi que dans celui « du 20 janvier 1987 ».* L'Humanité *du 3 mars relève cette erreur du* Monde *en soulignant : « Soutenir ou ne pas soutenir peut être une question. Maquiller ou travestir, ce n'est que de la désinformation. »*

● **M. Fiterman n'est pas « personnellement candidat » à l'élection présidentielle.** — Dans une interview au bimensuel *Actualité juive* à paraître le mercredi 4 mars, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, indique qu'il ne souhaite pas être le candidat de son parti à l'élection présidentielle mais que dans cette hypothèse il assumerait ses responsabilités. *« Je suis pour laisser les communistes choisir selon leurs règles »*, précise l'ancien ministre des transports de M. Pierre Mauroy, qui ajoute : *« Je ne suis pas personnellement candidat »* à l'Elysée. M. Fiterman, pour qui tous les communistes sont des rénovateurs, affirme que *« si l'on suivait quelques camarades peu nombreux, nous risquerions de devenir un satellite d'un Parti socialiste qui poursuit une politique de gestion du capitalisme ». « Nous risquerions,* poursuit-il dans *Actualité juive, d'éclater en de multiples fractions et tendances. Cela conduirait effectivement à une liquidation du PCF. »* S'agissant de l'URSS, il se félicite que M. Mikhaïl Gorbatchev *« parle de révolution dans le socialisme. C'est bien de cela qu'il s'agit »* dit-il.

A Paris

Les représentants des revues européennes tentés par l'eurogauche se concertent

A l'initiative de la Fondation *Friedrich-Ebert*, proche du *SPD* allemand, et de l'association Rencontre de Saint-Fons, les représentants d'une soixantaine de revues européennes de gauche se sont réunis, le jeudi 26 et le vendredi 27 février à Paris. Cette rencontre faisait suite au colloque tenu en juin dernier à Saint-Fons, dans le Rhône (*le Monde* du 11 juin) par les tenants de l'eurogauche, en vue de la création d'une « trilatérale du socialisme ».

Si quinze pays européens étaient représentés à cette rencontre parisienne (France, Espagne, RFA, Autriche, Belgique, Italie, Norvège, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Portugal, Suède, Suisse et Danemark), l'absence des socialistes espagnols était due à la présence des communistes ibériques, représentés par la revue du PCE, *Nuestra Bandera*, et les syndicalistesdes *commissions ouvrières* espagnoles.

Les participants sont convenus d'organiser, d'ici un an, une nouvelle rencontre à Vienne (Autriche) en l'élargissant à d'autres revues et, tant que faire se peut, en essayant d'y intéresser les lecteurs de ces revues. A terme, le but de ces rencontres est de parvenir à l'élaboration d'une seule et unique revue européenne de gauche, publiée dans chaque pays simultanément en langue nationale.

Cet objectif ambitieux se heurte à des difficultés qui ne sont pas seulement de caractère technique, mais également idéologiques dans la mesure où la palette des publications va des plus « libérales » au plus « radicales ». Un autre obstacle, mis en évidence par le représentant italien de *Micromega*, vient de ce que le but n'est pas de tenter la création d'une *« communauté cachant des partis politiques »*.

En clair, il n'est pas question, *pour* la majorité des participants, de donner naissance à une internationale socialiste des publications couvrant une coalition de partis socialistes ou sociaux-démocrates mais bien plus de régénérer le discours de la gauche socialiste en y intégrant, aussi bien, les problèmes soulevés par les Verts allemands ou les racines de l'eurocommunisme.

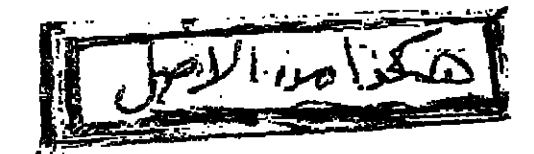
Dans un premier temps, certains représentants de revues ont passé des accords tacites d'échange de sommaires, de publications ou même d'articles. Il est par ailleurs envisagé d'élaborer, dans les prochains mois, un dossier commun à toutes les revues qui étaient représentées.

Ces dernières, au rang des propositions, pourraient aussi sortir un numéro, dans chaque pays, axé sur le même thème.

● **LE MRG ET L'EUROPE.** — M. François Doubin, président du MRG qui vient d'assister au congrès du Parti radical italien, souhaite la constitution d'un parti européen *« rassemblant démocrates, radicaux et libertaires »* dont les partis nationaux ne seraient plus *alors que des* sections. Il ne s'agit pas pour le MRG, a expliqué lundi 2 mars, son président, de préparer les élections européennes mais d'*« européaniser »* la réflexion des responsables politiques.

● **Décès de M. André Trancart.** — M. André Trancart, maire (RPR) d'Omecourt (Oise), conseiller général du canton de Formerie, est décédé, le lundi 2 mars, d'une crise cardiaque.

[Né le 21 mai 1922 à Omecourt (Oise), André Trancart, agriculteur, est élu maire de sa ville natale en 1947 et a toujours été réélu depuis. Il était conseiller général du canton de Formerie depuis 1973.]



Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Mitterrand-Chirac : les raisons de douter

(Suite de la première page.)

Que resterait-il ? Garder la même majorité en attendant que mûrisse la recomposition du paysage politique ? Ce serait, pour M. Mitterrand, prendre le risque de rompre sa relation avec le « peuple de gauche » qu'il a toujours pris garde de préserver. La cohabitation est une chose. Se faire réélire pour gouverner avec la droite en serait une autre.

Ces arguments ne signifient pas que M. Mitterrand écarte définitivement toute idée de candidature. Mais il lui est indispensable d'entretenir un climat d'attente, sauf à être privé de toute autorité un an avant l'échéance. Constatons simplement qu'il a pris soin de bien marquer ses propres options et de s'assurer l'unité du PS. Pour le cas où...

Le non-choix du premier ministre

M. Chirac peut-il attendre ? S'il veut s'imposer demain, il lui faut aujourd'hui refaire le terrain si promptement perdu. La première tentation a naturellement été de quitter un navire devenu inconfortable, pour tenter de forcer le destin. C'eût été prendre l'opinion à rebrousse-poil : celle-ci continue obstinément de refuser la crise. C'eût été faire de M. Chirac un maniaque de la démission, capable, s'il était élu, de claquer la porte de l'Elysée.

Surtout, la démission du premier ministre n'entraînerait pas, *ipso facto*, celle du président. L'Elysée s'empressa, la rumeur à peine surgie, de le faire savoir à qui de droit : après M. Chirac, ce ne serait pas le vide à Matignon, mais plutôt le trop-plein...

Cette hypothèse étant écartée, M. Chirac doit choisir entre les deux autres solutions qui lui sont proposées. A moins que, pour suivre sa nature, il ne panache des éléments de l'une et de l'autre.

Il lui faut en effet départager MM. Pasqua et Toubon, tenants du tout-politique, et M. Balladur tenant du tout-gouvernemental.

Côté gouvernemental, le ministre d'Etat développe une analyse paradoxale mais cohérente : il oppose à l'image personnelle du premier ministre – troublée – celle plus nette de sa gestion. C'est donc à partir de la seconde que M. Chirac peut acquérir une légitimité présidentielle. A condition que cette gestion réussisse. Ce qui suppose de garder le cap, et d'éviter – autant que faire se peut – le saupoudrage ou les concessions électorales immédiates. M. Balladur presse donc le premier ministre de s'identifier à une action gouvernementale désormais recentrée, dépouillée de ses aspects politiques, plutôt que de retrouver une image préélectorale.

Côté politique, au contraire, on fait grief à M. Chirac de trop écouter le ministre d'Etat, et de vouloir, en effet, gouverner le plus tard possible. Au risque de créer, dans l'intervalle, un vide que M. Barre est à même de combler, ô combien ! Pour l'occuper, M. Toubon emploie les méthodes nuancées qu'on lui connaît. Et M. Pasqua a pris sur lui de réunir régulièrement un véritable état-major de campagne auquel participe le secrétaire général du RPR.

Personne ne devrait être désavoué : M. Chirac concédera à l'un ce qu'il faut de temps pour accréditer l'idée qu'il se consacre aux fronts économique et social, aux autres ce qu'il faut de duplicité pour que la polémique contre M. Mitterrand retrouve ses droits.

Pour quel résultat ? M. Chirac doit, pour se remettre à flot, réunir deux sortes de conditions. Dans l'opinion, il lui faudra non seulement se montrer à la hauteur des circonstances (et non fluctuant comme pendant la crise étudiante), mais aussi profiter des (hypothétiques) erreurs de M. Barre. Dans le jeu politique, il tentera d'isoler son rival en se prévalant de sa position de chef de file de la majorité et cherchera vraisemblablement à provoquer un réflexe de solidarité de la droite autour de lui. Réflexe qu'il ne peut obtenir qu'en dressant ses amis contre le président. Seul catalyseur, paradoxalement, de l'union de la majorité. Mais il prendrait alors le risque de la guerre contre le président. Et donc d'une impopularité accrue... Fichu métier, comme dirait M. Mitterrand.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

● **Une association socialiste pour combattre les privatisations.** — A l'initiative du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, une association vient d'être créée, pour la défense du secteur public : elle se propose d'acquérir un titre des diverses sociétés privatisées ou qui le seront à l'avenir afin de disposer de « l'intérêt à agir » nécessaire pour contester devant les juridictions compétentes telle ou telle de ces privatisations. Cette association est présidée par M. Pierre Joxe et ses deux vice-présidents sont MM. Michel Charzat et Dominique Strauss-Kahn.

En Nouvelle-Calédonie

La construction d'une base stratégique à Nouméa n'est plus considérée comme un objectif prioritaire

NOUMÉA
de notre correspondant

La Nouvelle-Calédonie ne parle plus de sa base stratégique. Dans Nouméa partagée entre la fièvre commerciale et la sourde inquiétude du référendum, prévu en août prochain, évoquer les projets de renforcement des installations militaires a quelque chose de suranné. Comme si les Nouméens cherchaient à chasser les mauvais souvenirs de l'époque socialiste et s'en remettaient au gouvernement de M. Jacques Chirac pour liquider l'héritage. En ce sens, pour beaucoup, la base stratégique – associée à l'ancien projet d'indépendance-association – devrait connaître le même sort que le Centre culturel canaque ou l'Office foncier, c'est-à-dire les oubliettes. Le vice-amiral Thireaut, commandant des forces maritimes français dans le Pacifique – en poste à Tahiti – est-il de passage à Nouméa ? Aucune des questions de la presse locale ne portera sur l'état des projets. Le sujet n'est plus d'actualité.

Il faut dire que la lenteur des travaux a fini par endormir l'intérêt. Mai 1985 : se succédant à Nouméa, le général Lacaze, chef d'état-major des armées, et M. Charles Hernu, alors ministre de la défense, annoncent tambour battant le lancement d'une base stratégique. Le projet – qui doit s'étaler sur trois ans et dont le coût s'élève à 400 millions de francs – vise non pas à une augmentation des effectifs mais à un renforcement des infrastructures d'accueil. L'accent est mis sur la modernisation des installations portuaires : on prévoit la construction d'un quai à l'entrée du port commercial de Nouméa, disposant de son propre bassin de carénage et pouvant abriter des bâtiments de type corvette et un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA). Des travaux sont également programmés sur la piste de l'aéroport de La Tontouta, situé à une cinquantaine de kilomètres de Nouméa, afin de lui permettre d'accueillir une escadrille de Jaguar.

Près de deux ans plus tard, le constat est simple : les choses n'ont guère avancé. Seule l'opération d'aménagement de la piste de La Tontouta, la moins lourde, a été rapidement bouclée en deux mois à peine : il s'agissait de durcir l'extrémité de la piste civile – une aire d'environ un demi-hectare – en lui assurant un revêtement en béton capable de supporter la chaleur des réacteurs des avions de combat au décollage. Des Jaguar peuvent donc désormais se poser à tout instant à La Tontouta, mais aucun n'est encore venu expérimenter cette nouvelle piste, contrairement à ce qui avait été annoncé.

Du côté des installations navales, c'est le point mort le plus complet. La pointe Denouel, minuscule presqu'île où devait être aménagé le futur quai, ne résonne pas encore du fracas des chantiers : c'est toujours un terrain vague mangé par les taillis. La marine nationale ne peut d'ailleurs prendre possession des lieux, les formalités administratives étant inachevées. Sur les 10 hectares à récupérer, une partie appartenant au territoire a été louée à l'Etat, mais l'autre – une propriété privée – n'est toujours pas disponible. Preuve de l'attentisme qu'a observé l'administration dans cette affaire : alors que l'expropriation était en cours (le propriétaire refusant de vendre au prix proposé), le haut-commissariat a subitement décidé, en octobre dernier, de geler la procédure. En clair, la pointe Denouel se trouve aujourd'hui dans un flou juridique qui interdit tout démarrage immédiat des travaux.

Une « élégance » faite à M. Mitterrand

Est-ce à dire que l'idée d'une base stratégique en Nouvelle-Calédonie a été jetée aux orties par le gouvernement ? La conclusion serait en vérité aussi hâtive qu'imprudente. Interrogé à ce sujet, lors de son dernier passage à Nouméa, l'été dernier, M. Chirac avait indiqué que *« le projet serait maintenu »*. En fait, ce qui n'apparaît plus dans la nouvelle politique, c'est l'urgence de telles réalisations dont les socialistes avaient fait à l'époque un élément de leur projet d'indépendance-association, la base militaire étant alors destinée à rassurer les populations noncanaques. Avec le retour au *statu quo ante*, des considérations plus tech niques ont repris le pas. Dans les milieux militaires à Nouméa, on confirme que *« toutes les études sont prêtes »* mais que pour l'heure *« les installations aéroportuaires et navales françaises dans le Pacifique sud sont suffisantes »*. En conséquence, *« nous ne sommes pas demandeurs d'infrastructures nouvelles »*, a précisé le vice-amiral Thireaut.

Après le vigoureux coup d'accélérateur d'il y a deux ans, on est ainsi revenu au régime de la pédale douce. La discrétion avec laquelle s'est opéré ce brutal ralentissement, admettent les militaires, est à mettre sur le compte de l' *« élégance »* due à M. François Mitterrand, chef des armées, qui s'était personnellement engagé dans ce projet de base stratégique.

FRÉDÉRIC BOBIN.

Divergence entre les barristes et le gouvernement

M. Stasi se prononce pour un report du référendum

La situation politique en Nouvelle-Calédonie préoccupe les barristes. Cette inquiétude, M. Bernard Stasi l'a exprimée pour la première fois très nettement le lundi 2 mars au cours de l'émission « Face au public » sur France-Inter. Convenant que *« le président de la République* [était] *tout à fait dans son rôle en manifestant son inquiétude »*, l'ancien ministre des DOM-TOM de Georges Pompidou s'est prononcé pour un report de la date du référendum d'autodétermination prévu l'été prochain dans le territoire.

« J'admets volontiers, a-t-il expliqué, *que ce référendum ne me paraissait pas urgent et je préférerais qu'il soit différé (...). Si, de toute façon, il a lieu, je souhaite que tout se passe dans le calme, qu'il y ait une forte participation des Canaques. Mais il faut savoir que de toute façon ce référendum ne réglera pas grand-chose (...). Il ne réglera pas le fond du problème qui est, d'une part, que les différentes communautés qui habitent sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie acceptent de vivre ensemble et, d'autre part, que chaucune de ces communautés soit vraiment partie prenante dans la vie du territoire, dans les domaines politique, économique et social. »* M. Stasi s'est dit, en conséquence, opposé à *« une remise en cause de la régionalisation, qui permet aux Canaques d'exercer des responsabilités et de s'insérer progressivement »*, ainsi qu'à *« un redécoupage qui serait un charcutage »*.

Il faut, a conclu le député CDS de la Marne, que *« le gouvernement considère que tout ne sera pas réglé parce que, comme on peut le prévoir, la majorité des électeurs choisira le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française (...). Si, à la suite de ce référendum, les Canaques avaient le sentiment d'être marginalisés, d'être rejetés, si les vainqueurs du référendum avaient un comportement trop triomphaliste et trop arrogant, il y a effectivement un risque de recours à la violence. »*

Société

Après la condamnation de Georges Ibrahim Abdallah

Référé pour deux notes en annexe d'un livre

Pour M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et M. André Giraud, ministre de la défense, il y avait vingt-cinq pages de trop dans le livre de Laurent Gally, *l'Ange noir, une taupe dans l'affaire Abdallah* que les éditions Robert Laffont s'apprêtaient à diffuser cette semaine.

Dans une ordonnance de référé rendue le lundi 2 mars, Mme Huguette Le Foyer de Costil, vice-présidente du tribunal civil de Paris, a accordé aux ministres les suppressions qu'ils demandaient. L'ouvrage ne pourra être mis en vente que lorsque l'éditeur aura *occulté ou supprimé* les passages litigieux sous astreinte de 1 000 francs par infraction constatée.

« L'ange noir » serait un avocat, celui que Georges Ibrahim Abdallah avait choisi lorsqu'il fut arrêté à Lyon en 1984, mais il était aussi une « taupe » manipulée par la DGSE et Laurent Gally a recueilli sa « *confession* » *en décidant* de la publier uniquement après le verdict de la cour d'assises. Ce n'est pourtant pas cet aspect du livre que les ministres contestaient. A *l'audience de lundi*, leur conseil, Me Patrick Devedjian, s'est uniquement attaché aux vingt-cinq pages placées en annexe à la fin de l'ouvrage, expliquant qu'elles contenaient deux notes de synthèse rédigées l'une par les services de la DST, l'autre par la DGSE *et* comportaient les noms de plusieurs agents de ces services ou de services étrangers.

Manipulation ?

En outre, la note de la DGSE révélait l'identité de quatre-vingt-sept personnes répertoriées comme suspectes par ce service, ce qui risquait, en cas de publication, selon Me Devedjian, de mettre leur vie en péril puisqu'elles pouvaient être victimes de lutte entre factions ou de règlement de compte. Enfin, cette diffusion pouvait donner l'alerte à des personnes sous surveillance et faire avorter des enquêtes en cours.

Laurent Gally et son conseil, Me Karen Berreby, *ont tenté* de démontrer que les notes, datant de 1985, n'avaient plus grande valeur et surtout qu'elles étaient en possession de la plupart des rédactions parisiennes, notamment de l'hebdomadaire *VSD* qui en avait déjà publié la substance au mois d'octobre. D'ailleurs, n'ont-elles pas été mises à la disposition de la presse dans un but de manipulation ?

En rendant son ordonnance, le magistrat s'est rangé à l'avis de M. Jean-Michel Bruntz, représentant du ministère public, en déclarant : *« Il est manifeste que ces notes de synthèse interne (...) ont été livrées ou obtenues dans des conditions à l'évidence illicites »* et que leur publication présentait un danger pour les personnes citées, ainsi qu'une entrave *« à la découverte ou à l'arrestation d'auteurs d'atteintes à la défense nationale ou à la sécurité du territoire. »*

MARC PORTEY.

Nouvelles réactions politiques

DANS LA MAJORITÉ

● **M. Jacques Chirac** a expliqué, le lundi 2 mars, lors de la visite qu'il effectuait à Bruxelles, que le gouvernement n'est pas embarrassé par le verdict qui a condamné Georges Ibrahim Abdallah à la réclusion criminelle à perpétuité. *« Ceux qui le disent, qui l'écrivent, et qui sont peu nombreux, ont tout à fait tort »*, a-t-il déclaré avant d'affirmer : *« N'attendez pas du gouvernement de faire des commentaires sur un jugement de justice. Ce serait tout à fait contraire à la séparation des pouvoirs, qui est l'un des principes essentiels de nos gouvernements ».*

● **M. Edouard Balladur**, qui participait, lundi 2 mars, au journal de 13 heures de TF 1, a estimé qu'il y a deux attitudes possibles face au terrorisme : *« Ou bien*, a-t-il dit, *on courbe l'échine, on rase les murs, on essaie de se faire oublier au prix de concessions plus ou moins arrangées et on essaie d'obtenir un répit* [mais] *on n'obtient jamais la paix en composant. »* Il a ajouté : *« L'autre attitude est une attitude de fermeté, j'oserais dire de dignité, qui consiste à faire face et pour faire face efficacement, il faut que les Français soient rassemblés au moins sur ce sujet. »* Après avoir estimé que dans la lutte contre le terrorisme *« nous avons besoin* [d'un] *minimum d'entente nationale entre tous les responsables et entre tous les partis »*, le ministre d'Etat, de l'économie et des finances a affirmé, à propos des polémiques récentes nées des affaires liées au terrorisme, qu'il ne faut pas *« mêler des querelles politiques à ce grand enjeu national qu'est la lutte contre le terrorisme ».*

● **M. Bernard Stasi** a expliqué, lundi 2 mars sur France-Inter : *« On ne peut soupçonner le gouvernement d'avoir tenu un double discours »* dans la mesure où la décision prise par les juges est *« conforme »* aux propos de fermeté contre le terrorisme tenus à Provins par M. Chirac. Pour le député UDF de la Marne, les juges *« ont fait leur métier et ils l'ont bien fait »*, mais *« il serait trop facile (...) de les laisser assumer à eux seuls le poids du courage ».* Il a poursuivi : *« Ce courage doit être le fait de tout le monde, de la classe politique, des responsables politiques qui, dans cette circonstance, doivent abandonner leurs petites querelles pour s'unir dans la lutte contre le terrorisme »* et des *« citoyens qui, si des attentats se produisaient à nouveau (...), doivent garder leur sang-froid. »*

DANS L'OPPOSITION

● **M. Laurent Fabius** a souligné, lundi 2 mars, à RMC : *« Ce qui compte, c'est que finalement la justice a refusé de se coucher ».* Se refusant à des *« supputations »* sur le verdict qu'aurait souhaité le gouvernement, l'ancien premier ministre a ajouté : *« l'essentiel me paraît aujourd'hui que les juges ont pris une décision très courageuse et qu'il faut la soutenir ».* Pour le député socialiste de Seine-Maritime, cette décision *« peut avoir des conséquences mais il faut faire bloc ».*

● **M. Michel Charzat**, membre du secrétariat national du PS, a déclaré, au cours du point de presse hebdomadaire de son parti, le lundi 2 mars, que le gouvernement a donné *« un spectacle d'affolement »*, *d'incohérence »*, susceptible d'*« altérer l'image de la France dans le monde et d'affaiblir son autorité ».* Il a ajouté : *« L'opinion publique a besoin de clarté (...) Nous sommes à la fois pour une très grande cohésion de notre peuple pour faire échec au terrorisme mais nous sommes très exigeants quant au respect de l'Etat de droit ».* Pour M. Charzat, *« les péripéties qui ont accompagné le procès ne laissent pas d'interroger ?* Il a poursuivi : *« La raison d'Etat a-t-elle été invoquée, et par qui, pour infléchir le cours de la justice ? Des engagements avaient-ils été pris à l'égard de puissances étrangères ? Pourquoi Charles Pasqua a-t-il remis précipitamment son voyage au Gabon ? »*

● **François Doubin**, président du MRG s'est félicité, le lundi 2 mars, du verdict rendu, estimant que la décision des juges est *« excellente »* et affirmant que son parti *« s'y associe pleinement ».*

« Bluff » ou « nullité » ?

A peine tombé le verdict de la cour d'assises de Paris, l'affaire Abdallah *connaît un nouveau* coup de théâtre. Le livre de Laurent Gally, journaliste à *Libération, que s'apprêtaient à publier*, dès cette semaine, les éditions Robert Laffont dévoile l'un des *ressorts encore caché au grand* public de ce dossier policier : le premier avocat de Georges Ibrahim *Abdallah, Me Jean-Paul* Mazurier, du barreau de Paris, aurait accepté d'informer, *parallèlement, la DGSE, le service* d'espionnage français.

Les éditions Laffont se refusent à livrer à la presse des exemplaires du livre, il est impossible d'en rendre compte. Cependant, *l'auteur, Laurent Gally, précise* que ce récit a été publié avec l'accord du principal intéressé, *Me Mazurier. Celui-ci, dont les* rapports avec Abdallah furent jusqu'à aujourd'hui cordiaux, *sinon amicaux*, aurait considéré que la vague d'attentats de septembre 1986 pour la libération d'Abdallah sanctionnait l'échec de sa « mission » en liaison avec la DGSE. Il aurait donc décidé de dévoiler son secret.

Cette « mission » était-elle compatible avec son devoir d'avocat ? Après la publicité offerte au livre par le référé des *ministres de l'intérieur et de la* défense, Me Jacques Vergès s'est évidemment engouffré dans la *brèche*. Ces *révélations* n'entachent-elles pas de *« nullité »* la procédure judiciaire qui a abouti au dossier ayant permis la condamnation d'Abdallah ? Posant la question, Me Vergès ajoute : *« Ce serait une histoire particulièrement sale pour la justice et la police en France et une violation complète des droits de la défense. Cela voudrait dire que, lors des premiers interrogatoires, puisque je n'étais pas désigné encore, Ibrahim Abdallah était sans avocat et qu'il était trahi par un policier déguisé en avocat. Cela entraînerait, à mon sens, la nullité de la procédure. L'avocat est tenu de respecter les règles professionnelles qui sont d'abord la défense de son client. Il n'est pas là pour recueillir des confidences et les transmettre. »*

Du côté de la partie civile *américaine*, on estime qu'il s'agit d'un *« coup de bluff »* de l'actuel *défenseur* d'Abdallah. Me Georges Kiejman souligne que, présent dans le dossier de Lyon (mais absent lors des tout *premiers* interrogatoires), Me Mazurier ne serait pas intervenu dans celui de Paris. Il n'empêche qu'après un verdict prononcé, malgré le revirement subit d'un service de police, la DST, ces révélations sur le rôle de la DGSE accroissent le différend latent, dans cette affaire, entre la justice et les services de renseignement, et, au passage, jettent brusquement une ombre sur un procès exemplaire.

E. P.

BIBLIOGRAPHIE

« Histoire secrète du terrorisme, les juges de l'impossible » de Charles Villeneuve et Jean-Pierre Péret

Riposter, négocier, céder ?

Deux titres, deux sujets, deux auteurs, un livre double, qui souffre d'un manque d'unité, mais qui est riche de détails et parfois de révélations. Premier livre dans ce livre : Charles Villeneuve, directeur adjoint de l'information à Europe 1, et Jean-Pierre Péret, journaliste indépendant, retracent l'histoire immédiate et douloureuse du terrorisme en France, en particulier les attentats de la rue Marbeuf et de la rue des Rosiers, à Paris, l'explosion sanglante d'Orly en 1983, perpétré par des militants égarés de la cause arménienne. Voilà pour les victimes anonymes du terrorisme aveugle.

D'autres étaient des cibles soigneusement choisies : les Américains Christian Chapman et Robert Charles Ray et l'israélien Yacov Barsimantov, dont le nom serait gravé sur le discret monument *qui, dans la banlieue* de Tel-Aviv, honore la mémoire des agents du Mossad (service secret) « morts au combat ».

Sur ces épisodes atroces d'une guerre qui n'ose pas dire son nom plane l'ombre redoutable d'Abou Nidal, d'Agop Hagopian et autres Abdallah. Face à ces extrémistes, nos démocraties paisibles *paraissent hésitantes* sur la conduite à tenir : riposter, négocier, céder ?

Les deux journalistes racontent une histoire qui en dit long sur ces tergiversations...

En 1974, le SDECE (aujourd'hui DGSE) obtient le feu vert pour enlever et ramener en France le fameux Carlos, auteur, *entre autres, de l'attentat sanglant* du Drugstore Saint-Germain à Paris. Pour retrouver *sa trace, une solution : l'attirer* auprès de son père, âgé, un richissime homme d'affaires vénézuélien.

Fascinant « Menuet »

Tout a été prévu : des agents français infiltrés dans son entourage sont prêts à inoculer au papa « un concentré de virus de l'hépatite A que l'on complétera, si nécessaire, par une inoculation de virus B par voie sanguine. Il n'y aura plus qu'à attendre la maladie du vieil homme, que son fils l'apprenne, qu'il vienne, qu'on s'empare de lui... Et un petit avion de tourisme (déjà prêt lui aussi) emmènera le prisonnier et les agents français en Guyane ou aux Antilles françaises... » Mais, au lieu du feu vert définitif, c'est un feu rouge qui vient de Paris : les politiques renoncent.

Cette anecdote et d'autres, aussi révélatrices, ont été dévoilées aux deux journalistes par un ancien agent du SDECE reconverti dans la diplomatie parallèle et spécialiste éclairé de l'imbroglio proche-oriental. Charles Villeneuve et Jean-Pierre Péret appellent « Menuet » cette « gorge profonde » qui visiblement les fascine, un pseudonyme et un portrait un peu trop transparents au goût, dit-on, des anciens collègues de ce « Menuet ».

Le second livre dans le livre raconte l'épopée de quelques courageux « petits juges » qui, à Paris, ont — ou ont eu — sur les bras les lourds dossiers du terrorisme, MM. Jean-Louis Bruguière, Jean-Louis Debré, Yves Corneloup et Gilles Boulouque. Cela donne des portraits empressés — les intéressés n'ont pas toujours besoin de cela — et des dialogues « comme si vous y étiez » dont on finit par mettre en doute l'authenticité. A tant faire que de pasticher M. Pierre Arpaillange, ancien procureur général de Paris, et son « sens aigu du non-dit », autant que cela sonne juste, et ses conversations en tête à tête avec M. Jean-Louis Debré, telles qu'elles sont rapportées, sonnent parfois faux.

Des compromis parfois peu honorables

Les deux journalistes excellent, en revanche, à montrer les limites sur lesquelles butent les *« petits juges ». Loin de les éclairer*, les services secrets leur cachent des renseignements *essentiels. Dans l'ombre*, des diplomates s'activent à trouver des compromis, parfois peu *honorables, que la justice sera* priée d'entériner. Les juges instruisent en toute indépendance, *mais le pouvoir politique leur* transmet des signaux dont il serait évidemment irresponsable *de leur part de ne pas tenir* compte.

Hâte des auteurs ou ladrerie de *l'éditeur*, ce livre ne comporte pas d'index. C'est dommage, car c'est une mine de renseigne*ments et il tombe à pic : à l'heure* de la condamnation d'Abdallah et des négociations sur les otages, il *montre pour une fois le* terrorisme dans sa décourageante complexité.

BERTRAND LE GENDRE.

★ Ed. Plon, 311 pages, 85 F.

Au tribunal de Bordeaux

Peines d'emprisonnement pour deux Basques espagnols

BORDEAUX
de notre correspondante

Deux Basques espagnols, José Antonio Aguirre-Aristondo et José Antonio Martija-Roteta, ont été condamnés le lundi 2 mars par le tribunal correctionnel de Bordeaux, le premier à deux mois de prison assortis d'une interdiction du territoire national durant trois ans, le second à quatre mois de prison.

Aguirre-Aristondo et Martija-Roteta sont incarcérés à la maison d'arrêt de Gradignan (Gironde) depuis le 31 janvier 1987. A l'époque, le cabinet du préfet de police indiquait que l'expulsion et les arrestations intervenaient *« dans le cadre des affaires de l'ETA ».* On présentait alors Aguirre-Aristondo et Martija-Roteta comme des membres présumés des commandos autonomes anticapitalistes. Ce contexte et ces présomptions n'ont, à aucun moment, été évoqués par le tribunal lundi. officiellement, Aguirre-Aristondo comparaissait parce qu'il vit en France sans titre de séjour depuis 1984, date à laquelle le statut de réfugié politique lui a définitivement été refusé. Martija-Roteta répondait, lui, d'infraction à un arrêté d'assignation à résidence à Paris en date du 9 janvier 1984.

« La chasse aux Basques est ouverte et elle bat son plein depuis quelques jours. On fait jouer à la justice un rôle qui ne devrait pas être le sien », plaida le défenseur des deux Basques, Me Touzet, qui demandait au tribunal de n'infliger qu'une peine de principe pour ses clients. Les juges ont cependant suivi la requête du ministère public et prononcé l'interdiction du territoire national pour Aguirre-Aristondo. Martija-Roteta échappe à *cette sanction parce qu'il avait fait* opposition à un jugement du tribunal correctionnel de Bayonne le condamnant par défaut le 10 juillet 1986 pour recel de documents administratifs, acquisition et détention d'armes de quatrième catégorie. Il devra donc être rejugé. Les deux hommes sont maintenus en détention.

G. de M.

● **BIARRITZ : un réfugié basque espagnol expulsé.** — Un réfugié basque espagnol demeurant à Biarritz, M. Angel Iglesias-Exposito, a été expulsé, lundi 2 mars, selon la procédure d'urgence absolue. M. Angel Iglesias-Exposito, trente-neuf ans, originaire de Biscaye, avait été arrêté dans l'après-midi par les gendarmes de Biarritz et conduit à la police de l'air et des frontières, qu'il l'a remis aux autorités espagnoles à 19 h 30.

A la recherche d'Aloïs Brunner

Beate Klarsfeld retenue à l'aéroport de Damas

En dépit d'un visa obtenu récemment à l'ambassade de Syrie à Bonn (RFA), Mme Beate Klarsfeld est retenue dans les locaux de l'aéroport de Damas depuis le lundi 2 mars, *dans la soirée*. Mme Klarsfeld, qui lutte pour obtenir l'arrestation et le jugement des criminels de guerre nazis impunis, avait prévenu les autorités syriennes de son arrivée et souhaitait rencontrer plusieurs de ses représentants afin d'obtenir l'extradition d'Aloïs Brunner, l'ancien adjoint d'Eichmann.

Avant de partir pour Damas, Beate Klarsfeld avait obtenu une lettre du ministère ouest-allemand de la justice faisant état de sa demande officielle d'extradition d'Aloïs Brunner transmise, en janvier dernier, à l'organisation internationale de police criminelle Interpol (*le Monde* du 21 janvier).

A la Cour de cassation

Le tribunal de Dijon est désigné pour instruire l'affaire Marti

DIJON
de notre correspondant

En rendant son arrêt, jeudi 26 février, la Cour de cassation vient de faire rebondir « l'affaire Marti », qui avait soulevé des polémiques juridico-politiques en 1980 et 1981 (*le Monde* du 24 mars 1981 et du 23 octobre 1985).

Affaire compliquée que celle de M. Raymond Marti, homme d'affaires de Saint-Loup-de-Varennes, près de Chalon-sur-Saône, spécialisé dans l'import-export de matériel audiovisuel ; en septembre 1980, M. Marti obtient l'autorisation d'importer — pour 5 millions de francs actuels — du matériel de CB (liaison radio). Le 17 décembre de la même année, il dédouane son matériel, mais signe en même temps un document que lui demande le gouvernement et qui atteste que ledit matériel peut être mis aux normes françaises.

Or, à cette date, on savait déjà que la réglementation allait être modifiée — et durcie — au 31 décembre. *Le 20 janvier* 1981, des officiers de police venus de Lyon perquisitionnent au domicile de M. Marti à Saint-Loup-de-Varennes et saisissent le fameux matériel de CB pour... contrebande !

En même temps qu'elle entraîne sa ruine, l'affaire Marti commence. Personnage haut en couleur, M. Marti remue ciel et terre pour essayer de comprendre et de se faire *rendre son bien en même temps que* ce qu'il estime être justice. Il fait deux grèves de la faim devant la mairie de Chalon, alors que bat son plein la campagne pour les élections présidentielles. Il lui faut vingt-huit mois pour parvenir à se faire transmettre le procès-verbal de saisie où il découvre qu'il est accusé de fausses déclarations en douane. Il finit par obtenir un non-lieu, mais n'en récupère par pour autant son matériel.

C'est alors qu'il remarque que sur le « C 2 » — le certificat de dédouanement — la référence des marchandises portée par les douaniers correspond à une norme applicable à compter du 31 décembre 1980 seulement, alors que ce document avait été établi le 17 du même mois. C'est sur ce point d'une législation appliquée avant qu'elle ne soit promulguée que réside toute l'affaire Marti. *En juin 1982*, elle conduit Mme Geneviève Liotard, juge d'instruction à Chalon, à inculper de *faux deux douaniers.*

Mais l'administration des douanes n'en reste pas là. Elle fait valoir que *le juge de Chalon* est incompétent, les deux douaniers étant de Mâcon, même si le tribunal du domicile de Marti a *été retenu* à *l'origine* pour examiner l'affaire. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon donne raison à Mme Liotard, qui l'avait saisie. L'administration des douanes forme alors un pourvoi en cassation. La Haute Juridiction vient de rendre son arrêt : le dossier est retiré *au* tribunal de *Chalon* pour être confié à celui de Dijon.

DIDIER CORNAILLE.

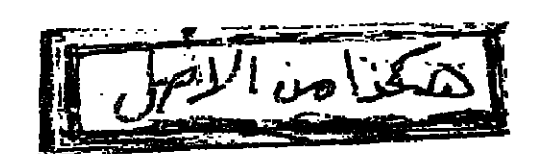
● **Le directeur du casino d'Ax-les-Thermes écroué.** — Le directeur du casino d'Ax-les-Thermes (Ariège), M. Claude Fanjeau, quarante-huit ans, vient d'être inculpé d'abus de biens sociaux, faux en écritures et minoration de recettes et écroué à la maison d'arrêt de Foix. Trois employés de l'établissement, MM. André Commenge, *quarante* ans, croupier, Robert Restagneaud, soixante ans, ancien croupier, et Mme Valérie Dubourg, vingt et un ans, caissière, inculpés de complicité, ont *été placés sous contrôle judiciaire.* Depuis 1983, la Société du casino, dirigée par M. Fanjeau, connaissait des difficultés dues à la désaffection des joueurs. L'an dernier, l'établissement avait été mis en vente, mais aucun acheteur ne s'était manifesté.

SPORTS

● **BOXE : le Marseillais Jean-Claude Vinci dans le coma.** — Demi-finaliste du championnat de France amateur 1986, le poids coq *marseillais, Jean-Claude Vinci*, est entré dans le coma le 27 février, à l'issue d'un combat contre Lionel Jean, disputé à Evreux, dans le cadre du tournoi de France professionnel. Transporté à l'hôpital Charles-Nicolle de Rouen, Jean-Claude Vinci se trouvait toujours, le 2 mars, dans un « état critique », selon *le* président de l'Evreux athlétique club, M. Giraud, organisateur de la réunion. *Le Marseillais, qui était allé au* tapis à la quatrième reprise, n'aurait pas supporté un choc frontal avec son adversaire.

● **FOOTBALL : 49 % du Milan AC à vendre.** — La Fininvest, société financière du groupe de Silvio Berlusconi, qui avait acquis en juin 1986 la totalité du capital du Milan AC, club de football transalpin rival de l'Inter de Milan, va mettre en vente 49 % des actions auprès des anciens membres de l'association. Le groupe Berlusconi devrait tirer 14 milliards de lires (environ 700 millions de francs) de cette opération. *En 1986, le déficit du club a atteint* 16 milliards de lires.

هكذا من الأصل



Quand une aventure devient une légende on dit : ils vécurent heureux et ils eurent beaucoup d'enfants.

Il y a 10 ans la société Apple n'était qu'un garage où deux illuminés, Steve Wozniak et Steve Jobs, ont tout simplement inventé l'ordinateur personnel.

Pour des hommes d'affaires ordinaires, ce trait de génie aurait suffi pour bâtir un empire. Mais pour Apple ce n'était pas assez, car Apple c'est bien plus qu'un constructeur d'ordinateurs, c'est un idéal.

Celui de ne jamais apprendre à l'homme à devenir une machine. Cet idéal devint réalité avec Macintosh.

L'aventure est devenue légende : Apple fait désormais partie des 200 plus grosses sociétés américaines (classement Fortune Magazine)... et sa famille s'agrandit sans cesse.

Ainsi, ce mardi 3 mars, avec l'arrivée de Macintosh SE et Macintosh II, Apple vous rappelle une nouvelle fois que sa conception du progrès n'a pas changé : apprendre l'homme à la machine.



Apple

Société

ÉDUCATION

Le conflit sur les maîtres-directeurs

Le SNI annonce une nouvelle manifestation nationale le 17 mai

Les grèves d'instituteurs contre les décrets sur les maîtres-directeurs de M. Monory ne survivront probablement pas aux vacances scolaires de février. Le SNI-PEGC (FEN), qui représente 70% de la profession, n'appelle plus à cesser le travail mais à convaincre l'opinion du caractère *« réactionnaire et néfaste pour l'école publique »* de la politique du ministre de l'éducation nationale. Le syndicat, réuni en bureau national extraordinaire lundi 2 mars, jour de rentrée des classes dans la zone 1, a décidé d'un *« dispositif national d'actions tournantes par groupes d'académies »*, qui doit être marqué par trois manifestations régionales. Celles-ci ont été programmées les samedi 14, 21 et 28 mars, afin que les parents d'élèves et *« tous les amis de l'école publique »* puissent y participer.

Précédées de journées portes ouvertes dans les écoles, ces démonstrations de rues seront suivies d'une quinzaine au cours de laquelle instituteurs et directeurs feront *« la classe et rien de plus »*, afin de mettre en évidence, *a contrario*, le rôle des directeurs actuels et la réalité de l'ouverture de l'école sur l'extérieur. Selon le SNI, la mobilisation atteindra son point culminant avec une manifestation nationale dont la date a été fixée après les vacances de printemps, le dimanche 17 mai.

Le Syndicat des instituteurs ajoute à la revendication du retrait des décrets sur les maîtres-directeurs, d'autres mots d'ordre mis en veilleuse lors des manifestations de février : défense des PEGC et de leur avenir, refus de suppression de classes, amélioration de la formation des maîtres et rétablissement des enseignants *« mis à disposition »*. Il marque ainsi sa volonté d'élargir les thèmes de la contestation des instituteurs et de l'étendre à d'autres catégories d'enseignants, au risque d'affaiblir un mouvement qui puisait *sa force dans le refus de la nouvelle* hiérarchie instaurée par M. Monory. Mais, les décrets sur les maîtres-directeurs ayant été publiés, le SNI *sait qu'il a peu de chances d'en obtenir* à présent le retrait pur et simple. Il préfère tenter d'en bloquer l'application en appelant tous les instituteurs à faire acte de candidature afin d'embouteiller les commissions de sélection (*le Monde* du 3 mars) et en demandant aux directeurs de refuser d'y siéger.

« Grève au travail »

Enfin, ripostant à ceux qui lui reprochent de refuser un avantage salarial, le syndicat revendique désormais pour tous les directeurs actuels les indices prévus pour les seuls maîtres-directeurs, et il demande l'ouverture de discussions pour la mise en œuvre d'une seconde tranche de revalorisation de la rémunération des instituteurs (la première tranche, en cours d'application, avait été décidée du temps de M. Savary).

Nouveauté dans l'arsenal syndical : les instituteurs sont appelés, le 19 mars, à une *« grève au travail »*. Ils travailleront ce jour-là, mais sont invités à verser l'équivalent d'une demi-journée de salaire à une caisse de solidarité. En refusant toute action susceptible de gêner les usagers de l'école, le SNI se place sur le terrain déjà choisi par M. Monory lui-même, celui de l'opinion et des médias.

M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du syndicat, *« met au défi »* le ministre de débattre publiquement avec lui et d'organiser le référendum des instituteurs sur les maîtres-directeurs qu'a proposé M. Alain Griotteray, député UDF du Val-de-Marne (*le Monde* du 14 février). M. Barbarant justifie son refus d'une contre-offensive immédiate et vigoureuse sur les maîtres-directeurs au nom du réalisme. *« Si nous sentions qu'il était possible de faire plus vite et plus fort, nous le ferions »*, assure-t-il.

Cette prudence lui sera reprochée par les responsables de la « coordination » qui, après avoir déclenché le mouvement de protestation des instituteurs à la mi-janvier, a poussé ensuite le SNI à durcir sa position et à organiser une manifestation nationale sous peine de débordement. La « coordination », qui s'apprête à réunir les représentants de cinquante-deux départements pour définir son propre plan de lutte, s'était prononcée, avant les vacances, pour une grève générale de l'éducation nationale. Mais, comme le SNI, elle adaptera ses mots d'ordre au degré réel de mobilisation des instituteurs qui rentrent de vacances.

PHILIPPE BERNARD.

FAITS DIVERS

Après l'accident de Luz-Ardiden

Polémique autour d'un pylône

Vingt-quatre heures après l'accident de télésiège (cinq morts, trente-neuf blessés dont quatre dans un état grave) à la station de Luz-Ardiden (Hautes-Pyrénées) (*le Monde* du 3 mars), les causes de la catastrophe font l'objet d'une polémique.

TARBES
de notre correspondant

Les enquêteurs administratifs et judiciaires s'interrogent sur les origines et les conséquences de la rupture du point d'ancrage en béton du pylône d'arrivée de la remontée mécanique mise en service il y a seulement trois semaines pour véhiculer les skieurs au sommet de la station à 2 400 mètres. Une bataille de communiqués se développe entre maître d'œuvre, maître d'ouvrage, responsable du génie civil et fournisseur du matériel.

M. Bernard Drevet, PDG de la société grenobloise Montaz Mautino qui a fourni le télésiège, se trouvait, lundi matin 2 mars sur les lieux de l'accident. Il a affirmé : *« Je n'ai vu que huit boulons servant à maintenir les barres de ferraille armant le béton. Le plan de montage n'a pas été respecté. Il prévoyait vingt-quatre boulons dans chaque pylône. C'est la seule anomalie constatée mais elle est suffisante pour faire lâcher le béton. La mise en place sur le terrain a été confiée à une entreprise locale, le Bureau de travaux publics de montagne (BTPM). Elle avait la charge du montage de l'ensemble et le coulage du béton. »*

Cette déclaration du PDG de Montaz Mautino a donné lieu à une réplique en règle de maîtres d'œuvre locaux. Le directeur du BTPM de Luz-Saint-Sauveur, responsable du génie civil et du coulage des 25 mètres cubes de béton sur le pylône incriminé, répond dans un communiqué : *« C'est faux, nous avons respecté le plan de montage comme a pu le vérifier le Centre d'études thermiques et électriques du Sud-Ouest (Bordeaux), maître d'œuvre. »*

A son tour, le président de la régie de sports d'hiver de Luz-Ardiden s'insurge contre les accusations de rapidité du montage de cette installation : *« Nous avons respecté le délai de séchage du béton de vingt et un jours que l'on exige avant la mise en exploitation. D'ailleurs, les opérations de vérification de contrôle et de sécurité ont été réglementées et suivies. »*

Autre polémique déclenchée par le professeur Louis Lareng, député socialiste de Haute-Garonne, président fondateur du SAMU à Toulouse, sur la rapidité des secours et la mise en alerte du SAMU du chef-lieu de Tarbes, une heure et demie après l'accident. Ce point de vue est contredit par les services de secours mis très rapidement en place par la station de Luz-Ardiden, qui ont pu évacuer cent personnes en l'espace de deux heures et demie.

D'autre part, M. Jacques Douffiagues, ministre délégué chargé des transports, s'est rendu lundi sur les lieux du drame : *« Je suis venu pour comprendre. Il n'y a pas de corrélation avec l'accident qui s'est produit aux Orres (Hautes-Alpes) mais simplement une coïncidence, une accumulation sans les mêmes défaillances. Une analyse du béton du pylône permettra sûrement de donner une réponse à toutes les questions. »*

JEAN-JACQUES ROLLAT.

EGYPTOLOGIE

Fouilles dans la vallée des Reines

Découverte probable d'une nouvelle cavité

An terme d'une campagne qui a eu lieu à la fin du mois de janvier à la demande des autorités égyptiennes, Electricité de France, en association avec la Compagnie de prospection géophysique française (CPGF), a mis en évidence *« une anomalie de densité »* dans la nécropole thébaine de la vallée des Reines, caractéristique de l'existence d'une cavité inconnue. S'agit-il d'une nouvelle tombe ? C'est peut-être aller un peu vite, comme en témoigne la prudence du communiqué signé conjointement par le directeur des antiquités égyptiennes, M. Ahmed Kadry, et le sous-directeur des études et recherches d'EDF, M. Marc Albouy.

Toutefois, il semble que les mesures effectuées par la CPGF, en coordination avec les équipes du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) travaillant sur le site de la nécropole thébaine, non loin de la tombe de la reine Touy, épouse du roi Séti Ier et mère de Ramsès II, aient donné *« un signal assez net en intensité et en structure »* dont la forme en croix de Lorraine serait assez comparable à celui donné par la tombe de Touy. Ce ne sont pour le moment que des mesures qu'il va falloir préciser. Dans les semaines qui viennent, elles devraient donner lieu à des cartes topographiques qui seront remises aux archéologues, notamment à M. Christian Leblanc, un des chercheurs du CNRS fouillant sur place.

Cette découverte, si elle se confirme, est à mettre à l'actif d'une nouvelle technique de détection – la microgravimétrie – qu'EDF (1) et la CPGF avaient, à deux reprises déjà, mise en œuvre dans la pyramide de Khéops pour y confirmer, à la fin du mois d'août 1986, la présence d'une cavité inconnue dont l'existence était supposée par deux architectes d'Arras : MM. Gilles Dormion et Jean-Patrice Goidin (*le Monde* du 2 septembre 1986).

Cette technique qui fait quotidiennement ses preuves dans la détection de cavités souterraines pouvant nuire à la construction de grands ouvrages (barrages hydrauliques, centrales nucléaires, voies ferrées du TGV) et... bien sûr en archéologie. A telle enseigne que les Egyptiens ont demandé qu'EDF fasse une campagne de microgravimétrie autour et dans Khéops.

Entre le 25 janvier et le 25 février, six cents mesures ont été faites, plus quelques-unes autour du Sphinx. Elles devraient donner lieu dans les mois qui viennent, après traitement sur les gros ordinateurs d'EDF à Clamart, à une étude détaillée de la structure interne de la Grande Pyramide, qui a été également l'objet d'une analyse géomécanique approfondie des failles et fissures visibles dans les chambres de décharge situées au-dessus de la chambre du roi. Quelle est leur origine ? Présentent-elles à terme un danger pour l'édifice ? Nul ne le sait très bien.

Mais les ingénieurs d'EDF espèrent en savoir un peu plus en faisant appel, pour comprendre ces phénomènes, aux modèles de calcul utilisés pour suivre le comportement des structures des centrales hydrauliques souterraines. Preuve supplémentaire s'il en est, que des techniques de pointe peuvent contribuer à de nouvelles découvertes, comme l'ont montré la microgravité, mais aussi le radar, qui a permis aux Japonais de confirmer les mesures françaises, et la magnétométrie, grâce à laquelle les Américains ont mis récemment au jour une chambre funéraire dans la vallée des Rois.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Toutes ces campagnes sont financés, en totalité ou en partie, par EDF dans le cadre de son programme de mécennat technologique.

Une étude sur la jeunesse des grands ensembles

L'univers noir de la galère

« On est pourri, on vit dans un contexte pourri, on vit dans des bâtiments pourris. » « Ici, c'est la merde. » C'est ça d'abord la galère. L'expérience de la pourriture. Un *univers dégradé, déglingué, où plus* rien ne fonctionne. Ni les objets (cabines téléphoniques inutilisables, commerces inexistants, autobus souillés). Ni les institutions (familles éclatées, écoles impuissantes). Ni les relations humaines (voisins méfiants, passants agressifs...).

La galère, c'est un monde à la dérive, un monde qui n'a plus de sens. Celui des HLM de banlieue, de ces grands ensembles surgis de terre à la va-vite pendant les trente glorieuses et où s'entasse une population déboussolée, frappée par le chômage et la désindustrialisation.

La galère c'est d'abord l'univers de la jeunesse. Des jeunes sans racines ni débouchés, en rupture d'école et de travail, flottant entre les petits boulots aléatoires, des « stages » plus ou moins bidons et les « combines » inavouables, traînant leur désœuvrement entre les cages d'escalier nauséabondes, les trottoirs défoncés, les rares cafés, les centres commerciaux barricadés à cause des vols et les vagues centres culturels mis à leur disposition et régulièrement saccagés.

Comment vit-on la galère ? Que se passe-t-il dans la tête de ces laissés-pour-compte, de ces « exclus du troisième millénaire », comme ils s'appellent eux-mêmes, avec une sorte d'emphase sarcastique.

Pour le savoir, François Dubet est allé à leur rencontre avec une équipe de sociologues. Il a longuement discuté avec eux, ainsi qu'avec des « professionnels » de la jeunesse (éducateurs, enseignants, juges, policiers) et des « gens » ordinaires (parents, commerçants, gardiens d'immeubles...).

De ces conversations qui se sont étalées sur plus d'un an, dans quatre sites (Orly, Sartrouville, Clichy, les Minguettes) et dans une cité ouvrière plus « classique » (Seraing, près de Liège) est né un livre passionnant, stupéfiant, qui est à la fois une réflexion théorique sur la jeunesse ouvrière dans la société post-industrielle et un reportage saisissant sur le malaise d'une génération larguée.

François Dubet pratique la « sociologie de l'action » chère à Alain Touraine, avec qui il a longtemps travaillé. Pour lui, la réflexion *sur la société ne peut se faire en* chambre. Elle s'élabore sur le terrain, par une confrontation active entre les chercheurs et les *« acteurs ». Ce qui intéresse* les praticiens de cette sociologie-là ce sont les « mouvements sociaux », c'est-à-dire les processus par lesquels une catégorie sociale se met en marche pour acquérir une existence collective et peser sur le cours de l'histoire. Les ouvriers, les étudiants, les écologistes, les régionalistes, les femmes ont connu, à des titres et des degrés divers, des expériences de cette nature, dans un passé plus ou moins récent.

Les jeunes de la galère constituent-ils un « mouvement social ? A première vue, non. Ils en sont même à l'opposé. Ils n'ont ni sentiment d'appartenir à une communauté, ni revendications précises, ni perspectives, ni stratégie. Ce qui les caractérise, constate François Dubet c'est *« la désorganisation, l'exclusion et la rage »*. Désorganisation du milieu familial et des structures sociales ; exclusion du jeu scolaire et professionnel, par lequel passe l'intégration. Quant à la rage, elle est l'expression spontanée d'un désespoir qui tourne à vide, d'une agressivité sans objet qui se porte d'abord sur l'environnement immédiat. Agressions, déprédations, indifférence au malheur des proches... la rage est, à la fois, une façon de régler ses comptes avec la société et une forme d'autodestruction.

« Classe dangereuse »

L'univers de la galère, observe François Dubet, est informe, désarticulé, imprévisible. Si les solidarités familiales, ethniques, religieuses, politiques, syndicales ont volé en éclats, laissant les jeunes désemparés, on n'y trouve pas non plus ces sociétés de substitution qui sont les refuges ordinaires des déshérités : pas de bandes organisées, de gangs unis autour d'un leader ou d'un territoire, de groupes politiques radicaux. La violence comme la délinquance sont instables, volatiles. La sociabilité se limite à des contacts fragmentaires, aussi vite dissous que formés. Les comportements sont insaisissables, oscillant entre l'apathie et la révolte, la résignation et le cynisme. Se sachant définitivement hors jeu, n'ayant aucune expérience de l'action collective, les jeunes de la galère passent le temps, profitant habilement des maigres occasions de l'aide sociale et pratiquant sans remords une forme de « redistribution » par le vol et de menus trafics.

Même si, observe François Dubet, la délinquance atteint rarement des seuils vraiment graves, sa fréquence est suffisante pour créer un sentiment général d'inquiétude qui fait percevoir les jeunes de la galère comme une « classe dangereuse ». Les campagnes « sécuritaires » sont là pour en témoigner.

Pour François Dubet, la galère est l'expression sauvage de la société duale postindustrielle qui s'installe, où les anciennes solidarités nouées autour du travail à l'usine et de la classe ouvrière s'effondrent et où chacun se trouve confronté aux valeurs véhiculées par les moyens de communication de masse. En ce sens, le malheur de la galère pourrait annoncer des comportements nouveaux, relativement mieux adaptés à la société éclatée de demain. François Dubet évoque cette hypothèse lorsqu'il note la « modernité » culturelle des jeunes de la galère, leur désir d'autonomie et d'épanouissement personnel, leur recherche du bonheur intime, leur goût pour l'expression corporelle et la musique, leur pragmatisme.

Mais ce sont là des signes bien fragiles et rien ne permet de dire ce qui sortira de l'univers de la galère. Pour François Dubet, l'idéologie qui s'en dégage semble relever de ce qu'il appelle un *« conservatisme modéré »*, c'est-à-dire une aspiration vers davantage d'ordre et de contrôle, mais aussi à un renforcement de l'assistance et de l'intervention de l'Etat. Malgré ce qu'il charrie de douleur et d'insatisfaction, l'univers de la galère ne paraît pas prêt à suivre ceux qui voudraient une société raciste et autoritaire.

Mais on sent bien, à lire cette étude qui se garde pourtant de toute extrapolation dramatique, à quel point la galère est une poudrière. Au moment où Action directe est à la une des journaux, on apprécie mieux le miracle français qui a évité la jonction entre la « rage » de la galère et la folie meurtrière des théoriciens de la terreur.

Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir combien la menace demeure.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

★ *La Galère : jeunes en survie*, par *François* Dubet. Fayard, *collections* Mouvements, 503 p. 140 F.

ENVIRONNEMENT

Risques majeurs

Les dix mesures de M. Carignon

M. Alain Carignon, ministre de l'environnement, et le vulcanologue Haroun Tazieff ont présenté, lundi 2 mars, à Grenoble, un ensemble de dix mesures visant à prévenir ou à diminuer les effets d'éventuelles catastrophes naturelles ou technologiques dans l'Isère. Ce département fait en effet l'objet, depuis le 30 mai, d'une expérience pilote pour la prévention des risques majeurs (*le Monde* du 3 mars). Les *« dix actions immédiates »* annoncées sont les suivantes : mise en œuvre d'un système d'alerte en cas d'accident, en liaison notamment avec les médias ; développement, par collaboration entre l'administration et la presse locale, de la communication préventive sur les risques ; promotion d'un pôle de recherche, d'expérimentation et d'application en matière de risques majeurs ; sensibilisation et formation des élus aux techniques de prévention ; mise en place, d'ici à la fin de 1988, d'un programme départemental de protection concernant le risque sismique ; meilleure prise en compte des transports de matières dangereuses, dans la programmation, la conception et l'exploitation des infrastructures routières ; renforcement des moyens de secours en matière de risque chimique et nucléaire ; réalisation, à l'automne 1987, d'un exercice de secours, aux populations, simulant un tremblement de terre ; renforcement des mesures d'urbanisme visant à protéger les habitations du risque technologique dans les communes où sont implantées des installations dangereuses ; mise en place, sous forme d'une structure légère autour du préfet, d'une commission de concertation et d'information en matière de risques majeurs pour assurer le suivi des mesures ci-dessus.

M. Carignon, qui est également maire de Grenoble, a déclaré que ce travail avait permis d'aboutir, à l'échelon national, *« à l'élaboration d'un plan global sur la prévention des risques majeurs »*, dont le volet législatif fait actuellement l'objet d'un examen devant le Conseil d'Etat *« en vue d'un débat au Parlement au printemps prochain »*. – *(AFP, AP.)*

INFORMATIQUE

Apple devient compatible

Presque seule survivante des pionniers de la micro-informatique, seule en tout cas à n'avoir pas accepté les standards imposés par IBM, la firme californienne Apple se trouvait depuis de longs mois devant un choix difficile. Comment garder son originalité tout en ouvrant les barrières entre *ses ordinateurs et tous* les autres – ceux d'IBM et ceux des fabricants de compatibles ? L'incompatibilité entre ordinateurs de *marques différentes*, l'impossibilité d'établir des communications entre eux, a longtemps été la règle en grande informatique, parce *qu'elle est le plus sûr* moyen, pour un constructeur, de forcer ses clients à lui être fidèles, tout changement de fournisseur imposant une coûteuse réécriture des programmes. L'incompatibilité recule sous la pression des utilisateurs, mais reste encore forte. Mais, en micro-informatique, où les investissements sont beaucoup moins lourds, cette méthode de fidélisation des clients est inefficace. Un utilisateur professionnel passera sans hésiter par profits et pertes quelques dizaines de milliers de francs pour repartir zéro avec d'autres machines et d'autres programmes. La position d'Apple, seul contre tous les autres, était intenable à long terme.

Comment en sortir sans avoir l'air de baisser pavillon ? La réponse choisie a été : par le haut. Apple a annoncé, lundi 2 mars, quelque trente-deux nouveaux produits, dont deux micro-ordinateurs Macintosh. Parmi ces nouveautés, une carte électronique permettant de connecter des ordinateurs Apple au réseau local Ethernet, le plus répandu. Un système d'exploitation de la famille Unix, *qui s'est imposé comme standard* dans la catégorie immédiatement supérieure à ces poids mouche que sont les micro-ordinateurs, celle des mini-ordinateurs. Une autre carte électronique, destinée aux ordinateurs type IBM, qui leur permettra de s'insérer dans un réseau de Macintosh. Et, au passage, un lecteur de disquettes compatible IBM et la possibilité d'utiliser le système d'exploitation MS-DOS, retenu par le géant et par tous ceux qui lui ont emboîté le pas. Il s'agit donc d'une ouverture *de facto* sur tous les standards, et *sur* celui d'IBM parmi d'autres. D'une ouverture aussi, mais dans un autre sens, des Macintosh, qui étaient des machines *fermées qu'il fallait* utiliser exactement dans la configuration livrée par le constructeur, sans pouvoir rien y changer. Les nouveaux modèles permettent l'adjonction de cartes électroniques, réalisées en dehors d'Apple, voire par les utilisateurs eux-mêmes, qui accroîtront et diversifieront leurs capacités – la possibilité de ces ajouts de cartes fit, il y a juste dix ans, la fortune de l'Apple II. D'ailleurs, si le *plus* puissant des nouveaux Macintosh, auquel on peut ajouter six cartes différentes, a reçu le nom de Macintosh II, ce n'est certainement pas par inadvertance.

M. A.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Pour les imputations diffamatoires portant atteinte à l'honneur et la considération de M. Gilbert DREYFUS dans un article publié dans le journal *Minute* daté du 24 au 30 octobre, la Société d'Editions Parisiennes Associées (SEPA), société éditrice de *Minute*, M. Pierre BOIZEAU, directeur de ladite publication, et M. Emmanuel Ratier, dit Jean Charost, ont été condamnés à payer à celui-ci la somme de 1 F à titre de dommages et intérêts à laquelle il a limité le montant de sa demande.

ARTS

Une rétrospective Buren aux Arts déco

Les métamorphoses de l'avant-garde

Après vingt ans de travaux iconoclastes, Daniel Buren présente une rétrospective de son travail au Musée des arts décoratifs.

Buren au musée. Buren aux Arts déco. On croit rêver. Est-ce possible ? L'homme qui a fait profession d'ironiser sur l'exposition et les expositions, l'homme de la négation, tout de noir vêtu, le héros de toute critique sociologique ou situationniste s'installerait dans un musée ? Et accepterait de se ranger, fût-ce un moment, sous le label du décoratif, alors qu'il n'est rien de plus gratuit ni de plus factice qu'une ornementation ? Le paradoxe vaut d'être admiré. Il faut prendre la mesure de l'évolution et se demander si, au bout de vingt ans de travaux iconoclastes, Daniel Buren ne devait pas nécessairement en arriver là pour la plus grande réjouissance du visiteur.

Car, autant le dire d'entrée, cette exposition Buren mérite tous les éloges. L'artiste a occupé, habillé et déshabillé les pièces, tendu les murs et recouvert les arcs, découpé des labyrinthes et inventé un escalier avec un vrai génie du lieu. Il a tiré parti de l'architecture, des vues sur les jardins – martyrisés, hélas ! – du Louvre et caressé pilastres, moulures et rinceaux avec une élégance séduisante. Œuvrant dans un registre plus riche qu'à Venise l'été dernier, usant de plus de couleurs et disposant d'un espace à la complexité la mieux faite pour lui, il a réussi l'une de ses plus belles mises en place et en scène.

Belles ? Et oui ! Celui qui a pu écrire que *« de plus en plus, le sujet d'une exposition tend à ne plus être l'exposition d'œuvres d'art, mais l'exposition de l'exposition comme œuvre d'art »* a démontré la vérité de cet axiome en réalisant son chef-d'œuvre. La tâche n'était pas sans danger. Parce que Buren, depuis le drame du Palais-Royal, ne peut compter sur aucune indulgence – et doit s'attendre à quelques persécutions, – il devait ne pas décevoir. Et parce qu'il avait accepté le principe d'une véritable rétrospective, il devait marier dispositifs anciens et nouveaux sans cependant céder à la commodité de la simple juxtaposition. Qu'il utilise depuis ses premières installations la même rayure, désormais historique, facilite certes l'entreprise, dans la mesure où se trouve garantie l'unité formelle. Des tentures du rez-de-chaussée jusqu'aux bandes vertes et blanches qui soulignent les rebords des oculi sous le toit, l'œil glisse paisiblement de ligne en ligne, les unes rose tendre, les autres grises ou émeraude. Nulle rupture, nulle épreuve tout au long de la promenade : d'un dédale agrémenté de projections à une « cabane » – cubes de baguettes de bois striées en rouge – ou à un mur parsemé de rayures « miroir et blanc » qui miment l'éclatement, c'est à peine si une évolution se devine, si les dates prennent quelque importance. Telle idée fut expérimentée à Berkeley, telle à l'ARC, une première à New-York, une autre à San-Francisco, mais toutes apparaissent comme les éléments successifs d'un seul développement, cohérent jusqu'à la répétition (1).



« Peinture/Sculpture »

Ici l'on retrouve le paradoxe Buren : d'une part, il est désormais clair que son travail n'a plus aujourd'hui que de lointains rapports avec son idée première. De l'autre, une fidélité d'essence théorique lui interdit de se permettre toutes les inventions formelles et décoratives dont il est manifestement capable mieux que personne. D'une part, il est vain de crier à la trahison, d'accuser le Buren critique de céder la place au Buren métamorphoseur d'espaces. Celui qui affirmait qu'il *« cherche depuis le début à montrer que jamais une chose n'existe en elle-même, dans une sorte d'en-soi »* a déduit de ses principes un style de travail, entre ornement et architecture, que l'on peut goûter sans se soucier le moins du monde de l'idéologie qui l'a suscité il y a dix ou quinze ans. Les zélateurs du conceptuel pur et dur peuvent s'en désoler, il est trop tard, et leur champion appartient enfin au parti des raffinés et des maniéristes modernes. Il a évolué comme ont évolué à leur façon, à des vitesses différentes, un Claude Viallat ou un Sol Lewitt : vers un plaisir de peintre. Mais, d'autre part, parce qu'il semble peu soucieux d'abandonner ses rayures – par souci évident d'orthodoxie moderniste, – Daniel Buren est dans la position d'un musicien qui tenterait d'écrire un concerto sur une seule note. Quelle que soit sa virtuosité, il ne se renouvelle qu'au gré des invitations, quand il se voit proposer de rehausser un paysage ou une construction assez pittoresques pour que son intervention devienne efficace. Aussi sa vie ressemble-t-elle à l'itinéraire permanent d'un de ces stucateurs ou ornemanistes anciens qui voyageaient d'un palais à une église, diffusant leur manière de plus en plus largement, une manière invariable, une signature unique.

Buren, dès ses débuts, avait remarqué que *« la contestation systématique du système artistique »* s'est changée en *« une nouvelle façon de faire de l'art »*. Mais, désormais, la contestation s'est changée en académisme, et le trublion est devenu un classique. Il serait curieux – et point illogique – que l'exposition actuelle tourne à l'apothéose finale et que le musée ait, définitivement, raison de celui qui voulait en finir avec tous les musées.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, jusqu'au 26 avril. Un livre-entretien accompagne l'exposition (éd. Flammarion, 96 p., 165 F).

(1) Cette histoire vient d'être clairement et précisément reconstituée et analysée par Catherine Francblin, dans un bel essai biographique, le premier consacré à Daniel Buren (éd. Art Press, 90 p., 145 F).

Le Grand Prix d'architecture à Adrien Fainsilber

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement et des transports, remet ce mardi 3 mars le Grand Prix d'architecture à Adrien Fainsilber ainsi que les prix de la critique et de la promotion architecturale. (le Monde du 30 janvier).

Adrien Fainsilber, maître d'œuvre du musée de La Villette. Un Grand Prix sans surprise. La qualité de sa dernière réalisation, le Musée des sciences et techniques de La Villette fait l'unanimité. Mais un Grand Prix qui rappelle aussi ce qu'est le métier d'architecte, alors que ses pouvoirs et limites paraissent peu clairs aux Français.

Le premier d'entre eux, M. François Mitterrand, avait déjà su évoquer ces grandeurs et servitudes le 16 décembre dernier, jour de l'achèvement des travaux : *« Je trouve très heureux que l'on marque ainsi, par une réalisation monumentale, une certaine rupture avec un urbanisme qui n'affichait pas trop souvent son souci de la périphérie des villes (...). La Cité est un signal (...). L'architecte Adrien Fainsilber, auquel je tiens à rendre hommage (...) a su réhabiliter, avec le talent qu'on lui connaît, ce bâtiment dont la vocation initiale a été assez vite contrariée (1). Il a dégagé des volumes, ménagé des espaces dont la configuration peut être adaptée à volonté, reconstruit l'enveloppe externe en allégeant les structures, en imaginant des murs-serres qui créent d'agréables perspectives. »*

Qu'un président de la République se montre intéressé par l'architecture au point de remplir le rôle du critique, cela ne s'était jamais vu, ou alors il y a fort longtemps. L'hommage rendu à Fainsilber, inventeur de ce bâtiment grand comme quatre fois Beaubourg, montre assez quelle conception globale il a du métier d'architecte. On peut lui opposer un deuxième texte : *« Il y a modernité aujourd'hui dans la recherche d'une démocratie directe (...). Dans cette recherche commune, l'architecte jouera son rôle de médiateur sans perdre sa part de créateur* (2). *Mais nul ne saura plus embrasser une unité utopique, cruellement révolue et à jamais inconcevable. Il faut se réjouir de ces éclatements en modernités contiguës. »* Ce texte, qu'on pourrait prêter à un de ces prédicateurs qui, tous les quarts de siècles, viennent vous imposer un nouveau dogme de la « modernité », est emprunté à un article de François Barré, ancien directeur du CCI (3). Au discours de cohérence, d'omniprésence de l'architecte, discours traditionnel que reprend M. Mitterrand, François Barré oppose donc l'image réduite à l'extrême d'un architecte médiateur, simplement doté d'une marge de manœuvre esthétique. La dispersion schizophrénique du métier pourrait d'ailleurs être poussée plus loin puisqu'un bon programmateur doit pouvoir reprendre le rôle du médiateur, et qu'un artiste un peu malin, voire un bon décorateur, devrait pouvoir, sans dommage, dans la perspective de notre penseur, prendre en main la part du créateur...

Pour y avoir été confronté, pendant toute la croissance de la Cité des sciences, Adrien Fainsilber est resté atterré, précisément par le fractionnement des tâches à La Villette. Atterré par les conséquences d'une telle dispersion sur le travail et sur l'œuvre de ce maniaque des rapports exacts, qu'il s'agisse de volumes gigantesques ou de détails infinitésimaux : *« Le grand danger que nous vivons actuellement est le fractionnement des activités de chacun. Certains pensent que cela enrichit l'architecture, moi, je pense tout le contraire* (...). *La qualité essentielle d'un aménagement est de constituer un tout. Les ingénieurs ne le comprennent pas toujours car ils ont l'habitude de traiter les problèmes isolément* (...) », déclarait-il à la revue *Architectes*. Le fractionnement, la perte de la hiérarchie des espaces en ont été la conséquence à La Villette. *« Les muséologues ont investi l'endroit*, nous a-t-il précisé, *comme il l'aurait fait de n'importe quel hangar sans se servir des possibilités de l'architecture, sans réfléchir aux espaces, comme si tout se résumait à une question de mètres carrés. En cloisonnant partout, ils ont perdu les repères qui devaient permettre au public de s'orienter dans ce gigantesque édifice. Certains endroits sont devenus de véritables labyrinthes. »*

Vision pessimiste, sans doute, car le bâtiment s'en est tout de même bien sorti. C'est que la théorie sur le métier croise bizarrement les règles aléatoires du talent. Un mégalomane dépourvu de talent, et dieu sait si la profession en est riche, même sans les obtacles, sans l'éclatement des responsabilités, qui ont pu nuire à La Villette, produira une architecture sans talent. A l'inverse, un bâtiment comme La Villette ne pouvait trouver la cohérence du chef-d'œuvre sans une volonté unique, totalitaire. Il ne pouvait s'embarrasser ni de théorie ni des agacements des ingénieurs ni des obstacles mesquins, qu'aime à poser la bureaucratie n'est-ce pas sa raison d'être ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Notons ici le bel euphémisme qui désigne les abattoirs de La Villette dont une part des structures a été reprise pour le musée.

(2) Soulignons l'opposition entre la notion de rôle et celle de part, évidemment restrictive.

(3) Centre de création industrielle, au Centre Pompidou.

En paiement de droits de succession

« Le Déjeuner sur l'herbe » de Monet entrera à Orsay

Le Déjeuner sur l'herbe de Monet a rejoint *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet dans les collections de l'Etat. Un collectionneur privé a en effet cédé à la France « son » *Déjeuner* en paiement des droits de succession, comme la loi sur les dations l'autorise depuis 1968. C'est d'ailleurs le ministère des finances qui a annoncé cette nouvelle, propre à ravir les amoureux du Musée d'Orsay, où le tableau trouve naturellement sa place. *« C'est une addition très importante à notre collection, non seulement parce qu'il s'agit d'une œuvre maîtresse de Monet, mais aussi du fait de son excellent état de conservation »*, a indiqué un porte-parole du musée.

C'est en 1865 que Claude Monet, s'inspirant du motif d'Edouard Manet, commença cette étoile qui devait connaître bien des vicissitudes. Le peintre a vingt-cinq ans. Sa situation financière est difficile, mais il a l'ambition de grands formats : *Camille, Femmes cueillant des fleurs* ou notre fameux *Déjeuner* : le tableau a alors 4,5 mètres de haut sur 6,4 mètres de large. On y voit douze personnages en train de pique-niquer en forêt de Fontainebleau. A la différence de l'œuvre de Manet, aucun d'entre eux ne pense encore à se déshabiller. Monet, lui, finit par penser que le travail est trop difficile. De fait, il n'arrive pas à le terminer pour le Salon de 1866 et finit par l'abandonner. Lors de son retour de Londres, après la guerre avec la Prusse, les temps ne sont pas plus cléments pour le peintre. En 1878, il cède le *Déjeuner* à son propriétaire pour payer son loyer. La toile, roulée, ira l'attendre pendant six années à la cave, au bout desquelles Monet peut la récupérer : les impressionnistes sont sortis de leur mauvaise passe. La toile, elle, a souffert de l'humidité.

Monet restera toujours attaché à cette œuvre. Il la découpe pour mettre de côté les morceaux intacts, et tient si fort à ces deux fragments qu'il refusera plusieurs fois de les vendre à son marchand, Durand-Ruel. Après la mort du peintre, la légende du tableau devait se nourrir des supputations d'historiens. Certains estiment en effet que le tableau finalement mis en vente aurait été découpé une nouvelle fois, et que cette partie aurait disparu.

Le Déjeuner, auxquels les ciseaux du peintre ont laissé l'honorable dimension de 2,5 mètres sur 2,2 mètres, est la partie centrale de la toile d'origine. L'autre fragment restant, intitulé *Femmes au jardin*, figure déjà dans les collections d'Orsay grâce à un don de Georges Wildenstein en 1957. Détruit ou légendaire, il y a désormais peu de chances qu'un autre fragment vienne rejoindre le diptyque ainsi formé.

La dation du *Déjeuner sur l'herbe* est en tout cas l'une des plus importantes avec celle de la succession Picasso, celle des sept Cézanne de la collection Pellerin en 1982, ou celle de *l'Astronome* de Vermeer en 1983.

F. E.

MUSIQUE

L'ensemble 2e2m à Beaubourg

Le charme de la diversité

Un concert de musique contemporaine est toujours une aventure. Celui de l'ensemble 2e2m au Centre Georges-Pompidou a été un enchantement.

Le concert de l'ensemble 2e2m donné le 2 mars au Centre Pompidou sous la direction de Paul Mefano mérite une mention particulière : les cinq œuvres présentaient, chacune à sa façon, un intérêt si évident qu'il est difficile d'accorder des préférences.

Scenic Railway, de Michèle Reverdy, pour ses instruments créés il y a trois ans par l'Ensemble intercontemporain (*le Monde* du 7 février 1984), a produit la même impression de raffinement dans les détails et de souffle dramatique. Les idées sont nombreuses et développées sans redondance. Michèle Reverdy, qui vient de terminer un opéra sur *le Chateau*, de Kafka, n'attend plus que l'occasion de le faire représenter. Le théâtre qui en prendrait l'initiative n'aurait pas à le regretter si l'on en juge par la qualité d'une œuvre comme celle-là.

Small Points, d'Ada Gentile, compositrice peu connue en France, porte bien ce titre : c'est une musique en petits points fluides, en ornements fugitifs dont les couleurs changent perpétuellement comme dans un kaléidoscope ; cette délicatesse constante ne tombe jamais dans la mièvrerie, car une pulsation vive anime ces constellations de timbres changeants.

Tout à l'opposé, l'*Octuor*, d'Alain Moëne, est une musique où les mouvements de sonorités se produisent à l'intérieur d'une masse relativement statique. Les instruments émergent à tour de rôle, comme des bulles qui éclatent à la surface d'un liquide en faisant des cercles différents. Pas de rythme ni de mélodie saillante. Mais des transformations insensibles et toujours variées.

En création également, *Tmeses*, pour treize instruments, est l'œuvre d'un jeune compositeur, Patrice Rault (né en 1959), élève, entre autres, de Philippe Manoury ; ce dernier en est le dédicataire, et, sans nier l'originalité sensible de l'auteur, il y a comme un air de famille. C'est une musique qui sonne toujours clair et s'articule ingénieusement autour d'axes bien établis dissimulés derrière le foisonnement du contrepoint. On attend d'autres partitions pour voir s'affirmer une personnalité, mais le métier est là, indéniablement.

Composée en 1978, *Reflets II*, de Renaud François, est une suite de quatre pièces brèves pour flûte, contrebasse, percussions et piano principal (Jacqueline Mefano) ; quatre climats sonores évoluent de la violence à la plus mystérieuse douceur grâce à une alchimie de timbres qui se fondent les uns dans les autres et à des alliages instrumentaux extrêmement curieux.

GÉRARD CONDÉ.

Culture

CINÉMA

Le Festival de Budapest

Le poids de l'histoire

Documents, fictions, le cinéma hongrois a retrouvé son haut niveau de qualité. Le Festival de Budapest qui a eu lieu du 13 au 18 février en témoigne.

Le cinéma hongrois continue à explorer *sans illusions* le quotidien budapestois. Livia Gyarmathy *(A l'aveuglette)* et Tamas Tolmar *(Plongeon)* filment un appartement, un café ou une rue avec une immédiateté qui étonne. Leurs films sont deux drames absurbes construits sur le même schéma : des protagonistes dont nous avons suivi les cheminements autonomes pendant quatre-vingt-cinq minutes ne se rencontrent qu'aux derniers plans, où la mort est une erreur plus qu'une manipulation du destin. Les scénarios sont solides, le filmage net, les comédiens excellents, c'est la qualité hongroise retrouvée.

Le dix-neuvième Festival de Budapest a rassuré autant les responsables du cinéma national que les journalistes étrangers. Celui de 1986, qui avait déçu, n'aura donc été qu'un accident de parcours. Le cinéma hongrois, dans l'attente de nouvelles structures qui lui seront données en juillet prochain, a retrouvé son rythme (une vingtaine de films par an) et son niveau, malgré la crise et les coupes dans les budgets.

C'est pourtant en dehors de la voie micro-réaliste qu'ont poussé cette année les œuvres majeures : dans la pure fiction, ou le documentaire engagé.

La fiction de poète, on l'a rencontrée d'abord dans *Un conte de fées hongrois* (1), de Gyula Gazdag, un cinéaste de quarante ans, souvent en délicatesse avec le pouvoir, dont on a vu à Beaubourg « Cinéma du réel », en 1985) un document ému sur la mémoire d'Auschwitz, *Voyage organisé*. Son *Conte*, fondé sur une particularité du droit magyar qui veut qu'on attribue un père fictif à tout enfant de mère célibataire lorsqu'*il atteint* l'âge de trois ans, marie Mozart et Kafka, pour finir dans un délire de Méliès : un trio de fugitifs (un enfant, un homme et une femme, une parodie de famille peut-être) s'envolent sur le dos d'un aigle de bronze, monument monstrueux, habsbourgeois, qui agite ses ailes dans un bruit de poulies et de ferrailles. Gazdag invente le son possible des machines du maître de Montreuil.

Le retour de Miklos Jancso

Fiction de poète encore avec *la Saison des monstres* qui marque le grand retour de Miklos Jancso dont le dernier film hongrois important *(le Cœur du tyran)* date de 1981. Après des travaux à la télévision, du temps perdu sur un projet français *(Bouvines)*, et le tournage de *l'Aube* en Israël, l'auteur de *Psaume rouge* revient à ses collines, fidèle jusqu'au tic à sa manière de filmer (les plans longs où la caméra de Janos Kende balaie l'espace pour venir recadrer l'eau ou le feu, le ballet ou l'hélicoptère, avec une figure ici nouvelle : l'écran et l'image de télévision qui lui permettent de jouer encore plus avec les replis du temps). Mais le propos a changé, Jancso ne se bat plus avec l'histoire, il parle de l'âge, du vieillissement. *La Saison des monstres* est un film grave, bouleversant. Le saxophone de Laszlo Dés y prend le pas sur les violons de la tradition jancsienne.

A l'opposé de ce cinéma de visionnaires, le documentaire a la faveur du public qui s'est bousculé devant l'immense salle du Palais des congrès. De très longues minutes d'applaudissements ont salué la projection du *le Droit au dernier mot*, de Ferenc Kosa (270 minutes confuses sur un marginal de la médecine), de *Carrefour*, de Sandor Sara (sur un épisode sanglant des relations hungaro-serbes en 1942) ou de *J'étais moi aussi à la bataille de l'Isonzo*, des frères Gulyas. Dans ces deux derniers cas, par le biais d'un cinéma direct précis et terriblement insistant (d'un accès difficile, la traduction simultanée échouant à rendre compte des affrontements) c'est de nouveau l'histoire hongroise qui est à la une. Les cinéastes interrogent avec scrupule (et émotion) le nationalisme des uns et des autres.

Le public n'a pas de ces nuances. Il fonce. Il applaudit quand un ancien combattant de 1917 affirme que l'histoire de la Hongrie est mal écrite, et trépigne quand un autre dit sa joie, après la défaite de 1918, d'avoir dû reprendre les armes contre les Roumains. Le spectacle était aussi dans la salle.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

(1) Soixante-deux journalistes étrangers présents à Budapest ont donné leur prix (prix Geno-Moskowitz) au film de Gyula Gazdag.

Mort de Randolph Scott

L'acteur américain Randolph Scott, spécialisé dans les westerns, est mort le 2 mars, pendant son sommeil, à son domicile de Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

[Né en 1898 dans une petite ville de Virginie, Randolph Scott – *Crane* de son vrai nom – s'engage à dix-sept ans – en trichant sur son âge – dans le corps expéditionnaire pour la première guerre mondiale. En revenant, il s'installe en *Californie*, fait un peu de théâtre et rencontre Howard Hugues, qui le dirige vers le cinéma. Il devient un second rôle apprécié dans des comédies musicales ou des polars. Pendant la seconde guerre, il endosse l'uniforme, sur l'écran, pour des films destinés à maintenir le moral de l'armée : *Bombardier, Corvette K 225*...

Mais c'est dans les années 50 qu'il trouve son véritable emploi : cow-boy. Force tranquille, mâchoire énergique, regard loyal tourné vers les grands espaces, élégant cavalier, il est le John Wayne de la série B. Il tourne également des films importants. *Sept hommes à abattre* de Bud Boetticher (1956), *Coups de feu dans la Sierra*, de Sam Peckinpah (1961). Après quoi, il range son cheval à l'écurie et abandonne le cinéma. Immensément riche, il se montre homme d'affaires avisé, et sa fortune est estimée à une centaine de millions de dollars. Entre 1950 et 1953, il a été classé parmi les dix premiers au box-office d'Hollywood.]





DIGRESSIONS *par Bernard Frank*

Achille sous sa tente

1 *Accordez vos violons !*

Quand des circonstances imprévues que vous saurez un jour m'ont tenu à l'écart du *Monde*, je me suis demandé ce que pouvait bien faire Achille sous sa tente. Dans quelle cave, dans quel garde-meuble de province moisissait *l'Iliade* de ma jeunesse en deux volumes dans la fameuse traduction d'Anne Lefèbvre-Dacier qui *m'aurait permis* de satisfaire cette soif de savoir presque morbide ? Parmi mes intimes questionnés, il m'a semblé que la connaissance de la littérature grecque, même au niveau d'Homère, n'était plus ce *qu'elle avait été au XVIIe siècle : l'on mettait* sur le compte de la fièvre cette ardente curiosité et l'on passait vite à des sujets plus actuels.

Mme Dacier et son mari André (qui fut secrétaire perpétuel de l'Académie française, même si c'est sa femme qui portait la culotte), ce *« mariage du grec et du latin »*, comme les désignait ce sacripant de Basnage de Beauval, *seraient bien obligés de constater s'ils revenaient* parmi nous qu'aujourd'hui la victoire des modernes sur les anciens est sans appel ! La très chère qui n'avait pu souffrir de voir Houdar de La Motte, ce courtois stipendié de *Fontenelle*, condenser les vingt-quatre chants de l'*Iliade* en douze, que dirait-elle devant nos balbutiements, que nous ne soyons même plus capable de nous souvenir de l'emploi du temps d'Achille si justement courroucé ? Il est vrai que si elle consultait la notice la concernant des dictionnaires les plus savants, elle serait vite édifiée sur le sérieux de nos recherches et de nos connaissances.

Je l'ai fait pour elle, et cédant à *ma manie douce*, je me suis aperçu qu'en passant du Larousse au Bordas et du Bordas au Robert, il était impossible de savoir quand Mme Dacier était née. Si sur les dates de naissance et de mort de son mari (*son deuxième mari devrais-je dire*, car notre érudite avait été mariée une première fois avec l'imprimeur Jean Lesnier) nos dictionnaires sont d'accord : 1651-1722 – et c'est déjà un repos pour l'esprit, je le reconnais, – *sur Anne, née Lefèbvre*, c'est la cacophonie la plus absolue. *Pour* le Robert petit ou grand et le Larousse qu'il soit en couleurs ou des littératures, ces deux-là qui ne s'entendent guère sont pour une fois d'accord : Mme Dacier (encore Lefèbvre) serait née en 1647 et morte en 1720. Mais si vous consultez le Grand Dictionnaire des littératures de langue française de Bordas, la future Mme Dacier serait née en 1654. Sept ans de différence, ce n'est pas rien dans la vie d'une femme. Et mourir dans sa soixante-septième année ou dans sa soixante-quatorzième année, il faut avoir toute l'impassibilité d'un dictionnaire *pour ne pas mesurer l'abîme* qui sépare ces deux âges ! Bordas dans son bref dictionnaire de littérature française d'Henri Lemaître est encore plus dominateur : il fait naître Anne en mars 1654 et la fait mourir, au *jour près, le 17 août 1720.*

Devant tant de précisions, on en vient à penser que si Bordas sait ce que parler veut dire, Robert et Larousse sont vraiment des mufles. Avec leur 1647, ils n'ont rien compris *au cœur d'une femme. Ils* font de cette Anne d'une charmante modestie, à la conversation fine et agréable, pas bas-bleu pour un sol, – c'est cette méchante langue de Saint-Simon qui l'affirme, c'est dire ! – l'aînée du *couple, et d'André son mari presque* le gigolo ! Et si c'est Robert-Larousse qui a raison, Bordas est un assassin. On n'enlève pas d'une vie sept ans, comme on arrache d'une bouche sept dents. Ce qui me ferait penser que Bordas est dans le vrai, c'est qu'Anne *s'est remariée en 1683 et qu'elle a eu* avec Dacier trois enfants. Une femme de son milieu, au XVIIe siècle, a plus facilement trois enfants si elle a vingt-neuf ans au moment de son mariage que si elle en a trente-six. Mais allez donc savoir ! Et puis, c'étaient des protestants, gens durs à l'épreuve. S'il n'y avait que sa date de naissance qui fût précaire, on en prendrait son parti, *mais* même la ville, le *bourg où elle a vu le jour* change d'un dictionnaire à l'autre ! Le Bordas de Lemaître la fait naître à Saumur. Le grand Bordas, prudent, fait l'impasse sur la question. Le petit Larousse en couleurs de cette année, qui sort tout *chaud du four des connaissances, nous* confirme que c'est bien à Saumur que la fille de l'humaniste Tanneguy Lefèbvre est née. L'affaire semblerait entendue.

Mais Robert est formel : c'est à Preuilly-sur-Claise, célèbre pour son abbatiale Saint-Pierre (XIIe-XVe s.) et ses maisons anciennes où la mère d'Anne a accouché. Preuilly-sur-Claise, ça ne s'invente pas. On peut dire Sau*mur par paresse, parce que l'on n'est pas loin* de la vérité, parce que c'est connu comme le vin, l'école d'équitation ou le château des ducs d'Anjou, *mais* Preuilly, il faut avoir vérifié, s'être donné du mal. Admettons à la rigueur qu'il s'agisse d'un épisode de plus dans la guerre qui oppose Robert à Larousse (c'est l'Irak et l'Iran, ces deux-là), que Robert vicieusement, ait inventé une naissance à Preuilly-sur-Claise pour faire vrai, savant, ça, on pourrait le concevoir, mais ne voilà-t-il pas que le Grand Dictionnaire des littératures de Larousse qui n'a même pas deux ans, dont la littérature est la spécialité, qui n'a que ça à *faire, affirme lui aussi que* la traductrice d'Homère est née à Preuilly. Ici, la folie me gagne, le sol se dérobe : comment le Petit Larousse 1987 n'a-t-il pas eu l'idée de consulter son grand frère savant ? Des dictionnaires, on se fiche de leurs opinions, de leur goût, de ce qu'ils pensent de la littérature moderne, on veut des faits, des dates, des lieux. Mme Dacier, ce n'est tout de même pas Homère, dont sept villes grecques se disputèrent la naissance, son existence n'est ni controversée ni mythique.

L'affaire est sérieuse. J'attends de Bordas, de Larousse et de Robert des réponses précises. *1647 ou 1654 ? Preuilly ou Saumur ?* Pour le moment, je vous demande de mettre en quarantaine ces ouvrages pour éviter toute contamination. Je vous tiendrai au courant. Gardez votre sang-froid.

2 *Cruelle décision !*

N'allez pas croire que pendant ma réclusion forcée, quand je gardais la tente, je n'ai songé qu'à Briséis, la touchante captive dont le rapt par Agamemnon (*ce roi insupportable qui veut* toujours ce que les autres ont dans leur assiette) est à l'origine de *l'Iliade*, ou qu'au succulent repas que se préparent Achille et son ami Patrocle j'ai lu, réfléchi, pris des décisions. *Je me suis souvenu d'une phrase de* Jean-Marie Rouart à l'issue d'un déjeuner qui réunissait au *Bistrot de Paris* de Michel Oliver le jury des Deux-Magots qui couronna cette année si heureusement *la Bataille de Wagram de Gilles Lapouge* (Flammarion) *et* quelques invités dont j'eus la chance d'être. L'animateur du *Figaro des livres* (le lundi) me fit la remarque que je lisais trop les journaux. Comme il avait raison ! Le temps que je perds à mon âge à parcourir une presse qui ne *m'amuse même plus est effrayant*. Avec ce temps gâché, on n'imagine pas le nombre de livres que l'on pourrait écrire et qui feraient plaisir à tant de gens par leur saveur.

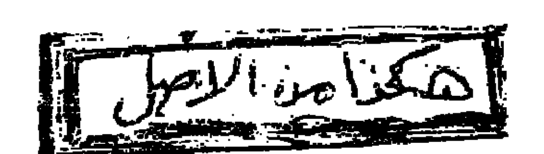
J'aurais fini depuis longtemps l'Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain de Gibbon (chez Bouquins-Laffont) si je m'étais passé, depuis, mettons... deux ans, de déglutir deux hebdomadaires et trois quotidiens par jour. Rouart venait de m'ouvrir les portes du salut. Grâce à lui, je décidai de me passer pour commencer du *Figaro*, qui se portait d'après ses propres et plus récentes proclamations comme un charme. Oui, oui, qui peut s'offrir la *cinquième chaîne n'a plus besoin de mon* obole ! Pourquoi lisais-je *le Figaro* ? Pour ses petites annonces. Je venais de trouver la maison que je cherchais. Mission accomplie, adieu l'ami ! Dans un premier temps, pour ne pas souffrir du manque, je garderai *le Figaro* du samedi. Il eût été par trop cruel d'abandonner Jean d'Ormesson à sa solitude, ce Jean sans Peur qui s'était muré de son vivant dans le tome III de son dernier roman. Mais quand *le Vent du soir* serait définitivement tombé, le samedi, lui aussi, serait jour sans !

3 *Sagan*

Ma vie nouvelle n'a qu'un défaut : sans journaux, aurais-je encore des idées ? Ce que je pense de plus solide d'un livre me vient des commentaires de mes confrères. Je pense par réaction. Laissé à moi-même, le moteur de ma *critique se noierait dans sa propre essence*. La presse qu'a eue jusqu'ici Sagan pour son dernier roman, *Un sang d'aquarelle* (Gallimard), est belle, m'a-t-il semblé. C'est un livre bien parti. Et qui devrait avoir un succès plus fort que le dernier, *De guerre lasse*, qui n'a pas passé pour un échec. De cela, je me suis réjoui. Mais cette *« presse »* imposante était une presse *blanche*. La critique dans son ensemble apposait son visa de sortie sur *Un sang d'aquarelle*, remettait à la romancière, après un regard superficiel des douaniers sur la marchandise, son passeport pour le succès. La corporation ne voyait rien à redire à ce que Sagan dûment estampillée retrouve son élément naturel : les lecteurs, le grand public. Je dois avouer que pendant ma lecture qui se passait pourtant sans encombre – il m'arrivait d'être ému jusqu'aux larmes, et parfois agacé comme il est *naturel*, – *une petite voix* se félicitait de ne pas avoir à rendre compte de ce roman.

Jadis, on attendait dans nos milieux après l'insupportable triomphe de *Bonjour tristesse* le « prochain » Sagan pour pouvoir définir exactement sa place dans la littérature, ce qu'il fallait penser de son talent. Nous voulions la juger *à tête reposée*. On ne peut pas parler d'un livre sous la pression populaire. A partir d'un million d'exemplaires, on ne s'entend plus. Si mes comptes sont exacts, Sagan en est à son dix-septième roman, ses tirages ont retrouvé une relative humanité et nous sommes toujours aussi timides, pleins de sous-entendus dans nos jugements. De même qu'il y a un martyre de l'obèse, il y a un doux martyre de la célébrité. Du « prochain » Sagan qui nous permettrait de dire enfin la vérité sur elle, nous sommes passés au « dernier » Sagan. Un roman de Sagan est devenu : *Avez-vous lu le dernier Sagan ?* Autrement dit, nous avons banalisé ce mal irritant : le talent qui se lit et qui se vend !





Culture

ROCK

Passion Fodder à La locomotive

Le ver dans la pomme

Ils ont de l'humour, acerbe, des slogans acides, une conscience militante, ils sont purs. Et durs. Passion Fodder est un bon groupe. Un groupe de rock comme il n'en existe pas d'autre en France et plus beaucoup ailleurs. Il n'y a pas de référence pop dans leurs mélodies ni d'influence funky dans leurs rythmes et pas plus de ritournelle façonnée sur le son FM. Aucun repère aux tendances du moment mais une musique guerrière aux thèmes ombrageux et aux accents heurtés avec des guitares lapidaires, un violon qui agrippe et qui grince sur des rythmes pressurisés. Une musique difficile comme en témoigne le second album *(Fat Tuesday)*.

Passion Fodder n'admet aucune concession. On peut les voir comme les « enfants du punk-rock », ils ont en tout cas quelque chose du ver dans la pomme du show-business. Quand ils vont à la télévision, ils ne se prêtent pas au jeu du play-back, quand ils montent sur une scène, ils ne vendent pas leur disque. Ils ne jouent pas parce qu'il y a un enregistrement à la clef mais parce qu'ils sont un groupe et qu'il y a du plaisir à jouer ensemble. Ils jouent pour dire. Les morceaux changent, évoluent, réservent une place à l'imprévu de l'acte public. Les textes suivent l'actualité, vivent dans la ville, posent un regard cinglant (mais pas cynique) sur le monde. Ils sont écrits en anglais parce que leur auteur est américain.

Blond échalas, Theo Hakola a de l'allure et un accent séduisant quand il parle. Il chante et tient la guitare. Il est surtout à l'écoute des bruits, des mouvements, des idées, de ce qui bouge. Né à Spokane dans l'Etat de Washington, il a fait le baroudeur un peu partout sur la planète et notamment en Espagne, où il appartient en 1975 au Comité des USA pour l'Espagne démocratique, avant de s'installer à Paris en 1978.

Là il forme son premier groupe, Orchestre rouge, en 1980, et anime parallèlement une émission quotidienne sur Radio Cité Future, à laquelle *le Monde* a été associé pendant un temps. Il soutient le rock français, emmène son groupe sur les routes, accepte les cachets les plus chiches, fait un travail de terrain sur le modèle anglo-saxon.

Ses affinités musicales sont nettes : Richard Hell pour l'Amérique, Marquis de Sade pour la France, Clash pour l'Angleterre. Sous son impulsion, même s'il ne se pose pas en leader, Passion Fodder participe d'un même esprit, européen et frondeur. Ils sont cinq.

ALAIN WAIS.

★ *Le mercredi 4 mars, à 19 h 30, à* La locomotive. Disque chez Barclay.

Spandau Ballet au Zénith

Le miracle avec Spandau Ballet c'est que non seulement le groupe existe toujours mais qu'il tient les hit-parades et remplit les plus grandes salles (surtout en Grande-Bretagne) alors que tout, au départ, indiquait qu'il était appelé à disparaître. Spandau Ballet (le nom fait référence au suicide collectif d'un ballet dans la prison de Spandau, en Allemagne, pendant la guerre) est issu du courant néoromantique qui a sévi au début des années 80 en Grande-Bretagne quand les modes se succédaient tous les six mois. Celle-ci était fabriquée de toutes pièces pour faire vendre des disques au public adolescent. Principal argument de ces garçons coiffeurs recyclés musiciens : le look. On s'habillait en pirate, et les boutiques de King's Road faisaient fortune en révisant les défroques de cape et d'épée. La chanteuse Sade, styliste à l'époque, dessinait les costumes des musiciens de Spandau Ballet.

Sortis de nulle part, ils avaient imaginé en l'espace de six mois un concept de groupe parfaitement au point, techniquement satisfaisant et répondant aux exigences du moment. Rien de fondamentalement original dans la musique, mais, à force d'idées repiquées et malaxées, Spandau Ballet avait trouvé un son et un style : une espèce de disco-rock aux sonorités métalliques appuyées sur les battements robotiques des sequencers. Facile à écouter, pratique pour danser, on jette après usage. Aujourd'hui, les Spandau Ballet sont, avec Duran Duran, les seuls rescapés de cette vaguelette. En forçant sur le funk, leurs vêtements ont cédé un peu d'étoffe à leur musique.

A. W.

★ Le mardi 3 mars à 20 heures, au Zénith. Disque chez CBS.

THÉATRE

La mort de Joan Greenwood

La comédienne anglaise Joan Greenwood a été trouvée morte à son domicile de Londres le 27 février. Elle était âgée de soixante-cinq ans.

[Née à Londres le 4 mars 1921, enfant de la balle, Joan Greenwood suit des cours à l'Académie royale d'art dramatique et fait ses débuts sur scène en 1938. En 1941, elle joue *Peter Pan* et débute au cinéma. Deux ans plus tard, elle succède à Deborah Kerr dans *la Maison des cœurs brisés* de Bernard Shaw. Elle entre dans une compagnie de répertoire où elle tient les rôles de jeune première, Ophélie par exemple. Ce qui est surprenant. Joan Greenwood n'évoque pas l'innocence, n'a rien de naïf et surtout pas la voix. Une voix rauque, toujours au bord du rire, entre moquerie et tendresse. Une voix sensuelle et intelligente, qui symbolise l'âge d'or du cinéma anglais.

Joan Greenwood est là avec Alec Guinness dans *Noblesse oblige*, *l'Homme au complet blanc*. Elle joue avec Albert Finney la scène la plus érotiquement truculente de *Tom Jones* – la scène du dîner au lit... Elle est la partenaire de Gérard Philipe dans *Monsieur Ripois* de René Clément, de Bourvil dans le *Passe muraille*... Elle passe quatre mois à Hollywood pour une apparition dans *Moonfleet* de Fritz Lang... Son dernier film important date de 1978 : *le Chien des Baskerville*. Cette année-là, son mari meurt et elle vit pour son fils. Dernièrement, les téléspectateurs anglais ont pu la revoir. Elle attendait des rôles intéressants. Elle devait remonter sur scène. On n'oubliera pas sa voix, son regard aigu, son rire.]

Lettres

La mort de Bertrand de Jouvenel

Le prophète d'une « nouvelle Renaissance »

Le Tout-Paris du début du siècle a veillé sur l'éducation de Bertrand de Jouvenel. Son père, Henry, brilla dans la « carrière » avant de devenir ministre, sénateur, directeur du *Matin*. Sa mère – séparée de son père peu de temps après sa naissance – tenait un brillant salon où se côtoyaient artistes, hommes de lettres ou de la politique. Colette, qui épousa son père en secondes noces, eut une grande influence sur Bertrand de Jouvenel. Elle en fit le personnage central d'un de ses plus célèbres romans, *Le blé en herbe*.

Comment s'étonner après cette enfance, qu'il s'ingénia à tâter dans ses études de plusieurs disciplines : le droit, les mathématiques, la biologie, et qu'il résolut à vingt-quatre ans d'approcher dans le grand reportage politique, et cela jusqu'en 1940, ceux qui menaient le monde ?

Ouvrir les fenêtres

La deuxième guerre mondiale, fracture dans la vie des Français, ouvrit pour Bertrand de Jouvenel une vive crise de conscience, et cette plaie ne s'est pas cicatrisée en 1980, lorsqu'il écrit sa biographie sous le titre : *Un voyageur dans le siècle*. C'est que, durant l'Occupation, devenu agent des services de renseignement de Vichy (il l'était depuis 1938 après avoir rompu avec le PPF de Doriot), il fréquente les intellectuels allemands et nombre de journalistes très engagés dans la collaboration. En 1943, il passe en Suisse et reconnaît honnêtement ses faux pas. « *Ce que je sens,* écrit-il en septembre 1944, *c'est qu'on ne se désolidarise pas des hommes avec qui l'on s'est formé intellectuellement. Leur péché est mon péché !* ».

De là à devenir, comme l'écrivit l'historien israélien Zeeé Sternhell, l'un des théoriciens du « fascisme à la française », il y avait une marge, inacceptable pour Bertrand de Jouvenel qui attaqua l'auteur en diffamation. C'est quelques intants après avoir témoigné à ce procès que Raymond Aron s'écroulait, le 17 octobre 1983, foudroyé par la mort.

Tournant le dos au militantisme après la seconde guerre mondiale, Bertrand de Jouvenel reprit le chemin des analyses de la théorie politique et de l'économie.

Depuis longtemps déjà il pressentait toute l'importance des forces économiques dans le destin des peuples. Dans son premier livre, en 1928, *l'Economie dirigée*, il voyait bien que la responsabilité des gouvernements pour la préparation d'un avenir meilleur devait aller en s'accentuant. Deux ans plus tard, autre préfiguration, il écrivait *Vers les Etats-Unis d'Europe*. On retiendra sans doute moins les ouvrages qu'il écrivit sous le coup de la débâcle de 1940, *Après la défaite* ou *le Blocus continental*, mais son premier grand livre politique *Du pouvoir* (1945), publié en Angleterre et aux États-unis, fut largement commenté dans les universités. Sur cette même longueur d'ondes, il publiait, en 1964, *De la politique pure*, qu'Alfred Grosser salua dans nos colonnes comme un ouvrage exceptionnel.


ANDERSEN

C'est sans doute surtout comme le prophète d'une « nouvelle Renaissance » que le souvenir de Bertrand de Jouvenel restera vivace. Bien avant que l'opinion ait été mobilisée sur les thèmes de l'environnement, de la qualité de la vie, des finalités de la croissance, il avait écrit là-dessus des pages lumineuses, chaleureuses. Dispersées au fil d'articles de revues, elles furent réunies sous le titre *Arcadie, essai sur le mieux-vivre*, livre qui, publié en 1968, connut tout de suite un grand succès.

On avait l'impression d'ouvrir des fenêtres. L'auteur proposait qu'on s'intéressât non plus seulement en économie aux services vendus, mais aussi aux services rendus il souhaitait qu'on accédât à l' « écologie politique », « *science capable de donner des conseils pour l'action* » en appréhendant l'homme dans son milieu, et que l'on répondît à la question fondamentale « comment être efficace tout en vivant mieux » ?

Car, si *l'Arcadie* évoque un passé pastoral, ce n'est évidemment pas vers cet « âge d'or »-là que se proposa de nous emmener Bertrand de Jouvenel. Il croit profondément que l'on doit accepter la société industrielle, mais qu'il faut rechercher plus que jamais cette « *aménité de la vie* » qui semble, au dire des poètes antiques, avoir fleuri dans un coin du Péloponnèse...

Ce n'était pas là une réminiscence désincarnée. Bertrand de Jouvenel (il n'était que de voir ces études régulières bourrées de chiffres sur la conjoncture des États-Unis par exemple) n'avait rien d'un rêveur. Sachant que la société actuelle, comme tous les nouveaux riches, fait un mauvais usage de sa richesse, il proposait à ses contemporains des tâches très concrètes : lutter contre tout ce qui offense l'homme sensible (laideur, bruit, etc.) ; restituer la dignité du travail ; retrouver dans l'information, le dialogue, etc., les chemins de la fraternité.

Bertrand de Jouvenel ne parle plus aujourd'hui dans le désert. Il avait été étonné lui-même, nous confia-t-il un jour, de la vitesse de propagation de ses « messages ». C'est qu'ils venaient du cœur. Ce grand éclectique, cet aristocrate, ne considérait pas son château d'Anserville, dans l'Oise, comme une tour d'ivoire. Il y menait ses travaux à l'écoute du monde et de la peine des hommes. A l'écoute aussi de celle qui partagea sa vie depuis 1937 et dont la mort prématurée lui inspira l'un des plus beaux livres : *Revoir Hélène (1986)*.

PIERRE DROUIN.

Communication

Deux objectifs pour M 6 : fidéliser et s'ouvrir aux télévisions régionales

« *Vouloir faire de la télévision grand public sur le sixième réseau, c'est au pire de la folie, au mieux une fâcheuse aventure.* » Pour lapidaire qu'il soit, ce jugement est assez largement partagé par les publicitaires, les professionnels de l'audiovisuel et certains patrons de presse, qui ne parient pas cher sur les chances de réussite de la nouvelle M 6. Pourtant, ses prévisions de dépenses et de recettes ont été calculées par ses actionnaires « *au franc près* ». Et s'ils se sont lancés dans la bataille, c'est avec la volonté d'équilibrer les comptes au bout de quatre ans, et de commencer à gagner de l'argent – investissements remboursés – au bout de sept.

L'équipe de M 6 a une stratégie : la montée en flèche de l'audience. « *Dès le premier mois, nous espérons la doubler* », explique le directeur général adjoint chargé de l'antenne, Jean Stock. C'est pourquoi les responsables de la chaîne apportent une attention prioritaire aux difficultés de réception. Aujourd'hui, 14 % des Français seulement (6 millions) reçoivent M 6 dans de bonnes conditions. Un taux que les gens de M 6 veulent porter à 20 % à la fin de l'année, 30 % en décembre 1988, 40 % à fin 1989 et... 62 % en 1994, c'est-à-dire la totalité des téléspectateurs potentiels, compte tenu de l'étroitesse du sixième réseau.

Rien ne sera négligé pour atteindre cet objectif. Ni l'habillage de la chaîne auquel il était déjà prévu de consacrer 3 millions de francs avant même que la Commission nationale de la communication et des libertés n'impose l'abandon du nom RTL 6 ; ni bien sûr des campagnes de promotion ; ni enfin, une stratégie efficace de « *fidélisation des téléspectateurs* » par des « *rendez-vous quotidiens, si possible connus avant même que d'être vus* », comme l'explique M. Jean Stock. « *Lorsque d'innombrables télévisions se concurrencent comme aux États-Unis, le téléspectateur n'en mémorise que trois ou quatre.* » L'art du programmateur est de faire figurer sa station parmi celles-là !

Parmi leurs atouts, les responsables de M 6 ont celui de compter la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) comme actionnaire. Depuis des années, celle-ci s'est constitué un porte-feuille de films et de séries américaines. « *A bas prix* », reconnaît-on sans fard, car c'était avant l'explosion du paysage audiovisuel français et la concurrence qui l'a suivie. « *M 6 a racheté les droits de 150 des 250 longs métrages détenus par la CLT* », se félicite M. Nicolas de Tavernost. « Grand argentier » de la sixième chaîne, il précise que, dans la foulée, la nouvelle télévision s'est assuré 3 600 heures de diffusion en puisant dans les stocks de séries et feuilletons de la société luxembourgeoise.

Une aubaine que l'on compte bien faire fructifier, cours Albert 1er, au siège de la chaîne. En pratiquant une politique de rediffusion de séries et de films. « *Aux heures de grande écoute, 40 % à 60 % seulement des téléspectateurs regardent en moyenne la télévision. Lorsque cinq chaînes se concurrencent, 8 % à 12 % du public seulement se retrouvent autour d'un même programme.* » Et ceux qui ne l'ont pas vu en ont du moins entendu parler. Un gisement de téléspectateurs que la chaîne compte bien exploiter pour « *tenir son pari économique* ».

Autre tactique : l'association de la chaîne avec des télévisions régionales, prévue depuis l'origine par la Lyonnaise des eaux, autre gros actionnaire de la nouvelle chaîne. « *D'ici quelques années*, explique-t-on, *le grand public parlera sans doute de M 6-Clermont ou de M 6-Rennes.* » La technique permet aujourd'hui d'amortir des décrochages, même sur des agglomérations de 15 000 habitants. Devant la CNCL, les responsables de la chaîne avaient défendu le principe d'une association avec des opérateurs locaux indépendants, gérant pour leur compte la totalité des ressources publicitaires locales ou régionales.

La 5 a certes des projets similaires, mais on se félicite, *mezzo voce*, au siège de M 6, des obstacles que la loi sur la concentration dans les médias pourrait opposer aux ambitions de M. Robert Hersant, déjà propriétaire d'innombrables quotidiens régionaux. Face à cette stratégie de conquête de l'audience et de développement, M 6 « *visse en parallèle tous les écrous* ». Ainsi, les deux tiers de la fabrication se feront à l'extérieur pour permettre de consacrer, en 1988, un maximum des moyens financiers disponibles aux programmes : 66 %, contre 16 % à la diffusion, 7 % au personnel (cent trente permanents seulement, contre dix fois plus dans une chaîne comme TF 1 ou A 2), 6 % à la promotion et 5 % au fonctionnement.

M 6, folie ou aventure ? L'avenir seul le dira. Une certitude pourtant, le projet a été soigneusement préparé. Reste un problème prévisible : le devenir de la régie publicitaire. Celle-ci a été provisoirement confiée à Manchette Télévision, le régisseur du groupe de presse Amaury (actionnaire à 10 % de la chaîne). Dans un an, la sixième chaîne doit prendre la majorité du capital de sa régie. Les places seront alors chères pour les actionnaires minoritaires. De belles sources de divergences en perspective.

PIERRE-ANGEL GAY.

● **Préavis de grève à FR 3 pour le 6 mars.** – Les syndicats de journalistes (SNJ et SNJ-CGT) de FR 3 ont déposé un préavis de grève pour le vendredi 6 mars à partir de 0 heure et pour toute la journée, « *en solidarité avec le combat que mènent leurs confrères de FR 3 Corse pour la liberté de l'information* » (*le Monde* daté 1er-2 mars). « *La liberté de l'information est gravement menacée à FR 3* », souligne le communiqué des deux syndicats qui « *appellent tous les professionnels à se battre pour défendre la liberté de l'information* ». « *Face à une direction qui manifeste un tel mépris pour l'information (nouvelle formule de Soir 3, livraison honteuse au Sénat par FR 3 des cassettes sur les manifestations étudiantes, quadrillage des contenus de l'information en région) le SNJ et le SNJ-CGT suspendront leur participation aux instances qui n'ont plus à FR 3 de concertation que le nom* », concluent les syndicats SNJ et SNJ-CGT. L'USJF-CFDT s'est jointe, le 2 mars, à cet appel à la grève, en citant « *les limogeages en série sans justification (...) et la politique rédactionnelle qui a ouvert une dramatique crise d'identité chez les journalistes* ».

Mécontents des cahiers des charges des nouvelles chaînes

Producteurs et auteurs défendront en commun leurs intérêts

« *Ce n'est plus du mieux-disant mais du malentendu culturel* », proteste M. Bertrand Tavernier au nom de la Société des réalisateurs de films. « *Ces messieurs les fonctionnaires de la CNCL ne commprennent donc rien à la télévision* ». Motif de ce brusque courroux : le flou qui entoure les obligations en matière de programmes dans les cahiers des charges des télévisions privées.

Dans les textes publiés la semaine dernière au *Journal officiel*, les quotas de programmation, les pourcentages de ressources consacrées à la production s'appliquent tantôt aux « œuvres », tantôt aux « programmes », ou encore aux « émissions ». Mieux encore : la décision de la CNCL autorisant la 5 et M 6 à diffuser seulement 30 % de programmes français la première année est en contradiction avec le décret gouvernemental, paru le même jour, et fixant ce quota d'emblée à 50 %.

« *Ces cahiers des charges sont de véritables passoires*, renchérit M. Claude Santelli au nom de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. *Avec de bons avocats, les propriétaires des chaînes privées pourront tourner la réglementation à leur avantage. Tout cela a été rédigé dans la précipitation et sans véritable concertation. Nous n'avons été reçu qu'une seule fois par les treize « sages » : ils n'étaient même pas au complet et le dialogue s'est plutôt mal passé.* »

La déception n'est pas moindre à la Fédération des producteurs de films et de programmes audiovisuels : « *Nous avions négocié des accords avec les candidats*, explique M. Pascal Rogard. *Leur contenu a été envoyé à la CNCL à la demande de celle-ci et nous ne retrouvons pas l'intégralité de ces engagements dans les autorisations finales.* » Ainsi, M. Robert Hersant avait promis de consacrer 10,4 % de son chiffre d'affaires au cinéma, une disposition qui a disparu au dernier moment du cahier des charges de la 5.

S'ils estiment avoir partiellement perdu la bataille sur les cahiers des charges de la 5 et de M 6, producteurs et auteurs s'apprêtent à livrer celle de TF 1. Pour la chaîne privatisable à la fin du mois, le gouvernement n'a fixé que des obligations minimales, laissant les candidats surenchérir dans le cadre du « mieux-disant culturel ». « *A les voir déjà renâcler sur le prix de vente*, note M. Bertrand Tavernier, *on peut craindre le pire sur la politique de programmes.* »

En attendant, producteurs et auteurs ont décidé d'unir leurs intérêts dans une société civile commune, la SCAP, chargée de négocier avec les chaînes une juste rémunération des œuvres. Un interlocuteur unique qui facilitera la cession des droits aux chaînes de télévision mais qui entend aussi veiller au respect des engagements pris par les nouvelles télévisions auprès de la CNCL.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Des chanteurs français réclament le rétablissement d'une chaîne musicale

Une délégation conduite par Johnny Halliday, Serge Gainsbourg, Eddy Mitchell et Bernard Lavilliers a porté lundi 2 mars à l'Hôtel Matignon, la protestation d'une large partie des milieux musicaux français contre la suppression de la chaîne de télévision musicale TV 6, effective depuis dimanche.

La délégation a été reçue pendant près d'une heure par deux conseillers de M. Chirac, MM. José Frèches (communication) et Michel Boutinard-Rouelle (culture). Elle leur a remis un texte adressé à M. Chirac et réclamant la restitution au public d'une chaîne musicale. A leur sortie, les artistes ont déclaré qu'ils n'avaient pas été compris et que, à l'évocation de la possibilité de créer une septième chaîne thématique musicale, on leur avait répondu : « *Pourquoi voulez-vous d'une septième chaîne musicale qui ne servirait à rien ?* ». Le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, avait estimé la semaine dernière qu'il y avait place pour une septième chaîne musicale.

M. de Laportalière abandonne la direction générale du groupe Express

M. René de Laportalière abandonne la direction générale du groupe Express, où il était entré en juin dernier. Dans un communiqué, la direction du groupe précise que « *compte tenu des événements récents dans le domaine de l'audiovisuel et en particulier la non-obtention par le groupe de la cinquième chaîne* (...) *M. de Laportalière reportera une part plus grande de son activité sur la Fondation de la liberté, dont il assure la présidence* ». Cependant il restera attaché au groupe comme conseiller de la direction générale et comme administrateur. La Fondation de la liberté est une société « *au service des entreprenants de liberté* » et apporte à ces derniers les outils stratégiques, médiatiques, juridiques et politiques nécessaires à leur gestion.

Par ailleurs, le groupe Express a annoncé la nomination de M. Eric Frèrejean, actuellement directeur de la diffusion, comme directeur général adjoint en charge de la publicité, de la diffusion, de l'administration et de la fabrication.

[L'arrivée de M. de Laportalière au groupe Express il y a huit mois avait suscité de vives réactions au sein de la rédaction de l'hebdomadaire, certains journalistes craignant à travers sa nomination une reprise en main politique en faveur des « ultra-libéraux ». Sa mise à l'écart serait liée, laisse-t-on entendre, aux divergences qui l'opposaient à M. Jean-Paul Pigasse, directeur des rédactions du groupe.]

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES MAINS SALES, Maison de la culture de Créteil et du Val-de-Marne *(48-98-40-76)*, 20 h 30.
LA BALLERINE ET LE BOTTIER, Théâtre du Mantois (30-33-02-26), 21 h.
LES TRAINS SANS GARE, Théâtre « Espace acteur » (42-62-35-00, 21 h.
LES RESCAPÉS, Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17).
HERNANI, La Resserre (45-89-38-69), 20 h 30.
COUKI ET LOUKI SONT SUR UN BATEAU, Le Théâtre de la Ville à l'Escalier de l'or, 20 h 45.
L'ÉCOLE DES FEMMES, Théâtre Romain-Rolland à Villejuif (47-26-45-34), 20 h 30.
VERA BAXTER, Théâtre Jean-Marie-Serreau (45-45-49-77), 20 h 45.
LAISSE TOMBER LA NEIGE, Palais des Glaces (46-07-49-93), 20 h 30.
LE ROI LEAR, Théâtre de Bobigny (48-31-11-45), 19 h 30.
LE TOURNIQUET, Théâtre des Bouffes parisiens (42-96-60-24), 18 h et 21 h 30.
ESTHER, Odéon (43-25-70-32), 20 h 30.
ALLEZ HOP, Ménagerie de verre (43-38-33-44), 21 h.
VISITE INTERDITE, Studio-théâtre du TEM (48-58-65-33), 21 h.
BRITANNICUS, Carré Silvia-Monfort (45-31-28-34), 20 h 30.
UNE VACHE, Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80), 22 h.
LES TROIS SŒURS, Tep (43-63-20-96), 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), à 19 h 30 : l'Elixir d'amour.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Turcaret.
CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre, à 20 h : le Mariage de Figaro.
ODÉON (Relâche).
TEP (43-64-80-80), à 20 h 30 : les Trois Sœurs.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), à 20 h 30 : Britannicus.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), à 20 h 30 : Musique Bei-Kouan et marionnettes à fils de Taiwan.

Les autres salles

AMANDIERS (43-66-42-17), 20 h 30 : la *Divine Clownerie*.
ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Harold et Maude.
ARCANE (43-38-19-70), mar., sam. *20 h 30 : Contes de Maupassant* ; mer., jeu., ven. 20 h 30 : la Sonate au clair de lune.
ARLEQUIN (45-89-43-22), 20 h 30 : Th. de *Chambre*.
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), 21 h : Adorable Julia.
ASTELLE-THÉATRE (42-38-35-53), 20 h 30 : *Spectacle Cocteau/Jarry*.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 20 h 30 : le Tourniquet.
CARTOUCHERIE, Aquarium (43-74-99-61), 20 h 30 : le Procès de Jeanne d'Arc, veuve de Mao Tsé-toung.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Orlando Furioso.
DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 18 h 30 : Sidonie ; 20 h 30 : Nos hommages Miss Emily.
EDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : les Clients.
ESPACE CARDIN (42-66-17-81), 20 h 30 : Rufus.
ESSAION (42-78-46-42), 19 h : les Contre-jours d'une contrebasse ; 21 h : Papiers d'Arménie.
FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : Un beau salaud.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-20-60-56), 21 h : Bonsoir maman.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : Sir Gawain and the Green Knight ; 21 h : Master Harold and the Boys.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : la Dragne.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), 20 h 45 : La diligence de l'Ouest avait perdu le nord.
GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), 19 h : le Guichet ; 20 h 30 : Naître ou ne pas naître.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : *la Leçon* ; 21 h 30 : Sports et divertissements.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : la Femme sauvage.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Kou par Kou. – II : 20 h : Thérèse Desqueyroux ; 21 h 45 : On répète Bagatelle.
MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 15 : Interview de Miss Morte Schmitt par ses fantômes ; 22 h : Mosus de mosus.
MARIGNY (42-56-04-41), 20 h : Kean ; Petite salle, 21 h : la Galipette.
MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 30 : l'Idiot.
MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44), 21 h : Allez, hop !
MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.
MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double mixte.
MODERNE (48-74-10-75), 21 h : l'Effet Glapion.
MONTPARNASSE (43-22-77-74), Grande salle, 20 h 45 : Ce sacré bonheur. Petite salle, 21 h : Conférence au sommet.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?
ŒUVRE (48-74-42-52) : relâche jusqu'au 16 mars.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), II, 21 h : S. Joly.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.
POCHE (45-48-92-97), 21 h : Amédée ou comment s'en débarrasser ; 18 h 30 : Dernières lettres d'une mère juive à son fils.
RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : Y'a pas qu'Agatha.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), 19 h, les jours pairs : Armandine.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : les Seins de Lola.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : Voyage au bout de la nuit.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : Huis clos.
TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

Mardi 3 mars

TH. DE L'ILE-ST-LOUIS (46-33-48-65), 20 h 30 : le Scorpion.
TH. 14 (45-45-49-77), 20 h 45 : Vera Baxter.
THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39), 20 h 30 : les Brumes de Manchester.
TH. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), 21 h : Conversations après un enterrement.
THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Antigone.
TOURTOUR (48-87-82-48), 20 h 30 : Babiboum, 18 h 45 : la Fête à E. Guillevic.
TRISTAN-BERNARD (42-93-65-36), 20 h 30 : l'Anniversaire.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : C'est encore mieux l'après-midi.

Les concerts

Lucernaire, 18 h 30 : E. Arden, Ch. Chareyton, J. Menici (Strauss).
Radio-France, 18 h 30 : A. Galperin, *M. Arrignon, D. Bellik* (Koechlin, Milhaud, Clostre...) ; 20 h 30 : A. Marriner, T. Alikhanov, Quatuor de Moscou (Stravinski, Schnittke, Garcin...) ; 22 h 30 : K. Ollmann, M. Dibbern (Roussel, Liszt, Poulenc...).
Auditorium des Halles, 18 h 30 : A.-L. Musso (Villa-Lobos).
UNESCO, 20 h 30 : Orchestre national d'Ile-de-France, dir. J. Mercier (Villa-Lobos).
Eglise Sainte-Marguerite, 21 h : D. Roth (Fauré, Martin, Vierne...).
Hôtel Héronet, 21 h : J.-P. Dallenbach, Ch. Zandkorn (Doppler, Saint-Saëns, Fauré).
Salle Cortot, 20 h 30 : Ensemble des Deux Mondes (Leclair, Still, Barber...).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. M. Corboz (Mozart).
Radio-France, 18 h 30 : D. Bellik, A. Galperin, M. Arrignon.

Opéra

RANELAGH *(42-88-64-44)* : Marionnettes de Salzbourg, à 20 h 30 : la Flûte enchantée.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

16 h, Retour de flamme, d'H. Fescourt ; A 19 h, Programmes des films de l'IDHEC ; *21 h, Faubourg Saint-Martin*, de J.C. Guiget.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Relâche.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Cinéma et littérature au Japon

Relâche.

Les exclusivités

LES ADIEUX A MATIORA (Sov., v.o.) : *Épée de Bois, 5e (43-37-57-47)* ; Cosmos, 6e (45-44-28-80).
AFTER HOURS (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37), jusqu'au 28 ; *Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82)*, h.sp.
AJANTRIK (Ind., v.o.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-33-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (53-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; *Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50)* ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90).
LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
BLUE VELVET (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : *Lumière, 9e (42-46-49-07)*.
BONS BAISERS DE LIVERPOOL (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LE CŒUR MUSICIEN (fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74).
LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) (à partir de vendredi) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.o. et v.f. : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.o. : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; *Mistral, 14e (45-39-52-43)* ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-06-10-96).
CROSS (*) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LE DIEU DE LA DANSE (Fr.) : Pagode, 7e (47-05-12-15).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
EMMANUELLE V (Fr.) (**) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).
L'ENJEU (Turc, v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Reflet-Logos, 5e (43-54-42-34).
L'ÉTAT DE GRACE (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : UCG Normandie, 8e (45-63-16-16).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis Champs-*Elysées*, 8e (47-20-76-23) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *Paramount-Opéra*, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).
LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
GOTHIC (Brit*, v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
JUMPING JACK FLASH (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
LABYRINTHE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-52-43) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; *Mercury*, 8e (45-62-96-82) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LÉVY ET GOLIATH (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (43-36-23-44) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont *Alésia, 14e (43-27-84-50)* ; *Gaumont* Convention, 15e (48-28-42-27).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; *Marignan*, 8e (43-59-92-82) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-75-75).
MASQUES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; *Nation, 12e (43-43-04-67)* ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
MÉLO (Fr.) : *14-Juillet Parnasse, 6e* (43-26-58-00).
LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LE MIRACULÉ (Fr.) : Forum 1er (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e *(45-74-95-40)* ; *14-Juillet Bastille, 11e* (45-57-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; PLM St-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
MISSION (A. v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34). George-V, 8e (45-62-41-46) – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
MISS MONA (*) : Luxembourg, 3e (46-33-97-77) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19)
LA MOUCHE (A. v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LES MURS DE VERRE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
NOIR ET BLANC (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; République-Cinéma, 11e (48-05-*51-33*) ; Parnassiens, *14e* (43-20-32-20).
LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; *Gaumont Alésia, 14e* (43-27-84-50) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).
LE PASSAGE (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC *Boulevard*, 9e (45-74-95-40).
PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) : Ambassade, 8e *(43-59-19-08)*.
PROMESSE (Jap., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Germain des Prés, 6e (42-22-87-23) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LE RAYON VERT (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).
LA RUMBA (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (43-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e *(45-74-94-94)* ; *Colisée*, 8e (43-59-29-46) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
SABINE KLEIST, SEPT ANS (All., v.o.) : République-Cinéma, 11e (48-05-51-33).
LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
LE TEMPLE D'OR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Triomphe, 8e *(45-62-45-76)* ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
TETE DE TURC (All., v.o.) : St-André des Arts, 6e (43-26-48-18).
THÉRÈSE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
TOP GUN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
27 HORAS (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOQUE (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88).
WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (43-66-97-77).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).

LES FILMS NOUVEAUX

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX. Film polonais d'A. Wajda. V.o. : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
DANS LES MONTAGNES SAUVAGES. Film chinois de Y. Xueshu. V.o. : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00).
GRAND GUIGNOL. Film français de J. Marbœuf. Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59).
MOSQUITO COAST. Film américain de P. Weir. V.o. : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-18-03) ; George-V, 8e (46-62-41-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wepler, 18e (45-22-46-01).
STAND BY ME. Film américain de R. Reiner. V.o. : Cinéma-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; *14-Juillet-Beaugrenelle, 15e* (45-79-75-75). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

PARIS EN VISITES

JEUDI 5 MARS

« La peinture au Musée d'Orsay », 13 h 30, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (Arcus).

« Les Templiers et le quartier du Temple », 15 heures, métro du Temple (M. Ch. Lasnier).

« Parfum de femmes : collection d'un grand parfumeur », 15 heures, 9, rue Scribe (Paris et son histoire).

« Chefs-d'œuvre de l'Orangerie, de Monet à Picasso », 14 h 30, entrée du musée de l'Orangerie, *place Concorde*, côté Seine (Approche de l'art).

« Le Palais de justice en activité », 15 heures, 2, boulevard du Palais (AITC).

« De l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés à l'enceinte de Philippe-Auguste », 14 h 30, porche de l'église (Arts et curiosités de Paris).

« Hôtels et églises du faubourg Poissonnière », 14 h 30, métro Poissonnière (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels du Marais (sud), place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Arsenal de Sully et les appartements de la maréchale de La Meilleraye », 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie boulevard Henri-IV (E. Romans).

« Cours et jardins du quartier Mouffetard », 14 h 30, métro Monge, escalator (P.-Y. Jaslet).

« Promenade parisienne des Batignolles à la place Clichy », 14 h 30, métro Brochant (V. de Langlade).

« Le Musée d'Orsay », 10 h 15, 1, rue de Bellechasse, et « L'Opéra et ses souterrains », 13 h 30, sur les marches (Paris passion).

« Huit hôtels prestigieux du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« *Vieilles rues de Paris, les deux plus* vieilles maisons, l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs », 14 h 30, métro Etienne-Marcel (Vieux Paris).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 17 heures : « Rome antique, Trajan et Hadrien » (Arcus).

« Petit Palais, avenue Winston-*Churchill*, 14 h 50 : « Lumières du Nord, peintures scandinaves, 1865 à 1905 ».

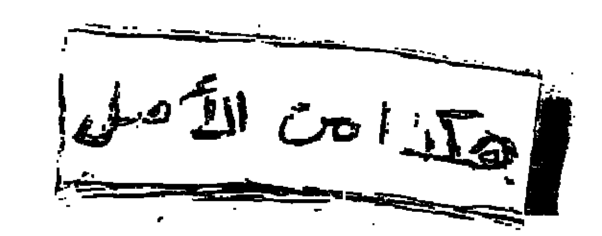
Hôtel Bedford (salon Pasquier), 17, rue de l'Arcade, 19 h 30 : « La médecine et nos énergies vitales » (M. R. Glaise).

Salle Havas, 136, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly (métro Pont-de-Neuilly), 15 heures et 18 h 30 : « La peinture au dix-neuvième siècle, Manet » (conférence audiovisuelle à l'IDAC).

Cinémathèque, 11, rue J.-Bingen, 15 heures : « Voie triomphale du baroque en Autriche, les palais de la foi » (Mme Saint-Girons).

Cercle de l'Union interalliée, 33, faubourg Saint-Honoré, 18 heures : « L'Institut Pasteur 1887-1897-2087, *hier*, aujourd'hui, demain » (M. Fr. Gros).

UER Sciences humaines cliniques, 13, rue Santeuil, amphithéâtre A, 21 heures : « Sens du sacré et transcendance chez les anciens sémites, Mésopotamie et Israël » (M. J. Bottéro).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 3 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20.35 Feuilleton : Dallas.
21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
22.20 Documentaire : Allers-retours.
De Roger Pic. Première émission d'une série de trois. Vietnam : l'isolement.
Douze ans après la chute de Saïgon, comment vit-on aujourd'hui au Vietnam, au Nord comme au Sud ? L'équipe de TF 1 a parcouru l'ensemble du pays, rencontré aussi des réfugiés dans les camps de Hongkong ou de Thaïlande.
23.25 Journal.
23.45 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20.30 Les dossiers de l'écran :
Meurtre au Vatican ■
Film italien de Marcello Aliprandi (1982), avec Terence Stamp, Fabrizio Bentivoglio, Paula Molina, Lopez Vasquez.
Un jeune prêtre italien attiré par la « pensée de gauche » tombe amoureux d'une terroriste, la dénonce à la police, puis part en Inde où il fait le point. A son retour à Rome, l'évêque auquel il s'était confié est devenu pape et menacé d'une conjuration. Ce film soulève les problèmes de l'intégrisme et de l'ouverture de l'Eglise catholique sur le monde, à travers une intrigue compliquée et mélodramatique. Une curiosité à laquelle on accroche un débat.
22.20 Débat : L'Eglise aujourd'hui.
Avec Mgr Jean-Charles Thomas, Père Paul Aulagnier, Père Philippe Laguérie, MM. René Remond, Georges Montaron, Antoine Casanova, Jean Chelini.
23.25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20.35 Cinéma : La dernière séance.
Soirée Richard Widmark.
1er film : le Jardin du diable ■■
Film américain de Henry Hathaway (1954). Avec Richard Widmark, Gary Cooper, Susan Hayward, Rita Moreno.
Mexique 1880. Une Américaine engage quatre aventuriers pour l'aider à sauver son mari, emmuré dans une mine d'une région dangereuse, dite « le Jardin du diable ». Toutes les qualités du « western psychologique » : histoire attachante, caractères bien dessinés, action à suspense, excellente interprétation.
22.20 Dessins animés : Tom et Jerry ; Tex Avery.
22.45 Journal.
23.10 2e film : la Toile d'araignée ■■■
▶ Film américain de Vincente Minnelli (1955). Avec Richard Widmark, Lauren Bacall, Charles Boyer, Gloria Grahame, Lilian Gish.
Dans une clinique psychiatrique où l'un des directeurs applique de nouvelles méthodes, le choix de nouveaux rideaux pour la salle de réception provoque une crise affectant les malades et le personnel médical. Ce film, très remarquable surtout dans sa version originale (utilisation des couleurs, mise en scène, interprétation), part d'un événement anodin pour révéler les passions, les haines, les jalousies secrètes et l'oscillation des personnages minnelliens entre le rêve et la réalité.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Paulette, la pauvre petite milliardaire. □ Film français de Claude Confortès (1985). Avec Jeanne Marine, Catherine Leprince, Luis Rego. **22.00 Flash d'informations. 22.10 Cinéma : Retour vers l'enfer. ■** film américain de Ted Kotcheff (1983). Avec Gene Hackman, Robert Stack, Frek Ward, Red Brown, Randal « Tex » Cobb. **23.55 Tennis : Lipton international. 2.25 Magazine : Vidéoplaisir.**

LA 5

20.30 Cinéma : Star Trek. 22.45 Série : Thriller. 0.00 Série : Mission impossible. 0.50 Série : Supercopter. 1.45 Série : Jaimie. 2.40 Série : Star Trek.

M 6

20.30 Cinéma : Zazie dans le métro. ■■ Film français de Louis Malle (1960). Avec Catherine Demongeot, Philippe Noiret, Hubert Deschamps, Annie Fratellini. **22.30 Série : Brigade de nuit. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit (suite).**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. La mer, l'homme et leur santé ; Folies ; Dossier : alcoolique pour toujours. **21.30 Musique :** Les mardis de la chanson. Mélodie en filature. **22.30 Nuits magnétiques.** La nuit et le moment ; Profession témoin. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Les Temps retrouvés. Trois pièces pour quatuor à cordes, de Stravinski ; Canon et fugue in memoriam Igor Stravinski, de Schnittke ; Hace mucho tiempo, de Garcin ; Quintette pour piano et cordes, de Taneiev, par le Quatuor de Moscou ; à 22.30, récital : Kurt Ollmann, baryton ; Mary Dibbern, piano (œuvres de Leguerney, Liszt, Ives, Gordon, Musto, Saint-Pierre, Perla, Guettel, Poulenc, Debussy). **22.30 Les soirées de France-Musique** Poissons d'or.

Mercredi 4 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13.50 Feuilleton : Symphonie.
14.45 Feuilleton : Cœur de diamant.
15.15 Vitamine.
17.30 La vie des Botes.
18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.25 Mini-journal, pour les jeunes.
De Patrice Drevet.
18.45 Jeu : La roue de la fortune.
19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocoricocoboy.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du Loto.
20.35 Série : L'heure Simenon.
Strip-tease, téléfilm de Michel Mitrani. Avec Patricia Millardet, Robert Rimbaud, Geneviève Fontanel.
21.35 Magazine : Les sciences et la vie.
De Joël de Rosnay, Claude Otzenberger et Jean-Pierre Cottet.
▶ Présenté par Patrick Bourrat, en direct de la Cité des sciences de La Villette.
Le dossier du mois : Le sang.
23.05 Journal.
23.25 Magazine : Premier plan.
D'Alain Bévérini.
Actualité cinématographique.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13.45 Feuilleton : Michel Strogoff. (2e épisode).
14.40 Terre des bêtes.
Emission présentée par Allain Bougrain-Dubourg.
Les requins apprivoisés ; Bande d'oiseaux ; Des minets qui déminent ; Une poule en chaussons ; Touchez pas au grizzly.
15.05 Récré A 2.
17.45 Magazine : Mambo satin.
18.05 Feuilleton : Madame est servie.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.

20.25 Football.
Quart de finale aller de la Coupe des coupes Bordeaux-Torpédo de Moscou.
22.20 Magazine : Que deviendront-ils ?
23.35 Journal.

En cas de non-retransmission du match de football, le programme serait le suivant : 20.30, Téléfilm : Un train dans la nuit, d'Algor Auzins, avec Ingrid Mason, Max Meldrum, Brian Wenzel ; 22.05, Magazine : Que deviendront-ils ? ; 23.05, Histoires courtes ; 23.20, Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15.30 Téléfilm : Les associés contre le crime.
La mort à domicile, d'après Agatha Christie.
17.55 Paroles de bêtes.
Le berger allemand.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
18.57 Juste ciel ! Petit horoscope.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Variétés : La nouvelle affiche.
Avec Jeanne Mas, Alain Chamfort.
21.55 Magazine : Thalassa.
Hongkong sur mer.
22.45 Journal.
23.15 Musique : Bal masqué chez les Rohan.
Spectacle enregistré à Strasbourg dans les salons du palais des Rohan, à l'occasion de Musica 86. Œuvres de J. Strauss, Schönberg, Waldteufel, Weill, Rota, Wiener, Dessau...

CANAL PLUS

14.00 Cabou cadin. 14.25 Téléfilm : Double identité. 16.00 Téléfilm : L'indésirable. 17.30 Documentaire : Les animaux du soleil. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessins animés. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.40 Jeu : Maxibouche. 18.45 Top 30. 19.15 Zénith. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Feuilleton : Objectif nul. 20.05 Coulisses ; 20.30 Quart de finale aller de la Coupe des coupes : Bordeaux-Torpedo de Moscou ; 22.30 Flash d'informations ; 22.40 Cinéma : Halloween (La nuit des masques). ■■ Film américain de John Carpenter (1978). Avec Donald Pleasence, Jamie Lee Curtis, Nancy Loomis, P.-J. Soles. **0.05 Tennis : Lipton International.**

LA 5

14.20 Série : Star Trek. 15.15 Série : K 2000. 6.10 Série : Shérif, fais-moi peur. 17.00 Dessins animés : Les Schtroumpfs. 17.25 Dessins animés : Princesse Sarah. 18.00 Série : Arnold et Willy. 18.25 Série : Jaimie. 19.15 Série : Happy days. 19.40 Série : Mission impossible. 20.30 Feuilleton : Racines I (1er épisode) 22.10 Série : Thriller (La mort pour sœur Marie). 23.25 Série : Mission impossible. 0.15 Série : Jaimie. 1.00 Série : Feuilleton : Racines I (1er épisode). 2.30 Série : Star Trek.

M 6

14.00 Série : Laredo. L'embuscade. **15.00 Magazine : Dis-moi. 16.00 Dessin animé. 16.30 Jeu : Hou la la. 17.30 Magazine : Oh ! cinéma.** Actualité cinématographique. **18.00 Hit des clubs. 19.00 Série : La petite maison dans la prairie.** Le roi est mort (1re partie). **13.30 Journal. 19.45 Série : La petite maison dans la prairie.** Le roi est mort (2e partie). **20.15 Jeu : Le 20.20.20. 20.30 Série : Dynastie.** Rencontre surprise. **21.30 Série : Les cinq dernières minutes.** Patte et griffe. **23.15 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 0.00 Magazine : Club 6. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit (suite).**

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Les origines de la musique antillaise du XVIIe au XIXe siècle. **21.30 Musique : Plein volume.** La sélection du mois : Josquin des Prés, de Jean-Pierre Ouvrard ; La revue critique des nouveautés : Wagner et la question juive, de Jacob Katz ; de Léopold à Constance, Wolfgang Amadeus Mozart, de Maurice Barthélémy ; la Sonate en trio, de Chritopher Hogwood. **22.30 Nuits magnétiques.** La nuit et le moment ; Sur le vif : Ils nous ont volé la Canebière. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 20 et 21 octobre 1986 à Nanterre) : Des canyons aux étoiles, de Messiaen, par l'Ensemble Intercontemporain, dir. Kent Nagano. **23.00 Les soirées de France-Musique.** A 23.08, Jazz-Club en direct du New Morning.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 3 mars à 0 heure et le dimanche 8 mars à 24 heures.

L'air froid qui recouvre la France ne sera chassé que très progressivement par le flux maritime perturbé de sud-ouest qui s'établira à partir de vendredi.

Mercredi : des frontières du Nord-Est et de l'Est à la Provence le temps se refroidit nettement, il y aura des gelées de −5 à −10 degrés au nord-est de la Seine et 0 à −4 degrés des Alpes au Jura. Le ciel sera variable sur ces régions. De la Normandie au Massif Central et au Languedoc le ciel est voilé par des nuages élevés. Les températures seront entre −3 à −4 degrés.

De la Bretagne aux Pyrénées le temps sera très nuageux, dans l'intérieur de faibles gelées se produiront, mais près des côtes les températures resteront légèrement positives.

Il pleuvra faiblement en bordure de la Manche. Dans la journée, seules quelques éclaircies se développeront aux pieds des Pyrénées et sur le Languedoc-Roussillon. Partout ailleurs le temps sera nuageux. Les nuages seront plus épais sur la moitié nord. Les pluies éparses de la Normandie au Nord et au Nord-Est le soir donneront localement du verglas. Les températures maximales resteront voisines de zéro sur le quart nord-est. Elles évolueront entre 4 et 11 degrés du nord au sud sur le reste du pays.

. Mistral et tramontane souffleront fort le matin mais faibliront en cours de journée.

Une nouvelle aggravation touchera la Bretagne en soirée.

Jeudi 5 mars : le matin, le temps restera froid et brumeux. En cours de journée, le ciel se couvrira par l'ouest, cette zone de temps couvert atteindra en soirée une grande partie du nord de la France. Des précipitations (neige ou pluies verglaçantes) se produiront sur les régions Nord-Ouest et Nord de la France. Sur les autres régions, les nuages seront moins nombreux, surtout sur le pourtour méditerranéen.

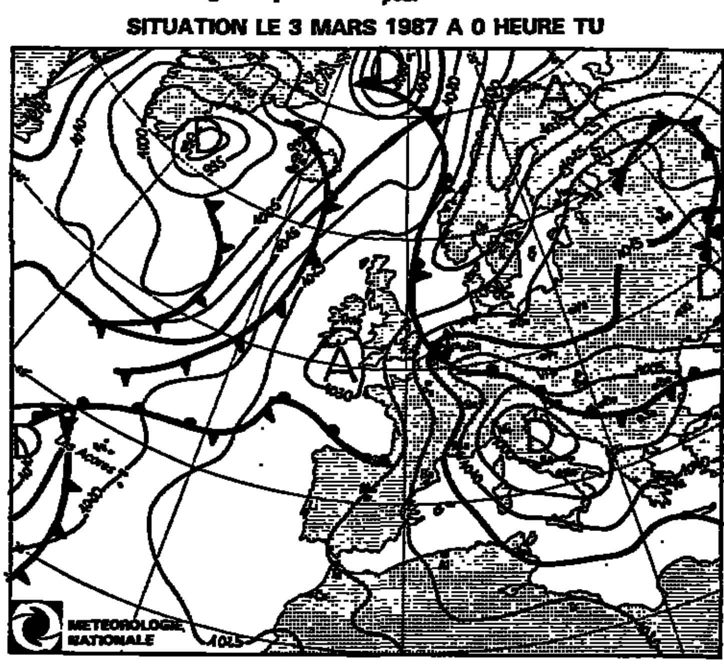
Les températures minimales varieront de −6 à 2 degrés du Nord-Est au Sud-Ouest. Les maximales seront comprises entre 0 et 10 degrés d'est en ouest.

Vendredi 6 mars : le temps sera encore couvert sur une grande partie du pays, excepté de l'Aquitaine aux régions méditerranéennes, où les éclaircies seront plus nombreuses. Des chutes de neige ou pluies verglaçantes se produiront encore sur le nord et le nord-est. Les pluies ou bruines situées le matin principalement sur l'Ouest, le Nord-Ouest, et le Bassin parisien se généraliseront à l'ensemble des régions de la moitié nord. Les régions du Sud bénéficieront d'éclaircies, plus belles près de la Méditerranée.

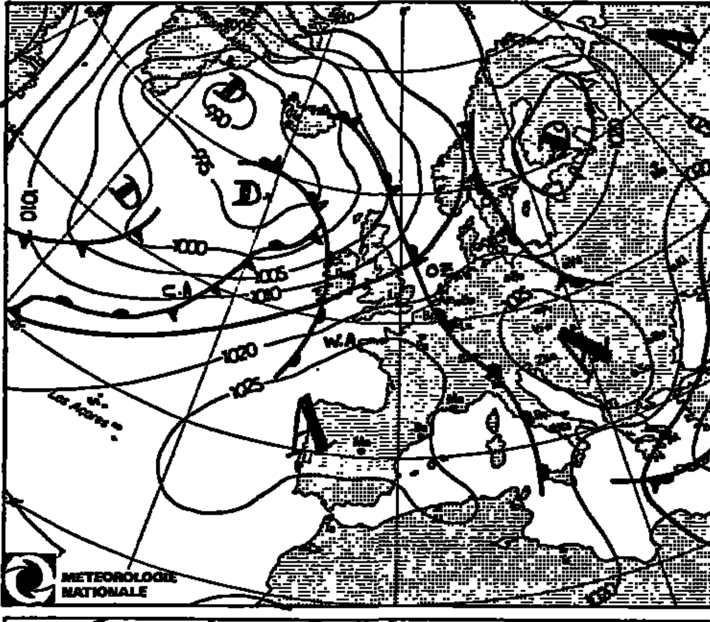
Les températures seront en hausse de 2 à 4 degrés avec cependant encore des gelées le matin dans le Nord et le Nord-Est.

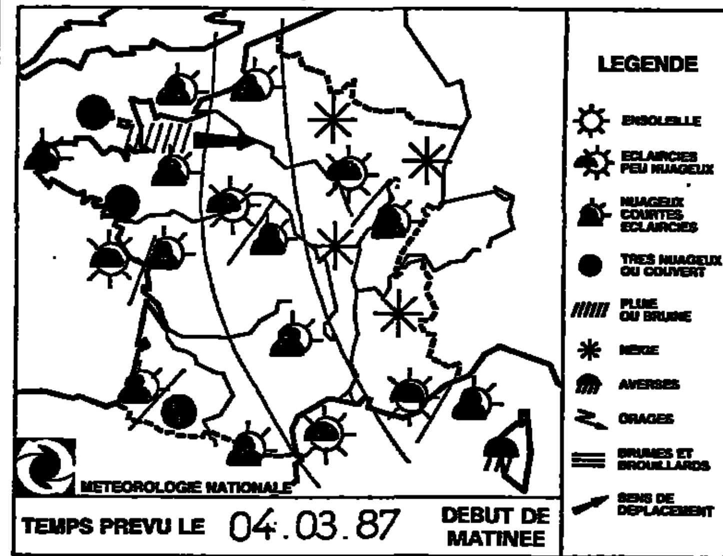
Samedi 7 et dimanche 8 mars : le temps couvert avec des pluies intermittentes s'étendra progressivement vers le sud. Les températures minimales seront en hausse et les maximales varieront peu.

SITUATION LE 3 MARS 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 MARS A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 01-3 à 6 h TU et le 02-3-1987 à 6 h TU — le 01-3-1987

FRANCE			
AJACCIO	15	11	D
BIARRITZ	14	9	N
BORDEAUX	13	2	D
BOURGES	12	3	P
BREST	9	3	N
CAEN	11	3	C
CHERBOURG	8	2	C
CLERMONT-FERR.	16	2	N
DIJON	14	2	C
GRENOBLE St-M-H	13	4	C
LILLE	11	−4	C
LIMOGES	10	8	N
LYON	16	5	C
MARSEILLE-MAR.	16	7	D
NANCY	13	−2	*
NANTES	12	1	D
NICE	1	11	D
PARIS-MONTS.	12	0	C
PAU	14	5	D
PERPIGNAN	22	9	D
RENNES	12	1	D
ST-ÉTIENNE	18	4	C
STRASBOURG	13	1	*
TOURS	12	3	C
TOURS	13	10	P
TOULOUSE	14	6	C
POINTE-A-P.	30	18	N

ETRANGER			
ALGER	26	11	D
AMSTERDAM	9	−5	N
ATHÈNES	15	11	C
BANGKOK	11	25	C
BARCELONE	26	11	D
BELGRADE	1	−7	*
BERLIN	−6	−10	D
BRUXELLES	10	−6	N
LE CAIRE	24	−13	D
COPENHAGUE	−5	−12	D
DAKAR	31	20	D
DELHI	27	13	D
DJERBA	19	14	N
GENÈVE	12	3	P
HONGKONG	20	16	C
ISTANBUL	7	4	N
JÉRUSALEM	13	4	D
LISBONNE	24	12	D
LONDRES	11	1	*
LOS ANGELES	19	11	D
LUXEMBOURG	9	−5	*
MADRID	24	12	H
MARRAKECH	32	14	D
MEXICO	25	11	B
MILAN	15	9	N
MONTRÉAL	0	−6	*
MOSCOU	−13	−23	N
NAIROBI	30	16	D
NEW-YORK	12	2COSLO	
	−8	−22	D
PALMA-DE-MAL.	19	13	D
PÉKIN	9	−2	D
RIO-DE-JANEIRO	28	22	D
ROME	14	5	B
SINGAPOUR	31	25	C
STOCKHOLM	−10	−16	*
SYDNEY	19	10	N
TOKYO	9	0	D
TUNIS	19	13	C
VARSOVIE	−11	−17	*
VENISE	7	2	B
VIENNE	−6	−11	*

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

● **CONFÉRENCE : les chiffonniers du Caire.** — Sœur Emmanuelle partage depuis dix-sept ans la vie des chiffonniers du Caire, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, qui vivent dans des bidonvilles construits au milieu d'amas d'immondices et ne subsistent que grâce à la collecte des ordures municipales. De passage à Paris, la « chiffonnière du Caire » racontera son expérience et les raisons de son choix au cours d'une conférence qu'elle donnera le lundi 9 mars, à 20 h 30, en l'église de la Trinité, place d'Estienne-d'Orves, à Paris-9e.

● **JOURNÉES D'ÉTUDES : l'enfant d'abord.** — L'accueil de jeunes enfants d'origine étrangère dans la communauté française nécessite une coordination des actions médicales, sociales, éducatives et une étroite collaboration avec les familles. Elle nécessite également de tenir compte non seulement des besoins, mais des *desiderata*. L'association Enfant d'abord — GRAPE Formation organise les 13 et 14 mars à Paris deux Journées nationales d'étude sur le thème « Petite enfance et immigration ». Des pédiatres, puéricultrices, psychologues, psychanalystes, etc., participeront aux débats, ateliers et animations diverses.

★ Inscriptions (avant le 28 février) GRAPE, 7, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. : 42-96-22-32.

● **Le seizième convivial : deux journées portes ouvertes.** — Afin de mieux faire connaître la vie associative, la mairie du seizième arrondissement de Paris mettra ses locaux à la disposition des associations locales, samedi 7 mars de 14 h 30 à 18 heures et dimanche 8 mars de 11 heures à 18 heures. Les associations regroupées par secteurs d'activités organiseront elles-mêmes leurs stands d'informations et leur répartition dans les locaux de la mairie. Elles prépareront également des animations musicales, gymniques et théâtrales. Une manifestation qui devrait prouver le dynamisme des associations de l'arrondissement et leur volonté de faire du seizième une communauté vivante et solidaire.

★ Renseignements : permanence de M. Jean-Loup Morlé, conseiller de Paris, délégué à la vie associative à la mairie du seizième, le vendredi de 18 heures à 20 heures. Tél. : 45-03-21-16.

● **SAHEL : 20 F, et le désert refleurira.** — 20 F multipliés par des milliers de personnes, cela permet de creuser un puits, d'installer une pompe solaire, de créer un village dans le Sahel mauritanien. Ce projet simple, mis au point par l'association SEVE (Solaire eau vie entraide), a besoin pour être efficace de nombreux donnateurs.

★ SEVE, 14, rue Bellot, 75019 Paris. Tél. : 40-05-14-57.

● **SALON : Véloccase.** — Le premier salon du vélo d'occasion se déroulera les samedi 7 et dimanche 8 mars 1987 de 9 heures à 19 heures dans le hall d'exposition du 24, quai d'Austerlitz, Paris XIIIe. Les particuliers pourront mettre en dépôt-vente ou acheter des vélos d'occasion, quels qu'en soient l'état, l'ancienneté, la marque ou le modèle. Entrée et parking gratuits. Seul un droit forfaitaire d'exposition (minime) sera demandé aux vendeurs.

★ Renseignements : Bicyclub SA, 8, place de la Porte-de-Champerret, 75017 Paris. Tél. : 47-66-55-92.

SUR MINITEL

Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
36.15 Tapez LEMONDE puis METEO

« Services »

PARIS

La RATP et les tricheurs

Qu'il saute les tourniquets, qu'il fume en première classe ou *qu'il éventre les coussins, l'usager* indélicat du métro et des bus traumatise les autres voyageurs. La RATP peut d'autant moins *laisser s'installer ce climat* d'inquiétude dans ses véhicules que fraude et vandalisme *lui* coûtent cher.

Le fraudeur a bien des visages : celui du protestataire qui lutte, à sa manière, contre la modernisation ou l'anonymat, celui du révolté qui sabote ainsi une société bureaucratique exécrée, ou celui du « gamin » qui *joue en permanence avec* les contrôleurs au gendarme et au voleur.

Coût : 250 000 voyages non payés par jour de plein trafic dans le métro et le RER, soit 200 millions de francs par an. Ou encore 200 000 voyages non payés par jour, soit 180 millions de francs par an. Ce manque à gagner représente la valeur de 19 rames de métro ou celui de 400 autobus. Le fraudeur a l'impression de ne pas commettre une faute grave, car l'enjeu *matériel n'excède pas quelques* francs, et la victime est une institution sans visage, autant dire personne.

En revanche, le vandalisme, qui impressionne tant, coûte à la Régie infiniment moins que la fraude : 35 000 coussins par an, soit 17 millions de francs, et 5 millions de francs pour effacer les graffitis.

*La RATP emploie 1 215 per*sonnes pour contrôler les billets et faire respecter le bon ordre dans son domaine. Cela ne suffit *plus. Elle fait face à une montée* de la délinquance. Pour y remédier, elle applique, depuis le 1er mars, dans le métro et dans *le RER*, un nouveau système de sanctions. Désormais, pour un titre de transport valable, il en coûte 70 francs sur place, 150 francs dans les quatre mois qui suivent l'infraction et 1 200 francs si le dossier est transmis au Parquet. Le fumeur ou le goujat qui salit une banquette se voient réclamer respectivement, 200 francs, 400 francs ou 2 000 francs selon le moment où il acquitte l'amende.

La RATP, qui ne veut pas apparaître exclusivement répressive, a choisi de faire connaître ces sanctions et d'inviter ses usagers à plus de civisme grâce à une campagne de communica*tion. Sur le thème du « carton jaune »* que l'arbitre de football inflige au mauvais joueur, trois affiches seront apposées, du 2 au 22 mars, dans les couloirs du métro : *« Ne soyez pas hors-jeu, respectez les règles du jeu. »* Pour les contrôleurs qui signent cette campagne, celle-ci légitime aussi bien leur action préventive que les sanctions infligées aux tricheurs.

AL. F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4433

HORIZONTALEMENT

I. Personnages très attachés à leur foyer. – II. Fit un certain travail. – III. Ceux qui en font leur dada ne s'assoient pas dessus. – IV. Jeta un regard en coulisse. Participe passé. – V. Lieu de rencontres. – VI. Direction. Rivière pyrénéenne. – VII. Parfois mis à la porte par une personne souvent chargée de l'ouvrir. – VIII. Assise différente selon les cabinets. Cœur d'amoureuse. – IX. Ses coups de manchettes frappent fort. Caractères qui, en « général », sont opposés. – X. Des rires qui éclatent ou des pétards qui n'éclatent pas. Alternative. – XI. L'importance de son bec n'est pas à la mesure de son débit. *Quotients d'addition.*

VERTICALEMENT

1. Lieu de nombreux accidents. Note. – 2. Deux ôtés de sept. Pour lui, un jeu de billes ne constitue pas une distraction. – 3. Plus important à l'Opéra qu'à l'Olympia. Possessif. – 4. Frère de lai. Puits de science spéléologique. – 5. *Elle est molle* et encroûtée. Sa position élevée lui permet de donner de brillantes réceptions. – 6. Héros de Lesage. Abrégé de théorie. – 7. Bien, pour une haute extraction. Protagoniste d'une restauration coûteuse. – 8. Patrie des Illibériens. Economiste qui débuta à Limoges et finit limogé à Paris. – 9. Pas plus disposé à se mettre à table qu'à manger le morceau. Devenus représentants après s'être présentés.

Solution du problème n° 4432

Horizontalement

I. Mutinerie. – II. Etirement. – III. Sire. Olt. – IV. Alanguies. – V. Vide. Sent. – VI. Eté. Etude. – VII. Na ! Iran. – VIII. Tibial. Nô. – IX. Urée. Lit. – X. Recrue. EV. – XI. Es. Eprise.

Verticalement

1. Mésaventure. – 2. Utilitaires. – 3. Tirade. Bec. – 4. Irène. Bière. – 5. Né. Up. – 6. Emoustiller. – 7. Relieur. – 8. Intendantes. – 9. Et. Sténo. Vé !

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 2 et mardi 3 mars :

DES DÉCRETS

● N° 87-135 du 25 février 1987 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture concernant l'utilisation des fonds accordés par l'Etat français à l'UNESCO, signé à Paris le 12 juillet 1984.

● N° 87-136 du 25 février 1987 portant publication de la déclaration des chefs de délégation des gouvernements parties à l'accord concernant la Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution du 29 avril 1963, faite à Bruxelles le 11 décembre 1986.

UNE CIRCULAIRE

● Du 21 février 1987 relative à l'organisation des élections prud'homales (établissement des listes électorales).

RESULTATS COMPLETS N°9
LOTO SPORTIF

	[illegible]	[illegible]
[illegible]	—	—
[illegible]	4	866 462,00 F
[illegible]	46	83 324,00 F
[illegible]	831	7 290,00 F
[illegible]	4 509	983,00 F
[illegible]	673	884,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 1er Mars 1987 : [illegible]

SUPER PACTOLE 23.000.000 F PROCHAIN LOTO SPORTIF

Le Carnet du Monde

Mariages

– Alain BARLUET
et
Sophie MAURIN

ont la joie de faire part de leur mariage célébré dans l'intimité à Cannes le *28 février 1987.*

Décès

– Mme Simon Attali,
née Fernande Abecassis,
Elisabeth et Jacques Attali,
Hélène et Bernard Attali,
Fabienne et Daniel Bondard,
Céline, Jérémie, Laurence et Bethsabée,
Les familles, parents et alliés
ont la douleur d'annoncer le décès de

Simon ATTALI,

leur époux, père et grand-père,
le 28 février, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 2 mars 1987.

Cet avis tient lieu de faire-part.

163, avenue Victor-Hugo,
75016 Paris.

– Agnès et François BAGUET,
Raphaël et Alexandre,
Les familles Baguet et Massy,
ont la douleur de faire part du décès à l'âge de deux jours de

Lauriane,

des suites d'un accident de la circulation.

Créteil, le 17 février 1987.

2, rue du Bois-des-Chênes,
94360 Bry-sur-Marne.

– Mme Yves Benoist,
son épouse,
Marc Benoist,
M. et Mme Christophe Graignic,
ses enfants,
Mme Marc Benoist,
sa mère,
M. et Mme François Lefèvre,
M. et Mme Alain Benoist,
M. le professeur et Mme Philippe Even
et leurs enfants
ont la douleur de faire part du décès subit de

Yves BENOIST,

survenu à Paris, le 1er *mars* 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame des Sables-d'Olonne, le jeudi 5 mars, à 15 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

3, rue Mesnil,
75116 Paris.

– Constantine. Maisons-Laffitte.

Joseph Cohen,
Ses enfants
Et toute sa famille,
ont *la douleur* de faire part du décès de leur très cher

Emile S. COHEN
docteur en chirurgie dentaire,

surveau le 1er mars 1987, dans sa soixante-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, avenue Jean-Jacques-Rousseau,
78600 Maisons-Laffitte.

– *Le président,*
Les enseignants
Et le personnel de l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri DANEY.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Pins-Francs, à Caudéran (Gironde), le jeudi 5 mars 1987.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Bertrand
DE JOUVENEL DES URSINS,

survenu à Paris, le 1er mars 1987.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Anserville (60), le 4 mars.
Un office religieux sera célébré en l'église Saint-Roch, à *Paris-1er*, le 7 *mars* à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Lire page 13.)

– M. Fernand Dray,
son époux,
Frédéric, Emmanuel et Antoine,
ses fils,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacqueline DRAY,

survenu à Paris, le 25 février 1987.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 28 février au cimetière de Sèvres.

La famille remercie tous ceux qui lui ont témoigné leur affection.

4, rue Guynemer,
75006 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Jacques GHEUSI,
comédien,
critique musical,

survenu après une longue maladie, le 28 février 1987.

Le service religieux sera célébré le jeudi 5 mars, à *10 h 30*, en l'église de *la* Trinité à Paris-9e.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre.

30, rue de La Rochefoucauld,
75009 Paris.

– *Le médecin général* inspecteur et Mme André Joulin,
Le docteur et Mme Pierre Joulin,
M. et Mme Jean-Claude Joulin,
ses enfants,
Claire et Jean-Pierre Leconte,
Anne et Jean-Benoît Harl,
Eric et Hélène Joulin,
Ollivier et Catherine Joulin,
Yves et Virginie Joulin,
Marc, Luc, Christian et Armelle Joulin,
ses petits-enfants,
Ses huit arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Me veuve Georges JOULIN,

survenu à Paris, le 21 février 1987.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Paris, le 25 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

88, boulevard Jourdan,
75014 Paris.

– Mme Jean-Noël Perreau,
Frédéric et Jérôme,
Mme Pierre Perreau,
M. et Mme Richard Bottcher,
M. et Mme Dominique Perreau
et leurs enfants,
M. et Mme Henri Allirol,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Noël PERREAU,

survenu accidentellement, le 19 février 1987, à l'âge de quarante-deux ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 24 février, en la chapelle Notre-Dame-de-Pitié de la cathédrale d'Angers.

On associera à sa mémoire celle de son père, le

professeur Pierre PERREAU,

rappelé à Dieu le 10 décembre 1972.

38, Grande-Rue,
Poligny (Jura).
6, rue Chevert,
75007 Paris.
9, *rue Joseph-Bara,*
75006 Paris.

– Mme Fernand Samuel,
M. et Mme Claude Samuel,
M. et Mme Stephen Thomas
et leur fils David-Jean,
M. Jérôme Samuel,
Mlles Nathalie et Olivia Samuel,
Mme Annie Hourcq,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand SAMUEL,

survenu à Paris dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 4 mars 1987, au cimetière du Père-Lachaise, réunion entrée principale, boulevard de Ménilmontant, à 8 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

146, boulevard Malesherbes,
75017 Paris.
241, rue Saint-Jacques,
75005 Paris.

– Les *familles Vennier, Lumiot,* Mathieu, Viguier
ont la douleur de faire part du décès de

Lionel VENNIER,
officier de la Légion d'honneur,
médaille de l'Aéronautique,

survenu le 24 *février* 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

18, rue du Point-du-Jour,
Boissets 78910 Orgerus.
23, rue d'Estienne-d'Orves,
78380 Bougival.

– Mme Fred Waechter,
M. et Mme Pierre-Paul Heckly
et leur fils Louis,
M. Didier Waechter
et sa fille Laurence,
M. et Mme Jean-Pierre Waechter,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Fred WAECHTER

survenu le 1er mars 1987, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 5 *mars* 1987, à 9 h *15*, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, cité Médicis,
78100 Saint-Germain-en-Laye
22, rue Jeanne-d'Arc,
78100 Saint-Germain-en-Laye.
177, *boulevard des Invalides,*
1160 Bruxelles.
Aeussere, Baselstrasse, 212,
4125 Riehen.

Remerciements

– Mme Michel Baroin,
François Baroin,
Toute la famille et ses amis,

expriment leurs remerciements émus à tous ceux qui, par leur présence, leurs messages, leurs prières,
leur ont témoigné amitié et affection lors du décès de

M. Michel BAROIN

– Les membres du conseil d'administration,
Les membres du comité d'entreprise,
Le personnel de GMF-IARD,

remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie et leur amitié lors du décès de leur

président-directeur général
M. Michel BAROIN

et de ses collaborateurs

M. Rémy DESIREST,
M. Jean-Jacques MARECHAL,
M. Erik *VILLERS*,
M. Robert WEINSTEIN.

– Les membres du conseil d'administration,
Les membres du comité d'entreprise,
Le personnel de la FNAC,

remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie et leur amitié lors du décès de leur

président-directeur général
M. Michel BAROIN

– *Les* membres du conseil d'administration,
Les membres du comité d'entreprise,
Le personnel de GMF-Vie,

remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie et leur amitié lors du décès de leur

président-directeur général
M. Michel BAROIN

– Les membres du conseil d'administration,
Les membres du comité d'entreprise,
Le personnel de la BCCM,

remercient tous ceux qui leur ont *exprimé leur sympathie et leur amitié* lors du décès de leur

président-directeur général
M. Michel BAROIN

– Les membres du conseil d'administration,
Les membres du comité d'entreprise,
Le personnel des Garages multiservices français,

remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympahie et leur amitié lors du décès de leur

président-directeur général
M. Michel BAROIN

– Les membres du conseil d'administration,
Les membres du comité d'entreprise,
Le personnel de la Sauvegarde,

remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie et leur amitié lors du décès de leur

président-directeur général
M. Michel BAROIN

– Les membres du conseil d'administration,
Le personnel de GMF-Ré,

remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie et leur amitié lors du décès de leur

président-directeur général
M. Michel BAROIN

– Les membres du conseil d'administration,
Le personnel des sociétés Civil Service, Employees Corporation, US Mapping,

remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie et leur amitié lors du décès de leur

chairman
M. Michel BAROIN

– M. et Mme Roland Senèe-Wimet,
M. et Mme François Collet-Wimet,

remercient tous ceux qui se sont unis par leurs messages d'amitié, par leurs prières et par leur présence à la disparition accidentelle de

M. Jean WIMET

et de son épouse

Mme Jean WIMET,
née Odile Gros.

Anniversaires

– Pour le dixième anniversaire de la disparition le 4 mars de

Mme Ita WENCEL,

ses enfants et petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connue une affectueuse pensée et une prière.

Avis de messes

– A la suite de la messe dominicale du samedi 7 mars 1987, à 18 heures, une absoute aura lieu en la chapelle de l'Ecole militaire, à la mémoire de

Mme Evelyne BOYE-CARRE,
avocat à la cour,

rappelée à Dieu, le 27 janvier 1987.

Communications diverses

– Le Comité pour la célébration du centenaire d'Heitor Villa-Lobos tient à remercier *le* gouvernement français, le gouvernement brésilien, l'UNESCO, l'AFAA et toute les personnalités qui ont prêté leur concours à la réalisation *des premiers concerts de l'Année* Villa-Lobos.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I, mardi 10 mars, à 10 h 30, salle C 22 04, Centre Pierre-Mendès-France, M. Philippe Michel Louvet : « Essais sur les choix publics et la demande de consommation collective ».

– Université Paris-I, mercredi 11 mars, à 9 h 30, salle C 22 04, Centre Pierre-Mendès-France, M. Akio Kakada : « Genèse de la pensée économique japonaise ; l'économie confucéenne chez Shundai Dazai (1680-1747), à l'époque des Tokugawa ».

هكذا من الاصل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Cancer : la coalition européenne

Soixante-dix millions d'Européens auront un cancer d'ici vingt ans. Un plan de lutte est mis en place pour faire mentir cette prédiction.

DURANT les vingt prochaines années, 70 millions d'Européens (sur les 370 millions d'habitants que compte l'Europe des Douze) auront un cancer. A l'heure actuelle, un Français sur quatre a été, est, ou sera confronté à cette maladie, dont la fréquence augmente avec l'âge. Le vieillissement des populations explique que cette proportion sera de un sur trois en l'an 2000.

Ce taux est-il inéluctable ? Certains peuvent-ils se protéger, échapper délibérément à ce qui est ressenti comme l'absolue malédiction ? Oui, estiment les cancérologues européens chargés d'élaborer sous la présidence du professeur Tubiana le programme « L'Europe contre le cancer » lancé en janvier 1986 par les chefs d'Etat des Douze. Une diminution de 15 % de la fréquence des cancers est possible d'ici à l'an 2000 (soit 10 à 11 millions de malades en moins) à condition que soit mené vigoureusement un programme d'action qu'ils ont élaboré en commun et qui doit être soumis au conseil des Communautés dans deux mois, après son approbation par les ministres de la santé.

Il est frappant de voir que, sur le coût de 22 millions d'ECU auquel est évalué le programme en question (1), 21 millions sont destinés à l'information du public ; une information qui culminera en 1989 par une « année européenne d'information sur le cancer », précédée par un sondage, en avril prochain, destiné à connaître l'attitude des Européens et l'étendue de leurs connaissances sur les moyens de prévention de la maladie.

Ces moyens sont fondés sur une notion qui n'a connu son émergence, puis son acceptation universelle, que ces dernières années. A savoir que *« 80 % des cancers sont dus à l'environnement, et que cet environnement peut être modifié »*.

Ce chiffre, qui paraît surprenant, a surgi d'une série d'études épidémiologiques menées dans tous les pays du monde par le Centre international de recherche sur le cancer de Lyon. Ces études montrent *(tableau 1)* des différences considérables dans la fréquence des affections malignes selon leur localisation, d'un pays à l'autre et, souvent, d'un isolat social ou culturel à un autre. C'est en Rhodésie, par exemple, que les femmes sont le plus lourdement frappées par un cancer et en Israël le plus rarement. L'idée de facteurs ethniques, ou génétiques, responsables de ces différences a été écartée dès lors que l'on a pu constater que les Japonais, qui ont chez eux la plus forte densité de cancer à l'estomac, voyaient ce taux chuter verticalement pour ceux habitant les Etats-Unis, lesquels, en revanche, souffraient avec une fréquence considérablement accrue de cancer de la prostate. La même observation a pu être faite pour des Asiatiques, des Noirs ou des Polonais, et il en a été déduit que l'incidence inéluctable des différents types de cancer était celle observée dans les pays où elle était la plus faible pour une localisation donnée. Le reste, soit la différence entre ce seuil et l'incidence la plus forte, doit, selon les cancérologues, être dû à des facteurs d'environnement, à des conditions de vie. Le chiffre de *« 80 % des cancers dus à l'environnement »* correspond à cette différence, et l'ambition exprimée par le plan d'action européen contre le cancer est, en premier lieu, d'agir sur ces facteurs, pour autant que le public les connaisse, que la nature de certains d'entre eux soit précisée (dans le domaine alimentaire notamment) et que les gouvernements acceptent de se lancer pour d'autres (le tabac et l'alcool) dans des actions qui s'opposeront inéluctablement à de puissants intérêts financiers.

Les adventistes et les mormons

Des études menées ces dernières années au sein de deux sectes protestantes américaines, les adventistes et les mormons auxquels l'usage du tabac et de l'alcool est strictement interdit, ont montré à quel point se vérifiait la thèse des cancers dus aux modes de vie. En effet, la fréquence des affections malignes est diminuée de moitié dans ces deux sectes, par rapport aux autres Américains de même âge, de même sexe, exerçant les mêmes professions et vivant aux mêmes endroits. Pour certaines localisations (poumon, œsophage, vessie), la différence est plus spectaculaire encore, comme le laissait prévoir la démonstration claire d'un lien entre ces cancers et le mélange tabac + alcool.

Il n'est donc pas surprenant que le plan d'action « L'Europe contre le cancer » soumis au conseil des Communautés comporte, à propos *du tabac*, une série de mesures draconiennes. Elles concernent d'abord (et avant la fin de 1987) un alignement vers le haut des fiscalités sur le tabac. Mais les différences actuelles sont telles d'un pays à l'autre que le Danois paie son paquet de cigarettes dix fois plus cher que le Grec, et cinq fois plus cher que le Français... Un alignement progressif est donc recommandé, de même qu'il est prévu, dès cette année, d'interdire toute commercialisation de cigarettes dont la teneur en goudrons est supérieure à 15 milligrammes, ce taux devant être abaissé à 12 milligrammes avant 1992. La vente hors taxes des tabacs serait également interdite, de même que toute vente de cigarettes et de tabac à mâcher à des jeunes de moins de seize ans. Un volet de reconversion, agricole et industrielle, accompagne ces mesures draconiennes, qui devront naturellement s'inscrire dans un effort considérable d'information, avec des réglementations sévères de la publicité et du tabagisme dans tous les lieux publics.

La diminution, pour la première fois depuis vingt ans, de l'incidence des cancers du poumon aux Etats-Unis à la suite des campagnes et des réglementations restrictives de plus en plus rigoureuses, encourage la Communauté dans cette voie, dût-elle être au début impopulaire.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Lire la suite page 19.)

(1) Un ECU vaut 6,80 FF.



MONIQUE MANCEAU/RAPHO

100 milliards de francs

CENT milliards de francs par an, soit le quart de toute la consommation médicale finale. Tel est le chiffre avancé par les économistes (exposé du professeur J.-F. Lacronique au congrès européen du cancer) pour le coût des cancers. Il semble qu'en moyenne un cancer traité revienne à 600 000 F (il y a 170 000 nouveaux cas par an en France). A lui tout seul, le traitement du cancer des bronches (étroitement lié à la consommation du tabac) revient à 20 milliards ; celui du sein à 6 milliards.

D'autres études ont été conduites dans le Doubs (500 000 habitants), où il existe un excellent registre des tumeurs. Le professeur Schraub, qui le dirige, indique que 50 % des patients sont traités en secteur privé, 25 % en hôpital universitaire et 25 % dans un hôpital général. La chirurgie est appliquée dans 75 % des cas, les rayons dans 37 % et la chimiothérapie dans 20 %. Il s'avère, selon les études conduites dans le Doubs, que le coût de ces traitements proprement dits est faible comparé à celui, considérable, des journées d'hospitalisation et à celui des transports. Ainsi, un cancer de la tête et du cou coûte aussi cher en transport qu'en bilan diagnostique, en opération et en radiothérapie. Une meilleure organisation de ces traitements permettrait de réduire très nettement ces coûts, sans nuire aucunement à la qualité des soins.

∴

Cinq volumes très récents, destinés aux médecins, pour comprendre les dernières avancées en matière de traitement des cancers :

— *Radiobiologie*, par Maurice Tubiana et collaborateurs. Hermann Ed. 291 p., 560 F (pour médecins et ingénieurs et pour tous ceux qui ont à connaître des effets des radiations sur l'organisme) ;

— *Thérapeutique des cancers*, par Maurice Tubiana et collaborateurs. Flammarion Ed., 448 pages, 465 F ;

— *Surveillance des malades cancéreux*, par Bernard Hoerni et collaborateurs. Flammarion Ed., 261 p., 295 F ;

— *Progrès en cancérologie, cancers des voies aérodigestives supérieures*, par J. Brugère et collaborateurs. Doin Ed. 290 p., 220 F.

— *Traitements actuels des cancers*, par 55 spécialistes, sous la direction du professeur J.-M. Andrieu, Medsi Ed. 555 p., 390 F.

Le gène des Amishs

Une étude américaine sur les origines génétiques de la psychose maniaco-dépressive

UN gène porté par le chromosome 11, pourrait jouer un rôle dans l'apparition de certaines psychoses maniaco-dépressives. Si cette découverte était confirmée, il s'agirait de la première démonstration formelle de la présence d'un facteur génétique dans la genèse des maladies mentales.

Il est peu de dire que l'origine de la psychose maniaco-dépressive (PMD) intrigue et passionne. Ne serait-ce qu'à cause de la relative fréquence de cette pathologie, qui toucherait environ 1 % de la population générale. La PMD se caractérise par l'alternance chez une même personne d'épisodes dépressifs profonds et de phases euphoriques et d'excitation exagérées. Les spécialistes distinguent en général des formes franches et massives et des formes beaucoup plus atténuées. La PMD, dont on sait aujourd'hui qu'elle est transmise génétiquement (en revanche, on ne connaît toujours pas la modalité de cette transmission), a grandement bénéficié d'un médicament — le lithium — qui a transformé la vie des patients en prévenant les rechutes.

Il y a plusieurs années, Elliott Gershon, aux Etats-Unis, avait déjà affirmé que la PMD avait une forte composante génétique. Il voyait ses thèses confortées par le fait qu'au sein d'un couple de vrais jumeaux, lorsque l'un des deux est atteint de PMD, l'autre a 80 % de risques de l'être également, et que cette proportion tombe à 20 % lorsqu'il s'agit de faux jumeaux.

Par la suite, c'est en étudiant une population très particulière, celle des Amishs (1) vivant dans le comté de Lancaster en Pennsylvanie, qu'une équipe de l'université de Miami put mettre en évidence de nouveaux arguments en faveur de l'existence d'une composante génétique (*le Monde* du 11 septembre 1985). En effet, ces chercheurs montrèrent qu'environ un quart des enfants nés de parents atteints de psychose maniaco-dépressive devaient, eux aussi par la suite, être également touchés. Si gène de la PMD il y avait, il devait donc être moins « pénétrant » que celui de la chorée de Huntington (dans cette pathologie, la transmission du gène est dominante, c'est-à-dire qu'un enfant sur deux est atteint). Ce qui fit dire à David Pauls, de l'université de Yale, que même si un tel gène existe d'autres facteurs (génétiques ou environnementaux) peuvent très bien en empêcher l'expression.

La dernière étape, une étude publiée dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique Nature (2), a donc permis d'isoler un gène situé sur le chromosome 11 de trois générations d'Amish souffrant de PMD et appartenant tous à une même famille de quatre-vingt-une personnes (dont dix-neuf souffrent de PMD). Toutefois, les auteurs de cette étude, parmi lesquels Janice Egeland (University of Miami), David Housman et Daniela Gerhard (Massachusetts Intitute of Technology), reconnaissent eux-mêmes que ce gène ne permet certainement pas à lui seul d'expliquer l'ensemble des cas de PMD. Il pourrait s'agir soit d'un simple marqueur génétique de la maladie, soit d'un gène prédisposant à l'apparition de la maladie. D'autres gènes pourraient également jouer un rôle, de même que d'autres facteurs, environnementaux en particulier.

Les frontières du pathologique

Cependant, ainsi que nous l'a précisé le Professeur Edouard Zarifian (CHU Côte-de-Nacre, Caen), ce gène prédisposant isolé chez les Amishs serait situé juste à côté d'un autre gène, codant pour une enzyme très particulière, la dopamine-bêta-hydroxylase, qui a sous sa dépendance la synthèse de la noradrénaline. Or, on sait que les patients atteints de PMD présentent également des anomalies de ces neurotransmetteurs. La boucle serait ainsi bouclée : un gène prédisposant, un phénomène de « linkage » (interaction) avec un autre gène, une enzyme altérée, une substance indispensable au bon fonctionnement du système nerveux synthétisée de manière anormale. Bien que séduisant, ce schéma n'est pourtant que théorique : rien ne dit qu'il existe des liens de cause à effet entre ces différentes anomalies et l'apparition d'une PMD.

En France, le Professeur Zarifian, en collaboration avec Jacques Mallet (CNRS) et André Charentré (Institut de génétique des populations), effectue actuellement une étude similaire à celle faite sur les Amishs, mais qui porte sur une famille de deux cents personnes habitant le Pas-de-Calais. Seule différence : on se sert ici d'une sonde qui détecte sur le chromosome 11, le gène de la tyrosine-hydroxylase, une enzyme qui a sous sa dépendance la synthèse de la dopamine, une autre substance anormalement synthétisée dans la PMD.

Il est évident, explique le Professeur Zarifian, que les outils de la biologie moléculaires vont permettre d'avoir une approche de la maladie mentale jusque-là impossible. On saura donc peut-être un jour s'il existe des formes de transition entre la PMD et d'autres affections psychiatriques (dépressions) ou si, au contraire, la PMD est une entité pathologique aux contours parfaitement définis. De la même manière, on s'interrogera sans doute encore longtemps sur le point de savoir s'il existe une forme de continuité entre la cyclothymie et la PMD. Il est vrai que cela reviendrait à situer la frontière entre le normal et le pathologique...

FRANCK NOUCHI.

(1) La communauté amish de Pennsylvanie regroupe environ 12 500 personnes. Pacifistes et nonviolents, toujours coiffés d'un feutre noir, les Amishs, tout imprégnés qu'ils sont de leur foi religieuse, n'ont, en trois siècles, rien changé à leur mode de vie. Ils se marient entre eux, ne divorcent jamais, ne prennent ni alcool, ni drogue, ni médicaments et n'utilisent que des carioles pour se déplacer.

(2) Daté du 26 février 1987.

Les débarras du nucléaire

Les déchets radioactifs ont la vie dure. On les stocke en surface ou en profondeur. Plus ils sont dangereux, plus on les enfouit.

QUE faire des déchets radioactifs ? Comment les stocker ? Un peu partout dans le monde, ils s'accumulent. A un rythme certes plus faible que les déchets domestiques et industriels – dont on estime le volume à quelque 3 à 5 tonnes par habitant et par an – mais suffisant pour que la plupart *des pays réfléchissent* à leur gestion. Un kilo par habitant et par an ! A l'aube du prochain millénaire, la France en aura produit près de 1 million de mètres cubes que l'on devra stocker dans des sites sûrs après les avoir triés et correctement conditionnés pour résister au temps.

C'est la raison pour laquelle l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), filiale du Commissariat à l'énergie atomique, a été créée en novembre 1979 pour assurer la gestion industrielle de ces déchets un peu particuliers, que l'on peut classer en trois catégories en fonction de leur période et de leur radioactivité : les radioéléments dits à vie courte (700 000 à 900 000 mètres cubes d'ici à la fin du siècle) ; ceux à vie longue moyennement et faiblement radioactifs, déchets « alpha » (60 000 à 80 000 mètres cubes) et les déchets à vie longue fortement radioactifs (environ 3 000 mètres cubes).

Pour pouvoir accueillir les déchets à vie courte, les plus nombreux mais les moins radioactifs, l'ANDRA dispose aujourd'hui du centre de stockage de la Manche où sont déjà entreposés de manière définitive quelque 300 000 mètres cubes de matières radioactives. Après avoir été mélangées à du béton, du bitume ou des résines, ces matières sont emballées dans des « colis » – fûts métalliques de 200 litres, coques de béton de 2 mètres *cubes et caissons* de 5 mètres cubes – que l'on noie dans des monolithes de béton ou que l'on empile sur une dalle destinée à protéger les eaux souterraines de toute contamination. Le tout est alors enseveli sous du gravier, lui-même recouvert d'une épaisse couche d'argile et de terre, de manière à constituer un tumulus étanche dont la définition est en cours. Une fois cet ensemble achevé, sera plantée une végétation appropriée qui favorise l'évapotranspiration et fixe le terrain de ce tumulus lequel ne présentera plus, selon l'ANDRA, aucun danger dans deux à trois siècles.

Cinq cents sondages

Chaque année, 30 000 mètres cubes de déchets supplémentaires viennent s'ajouter à ceux déjà stockés au centre de la Manche, qui devrait être saturé au début de 1990. C'est la raison pour laquelle l'ANDRA s'est préoccupée de la mise en service d'un nouveau site. A la suite d'une campagne de prospection sur l'ensemble du territoire, conduite en *1984 et 1985, il a été décidé* de construire en surface un nouveau centre de stockage de déchets à vie courte dans la région de Soulaines-Dhuys (Aube). Ce terrain, où ont été effectués environ cinq cents sondages géologiques est, de l'avis même des responsables de l'ANDRA, le modèle de site correspondant à ce type d'activités. Il se compose en effet d'une petite colline de sable argileux – particulièrement efficace, en cas de fuite, pour la rétention des *radioéléments* – posée *sur* une couche d'argile protégeant le réseau hydrologique profond. Ainsi, est-il possible, grâce à cette configuration particulière, de suivre le cheminement de n'importe quelle goutte de pluie tombée sur le site.

La création de ce deuxième centre de stockage en surface, dont la capacité d'accueil sera de près de 1 million de mètres cubes, fait actuellement l'objet d'un examen préliminaire de la part du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), sans lequel l'autorisation de création ne pourra être accordée. Normalement, l'affaire devrait être réglée *cette année dans le courant* du deuxième semestre afin que puissent commencer à l'automne les premiers travaux de défrichement et de construction des routes. Coût de cette opération qui devrait permettre la création de cent quarante emplois : 700 millions de francs (études pour les sites non retenus de la Vienne et de l'Indre comprises) auxquels il faut ajouter les 55 millions de francs annuels nécessaires à l'exploitation de ce centre opérationnel à la fin de 1990.

Pour les déchets à vie longue, moyennement ou fortement radioactifs, le problème est tout autre. Il n'existe pas encore de centre spécialisé pour ces matières, qui, de toute manière, devront être stockées à grande profondeur pour éviter tout danger. C'est la raison pour laquelle l'ANDRA vient d'annoncer son intention d'étudier en détail les possibilités d'accueil qu'offrirait le granit, le schiste, les dômes de sel et l'argile. Le premier de ces terrains a été choisi. Il s'agit d'une bulle de granit située non loin de Neuvy-Bouin dans les Deux-Sèvres.

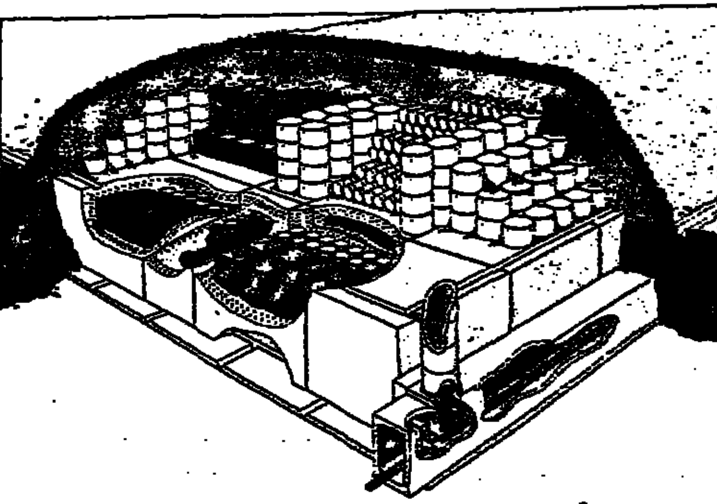
Pour le moment, il n'est pas question d'y construire quoi que ce soit, mais plus simplement d'étudier – comme cela sera fait pour les trois autres sites, dont les noms devraient être annoncés dans les *prochaines* semaines – son comportement géologique et géochimique.

De ces *études* qui demanderont trois ans, dépendra le choix du terrain le mieux adapté dans lequel sera construit, dès 1989, entre 400 mètres et 1 000 mètres de profondeur, un laboratoire souterrain où seront menées, jusqu'en 1995, toute une série d'expériences.

Cent personnes et 1 milliard de francs

Ce n'est qu'après qu'on envisagera la construction du centre de stockage définitif de ces déchets à vie longue dont la mise en service pourrait avoir lieu vers 1997-1998. Coût de l'opération : 1 milliard de francs pour la recherche du site dont 400 millions pour le laboratoire souterrain et 1 milliard de francs supplémentaire pour le centre lui-même, où travailleront de quatre-vingts à cent personnes.

Quoi qu'il en soit, le sujet est trop important pour que l'*ANDRA* se précipite. L'urgence d'un tel site n'est pas aussi pressante que celui de Soulaines. A telle enseigne que les quelque 15 000 à 20 000 mètres cubes de déchets « alpha » déjà produits par l'industrie nucléaire sont entreposés à la Hague, à Marcoule et dans les centres d'études nucléaires du CEA en attendant *d'être stockés à grande profondeur*. On ne jouera donc dans ce domaine qu'à coup sûr, de manière à bénéficier de tout ce qui sera fait dans le monde sur ce sujet.



Un stockage de surface à la Hague avec son tumulus et son système de récupération des eaux.

Cette politique des petits pas est à rapprocher de celle envisagée pour la gestion des déchets hautement radioactifs issus du retraitement des combustibles irradiés. Ces matières-là, produites par les centrales nucléaires d'EDF au rythme de 4 mètres cubes de déchets vitrifiés par tranche de 1 000 mégawatts et par an, sont autrement gênantes car elles dégagent de grandes quantités de chaleur. Aussi, sont-elles entreposées pour le moment dans les puits ventilés de l'atelier de vitrification (AVM) de Marcoule en attendant que soient mis en service ceux *de la Hague* (AVH) actuellement en construction. Là, ils refroidissent lentement et ne sont pris en charge par l'ANDRA qu'au bout de cinq ans.

Pas question pourtant de les *transporter aussitôt dans le centre* de stockage qui accueillera les déchets « alpha ». Les experts estiment en effet qu'on peut les laisser encore mijoter pendant vingt-cinq ou trente ans supplémentaires en surface avant d'envisager leur stockage définitif en profondeur. A cela deux raisons qui tiennent d'abord à la sûreté et ensuite à des considérations économiques. Qui peut dire en effet que la technologie n'aura pas *changé et* que des *méthodes plus* économiques et tout aussi sûres n'auront pas vu le jour, comme, qui sait, l'envoi de ces déchets dans le Soleil ou leur destruction dans un réacteur spécial par *transmutation* ?

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

L'atome sous roche

Quatre types de roche répondent aux impératifs du stockage de produits très radioactifs pendant des millénaires.

LES granites, les argiles, les *sels* et les schistes. Seuls ces terrains peuvent garantir par leur imperméabilité naturelle le confinement de la radioactivité. Encore faut-il que la couche argileuse dans laquelle ce stockage sera aménagé soit très étendue dans le sens horizontal et dans le sens vertical et que les conteneurs étanches à la radioactivité soient hors des atteintes de l'eau souterraine. L'eau, en effet, risquerait d'abord de corroder les enveloppes des conteneurs, ensuite de transporter la radioactivité en surface jusque dans la biosphère où est concentrée toute la vie (humaine y comprise) de notre planète.

Les *recherches* menées dans divers pays (Etats-Unis, Canada, Allemagne fédérale, Belgique, Suisse et sûrement aussi les pays de l'Est portent d'ailleurs sur ces types de roche, à ceci près que la France est un des premiers pays occidentaux à vouloir s'intéresser de près aux schistes. En outre, les modalités de stockage envisagées sont partout les mêmes : un *réseau de chambres et de couloirs* creusés horizontalement dans la roche pour entreposer les conteneurs de matériaux radioactifs ; des puits verticaux pour descendre les conteneurs aux niveaux de stockage.

Chacun des quatre types de roche a ses qualités propres.

● Les granites sont des roches cristallines massives et imperméables. Mais ils sont souvent fissurés, chaque fissure constituant un chenal par où éventuellement l'eau souterraine peut circuler. Les granites se forent et se creusent sans problèmes techniques majeurs, comme le prouve, entre autres, le tunnel du Mont-Blanc. *Les parois des cavités forées ou* creusées « tiennent » bien. Ce qui suppose que l'on définisse avec grande précision le matériau des bouchons très étanches qui devront être mis pour obturer puits et galeries après remplissage, puique ceux-ci ne se referment pas d'eux-mêmes. En outre, les roches granitiques sont de grands diffuseurs de chaleur. Rappelons que les matières radioactives enfermées ou non dans des conteneurs étanches génèrent la chaleur.

● Les argiles : les argiles sont des roches très imperméables. Certes, elles sont souvent poreuses, et remplies d'eau, mais les pores de ces roches ne communiquent pas entre eux et l'eau ne peut circuler. La teneur en eau des argiles est importante, puisque celle-ci peut être un bon agent de diffusion des matières *radioactives* au cas *où elles sortiraient* des conteneurs. Mais l'imperméabilité est, elle aussi, importante, puisqu'elle garantit que l'éventuelle fuite radioactive ne se propagerait que peu ou pas. En outre, les argiles piègent ou bien arrêtent certains corps chimiques radioactifs ou non.

Ce sont d'autre part des roches plastiques, difficiles certes à creuser ou à forer sur de grandes épaisseurs, mais qui fluent et referment donc d'elles-mêmes les cavités ouvertes dans leur masse. Enfin, dernier inconvénient, les argiles sont de mauvais diffuseurs de chaleur. Mais ce problème pourrait être résolu en espaçant dans le stockage souterrain les conteneurs de matières radioactives.

● Les sels sont totalement imperméables. Ce sont d'ailleurs eux qui constituent le couvercle étanche sous lequel se sont accumulés de nombreux gisements d'hydrocarbures. Ils se creusent bien et ils tiennent bien, comme en témoignent entre autres les galeries sans étais des mines des potasses d'Alsace, où circulent de gros camions. Cependant, les sels sont plastiques à moyen et à long terme, c'est-à-dire qu'ils finissent par refermer en fluant les cavités aménagées dans leur couche. Les dépôts de sels peuvent cependant présenter des hétérogénéités qui *ont chacune leurs caractéristiques* physicochimiques. En outre, les sels sont solubles, ce qui peut poser, à long terme, le problème des infiltrations d'eau. Enfin, et ceci est un avantage, les sels sont d'excellents diffuseurs thermiques quoique la chaleur puisse *modifier aux alentours de sa* source les propriétés physicochimiques des sels.

● Les schistes que la France est un des premiers pays à vouloir étudier sont des roches très spéciales. Ce *sont* d'anciennes *argiles* que la chaleur et la pression générées par la tectonique régionale ont lentement métamorphisées, c'est-à-dire peu à peu transformées du point de vue physicochimique. Les chercheurs français espèrent que les schistes ont gardé quelques-unes de leurs qualités d'argile (imperméabilité et piégeage des éléments radioactifs essentiellement) et ont acquis une partie de la solidité du granite, puisque le stade ultime du métamorphisme des argiles est un certain type de granite. Les spécialistes reconnaissent toutefois que les propriétés des schistes sont mal connues en profondeur, mais *ils* sont déjà certains que *les* schistes constituent un assez bon diffuseur thermique.

Bien entendu, ces quatre types de roche ne peuvent être considérés isolément. Ils doivent être remis dans leur contexte géologique, structural et hydrologique. Quel *que soit le type de roche*, il faut éliminer les zones les plus sismiques de l'Hexagone, celles sous lesquelles l'épaisseur de la croûte continentale est sujette à des variations importantes sur de courtes distances, celles qui sont connues pour avoir *été* le siège d'activité volcanique récente, celles qui ont des flux géothermiques très anormaux et celles où on a mesuré des surrections égales ou supérieures à un millimètre par an.

Ne sont pas bien recommandées non plus les régions les plus voisines des zones « interdites » que nous venons de citer, les zones d'hydrothermalisme intense et *a priori* les régions montagneuses où, obligatoirement, par simple effet de pente, la pression en amont dans les aquifères est très supérieure à la pression en aval.

Les dix communes proches de Parthenay sont explorées parce qu'elles sont situées sur le batholite de Neuvy-Bouin, une très épaisse masse. D'autres sites, dans les argiles, les sels ou les schistes, seront bientôt l'objet d'études analogues. L'Agence nationale pour la gestion des *déchets radioactifs* (ANDRA) a été créée en 1979 au sein du Commissariat à l'énergie atomique dans ce but. L'ANDRA a commencé, d'une part, par prendre des participations dans des études menées dans le *granite* (*en Suède*, à Stripa, en Suisse, au col de Grimsel), dans le sel (à Asse, près de Hanovre, en Allemagne fédérale) et dans l'argile (en Belgique, sous la centrale de Mol, près d'Anvers), d'autre part, à utiliser toutes les données rassemblées dans la banque du Bureau de recherches géologiques et minières sur la nature, la structure et l'histoire du sous-sol de la France.

Le premier volet de ces recherches évite à l'ANDRA de refaire des études déjà accomplies, étant entendu que chaque recherche n'est pas entièrement extrapolable à un autre site *puisque* la *nature* ne se répète jamais. Le second volet permet d'éliminer une certaine zone de l'Hexagone *(voir la carte)*.

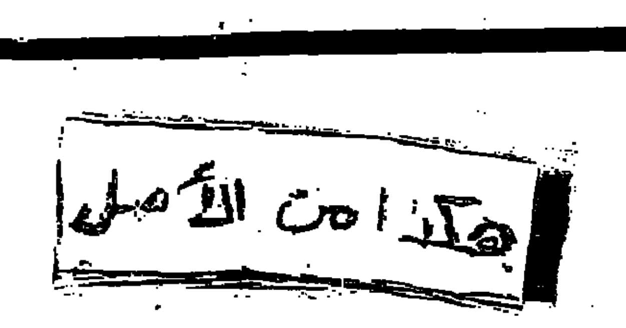
Autre preuve que ce genre de recherche est utile à tout le monde : la Commission européenne subventionne à 40 % une partie des études faites pour le stockage des déchets nucléaires chez les douze membres de la CEE, soit 40 *millions d'ECU* (environ 280 millions de francs) pour le programme quinquennal 1985-1989.

Pour la France, l'ANDRA est entrée en 1987 dans une phase *quadriennale* de reconnaissance des quatre sites granités argileux, salés et schisteux hexagonaux de stockage de produits radioactifs à très longue vie. Elle disposait pour cela de 400 millions à 550 millions de francs. Viendra ensuite, en fonction de multiples paramètres, le choix du meilleur site pour installer en deux ou trois ans un laboratoire *souterrain*, de façon à étudier *in situ*, en grandeur réelle et pendant deux ou trois ans, les *conditions géologiques*, hydrauliques, physiques, chimiques du site éventuel de stockage. Il faudra bien encore dix-huit ou vingt-quatre mois pour étudier les données ainsi recueillies. Bref, le décret de création « du » site français de stockage de produits nucléaires à longue vie sera présenté au plus tôt vers l'an 2000.

YVONNE REBEYROL.

La France interdite

Zones sismiques (intensité VIII et plus.)
Variation brutale d'épaisseur de la croûte.
volcanisme récent
Surrection (1 mm par an ou plus)
Zones nécessitant des études très fines.
Zones sans problèmes particuliers.



هكذا من الأصل

MÉDECINE

La coalition européenne

(Suite de la page 17.)

Trois facteurs, estime le célèbre épidémiologiste britannique Doll, sont à eux seuls responsables de plus des deux tiers des décès par cancer : le tabac, l'alcool et l'alimentation. C'est l'absorption excessive d'alcool qui explique plus que vraisemblablement l'inégalité croissante d'espérance de vie (dix ans en 1986) des hommes et des femmes. La surmortalité masculine est due à une série de maladies (dont la cirrhose) ou de tumeurs malignes (larynx, pharynx, vessie, œsophage) directement liées à l'alcool.

Pour les facteurs d'alimentation autres que l'alcool, la situation est nettement moins claire, comme l'ont montré les études présentées à Paris lors du congrès européen organisé par la Ligue nationale française contre le cancer. « *Si le rôle du mode de nutrition ne fait pas de doute dans la genèse de certains cancers,* a déclaré le professeur Lorenzo Tomatis, directeur du Centre international de recherche sur le cancer de Lyon, *il reste clairement un besoin urgent de recherche sur les mécanismes par lesquels agissent les constituants alimentaires.* »

Certains de ces mécanismes ou de ces relations de cause à effet sont bien connus ; tel est le cas pour les moisissures (aflatoxines) dans la genèse du cancer du foie ; ou des nitrites ou des fumaisons, utilisés en Asie pour la conservation des choux, des viandes ou des poissons et qui sont responsables des cancers de l'œsophage, de l'estomac ou du rhinopharynx, tant chez l'animal que chez l'homme. Le rôle d'une alimentation trop riche en viandes et trop pauvre en fibres, fruits et légumes, a été incriminé pour les cancers du tube digestif (côlon, rectum). On sait en revanche que les anti-promoteurs, c'est-à-dire les substances qui peuvent s'opposer au déclenchement de la malignité, ont un effet bénéfique. Il s'agit des légumes et des fruits frais, des choux, des choux-fleurs, des vitamines A (carottes) et C (agrumes).

Le bon rôle des additifs

En revanche, une importante étude récemment conduite à Harvard (Etats-Unis) sur quatre-vingt-dix mille infirmières montre que, contrairement à ce qui avait été affirmé, il n'existe aucun lien entre la consommation de graisses et la genèse des cancers du sein chez la femme. Il n'est pas exclu cependant que l'obésité globale joue un rôle nocif. Les Japonaises vivant au Japon ont cinq fois moins de cancers du sein que les Américaines, mais ces taux deviennent identiques, au bout de quelques années, pour celles qui s'installent aux Etats-Unis. Il ne saurait y avoir de meilleure démonstration de l'existence d'un facteur alimentaire, qu'il faut à présent découvrir au plus vite tant l'enjeu est important.

Quant aux additifs, ou procédés divers utilisés pour la conservation des aliments, il semble que, contrairement à ce qu'affirment gratuitement nombre d'écologistes, leur introduction ait joué un rôle (les anti-oxydants notamment) dans la diminution impressionnante (de plus de 40 %) des cancers de l'estomac dans tout l'Occident depuis 1945.

En revanche (étude portant sur sept cent cinquante mille sujets suivis pendant treize ans), la mortalité est quatre fois plus forte que la moyenne pour les cancers de la vésicule biliaire, de l'utérus et du sein chez les obèses dont le poids est de 40 % supérieur à la normale. Toute une série d'actions sont prévues par la Commission européenne à ce sujet, actions d'information essentiellement, portant tant sur le grand public que sur les industriels concernés.

Si l'on excepte les cancers professionnels, dont la liste est à présent bien connue et qui font l'objet d'une protection vigilante, il est frappant de voir que l'essor de la révolution industrielle accompagné depuis deux siècles d'une explosion des produits chimiques nouveaux dans l'environnement n'a nullement entraîné une épidémie de cancers. Pas même une augmentation de leur nombre : ceux que l'on observe sont dus à l'allongement de la vie, car l'apparition de la transformation maligne reste essentiellement liée au vieillissement des cellules.

FRÉQUENCE DES CANCERS (par 100 000 h./an)

		LA PLUS ÉLEVÉE	LA PLUS FAIBLE
HOMMES	Œsophage	75 (Rhodésie)	0,6 (Hongrie)
	Estomac	95 (Japon)	2,3 (Ouganda)
	Foie	103 (Mozambique)	0,3 (Japon)
	Prostate	65 (Californie)	0,9 (Singapour)
	Total cancers	313 (Hawaï)	76 (Nigéria)
FEMMES	Sein	62 (Hawaï)	3,2 (Mozambique)
	Col utérus	75 (Colombie)	2,7 (Israël)
	Total cancers	366 (Rhodésie)	70 (Israël)

Source : M. Tubiana.

Tchernobyl : 3 000 cancers de plus

Même le drame de Tchernobyl, indiquent les experts européens, ne devrait entraîner en Europe occidentale qu'une irradiation supplémentaire inférieure au centième de la dose due aux retombées des explosions expérimentales des années 50 et 60. Et ils évaluent entre 1 000 et 3 000 le nombre de cancers supplémentaires dont ce drame sera responsable dans les vingt ans à venir, ce qui doit être comparé aux 70 millions de nouveaux cancers que connaîtront en toute hypothèse les Européens durant ce même laps de temps, et si aucune prévention n'intervenait.

Le plan d'action des Européens est donc massivement centré sur l'information et la prévention. Mais il comporte aussi un important volet de formation des médecins, de recherches, tant dans les domaines des diagnostics que des thérapeutiques nouvelles les plus prometteuses, ou de la génétique. Beaucoup reste à faire en effet, pour comprendre le rôle que jouent certains gènes dans le déclenchement de la malignité et pour les identifier : sur les 50 000 gènes que comporte le patrimoine humain, 350 seulement sont parfaitement connus, et cette tâche à elle seule coûterait plus que la conquête de l'espace...

Les cancérologues sont optimistes, et, au terme de leur rapport exhaustif, ils estiment que des résultats très notables pourraient être obtenus dans les années à venir si le conseil des Communautés adoptait leur programme, qui tient en soixante-quinze actions ou propositions d'actions.

Bref, l'Europe a déclaré la guerre au cancer, et elle entend bien, si chacun y met du sien, la conduire jusqu'à la victoire.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

● **Programme « L'Europe contre le cancer », proposition de plan d'action 1987-1989. Commission des Communautés européennes, 77 pages.**

SECTEURS DE POINTE

La puce à l'oreille musicale

Synthétiseurs, boîtes à rythmes, séquenceurs, l'informatique musicale progresse à pas de géant.

DEPUIS les travaux farfelus de quelques maniaques de la bande magnétique, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le mariage entre le contrepoint et l'électronique a eu tout le temps de se consolider. Ce qui est nouveau, c'est que l'ordinateur ne se cantonne plus aux sous-sols mystérieux de laboratoires comme l'IRCAM (1). Il n'est plus seulement ce monstre froid, pilier de la musique concrète ou électro-acoustique. Il est maintenant allé se nicher entre la guitare et le piano de compositeurs beaucoup plus sages. Michel Berger, Maxime Leforestier, Michel Jonasz, Gabriel Yared... Des pubs aux musiques de film en passant par le hit-parade, la micro-informatique a tout chamboulé, du salon de l'amateur aux studios les plus modernes.

A la fin des années 60, Robert Moog met au point aux Etats-Unis son Minimoog. C'est la première fois qu'un constructeur sort un synthétiseur utilisable par le commun des musiciens professionnels. Un synthétiseur, ce n'est rien d'autre qu'un ordinateur à qui on va demander de produire tel ou tel son. Le Minimoog, que l'on peut emmener partout avec soi, commence alors une brillante carrière qui le fera entendre sur les microsillons de la plupart des grands albums de l'époque.

En France, le synthétiseur intrigue, depuis qu'un jeune accompagnateur de Dutronc a rapporté de New-York une de ces machines infernales. Georges Rody passe alors des heures aux commandes de son « synthé », à essayer de reproduire, de découvrir des sons : « *Agir sur la hauteur des notes, mais aussi sur leur timbre, c'était le rêve !* » se souvient Rody. Mais le Minimoog est encore monophonique. Les premiers polyphoniques arrivent vers 1970. Grâce au « preset », on peut mettre en mémoire plusieurs sons. Surgissent à la même époque les premières boîtes à rythmes qui franchissent les portes des studios sous l'œil peu enthousiaste des batteurs. Et de pas mal d'autres musiciens. Les constructeurs, stimulés par une concurrence acharnée, proposent des synthés de plus en plus performants. Le prix des composants électroniques amorce sa descente vertigineuse au fur et à mesure que se réduisent leurs dimensions.

Les synthétiseurs d'aujourd'hui peuvent tout imiter. Oui, mais seulement imiter : « *Rien ne peut remplacer l'interprétation humaine d'un instrument,* précise Georges Rody. *On peut toujours stocker des centaines d'attaques de violon, le violoniste, lui, a un milliard de façon d'attaquer sa corde, et il n'a pas besoin de disquette !* »

Un zoo sur disquette

Fume-cigarette à la main, Rody passe d'un synthé à un autre, du micro-ordinateur à la table de mixage. Chez lui, c'est une véritable caverne d'Ali Baba. Des claviers dans tout les sens, de petites aiguilles partout, des compteurs, des diodes lumineuses qui dansent avec la musique. Rody appuie sur un la, un chien aboie. Sur un ré, c'est un chat qui crache. Mi, une poule caquette. Puis sur toutes les touches, et c'est la basse-cour, le zoo, la jungle ! On peut aujourd'hui stocker numériquement n'importe quel son. L'ordinateur enregistre comme le ferait un magnétophone. Au lieu d'impressionner une bande magnétique, le son est converti en données informatiques. Un programme se charge ensuite d'harmoniser ce son sur l'ensemble du clavier. C'est ce qu'on appelle le *sampling*, échantillonage en français.

Au-delà du gadget, c'est bien une nouvelle façon de créer, de penser la musique, qui se dessine. Le compositeur dispose désormais de tous les sons existant sur la planète. Les seules limites tiennent aux caractéristiques techniques de l'échantillonneur. Le bruit du vent dans les eucalyptus, l'envol d'un oiseau sont « samplés » pour donner autant de notes de musique. Pour la bande sonore du film *37°2 le matin*, Georges Rody et Gabriel Yared, le compositeur, ont mélangés sons naturels et sons « samplés ». « *Cela donne un aspect irréel à la musique, un côté magique,* explique Rody. *En mélangeant le son d'une guitare acoustique à un son électronique, on obtient une couleur particulière qui ne ressemble à rien d'existant.* »

Yared arrive avec ses partitions, s'installe au clavier et joue ses thèmes. Le micro-ordinateur enregistre sagement toutes les notes. Au moment voulu, une simple pression sur le clavier de commande, et le séquenceur rejouera la musique. Rody peut alors intervenir. Il a accès à chaque note. Il peut la prolonger, la supprimer, au gré de ses discussions avec Yared. Comme un apprenti sorcier, Rody complote, transforme et découvre. Lire la séquence à l'envers peut aussi lui inspirer des idées ! Pour intervenir sur le timbre même du son, sur sa tessiture, l'écran se tient à sa disposition et représente graphiquement son enveloppe (évolution dans le temps). Si, par exemple, il veut adoucir l'attaque d'un son très percutant, il lui suffit d'écraser sa courbe à l'aide de la petite « souris », et le tour est joué. Pratiquement, essayons d'imaginer le son d'une cloche d'église sans son aspect percussif et sortant d'un violon !

La révolution du numérique

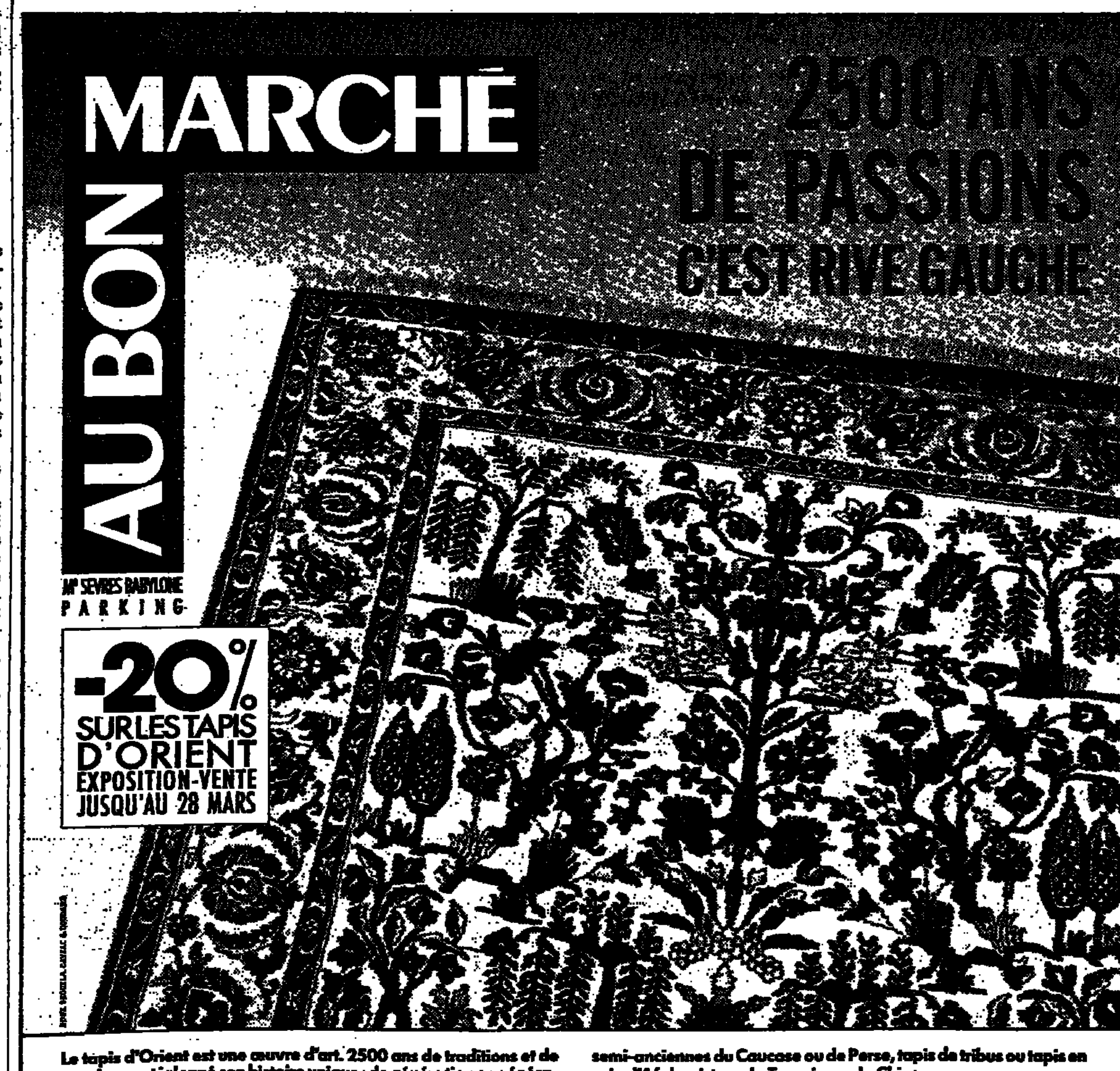
Si tout cela est aujourd'hui possible, c'est grâce à ce qu'on appelle le numérique. Le principe est simple. Au lieu de réagir directement à des variations de courant électrique, les éléments qui interviennent dans la transmission du son réagissent à des codes informatiques. Le son est codé dès son émission en une succession de 1 et de 0 (1 = absence de courant, 0 = présence de courant), puis décodé, pour être ensuite restitué. Converti en numérique, il peut être stocké sur bande magnétique ou sur disquette. D'où restitution de n'importe quel son mémorisé à partir d'un clavier de commande.

En droite ligne de cette logique, la disparition à terme du magnétophone : si l'ordinateur peut stocker n'importe quel type de son, pourquoi n'enregistrerait-il pas la chanson elle-même ? L'appareil qui peut ainsi analyser, transformer, restituer et enregistrer la musique existe. Les musiciens en parlent un peu comme d'une légende, avec toujours une pointe de mystère dans la voix : le Fairlight. En France, ses propriétaires se comptent sur les doigts d'une main. « *Deux ans d'étude et 60 briques minimum* », prévient Maxime Leforestier, pourtant familiarisé avec l'électronique.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Le compositeur sans talent n'en aura pas du jour où il aura acquis un de ces programmes d' « aide à la composition » vantés par de séduisantes publicités. La composition garde son aspect mystérieux. Si la beauté du son d'un piano de concert n'est en aucun cas remise en question, le musicien, lui, est désormais virtuose de milliards d'autres intruments imaginaires.

JEAN-CHRISTOPHE KLOTZ.

(1) Institut de la recherche contemporaine appliquées à la musique, dirigé par Pierre Boulez.





TELIC ALCATEL

N°1 européen en communication d'entreprise

notre Division Bureautique recherche

Notre développement international et notre forte croissance nous amènent à renforcer nos équipes par des talents prêts à innover et entreprendre avec nous.
Nous rejoindre c'est vouloir **partager un grand projet, dans un environnement technique et humain de haut niveau.**

INGENIEURS LOGICIEL

Vous possédez quelques années d'expérience dans les protocoles de communication (OSI, TELETEX...) *et vous maîtrisez les langages évolués* (PASCAL, C...); vous souhaitez également participer à la réalisation hardware de vos projets.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

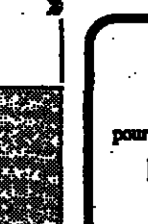
Vous êtes un professionnel des composants micro-électroniques. Rapidement opérationnel, vous prendrez en charge l'expertise et les choix technologiques pour l'ensemble des projets.

INGENIEURS ASSISTANCE TECHNIQUE

Vous avez une expérience des techniques analogiques et numériques (si possible dans le domaine des micro-ordinateurs). En contact avec nos distributeurs français et étrangers (anglais obligatoire), vous aurez la responsabilité du support technique sur un de nos produits.

Notre division Bureautique est située à Suresnes (92). 200 Ingénieurs et Techniciens y animent déjà la recherche, le développement et l'assistance technique de notre gamme de produits. Pour mener à bien leur mission, ils disposent d'outils et de moyens performants (méthodologie de développement de produits SDM, atelier de logiciel, CAO...).

Si vous êtes intéressé par le développement de nos projets, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo) en précisant le poste choisi, à Denis Roche, Direction des Ressources Humaines, Telic-Alcatel, 3, rue Salomon de Rothschild – BP 54 – 92152 Suresnes Cedex.



PUBLICIS

BETON & TECHNOLOGIES DE POINTE

AXIAL PUBLICITÉ

Les conduites de refroidissement des centrales nucléaires, la pose de conduites d'alimentation en eau de mer au Moyen-Orient, la réalisation de galeries étanches dans la gare souterraine de Paris-Nord, les voûtes du métro de Lille, la participation au projet européen Eureka... la Société des Tuyaux Bonna c'est 2500 personnes qui participent à la réalisation de grands projets industriels.

JEUNES INGENIEURS - MINES, PONTS, CENTRALE,...
- qui démarrez votre carrière - nous vous proposons, en fonction de vos aspirations, de vous orienter vers la Production (région parisienne ou Marseille) ou les chantiers de pose.
Tant en France qu'à l'étranger, vous pourrez vite évoluer.

Adressez c.v. et photo s/réf. 4415 à la Société des Tuyaux Bonna, Boîte Postale 371.08, 75365 Paris Cedex 08.

JACOTTET S.A.

RECHERCHE

pour son département « machine d'essais servo hydraulique »

Ingénieur ou technicien supérieur confirmé

Spécialiste en électronique et informatique pour études, application, mise en service.

Anglais courant
libre rapidement

Ecr. : P. JACOTTET – Boîte postale 189
78003 Versailles Cedex
Tél. : 39-50-63-34



«Formation, expérience, potentiel humain: donnez-nous trois bonnes raisons de vous rencontrer...»

Nous offrons une triple compétence unique sur le marché informatique (informatique industrielle, informatique de gestion, gestion de production sur mini et micro-ordinateurs). Notre réussite depuis 10 ans, notre progression constante (+ 50 % l'an), nous la devons à nos clients et à nos collaborateurs qui ont su nous accompagner et confirmer notre position de leader.
Pour nous, la qualité de vie de nos collaborateurs est la garantie d'un service optimum apporté à nos clients. Alors, à vous qui serez sans doute bientôt parmi nous, nous demanderons de posséder bien sûr la formation, l'expérience et le potentiel requis, mais d'être aussi vous-même : à la fois professionnel et décontracté et d'un enthousiasme à toute épreuve.

- INGENIEUR COMMERCIAL GRANDS COMPTES -

Informatique Industrielle

De formation grande école d'ingénieurs, vous justifiez de 2 ans d'expérience minimum de la négociation d'affaires en automatisation industrielle.
Nous vous confierons la responsabilité d'un portefeuille «grands comptes» que vous devrez suivre, développer et surtout fidéliser par les actions qualitatives que vous mènerez. Pour cela, vous savez écouter, et comprendre afin d'optimiser vos conseils (en terme de logiciels et de matériels) tout en bénéficiant de notre savoir-faire tant technique que commercial et de la notoriété de nos produits notamment dans le domaine de la conduite et de la supervision (contrôle qualité, suivi de production, ordonnancement...).
Bien sûr, vous l'avez compris, les possibilités d'évolution «réelles» seront à la mesure de vos résultats... et de vos ambitions !



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, sous réf. IC/I à Mme GOUFFIER, CMG, Z.I. de Courtaboeuf, 91942 Les Ulis Cedex.

Mécanique de haute précision - Sud-Ouest

Cette Société de fabrication en mécanique de précision et de micromécanique, fournisseur de l'industrie de l'armement, diversifie ses réalisations, notamment dans les domaines de l'automobile et de l'aéronautique.

En 1986, le CA, en bonne progression, a été d'environ 200 MF. Pour faire face à cette progression, cette Société recherche un

INGENIEUR D'AFFAIRES

Directement rattaché au Directeur Commercial, véritable interface entre le client et l'équipe technique, ses missions : la recherche des affaires, la négociation, le suivi des affaires conclues ; ses moyens : le Service Technique, les Méthodes.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs généralistes ayant une première expérience industrielle d'environ 3 ans et un fort tempérament commercial.

Les possibilités d'évolution, la structure de la société, son marché, le dynamisme des Dirigeants intéresseront des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 43/2075 B à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



- TELECOMMUNICATIONS
- INFORMATIQUE AVANCEE
- OPTRONIQUE
- PRODUCTIQUE
- ENERGETIQUE

CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

recherchent pour leur division informatique dans le cadre de la croissance de ses activités en INTELLIGENCE ARTIFICIELLE :

CHEFS DE PROJETS réf. DIN. 187

INGENIEURS

confirmés et débutants réf. DIN. 287

DOMAINES D'ACTIVITES :
- SYSTEMES EXPERTS
- LANGAGE NATUREL
- GENIE LOGICIEL
- ENVIRONNEMENTS DE PROGRAMMATION
- ARCHITECTURES DE MACHINES.

Connaissances informatiques modernes souhaitées incluant LISP, PROLOG, UNIX.
Ces différents postes impliquent une formation grande école d'Ingénieur ou Universitaire (Thèse). Pratique de l'anglais indispensable.
Postes de travail individuels. Ambiance de travail stimulante dans le cadre d'un Grand Groupe Industriel. Moyens matériels de premier ordre : réseau local, plusieurs VAX, machines LISP, SUN, MAIA...

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétent. sous réf. du poste choisi au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.



CONTESSE

Recherche statistique, systèmes experts, au service du marketing

Proposer, créer, mettre en oeuvre dans un domaine stratégique pour l'entreprise, de nouvelles méthodes de validation des informations issues de sources variées (scanning, terminaux portables...), afin de garantir à nos clients la qualité qu'ils attendent, voilà la mission que nous confions à un jeune diplomé, ENSAE, DEA Statistiques, DESS analyse de décisions...

Vous avez acquis éventuellement 2 à 3 années d'expérience en analyse de données. Vous êtes passionné de technologies modernes de traitement de l'information. Au sein de nos équipes, vous disposerez d'outils performants (SAS, NOMAD...).

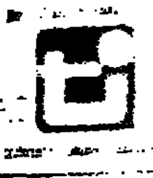
Nielsen est la première société mondiale d'études de marchés, spécialisée dans les panels détaillants et consommateurs utilisant les technologies les plus avancées. En raison des échanges internationaux au niveau du groupe, la connaissance de l'anglais est indispensable.

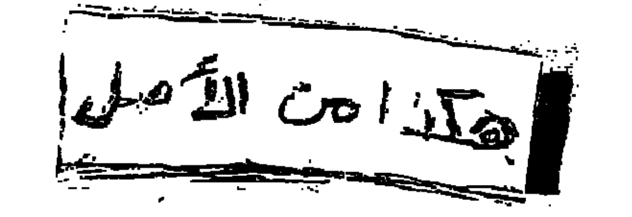
René Pilloy examinera votre candidature accompagnée d'une photo sous référence 747.

CURRICULUM



A.C. NIELSEN *Direction des Ressources Humaines*
9, avenue des Trois Fontaines 95000 Cergy-Pontoise.







BERTIN

Dans le cadre du développement de notre
DIRECTION MECANIQUE
nous recherchons

DES INGENIEURS MECANICIENS

Intégrés à notre unité **MATERIAUX et STRUCTURES**, ils auront la responsabilité technique de la conception et de la réalisation de pièces mécaniques en matériaux composites.

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs débutants, diplômés d'une grande école ou à des titulaires de DUT/BTS expérimentés en bureau d'étude mécanique.

Merci d'écrire à C. GUERMONT,
sous la réf. CG/751, à BERTIN & Cie
BP 3 – 78373 PLAISIR Cedex.

Pierre Lichau

Ingénieurs

confirmés ou 1 à 3 ans d'expérience.
Si vous êtes intéressés par l'un des domaines :
- VISION INDUSTRIELLE,
- TRAITEMENT D'IMAGES,
- SYSTEME TEMPS REEL,
- PROCESS INDUSTRIEL,
- CAO.

nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.
Merci d'adresser C.V. et prétentions à :

telsa ti informatique
9, boulevard Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE.

Publival

STRATÉGIES DU FUTUR

A LYON AVEC NOUS

Notre groupe est l'un des leaders mondiaux en ingénierie d'installations nucléaires (7 500 personnes - 9,5 milliards de CA).
Le savoir-faire, acquis dans de nombreuses technologies de pointe, doublé d'un esprit constant d'innovation pour de nouveaux produits, sera un atout pour votre avenir.
Notre division combustible, chargée de la conception et de la vente des assemblages de combustible, recherche

Ingénieur qualité Réf. 35

Chargé du suivi de la qualité des fabrications et du traitement des non conformités, vous devrez promouvoir, au sein du département, les méthodes de gestion de la qualité.
Ingénieur Mécanicien, si possible métallurgiste, vous avez une expérience de 2 ans dans le domaine de la fabrication en contrôle de qualité.
Rigueur, sens de l'organisation, autonomie alliée au goût du travail en équipe, seront vos atouts dans ce poste clé.

Ingénieur mécanicien Réf. 54

Chargé des calculs de dimensionnement des composants de l'assemblage de combustible, vous élaborerez des programmes de vérification de la conception, en exploiterez les résultats et en justifierez la conception.
Vous êtes Ingénieur Mécanicien, parlant couramment l'anglais.
Une spécialisation en Résistance des Matériaux serait appréciée.
Vous possédez de bonnes qualités rédactionnelles et un esprit de synthèse développé.

Ingénieur développement des outils d'ingénierie Réf. 55

Vous participerez à la réalisation d'un système de gestion des données de conception mécanique, au développement des modules de couplage entre systèmes et applications et à la maintenance des moyens de calculs, en liaison avec leurs ingénieurs d'études.
A terme, vous prendrez en charge tous les aspects de cette mission.
Ingénieur Mécanicien, expérimenté en Informatique, vous possédez une bonne connaissance de l'anglais technique.
Méthodique et novateur, vous possédez de bonnes qualités rédactionnelles et relationnelles.

Ingénieur d'études Réf. 53

Parallèlement à la surveillance du comportement du combustible dans les réacteurs de puissance et à l'analyse des anomalies, vous mènerez les études de recherche et développement.
Ingénieur Grande Ecole, spécialisé en Génie Atomique ou Chimie Nucléaire, vous pratiquez couramment l'anglais.
Vous avez l'esprit d'analyse et de synthèse, le goût des statistiques et de la micro-informatique.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats capables de s'adapter à notre forte culture d'entreprise.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions), sous référence choisie, à FRAMATOME LYON, Affaires Sociales-Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon.



INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

média-system

INGENIEURS

ingénieux

Chimistes vous recherchez aujourd'hui un environnement dynamique pour y révéler votre potentiel : notre société connaît une importante activité en chimie et appartient à l'un des principaux groupes du secteur grande consommation.
Au sein de notre centre de recherche de produits détergents, nous vous confierons des projets de développement et de création sur toute la gamme.
Notre équipe est jeune et très impliquée, elle procure une réelle autonomie à ceux qui savent allier la recherche à la réalité des marchés. C'est ainsi que vous assurerez des contacts avec le marketing, la production et les achats.
Vous maîtrisez les techniques modernes d'analyse et vous avez de solides compétences en formulation acquises au cours d'une expérience en entreprise de 3 à 5 ans.
Vous pratiquez l'anglais, vous attendez beaucoup de votre carrière et vous voulez partager votre enthousiasme ? Venez évoluer avec nous ; au sein de notre groupe, les fonctions ne manquent pas pour y trouver votre épanouissement !

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite + CV + photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 6115/M, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

La Mutuelle Parisienne de Garantie Assurances, société du Groupe AXA, gère, par l'intermédiaire de son réseau commercial, plus de 350 000 clients.
Résolument tourné vers l'avenir, aujourd'hui la création d'un nouveau produit très performant et innovateur dans le domaine de l'Assurance nous amène à renforcer notre Service Informatique.
Ce produit intègrera une informatique de service très tournée vers LA TELEMATIQUE dans sa conception, sa commercialisation, sa gestion quotidienne et son service après-vente.
Nous recherchons

RESPONSABLE DE PROJET

De formation supérieure (BAC + 4 minimum), professionnel aux réussites prouvées, vous connaissez le matériel IBM et si possible l'utilisation de la Télématique...
Responsable et animateur d'une équipe de haut niveau, dans le cadre des projets qui vous seront confiés, vous conduisez la conception, le développement et la mise en oeuvre des systèmes performants. Homme de contact, professionnel, vous travaillez en liaison avec les utilisateurs, les directions, les bureaux d'études techniques et les bureaux d'organisation (réf. RP/M).

ANALYSTES

Vous êtes débutant (BAC + 4 minimum) ou possédez une première expérience sur matériel IBM dans le domaine des logiciels.
Intégré à une petite équipe, vous participez à la conception, prenez en charge l'analyse détaillée, procédez au développement et à la mise en oeuvre des solutions de sous-systèmes avec les utilisateurs, les responsables de projet, les bureaux d'études techniques et les bureaux d'organisation (réf. AN/M).
Si votre volonté de réussir est réelle et vos résultats performants, vous saurez saisir les nombreuses possibilités d'évolution offertes par notre société et notre groupe.
Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions (en précisant la réf. choisie) à MPG, Mademoiselle CHAVAGNAT, 11 place Stalingrad, 75010 Paris.







1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN
DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL
DE TERMINAUX TELEX A ECRAN
recherche pour ses
4 Centres d'Etudes et de Développement de la Région Parisienne
(Argenteuil - Eragny - Pontoise - St Christophe)

Ingénieurs Electroniciens
Ingénieurs Automaticiens
Ingénieurs Informaticiens

Grandes écoles
(SUP ELEC, SUP AERO, SUP TELECOM, ENSIMAG, ENSEEIHT, ENSAM, ENSEA...).

Débutants ou confirmés pour participer à la réalisation d'environnements de développement de systèmes embarqués et de systèmes télématiques.
Le contexte est C, UNIX, LTR3, Pascal, ou l'Assembleur 68000.
Tous ces postes sont à pourvoir rapidement.

Rejoignez une équipe dynamique et en pleine expansion en adressant CV manuscrit et photo à
SAGEM
Direction du Personnel et des Relations Sociales
6, avenue d'Iéna - 75783 PARIS CEDEX 16.

MPSI INGENIEUR RESPONSABLE SUIVI TECHNIQUE

LOGICIELS D'EVALUATION DE POINTS DE VENTE AU DETAIL

MPSI SYSTEMS est la division Européenne en pleine expansion d'une société multinationale Américaine solidement établie, qui développe et commercialise des logiciels et des bases de données. Ces services s'adressent aux secteurs d'activités à points de vente multiples – compagnies pétrolières, banques, magasins à succursales, etc – et leur permettent de maximiser le potentiel de chacun de leurs emplacements et de l'ensemble de leur réseau.

Notre croissance nous conduit à recruter un Ingénieur Responsable Suivi Technique pour la région France – Europe du Sud. Basé à Paris, rendant compte au Directeur des Ventes de cette région, il aura la responsabilité du suivi technique de l'utilisation des services MPSI au sein de la clientèle existante. Des présentations techniques pour assister notre équipe de vente feront partie intégrante de ce poste à haut niveau de technicité. Une période de formation d'environ six mois est à prévoir à Bristol, en Angleterre, dans notre Centre de Calcul.

De nombreux déplacements en Europe seront indispensables.

Un bon sens de la communication et de grandes qualités d'analyse sont essentiels, ainsi qu'un bon contact et une personalité étoffée, pour communiquer avec une clientèle au plus haut niveau. Le candidat retenu aura un minimum de trois ans d'expérience, sera de formation supérieure de type scientifique, et devra parler couramment Français et Anglais; l'Italien ou l'Espagnol étant un atout supplémentaire. Une expérience dans le secteur aval pétrolier constituerait un avantage.

Le salaire pourra atteindre 300.000 Francs selon la valeur du candidat.

Nous vous remercions d'adresser votre CV avec photo, et une lettre manuscrite de candidature, au Directeur des Ventes, MPSI SYSTEMS SARL, 34 Boulevard Haussmann, 75009 Paris.



DES RESPONSABILITES A TOUS LES NIVEAUX CHEZ THOMSON LCC

Nous sommes une entreprise implantée tant en France qu'à l'étranger, filiale de THOMSON COMPOSANTS et comptons parmi les leaders mondiaux dans le domaine des composants passifs (CA 1 milliard de Francs dont 50 % à l'export).
Un effectif total de 3 000 personnes, 7 unités à taille humaine intégrant chacune bureaux d'études et services de fabrication, un environnement de haute technologie ainsi qu'une politique d'investissement soutenue, *nous rendent particulièrement adaptables aux besoins du marché.*
Conforter les équipes de nos principales unités nous conduit à intégrer plusieurs

INGENIEURS

ELECTRONIQUE - PHYSICO-CHIMIE - MATERIAUX

Que vous soyez débutants, "première expérience" ou confirmés, vous êtes diplômés d'une grande école (ENSC, INSA, ESE, SUDRIA, ENSIEG, ESPCI...). Hommes de terrain, vous partagez le goût des responsabilités, le sens des contacts et la passion des techniques de pointe.

Rejoignez-nous !

Selon votre expérience et vos aspirations, vous prendrez en charge la conduite de projets dans un des domaines suivants : Recherche et Développement
Fabrication
Contrôle Qualité

Le développement de nos activités, la taille de notre groupe vous garantissent de larges possibilités d'évolution.

Vous souhaitez davantage d'informations ?

Merci d'adresser votre dossier à Jean-Claude LELEU - Direction du Personnel - *THOMSON LCC - 6, avenue du Colonnel-Prat - 21850 SAINT APPOLINAIRE qui vous* transmettra par retour du courrier les descriptions de postes détaillées correspondant à votre profil.



HAVAS CONTACT

Des systèmes temps réel...

Nous sommes une SSII, de réputation internationale, en forte expansion (taux de croissance annuelle de 40%), filiale du premier Groupe Industriel français.
Nos 200 Ingénieurs conçoivent et développent des logiciels d'applications Réseaux, Temps Réel, pour le secteur militaire et aussi l'industrie, dans un environnement essentiellement IBM.
Les projets qui nous sont confiés relèvent des techniques avancées dans le domaine des Systèmes Temps Réel. Grands projets à gros budgets, ils sont des terrains favorables à l'acquisition de compétences et d'expérience.
Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons :

Des ingénieurs de réalisation — *Réf. IR 715*

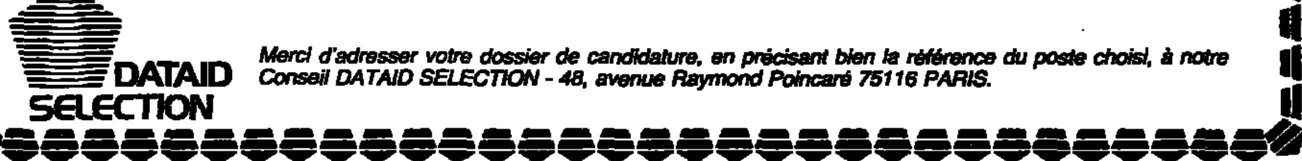
pour participer à la conception et au développement de nouvelles applications Réseaux et Temps Réel sur IBM 43 XX, DOS/VSE et VM/CMS, pour le secteur militaire de la Défense Aérienne.
Vous avez 2 à 4 ans d'expérience similaire et vous pratiquez l'Assembleur.

Des ingénieurs série 1 — *Réf. IS 716*

Vous aurez à intervenir sur un des plus gros projets d'automatisation de système de pilotage d'usines, actuellement réalisé en France. Votre connaissance du Série 1 sous EDX avec EDL est à la base de l'avancement du projet. Vous serez ensuite affecté à d'autres applications Temps Réel dans des environnements matériel différents.

Un chef de projets/support technique — *Réf. CP 717*

Vous avez quelques années d'expérience professionnelle dont 2/3 ans dans la conduite de projets sur IBM 38.
Votre première mission consistera à réaliser la conversion d'un progiciel de gestion conçu sur IBM 4341 vers IBM 38 en utilisant le GAP 3. Ce progiciel étant commercialisé auprès de sociétés de distribution, il vous faudra l'installer chez les clients, en développer les applications spécifiques et former les utilisateurs.
Pour accroître votre potentiel technique...



Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant bien la référence du poste choisi, à notre Conseil DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.

Nous sommes un Groupe Industriel de 10.000 personnes, disposant de nombreux Centres de profits en France et Filiales à l'Etranger. Notre évolution justifie la mise en place d'une nouvelle informatique très ambitieuse et à hautes performances basée sur un important parc de matériels VAX, organisée en RESEAU. Si vous souhaitez progresser dans un contexte technique très porteur, si vous avez le goût du challenge, nous vous proposons plusieurs opportunités à notre siège parisien :

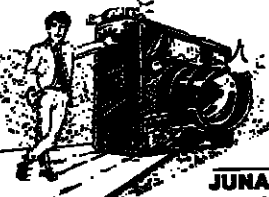
ADMINISTRATEUR DE DONNEES — *200-240.000 F*

Au sein de l'équipe Support Technique et en relation avec les utilisateurs, vous définissez et gérez le Dictionnaire des Données de l'entreprise et participez à la mise en œuvre des outils associés au SGBD. Vous avez un diplôme supérieur, de 2 à 4 ans d'expérience dans cette fonction, vous connaissez l'environnement VAX, les SGBD, CDD, MERISE, le COBOL et vous êtes sensible aux aspects, méthodes, organisation et concertation avec les utilisateurs.
Réf. 61 JM

INGENIEUR-ANALYSTE CONFIRME — *200-220.000 F*

Auprès d'un Responsable de Groupe de projets, vous êtes chargé d'étudier, de concevoir et de réaliser de bout en bout avec votre équipe d'Analystes-Programmeurs des applications relatives à nos services internationaux. Il est requis un diplôme d'Ingénieur ou équivalent, une bonne familiarité avec l'environnement VAX, une expérience grands projets. La connaissance des dossiers internationaux serait un atout décisif.
Réf. 61 LM

Adressez votre dossier (C.V., lettre man., photo, tél. pers.) sous la référence choisie à : INFORMATIQUE CONSEIL 11, rue La Boëtie - 75008 PARIS. Tel. : 42 65 38 39.



Directeur technique

Labo Photo

JUNACOR (filiale de la Fnac) est un des plus importants laboratoires français de traitement de travaux photo. Avec un effectif de 85 personnes, il traite actuellement près d'un million de films par an.
Ses investissements (environ 10 % du CA chaque année) et ses perspectives de progression avec le développement du réseau Fnac Service laissent prévoir un doublement rapide de son volume d'affaires.
Pour renforcer les structures de gestion, de direction et assurer le développement du laboratoire, nous en recherchons le Directeur Technique.
Vous prendrez en charge le management opérationnel de ce centre de profit dans les domaines Exploitation (organisation de la production, amélioration de la productivité...), Gestion (budget et contrôle budgétaire) et Animation des Equipes.
Ingénieur généraliste, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de l'organisation de *production, des méthodes industrielles et de la* responsabilité autonome d'une unité opérationnelle, acquise dans une industrie où le conditionnement de produits en grande quantité est une activité majeure (agro-alimentaire, cosmétiques, produits d'entretien, parfumerie, pharmacie ...).
Vous trouverez dans ce poste l'occasion de mettre en oeuvre vos talents d'organisateur, d'animateur et de réalisateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 607 M, à FNAC, Département Central du Recrutement, 101 rue du Cherche Midi, 75006 Paris.

fnac

média-system



PAIN JACQUET
Le centre de recherches d'EVRY, recrute un

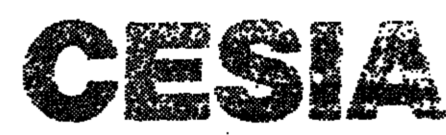
CHERCHEUR-CONTRACTUEL

Pour une collaboration à durée déterminée avec l'Université de Compiègne.
Docteur ou Ingénieur en Sciences biologiques, vous avez une bonne expérience de la recherche en Laboratoire.
Vous justifiez d'une sérieuse connaissance des techniques de fermentation en relation avec la physiologie des micro-organismes.
Vous savez utiliser les fermenteurs de laboratoire et les matériels de séparation et concentration.

Merci d'adresser votre dossier de canditature, (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à M. Philippe ARNOUX
PAIN JACQUET
- 10, rue Jean Mermoz - ZI Saint-Guénault - 91000 EVRY



bleu



Le CESIA - Conseil en Systèmes d'Information des Administrations - est une équipe spécialiste du Conseil en Informatique.

Nous préparons les administrations de demain.
Nous aimons relever les défis.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

OPTION INFORMATIQUE

Vous êtes débutant ou possédez une expérience de 5 à 7 ans dans le domaine du conseil informatique ou de l'organisation.

Notre conviction partagée :
la passion d'entreprendre,
la certitude de gagner ensemble.

Les candidatures sont à adresser au
CESIA Direction des Ressources Humaines
80 B rue Lecourbe 75015 Paris.

AXIAL Publicité



Au sein de la Direction de la Logistique et des Méthodes, vous serez maître d'oeuvre dans la mise en place de systèmes de gestion performants touchant à l'ensemble des activités de notre groupe.

Dans le cadre de votre première mission, vous achèverez la mise au point du dispositif -administratif, commercial et logistique- de comptabilité des stocks pour nos produits Livres et Disques.

Puis vous prendrez en charge toute la phase de mise en place du système (assistance et formation des opérationnels dont vous serez l'interlocuteur, détection des dysfonctionnements éventuels, proposition et réalisation des adaptations nécessaires...) jusqu'à son fonctionnement optimal.
La réussite de cette première mission, dont les enjeux sont importants, ouvre des perspectives réelles sur la prise en charge complète de projets.

Pour ce poste, nous recherchons un jeune diplômé d'études supérieures (Ecoles d'Ingénieurs, Ecoles de Commerce...), avec au minimum 2 ans d'expérience en organisation (acquise de préférence dans la distribution) ou un professionnel confirmé de l'assistance sur le terrain dans le cadre d'opérations similaires.

Il s'agit impérativement d'un esprit logique et organisé, doté d'excellentes qualités de *contact et de pédagogie.*



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence 408, à
FNAC,
Département Central du Recrutement,
101 rue du Cherche Midi, 75006 Paris.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

METROPOLE LILLOISE

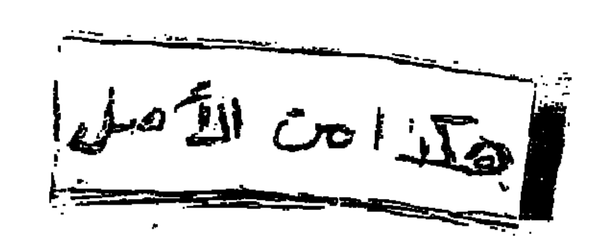
SPECIALISES HF OU SHF

Spécialisée dans l'électronique des transmissions et de la visualisation, VELEC est fournisseur en matériel professionnel des plus importantes sociétés françaises (TDF, SNCF, EDF, etc...). Dans un contexte de développement important, nous souhaitons augmenter notre potentiel de réflexion.
Votre spécialité : les transmissions radio, les émetteurs et ré-émetteurs TV, les faisceaux hertziens. La fonction ETUDES vous passionne et vous êtes prêt à vous investir totalement à ce poste stratégique dans un secteur de pointe.
Notre société qui consacre plus de 15 % de son C.A. à la recherche et au développement saura vous offrir des perspectives de travail et d'évolution de carrière très motivantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite
+ C.V. et photo à : Mireille DECROIX
VELEC - 278, chaussée F. Forest -
59203 TOURCOING.



MEDIA BA





SECTEURS DE POINTE



Jeunes Ingénieurs

Automaticiens - Informaticiens - Electroniciens

MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transport automatiques (Val, Aramis). Le développement de ses activités en France et à l'exportation l'amène à rechercher des : (H/F)

Ingénieurs Systèmes

pour participer aux études du système et/ou au développement des automatismes du VAL,

Ingénieurs Informaticiens

chargés de la réalisation et du suivi de logiciels pour différentes applications (automatismes, télé-supervision ...).

Ingénieurs grandes écoles (Centrale, Supelec ...), débutants ou ayant une première expérience, ils sont créatifs, aiment le travail en équipe et ont de bonnes notions d'anglais.

Pour ces postes, Région Parisienne et Province, merci de nous adresser votre dossier de candidature à : MATRA TRANSPORT Direction du Personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES



DIEBOLD FRANCE - Conseil de Direction en Informatique

2 INGENIEURS CONSEILS

L'expansion continue de notre société nous amène à renforcer notre équipe par des ingénieurs informaticiens confirmés désireux de faire évoluer leur carrière vers le Conseil.

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

10 ans d'expérience professionnelle sur grands systèmes (de préférence IBM), son sens des négociations et son autorité lui permettront de prendre en charge : AUDIT DE GRAND SYSTEME, ETUDE STRATEGIQUE, SCHEMA DIRECTEUR DE SYSTEMES D'INFORMATION.

INGENIEUR RESEAU

Son expérience, ses connaissances techniques et son goût des technologies nouvelles lui permettront des interventions variées : EXPERTISE ET OPTIMISATION DE RESEAU, SCHEMA DIRECTEUR DE COMMUNICATION, APPLICATIONS BUREAUTIQUE, SECURITE.

Nous offrons : une insertion dans une équipe de fort professionnalisme, la possibilité de mettre en valeur vos connaissances dans un cadre élargi, des réflexions sur les nouvelles technologies et les structures modernes, une rémunération stimulante.

Nous vous proposons de prendre contact avec nous en envoyant C.V., photo et prétentions à Madame AICH - DIEBOLD FRANCE - 56, rue de Londres - 75008 PARIS.

Organisation et Publicité



Groupe SPIE BATIGNOLLES

UNE MISSION TRES OPERATIONNELLE EN ENVIRONNEMENT PROCESS

CLECIM, 1460 personnes, 850 MF de CA dont 70 % à l'export, filiale du Groupe SPIE BATIGNOLLES, est spécialisée dans l'étude, la construction et l'installation d'équipements pour la métallurgie.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Au sein du groupe Electronique du département Automatismes, vous constituez des dossiers complets de réalisation : schémas généraux et détaillés, plans d'implantations, nomenclatures, notice, etc.

Vous établissez les spécifications techniques d'achat, participez au choix des fournisseurs et apportez votre concours lors des essais et mises en route.

Ingénieur de formation Grande Ecole, débutant ou première expérience, vous êtes très intéressé par le process et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Le poste est basé à Courbevoie.

Adresser votre dossier de candidature complet à CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines, 107 bd de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie.

VT COM

VIDEO TELEMATIQUE COMMUNICATION

Département de France Câbles et Radio

Maîtriser les nouveaux espaces de la communication, inventer en télématique et en vidéo, des médias de plus en plus créatifs, percutants : c'est ce que propose à une clientèle diversifiée VT COM, département de France Câbles et Radio avec des produits «clé en main», maîtrisés tout au long de leur élaboration et de leur vente par ses 60 collaborateurs.

Afin d'optimiser notre action dans la télématique grand public auprès de notre clientèle actuelle et de multiplier en nombre et en qualité nos prestations, nous souhaitons aujourd'hui renforcer notre équipe commerciale et confier la mission de développement de nos services kiosques à un :

Ingénieur commercial

De formation grande école de commerce ou d'ingénieur, 30 ans environ, vos résultats dans la vente de service informatique ou de timsharing confirment votre tempérament de gagneur et votre intérêt pour les produits de technologie avancée. Vous saurez mobiliser nos équipes de production et participer activement à la mise au point des produits.

Votre exigence de qualité et vos ambitions de progression sont les nôtres. Rencontrons-nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (sous réf. 6508), à Marie-Claire SCHOTT.



CABINET DERIEUX
27-29 avenue de St-Mandé
75012 Paris.

Société Télématique en pleine expansion recherche

JEUNES SPÉCIALISTES VIDEOTEX

DUT, maîtrise ou école d'ingénieur.
Pascal ou C indispensable.
Système SPERRY apprécié.
Si poss. disponible rapidement
Ecrire sous RÉF. VOX à C.I.S.T.
52, rue des Entrepreneurs
75015 PARIS

PME pleine expansion
Leader sur son marché

Rech. pr études et développement

MICRO-ELECTRONICIEN

Niv. : minimum BTS, plusieurs années d'expérience en Études
Bonne pratique Micro Motorola 8 bits

Env. CV + lettre manuscrite à
MAC 10. Réf. YS
17 bis, rue de Paradis
75010 PARIS

Le Groupe Henner recherche

DOCUMENTALISTE RÉDACTRICE

EXPÉRIMENTÉE, précise et rigoureuse, 30 ans environ, connaissances souhaitables dans le domaine de la protection sociale (législation sociale, sécurité sociale, retraite et prévoyance).

Nombreux avantages sociaux.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo à I.R.D.
RECRUTEMENT
sous référence 333
10, rue Henner, 75009 PARIS.

TELECOMMUNICATIONS MILITAIRES

RESPONSABLE DE PROJETS SYSTEMES TEMPS REELS

Membre d'un puissant groupe français, leader mondial en électronique professionnelle, nous concevons et réalisons de grands systèmes de communication destinés principalement aux armées françaises.

Assurant la maîtrise d'oeuvre de ces systèmes, nous souhaitons adjoindre à notre équipe un ingénieur confirmé.

Il sera responsable de la définition et du suivi technique d'une partie du projet, en relation avec les différents coopérants et les administrations. Il veillera également au respect du planning et du budget.

Vous êtes ingénieur électronicien de formation avec des connaissances en télécommunications et en réseaux. Vous avez acquis 3 à 5 ans d'expérience de l'animation d'une petite équipe ou de la coordination d'un projet.

Nous vous offrons la possibilité de faire la preuve de vos qualités techniques et humaines sur l'un des projets phares de notre division, véritable tremplin pour une carrière dans notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle ss réf. M 34/1386 X à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysees - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

SYSTEMES DE COMMUNICATIONS MILITAIRES

INGENIEURS D'ETUDES SYSTEMES

Cette entreprise comptant environ 3000 personnes est membre d'un important groupe industriel Français. Spécialisée dans la conception et la maîtrise d'oeuvre de systemes de communications principalement militaires, elle est un des fers de lance de la technologie française à travers le monde. Elle souhaite intégrer deux ingénieurs d'études systèmes.

Epaulés par de puissants moyens informatiques, ces ingénieurs prendront en charge pour différentes équipes projets la responsabilité de la conception (analyse des spécifications, évaluation des différentes solutions et de leurs performances respectives, validation des sous-ensembles, ...) de systèmes ou sous-systèmes de communications.

Ces postes sont basés en proche banlieue nord de Paris. Ils conviendraient bien à des ingénieurs électroniciens ESE, ISEP, ESIEE ... ayant acquis une première expérience d'au moins trois ans en étude de systèmes électroniques temps réel. Des compétences en traitement du signal seraient un atout apprécié.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/1386 Y à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

SYSTEMES DE COMMUNICATIONS MILITAIRES

INGENIEUR CONCEPTEUR RESEAUX

Intégrée dans un puissant groupe industriel Français, leader mondial dans l'électronique professionnelle, cette importante entreprise a acquis un savoir-faire incontesté dans la définition et la construction de systèmes et réseaux de communication. Elle recherche un ingénieur concepteur réseaux.

Directement rattaché à un responsable de projets et s'appuyant sur des compétences internes ou externes à l'entreprise, il assurera, dans le cadre d'études amont, la définition d'un réseau de contrôle d'un système de transmission radio électrique depuis la conception de l'architecture jusqu'à l'évaluation des performances des solutions préconisées.

Basé en proche banlieue nord de Paris, ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé de préférence d'une grande école et familiarisé à travers une première expérience professionnelle aux différents aspects (normes, protocole, architecture) propres aux réseaux.

Une évolution en qualité d'expert réseaux au sein de l'entreprise est possible à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/1386 Z :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

TEXAS INSTRUMENTS SERVICE CLIENTELE : CONTRIBUEZ AU DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE

Au sein du Département Marketing, et doté de moyens informatiques puissants, notre Service Clientèle représente la qualité du service de TEXAS INSTRUMENTS France. Il n'a qu'un objectif : satisfaire à tout prix le client.

CHARGE DE SERVICE CLIENTELE — Réf. SC/0387/1 M

Chargé du suivi du carnet des commandes d'un segment de marché, vous assurez l'interface journalier entre les clients et la force de vente, d'une part et nos centres de fabrication européens et services de transit, d'autre part.

En collaboration avec les Chefs de Produits, votre capacité d'innovation vous permet d'apporter des solutions à tous problèmes de commandes et de livraisons de nos clients.

De formation Ecole de Commerce, vous avez un réel sens des contacts (visite clientèle) et connaissez l'outil informatique (tableurs ...).

Ce poste offre des possibilités d'évolution, par exemple dans des fonctions Marketing ou Vente.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT SYSTEMES ET METHODES INFORMATIQUES — Réf. SC/0387/2 M

Service Clientèle

Vous êtes chargé de faire évoluer les systèmes et outils de gestion et de communication informatiques que vous mettez à la disposition des utilisateurs : chargés de service clientèle, force de vente, clientèle.

Vous analysez leurs besoins et proposez des solutions informatiques (niveau utilisateurs) optimisant ainsi le fonctionnement du service clientèle.

Vous êtes également amené à informer et former vos utilisateurs.

Ingénieur généraliste ou MIAGE, vous débutez ou possédez une premiere expérience et maîtrisez l'informatique.

L'environnement informatique de TEXAS INSTRUMENTS parmi les tous premiers réseaux privés de communication du monde vous permet de donner à votre fonction toute sa dimension.

Ces deux postes basés à Vélizy nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais.

Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Morane-Saulnier, 78141 Vélizy-Villacoublay-Cédex.



média-system

SECTEURS DE POINTE

Leader oblige...

Paymatec Schlumberger est, avec un million de cartes par mois, le leader mondial des *cartes à mémoires* et systèmes associés. Maintenir notre avance en conquérant de nouveaux marchés : c'est notre but. De puissants moyens sont mis en oeuvre pour y parvenir. En particulier, le recours à de nouveaux «cerveaux». Leader oblige...

Chef de Projet Cartes à Microprocesseurs

Mission : Concevoir les nouvelles cartes à microprocesseurs et leurs applications.

Profil : □ Ingénieur Grande Ecole, □ Excellentes connaissances microprocesseurs, hard et soft, □ Expérience 3/4 ans minimum, □ Initiatives et créativité particulièrement brillantes, □ Anglais. **Réf. 8708.**

Ingénieur d'Etudes Logiciels

Mission : □ Développer des nouvelles applications sur les terminaux de paiement et des dispositifs utilisant des cartes à mémoire, y compris à l'export.

Profil : □ Ingénieur Grande Ecole, □ Expérience études soft et hard (1 à 2 ans). □ Anglais. **Réf. 8706.**

Ingénieur Commercial Monétique

Mission : □ *Prospecter et vendre aux grandes administrations* SSII... des produits génériques liés à la monétique et à la sécurité des besoins informatiques.

Profil : □ Ingénieur Grande Ecole, □ Connaissances informatique, Télécommunications, □ Expérience marketing international, □ Anglais. **Réf. 8709.**

Ingénieur Commercial «Banques»

Mission : □ Prospecter et vendre auprès d'une clientèle banques. □ Imposer Paymatec comme premier *fournisseur de Terminaux Paiement Electronique.*

Profil : □ Ingénieur Grande Ecole, □ Débutant à 2 ans d'expérience, □ Ouvert, disponible, attiré par la démarche commerciale. **Réf. 8701.**

Adressez lettre manuscrite CV, rémunération actuelle et souhaitée en précisant la référence du poste choisi à Alain Closson, PAYMATEC SCHLUMBERGER, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 Colombes.

DESSEIN

PAYMATEC
Schlumberger

Valeo

L'Equipement Automobile

Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
28000 personnes - C.A. 12 Milliards de Francs 46% réalisés à l'étranger

recherche pour

Valeo Matériaux de Friction

Ingénieurs Mécaniciens Diplômés Grande Ecole

Responsable Méthodes
Division Garnitures d'Embrayages (Limoges — 87)

Débutant ou souhaitant valoriser une première expérience, vous aurez la responsabilité avec votre équipe de 7 techniciens et préparateurs de mettre à la disposition de l'atelier de fabrication des couronnes d'embrayages, l'ensemble des moyens nécessaires à la production. A ce titre, vous serez chargé de l'établissement des spécifications techniques (plans produits, éléments techniques de prix ...), de la rationalisation des méthodes de fabrication ainsi que des prévisions et de la gestion des outillages.
Anglais et/ou allemand courant impératif. Réf.63531/1/M

Ingénieur Industrialisation
Division Garnitures de Freins (près de Caen — 14)

Dans le cadre de l'évolution de la ligne de produit « segments », votre mission consistera à prendre en charge le transfert des chaînes de fabrication, le développement des nouveaux produits et à collaborer à la mise en place de projets industriels pour les gammes tourisme et poids lourds. *La pratique courante de l'anglais est indispensable.* Réf.63531/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Matériaux de Friction - *Direction du Personnel* - B.P. 88 - 14110 CONDE SUR NOIREAU

PUBLICITÉ ANNONCES

INGENIEUR CONTROLE
RADIO, TELECOM ou PERI-INFORMATIQUE

SECRE, société d'électronique, filiale du groupe JEUMONT SCHNEIDER recherche pour le contrôle de matériels spécifiques de haute technologie, un Ingénieur Contrôle chargé d'encadrer une équipe de techniciens et éventuellement d'ingénieurs.

Votre rôle :
- assurer le contrôle, la conformité du cahier des charges et la recette des équipements dont vous aurez la responsabilité,
- s'assurer, avec le Service Méthodes Test, que la mise en place des méthodes de contrôle et de tests nécessaires aux différentes étapes de la fabrication d'équipements complexes, sera effectuée,
- contrôler le bon respect des procédures et proposer leur amélioration à l'assurance qualité,
- s'assurer du respect des coûts et des délais.

La technicité des équipements impose un candidat de niveau ingénieur électronicien.
Votre expérience d'environ 5 ans indispensable (en production, au contrôle, ou comme ingénieur d'affaires) vous permettra d'appréhender les difficultés attachées aux différentes étapes de la production.

A vos qualités techniques doivent s'ajouter de réelles qualités d'animateur et d'organisateur.
L'intérêt de nos techniques, comme l'important effort entrepris de modernisation de l'outil de production répondront aux exigences d'un candidat ambitieux et entreprenant.
Lieu de travail : Paris ou proche banlieue EST.

SECRE

Adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) sous réf. IC à SECRE - Direction du Personnel
214, rue du Faubourg Saint-Martin 75010 PARIS.

CONTESSE

LA TECHNIQUE AU SERVICE DU COMMERCIAL

Au tout premier rang de la compétition internationale, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES, filiale de THOMSON-CSF, conçoit et développe des équipements et systèmes de détection sous-marine.

Notre Département des Techniques Acoustiques Spécialisées (100 personnes/ CA 70 MF/filiale aux U.S.A), en forte croissance, souhaite renforcer son équipe commerciale en intégrant un

INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME

Ingénieur Grande Ecole justifiant de quelques années d'expérience, vous possédez une bonne connaissance du marché français et européen des systèmes Radars et Télécom.

Vous souhaitez aujourd'hui valoriser votre acquis et votre tempérament commercial affirmé dans un contexte performant largement ouvert sur l'étranger. Rejoignez-nous !

Vous contribuerez aux études Marketing sur nos produits (filtres de bandes, filtres dispersifs, analyseurs de spectres...) et vous serez responsable de la prospection et de la négociation auprès d'un ensemble de clients en France et en Europe.

Vos compétences techniques de haut niveau, votre connaissance de l'anglais, vos capacités de négociation constituent des atouts indispensables.

Si vous souhaitez participer à notre développement, nous vous proposons d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant la référence 91551/LM à Marcel MIGEON - THOMSON SINTRA ASM BP 38 - 06561 VALBONNE CEDEX.

THOMSON SINTRA
ACTIVITÉS SOUS-MARINES

HAVAS CONTACT

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Chef de projet

Nous sommes le complexe industriel le plus important en Europe (3 000 personnes). Nous disposons de puissants moyens informatiques «temps réel» : 40 calculateurs SOLAR, 100 INTEL, réseaux ...
Nous créons des nouveaux postes pour optimiser nos développements.
Nous souhaitons vous confier une responsabilité opérationnelle dans le cadre de nos projets en mini-informatique industrielle à base de SOLAR.
• Etude et conception de nos nouvelles applications. • Maintenance de nos systèmes existants. • Suivi et mise en place d'un réseau de connexion intercalculateurs.
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous possédez une première expérience d'environ 2 ans dans le développement de logiciels en informatique «temps réel».
La connaissance des systèmes INTEL, DIGITAL et automates APRIL est un atout.
Réelles perspectives d'évolution pour un ingénieur de valeur.
Le poste est basé en Normandie.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'écrire à notre Conseil, INFORAMA
7, rue Pasquier 75008 Paris, sous réf. M/1524,

INFORAMA carrières
la technologie par les hommes

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

média-system

LES NOUVEAUX ESPACES

sep
les nouveaux espaces

Motoristes de l'espace, nous assurons en particulier la maîtrise d'oeuvre des ensembles propulsifs des trois étages du lanceur Ariane. Notre société est filiale du Groupe SNECMA, 26 000 personnes dont 3 400 cadres, qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

La Société Européenne de Propulsion recherche pour le Département Qualité de la DIVISION PROPULSION LIQUIDE ET ESPACE (Vernon - Eure 27)

DEUX INGENIEURS DE HAUT NIVEAU SPECIALISES EN METALLURGIE

• Un adjoint au chef du laboratoire

Au delà de son rôle d'assistance et de représentation du chef du laboratoire, *notamment auprès des services officiels* (CNES, SIAR, ARIANESPACE) et des organismes de recherche (ONERA, ESA). Il sera chargé du suivi des programmes d'essais de développement relatifs aux matériaux et procédés métallurgiques. Il participera également à la gestion du laboratoire (personnel, investissements...). Réf. 418/86

• Un responsable coordination qualité/matériaux

Il devra proposer les matériaux et procédés métallurgiques répondant aux besoins exprimés par les bureaux d'études. Lors du développement de nouveaux produits, il assistera les bureaux de définition et les unités de fabrication et de contrôle. Réf. 420/86

5 à 10 ans d'expérience industrielle et la connaissance de l'anglais sont indispensables.

Vous voudrez bien adresser lettre, CV et prétentions en rappelant la référence du poste choisi à SNECMA Département Encadrement - 2, bd Victor 75724 Paris Cedex 15

GROUPE SNECMA

CONTESSE TELEMATIQUE

GROUPE INTERNATIONAL

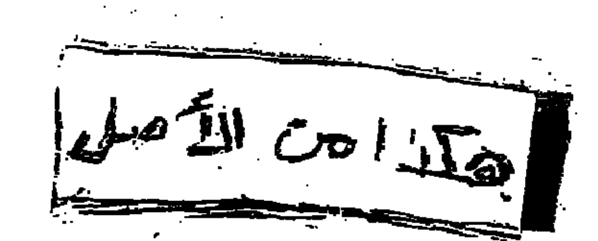
recherche, pour sa filiale française, spécialisée dans l'étude et la réalisation d'ensembles électroniques (mesures, contrôle et distribution d'énergie), un

Chef des services techniques

à qui seront confiés la conception et le développement des produits, l'animation du BE, le contrôle du laboratoire et de la fabrication. Ce poste, nécessitant de nombreux contacts extérieurs, sera rattaché au Directeur Général et son titulaire, ingénieur électronicien, âgé de 30/35 ans environ, parlant anglais, sera membre du comité de direction.
Le développement constant de l'entreprise suppose une rémunération attractive et une évolution vers des fonctions de direction technique à court ou moyen terme.

Ecrire à Bernard Mangou, SEARCH, sous la référence 2181 M, 17 rue La Rochefoucauld, 75009 Paris.







Responsable organisation et informatique

Organiser et gérer le système d'information d'une nouvelle division d'un grand groupe international - Cette division, spécialisée dans la production et le négoce de vins, regroupe sept sociétés, soit un chiffre d'affaires de près de 600 millions de francs. Son objectif: réaliser un important et rapide développement France et international, axé sur la commercialisation d'une gamme étendue de produits de renom et de qualité. Afin d'établir un système d'information cohérent pour l'ensemble des sociétés, la division recherche son responsable informatique. Rattaché au directeur financier, il animera un service de trois personnes et aura d'abord pour mission d'achever le passage de l'informatique sur IBM 38 et l'implantation de produits comptables et de gestion. Il mettra également en place un système informatisé de reporting interne au groupe. Responsable de l'analyse des demandes d'informations des utilisateurs des différents services, il définira des procédures et bâtira un circuit d'information rationnel répondant efficacement aux différents besoins. Ce poste, basé à Bordeaux, s'adresse à un informaticien désireux d'évoluer vers l'organisation après une formation de type MIAGE et une expérience d'environ quatre ans en tant qu'analyste ou chef de projet. La connaissance de l'IBM 38 serait un atout. La rémunération sera à la hauteur des compétences requises. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2831M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.94

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

STRATEGIES DU FUTUR

Ingénieurs grandes écoles

DEBUTANTS

FRAMATOME vous propose de participer au développement de ses STRATEGIES DU FUTUR en vous associant à ses efforts technologiques et industriels au sein de la fonction ETUDES.

Vous avez opté pour une spécialisation dans le génie atomique, option nucléaire, DEA de physique des réacteurs..., nous vous confierons des études de conception neutronique ou le développement de méthodes de calculs. Selon vos goûts et aptitudes, vous participerez aux essais de démarrage de nos installations.

Vous avez plutôt des connaissances approfondies en thermique, hydraulique, automatisme..., vous aurez à mener des études de conception thermohydraulique, de développement des systèmes de contrôle et de protection ou d'instrumentations nouvelles.

Vous êtes mécanicien : vous participerez à la conception et au dimensionnement de nos matériels, en vous appuyant sur nos moyens informatiques et IAO.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et lettre manuscrite), sous référence RHL 020, à FRAMATOME, Département Recrutement et Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

média-system réalisé par image de synthèse

GROUPE BANCAIRE

recherche dans le cadre de l'extension de ses activités financières

1 DIPLOME GRANDE ECOLE H/F

X - CENTRALE - ENSAE

pour prendre en charge, au sein du département des affaires financières le poste de "RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT", axé essentiellement sur :

- la recherche et l'élaboration de modèles d'arbitrages,
- le développement du marché des options.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5801 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.



NOUS AVONS LES PROJETS D'UN GRAND CONSTRUCTEUR VOUS AVEZ LES TALENTS D'UN GRAND ARCHITECTE

Le groupe PSA : 105 milliards de francs de C.A., 165.000 collaborateurs, 1er groupe industriel privé français, la volonté et les moyens pour devenir le premier constructeur européen.
Des chiffres et des objectifs impressionnants qui soulignent l'esprit-compétition de PEUGEOT mais aussi l'extension du volume global d'affaires gérés par la Direction Informatique d'AUTOMOBILES PEUGEOT, et la diversité des projets.

Chefs de Projets
Confirmés

Vous avez compris que nos ambitions ont besoin de votre valeur.
Meneurs d'hommes, créatifs, animés de l'esprit de compétition, vous êtes soucieux de mettre en application avec rigueur la logique qui sous-tend vos actions.
Pragmatique, réaliste et tenace, vous vous identifiez à votre projet et privilégiez vos qualités d'écoute pour une meilleure compréhension des attentes des utilisateurs.
A 30-35 ans, ingénieur de formation Grande Ecole, une expérience de 5 ans minimum en terme de réalisation informatique dans le domaine de la gestion, de préférence en environnement IBM, a confirmé vos qualités d'architecte et de bâtisseur.
Si vous voulez entrer dans la compétition chez un grand constructeur, rencontrons-nous rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 6219/M. à Marie-Claire SCHOTT.



CABINET DERIEUX
27-29 avenue de St-Mandé
75012 Paris.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



COURBEVOIE

Spécialiste en systèmes mécaniques d'étanchéité dynamiques crée un poste

d'ingénieur technico-commercial

pour le secteur électro-nucléaire
France et étranger

Il sera chargé :
- de l'action technique de promotion de nos sytèmes agréés auprès des prescripteurs, constructeurs et utilisateurs, ainsi que des études marketing et techniques en vue de la qualification de nouveaux systèmes,
- de la négociation et de la vente de ces systèmes,
- du suivi des affaires prospectées et traitées jusqu'à leur conclusion.

Vous êtes ingénieur de formation mécanique (ENSM, ENSAM, ENSTA,...), trilingue anglais/allemand, vous avez environ 30 ans et une expérience réussie d'ingénieur technico-commercial.
Nous vous offrons la possibilité d'enrichir votre expérience dans un secteur de pointe et dans l'ambiance dynamique d'une PMI en plein essor.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. IRM à notre Conseil :
COREP
Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX.



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

THOMSON SEMICONDUCTEURS

un INGENIEUR PRODUIT pour notre marché télécommunications

Définir les fonctions électroniques réalisables en **technologies hybrides** pour des applications télécommunications (commutateurs téléphoniques, radio, téléphonie,...)

Analyser le marché et la concurrence, participer à la stratégie produits, assurer le support technique aux ingénieurs commerciaux (Europe, Amérique du Nord) et assurer la promotion technique auprès de nos grands clients internationaux.

Voilà les aspects essentiels de la fonction d'ingénieur produit qui s'adresse à un ingénieur électronicien possédant 2 à 5 ans d'expérience en télécommunications (composants ou équipements) en particulier en téléphonie.

La taille et la croissance de notre société sont une garantie d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence 91540/LM à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.



HAVAS CONTACT

USINE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE
(1 000 personnes)
recherche pour
BUREAU DE CALCUL

INGENIEUR

FORMATION ELECTRIQUE

débutant ou avec quelques années d'expérience

Envoyer lettre manuscrite, CV, avec photo sous réf. 21712 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

CONTESSE

ESC, ESCAE, Ingénieurs... votre avenir de commercial est dans la téléinformatique.



Le regroupement de l'activité informatique professionnelle de PHILIPS et des télécommunications d'entreprise de TRT au sein de TRT.TI en fait l'une des rares sociétés en France dont les compétences et les produits répondent à la convergence actuelle des marchés et des techniques de l'informatique et des télécommunications.
A ceux qui veulent s'impliquer dans le présent tout en préparant les marchés de demain TRT.TI offre son expérience et ses moyens.

Diplômés d'ESC, d'ESCAE ou d'école d'ingénieur, vous avez déjà 2 à 3 ans d'expérience commerciale.

Vous aurez pour mission de développer les ventes de nos produits téléinformatiques : modems, multiplexeurs et commutateurs.
Vos marchés : les Banques, OEM, SSII, Industries, Grandes Entreprises et Administrations.
La maîtrise de l'anglais est nécessaire.
Les postes sont à pourvoir à Bordeaux (réf. B/M), à Lyon (réf. L/M), à Paris (réf. P/M).

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence choisie, à TRT.TI, Direction du Personnel, 5 Square Max Hymans, 75741 Paris Cedex 15.



Telecommunication & Data Systems

«Philips France, c'est 19 milliards de C.A., 29000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique».

média-system

IMPORTANTE SOCIETE D'ACTIVITES SPATIALES OUTRE-MER

recherche un

INGENIEUR INFORMATICIEN CHEF DE PROJETS

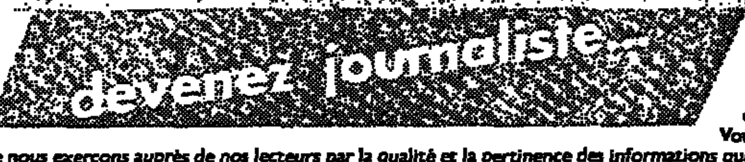
Ingénieur de haut niveau, il sera responsable d'un groupe de control process industriel. Justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans, il aura la direction d'une forte équipe d'ingénieurs et de techniciens informaticiens.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 91553/M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT



JEUNE SPECIALISTE MICRO HF,



...dans un grand groupe de presse à Paris. Vous vous joignez à l'équipe de rédaction d'une revue destinée aux utilisateurs de micro-ordinateurs à des fins professionnelles. Vous contribuez à accroître l'influence *que nous exerçons auprès de nos lecteurs par la qualité et la pertinence des informations que vous leur fournissez.* En relation permanente avec les personnalités du monde de l'informatique et, bien sûr, toujours au fait de l'actualité, vous assumez des responsabilités de Chef de Rubrique. A ce titre, vous pilotez des bancs d'essai de matériels et de logiciels, en animant un groupe de collaborateurs extérieurs. Vous lancez et supervisez aussi d'autres études, élaborez des synthèses, réalisez enquêtes et reportages en France et à l'étranger. Vous êtes, en outre, le conseiller technique de l'équipe de rédaction.

Agé de 26 ans minimum et, de préférence, titulaire d'un diplôme d'Ingénieur, vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience professionnelle en micro-informatique. Vous maîtrisez l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M/87.007, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION *66, rue de Ponthieu* 75008 PARIS.

SERTI SELECTION



Votre avenir est parmi nous ...

COMMENCEZ PENDANT 3 ANS EN FORMANT NOS CLIENTS AUX

AUTOMATISMES de PRODUCTION

Notre groupe de fabrication et commercialisation, en France et à l'étranger, de constituants et systèmes pour automatismes en technologie électromécanique, électronique et pneumatique, est réputé dans le monde entier.
Notre volonté est d'accroître le service rendu à nos clients en les associant toujours davantage au développement de notre technologie.

INGENIEURS AUTOMATICIENS (H/F)

Vous serez, dans notre centre d'enseignement technique très performant, chargé de cette mission de formation pendant 3 ans. Puis, riches d'une expérience théorique et pratique irremplaçable, vous évoluerez au sein de notre Groupe.

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez quelques années d'expérience industrielle en automatismes, et vous êtes plus particulièrement intéressé par :

- la commande de puissance (variateurs de vitesse) RéfM/3125/A/2
- la *logique programmée (automates programmables, supervision, réseau)* RéfM/3125/B/2

Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous la référence choisie (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris



Réseaux Intégrés de Communication, Traitement du Signal, Circuits VLSI : quelques-uns des domaines dans lesquels la **DIVISION TELECOMMUNICATIONS** de THOMSON-CSF impose sa compétence et son avance technologique. Architectes et maîtres d'œuvre de grands réseaux et de systèmes complexes de télécommunications, intégrant informatique et électronique de pointe, nous *parions résolument sur l'avenir, dans un environnement international.*
Export : 50 % de notre C.A. (USA, Moyen-Orient, Asie...)
R et D : 20 % du C.A.

C'est ce contexte de hautes performances que nous proposons à des ingénieurs passionnés de technique, désireux d'exercer des responsabilités motivantes, faisant largement appel à leur capacité d'engagement personnel et à leur esprit d'innovation.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT DEBUTANT
ENSAM ou équivalent

Au sein d'une petite équipe d'ingénieurs spécialement réunie pour le projet, vous prenez en charge :
- la définition de l'architecture des produits,
- la conduite des études mécaniques et thermiques,
- la coordination Bureau d'Etudes/Maquettes.

Vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience (1 ou 2 ans).

Maîtrise de l'anglais nécessaire.

Poste basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Le développement de nos activités, notre politique active de gestion des ressources humaines vous garantissent une évolution de carrière à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91558/LM à Xavier PERLEAUX -
THOMSON-CSF - Service Recrutement des Cadres -
Division TELECOMMUNICATIONS - 66, rue du Fossé-Blanc,
92231 GENNEVILLIERS CEDEX

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT



jeune ingénieur informaticien

Diplômé d'Enseignement Supérieur (Université ou Grande Ecole)
Il sera intégré à des projets bancaires faisant appel aux techniques les plus modernes (bases de données, réseaux).
Il devra justifier d'une expérience de 2 ans.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous référence *61.28/AN/833* à ADEQUATION,
62-64, avenue Emile Zola, 75015 PARIS.

Adequation

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Conseil en systèmes d'information plus qu'un métier, une réponse au futur.

Nous sommes membres du réseau d'un "big eight". Nous développons depuis quelques années une structure de conseil en organisation et gestion. Stratégie, organisation, technologies de l'information, CAO, GPAO,... autant de produits de pointe, et des consultants de haut niveau à qui nous devons notre réputation de qualité ; voilà le "cocktail" qui fait de nous l'un des meilleurs.

Aujourd'hui, pour faire face à notre croissance, plus particulièrement dans le monde de l'informatique, nous recherchons les ingénieurs chevronnés dans ce domaine, capables d'assumer les responsabilités qui constituent notre quotidien.
Vos missions habituelles : stratégie d'information, choix, planification et mise en place des outils informatiques. Un autre principe de notre activité, sans faire de vous des réalisateurs, vous implique dans la maîtrise d'œuvre complète des projets jusqu'à leur démarrage... bien évidemment réussi.

Vous avez "cœur, tripes et cervelle" et le sens de la rentabilité. Quelques années d'expérience vous ont donné l'envie de découvrir le conseil (ou d'y rester). Au-delà de l'ambition individuelle, vous êtes un homme d'équipe.
Enfin, si ce discours n'a pas rebuté le diplômé que vous êtes (X, Centrale, Supelec ou équivalent) avec pourquoi pas une formation complémentaire en Finance/Gestion, nos associés, eux, seront impatients de faire la connaissance des futurs managers que vous êtes.
Votre rémunération ?... C'est secondaire, parce que connaissant le marché, nous saurons être attractifs.



Coopers & Lybrand associés

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo (retournée), prétentions, sous référence 10 445 M à l'attention de H. CARON. Division des Ressources Humaines 56, Rue de Ponthieu 75008 Paris.

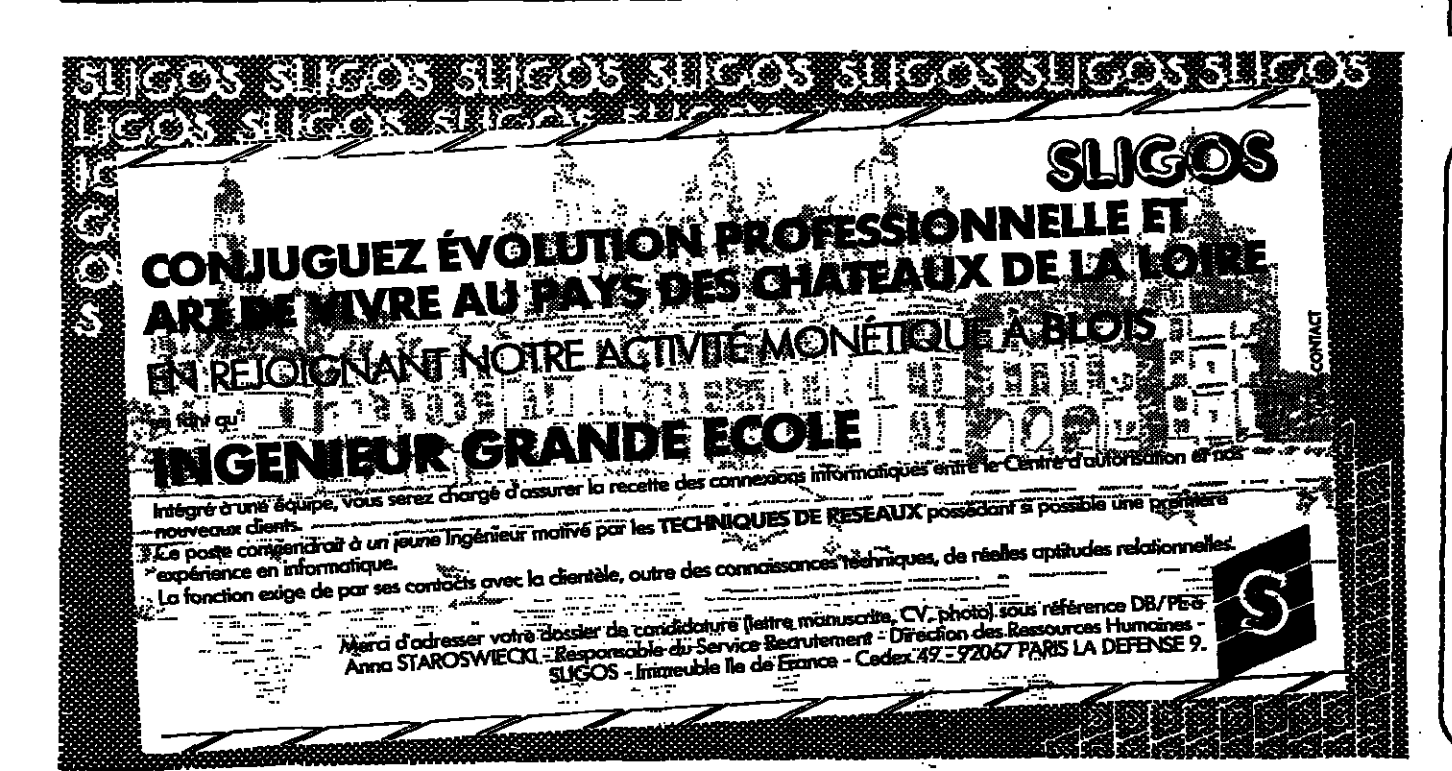


***Importante* BANQUE INTERNATIONALE *située à* PARIS, nous sommes en plein développement et nous recherchons notre SPECIALISTE DE LA SECURITE INFORMATIQUE.**

Vous serez intégré au sein d'une équipe du contrôle général de la Direction. Vous devez impérativement posséder une expérience dans cette fonction. Connaître l'environnement VAX et les techniques et activités financières sera apprécié.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 4607, à

MEDIA PA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



SOURIAU : Techniques d'Avant Garde et Grands Projets

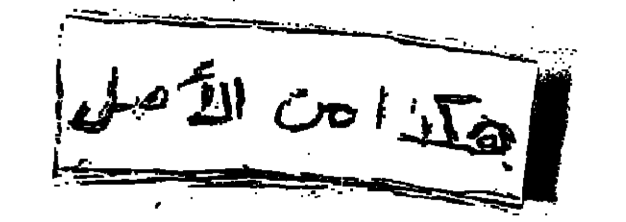
Avec 3800 personnes, 13 filiales, des marchés aussi prestigieux que ceux d'Ariane, Airbus, TGV, Renault, PSA... Souriau, n°1 européen de la connectique, est sans conteste l'un des leaders mondiaux dans sa spécialité.
Le **Bureau d'Etudes de la Division Equipements Industriels** (bans de tests, afficheurs à cristaux liquides, sous ensembles de systèmes monétiques), en très forte expansion (CA + 30%) propose une nouvelle opportunité à un

Ingénieur Electronicien Confirmé

Avec 3 à 5 ans d'expérience industrielle en BE, vous êtes l'ingénieur que nous attendons. C'est vous qui piloterez les études, depuis l'élaboration du cahier des charges jusqu'à la livraison client... Cette très large approche des problèmes rencontrés apporte au poste un contexte de travail stimulant.
Poste à pourvoir en proche banlieue Sud (ligne C du RER).
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IE au Service du Personnel de SOURIAU, 9/11 rue Galliéni 92100 BOULOGNE.

SOURIAU

PARTAGER LA PERFORMANCE



SECTEURS DE POINTE

Gérer, prévoir

Le Conseil Général du VAL d'OISE
recherche le

CHEF DE CENTRE INFORMATIQUE

Ce centre, regroupant 30 collaborateurs, équipé d'un matériel DPS 7, a pour missions essentielles :

- les applications en temps réel : budget (2 MMF), comptabilité, gestion du personnel (2 500 bulletins...),
- les études : informatisation progressive de l'ensemble des services, micro-informatique, télématique...
- le développement de nouvelles applications...

Le (ou la) candidat(e), fonctionnaire désirant s'installer en région parisienne, ou non fonctionnaire, devrait être soit un(e) administratif(ve) possédant des connaissances approfondies en informatique, soit un informaticien confirmé ayant une bonne connaissance de l'organisation administrative.
Le centre, comme l'ensemble des services du département, se doit d'être exemplaire par la qualité des services rendus.

Merci de nous adresser C.V., photo et rémunération actuelle, sous la référence 701 088 (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

BIOPHYSIC MEDICAL SA

Filiale de SYNTHELABO

premier constructeur européen de lasers médicaux et d'ultrasons en ophtalmologie, recherche pour son **Service Après-vente Région Nord-Ouest et Région Parisienne**

UN TECHNICIEN

Mesures Physiques ou Electronique
Niveau DUT ou BTS.

Base de travail : Nord Ouest et Région Parisienne. Nombreux déplacements. 2 à 3 années d'expérience souhaitées. Formation de deux mois à Clermont-Ferrand.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 901 à l'attention de Madame GAUTHIER
BIOPHYSIC MEDICAL SA
BP 64 - ST JEAN - 63015 CLERMONT-FERRAND Cedex.

Pierre Lichau

SOCIETE DE NEGOCE INTERNATIONAL
recherche pour PARIS 8ème

Concepteur haut niveau

Après avoir participé à l'élaboration d'un nouveau SCHEMA DIRECTEUR vous prendrez en main la conception d'une partie de notre système d'information dans un domaine applicatif passionnant.
Une bonne connaissance des marchés ou des instruments financiers du commerce international sera appréciée.
Agé de 30-35 ans, ingénieur de formation, votre compétence technique autant que vos capacités de dialogue devront vous permettre une insertion rapide dans une entreprise à taille humaine dont l'expansion actuelle justifie la recherche de nouveaux talents.

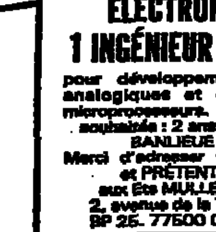
Adressez votre CV (en précisant la réf. 5667 sur l'enveloppe), à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Un Chef de Projets Confirmé

Assurance-vie

Cette société importante renforce son département Organisation-Informatique, dans le cadre du développement d'un nouveau schéma directeur.
Elle recherche un Chef de Projets expérimenté pour prendre en charge les nouveaux développements en liaison directe avec le Directeur du Département.
Formation Grande Ecole + 5 ans d'expérience de conduite de projets dans le domaine d'activité.
Ce poste peut évoluer rapidement vers la responsabilité des Etudes.
Adresser lettre de candidature manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence M 62703 NM chez **TEG**.

TEG
113 rue de l'Université
75007 PARIS.



Florian Mantione Institut

Centre de soins médicaux de haute technologie recherche sur Montpellier

CHEF DES SERVICES GENERAUX

Ingénieur diplômé, électronicien, vous connaissez l'activité maintenance et logistique de l'entreprise et maîtrisez l'outil informatique. Votre mission, sous l'autorité de la gérance, sera d'assurer et d'améliorer la maintenance technique du matériel et l'organisation des services généraux. Vous gérerez et animerez votre personnel.
Envoyer CV + photo sous réf. LR 387 C à Florian Mantione Institut Conseil en Recrutement, BP. 5556, 34050 MONTPELLIER CEDEX ou consulter le MINITEL 3615, Code SOFTEL puis FMI.

MONTPELLIER - AIX-MARSEILLE - BORDEAUX - CLERMONT-FD - LA ROCHELLE - PARIS - TOULOUSE

CONTESSE

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION
dans le cadre de sa forte expansion
recherche en

ÉLECTRONIQUE
1 INGÉNIEUR D'ÉTUDE

pour développement cartes analogiques et digitales à microprocesseurs. Expérience souhaitée : 2 ans minimum.
BANLIEUE EST
Merci d'adresser CV, PHOTO et PRÉTENTIONS
aux Ets MULLER et Cie,
2, avenue de la Trentaine
BP 25. 77500 CHELLES.

Importante Société d'études parisienne, recrute

JEUNE INGÉNIEUR ACOUSTICIEN

pour Etudes et expertises.
Connaissance mécanique vibratoire appréciée.
Merci d'env. cand. s/réf. 5472 à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

Sté développant des Applications sur VAX, recherche

CHEF DE PROJET CAO

FORTRAN indispensable
Merci d'envoyer candidature, sous réf. 5474 à ICA. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

l'Informatique du futur



Poursuivant au sein de FRAMATOME une politique de diversification, nous sommes une jeune unité autonome d'une trentaine de personnes, déjà leader de la FORMATION TECHNIQUE ASSISTEE PAR ORDINATEUR.
Nous créons et commercialisons des produits de communication et de formation intégrant des produits logiciels (base de données, systèmes experts, éditeurs graphiques...) et des produits vidéo (incrustation d'images provenant de magnétoscope ou de vidéodisque...).

Chef de projet

Nous souhaitons intégrer un Informaticien de haut niveau pour superviser la réalisation et la mise en place de nos différents projets utilisant les méthodes de génie logiciel appropriées.
Vous avez une formation supérieure d'Ingénieur Grandes Ecoles et jouissez de 5 années de développement et de conduite de projets informatiques. Votre maîtrise du langage C, du MS-DOS et des réseaux de micros est un atout supplémentaire.
Intéressé ? ... Alors écrivez-nous vite, sous réf. RHL 250.

Concepteurs de didacticiels

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe chargée de la conception et de la réalisation de didacticiels adaptés à différents domaines d'activités.
Vous êtes Ingénieur et votre passion pour les méthodes modernes de formation et de communication : EAO, audiovisuel, vidéo interactive, documentation technique etc., s'est exprimée au travers d'une première expérience réussie dans l'un de ces domaines.
Intéressé ? ... Alors écrivez-nous vite, sous réf. RHL 222.

FRAMATOME, Service des Ressources Humaines, Direction des Affaires Sociales, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

média-system réalisé par Image de synthèse

Informatique du 3M type

- Une équipe de près de 100 informaticiens dont 40 au Département Etudes et Développement.
- 4 IBM 43 XX (DOS/VSE, CICS, 800 TERMINAUX) complétés par des systèmes distribués (HP 3000, systèmes 36, série 1) pour la gestion de production et applications Videotex.
- 200 micros ordinateurs pour le développement de l'informatique individuelle et de la bureautique.
- La mise en place d'un SGBD relationnel, vecteur d'une réforme complète des méthodes et des applications.

Voilà l'environnement actuel que nous vous proposons.
Votre idéal professionnel passe par la maîtrise des techniques de pointe au service d'utilisateurs considérés comme des clients avec qui vous tissez des relations de partenariat : venez renforcer notre équipe afin de faire évoluer notre système d'information à la hauteur des objectifs ambitieux de notre Société.

Chef de projet

Responsable de l'équipe projet, vous serez l'interlocuteur privilégié de clients internes pour l'élaboration de leur sous-système d'information dans le cadre du plan directeur.
A 30 ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, et en tant qu'informaticien ou organisateur, vous justifiez d'une expérience d'animation dans une grande entreprise du secteur commercial ou de production.
A vos qualités de contact et à votre ouverture d'esprit s'ajoutent de bonnes connaissances en finance et en gestion et la maîtrise de l'anglais.
(réf. 59/MMG).

Jeune diplômé

Jeune Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur, vous désirez commencer votre carrière dans le secteur informatique.
Nous vous assurerons une formation à la fois théorique et pratique. Durant la 1ère année vous apprendrez à connaître la société, vous réaliserez de l'analyse-programmation, puis vous exercerez par paliers successifs les différents métiers de l'informatique.
Votre dynamisme, vos qualités relationnelles, vos aptitudes à l'encadrement et une bonne maîtrise de l'anglais vous permettront de devenir à terme Chef de Projet ou de vous orienter vers d'autres fonctions de l'entreprise.
(réf. 60/MMG).

Ces postes sont basés à Cergy.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à Monique-Germand, Division des Ressources Humaines, 3M FRANCE, Bd de l'Oise, 95006 Cergy-Pontoise Cedex.

Si la diversification des technologies des produits et des marchés est notre réalité quotidienne, la diversité des hommes et des femmes, des compétences et des idées est une priorité de l'entreprise qui tient à favoriser l'initiative de tous ceux qui concourent à sa réussite.

Le moteur : l'enthousiasme pour fournir les réponses multiples à des besoins multiples.

3M est sponsor officiel des Jeux olympiques 1988 : la preuve de notre irrésistible envie de gagner.

L'INNOVATION ET L'ESPRIT D'ENTHOUSIASME C'EST 3M

3M

média-system



Réseaux Intégrés de Communication, Traitement du Signal, Circuits VLSI : quelques-uns des domaines dans lesquels la **DIVISION TELECOMMUNICATIONS** de THOMSON-CSF impose sa compétence et son avance technologique. Architectes et maîtres d'œuvre de grands réseaux et de systèmes complexes de télécommunications, intégrant informatique et électronique de pointe, nous parions résolument sur l'avenir dans un environnement international.
Export : 50 % de notre C.A. (USA, Moyen-Orient, Asie...)
R et D : 20 % du C.A.
C'est ce contexte de hautes performances que nous proposons à des ingénieurs passionnés de technique, désireux d'exercer des responsabilités motivantes, faisant largement appel à leur capacité d'engagement personnel et à leur esprit d'innovation.

INGENIEUR ARCHITECTE NUMERIQUE

ESE - ENSERG ou équivalent

Au sein d'une petite équipe d'ingénieurs, réunie spécialement pour le projet, vous conduisez le développement d'une machine SIMD multiprocesseurs, basée sur microprocesseurs du traitement de signal.
Vous justifiez d'une première expérience (de 1 à 3 ans) de machine temps réel sur machines cablées rapides à base de circuits de traitement du signal.

Maîtrise de l'anglais nécessaire.
Poste basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Le développement de nos activités, notre politique active de gestion des ressources humaines vous garantissent une évolution de carrière à la mesure de vos ambitions.

Vous souhaitez davantage d'informations ?

Merci de joindre notre contact-téléphone au (1) 42.61.82.81 (de 8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi et de 10 h à 13 h le samedi) ou d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91555/LM
à Xavier PERLEAUX - THOMSON-CSF -
Division Télécommunications - Service Recrutement des Cadres -
66, rue du Fossé-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS CEDEX

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT



Création de poste

Très important groupe industriel français à vocation internationale cherche

Ingénieur «communications»

Rattaché au responsable des communications du groupe, vous avez une *double mission à assumer* :

- Conseiller et assister les unités du groupe dans la mise en place de leurs systèmes de communications d'établissements (voix, données... images?).
- Participer, à l'occasion de ces actions concrètes, à l'élaboration de la politique de communications du groupe.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou équivalent avec une **option télécommunications,** vous avez acquis une expérience de deux ans minimum dans une SSII ou une grande entreprise, portant sur l'étude et le suivi d'installations à prédominance bureautique, avec utilisation d'une infrastructure à base de PABX ou de réseaux locaux.
Lieu de travail : Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération souhaitée, réf. 3104/LM à Claudine FERRY-CLEMENT qui étudiera votre candidature en toute discrétion, *Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.*

sélé CEGOS
INFORMATIQUE

CURRICULUM

« Exigence et performance pour une réussite commune, vous êtes partant? »

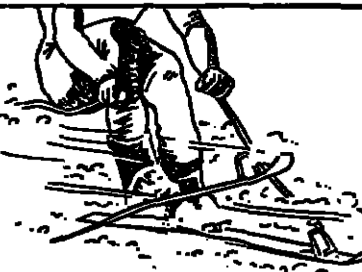
Informatique Industrielle, Informatique de Gestion, Gestion de Production sur mini et micro ordinateurs : cette triple compétence CMG est unique sur le marché. Notre notoriété se traduit par une progression constante de 50 % l'an. Nos forces depuis plus de 10 ans, ce sont d'une part nos équipes de professionnels, constamment formées et informées qui chaque jour mettent leur savoir-faire au service des techniques nouvelles, et d'autre part notre philosophie d'entreprise.
Nous donnons à chacun de nos collaborateurs les moyens d'exploiter son potentiel dans une ambiance d'autonomie et de respect mutuel.

CHEFS DE PROJET
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE - TEMPS REEL -

Ingénieur grande école, vous justifiez de plusieurs années d'expérience (en SSCI ou SSII) de la conduite de projets industriels en informatique et/ou productique et/ou automatisme.
Professionnel, excellent technicien, nous attacherons également beaucoup d'importance à votre sens commercial. En effet, vous intervenez à un double niveau : • en avant-vente, en soutien à l'équipe commerciale ; • en après-vente, en animant une équipe de haut niveau chargée de la réalisation des projets.
Aisance dans les contacts, professionnalisme vous permettent d'être l'interlocuteur efficace de nos clients.
Les projets de grande envergure que vous saurez mener avec succès vous permettront de contribuer à l'avance technologique de CMG... et d'assurer votre avenir avec nous ! Alors, si vous êtes partant. -



adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. CPI/M, à Madame Gouffier, CMG, ZI de Courtabœuf, 91942 Les Ulis Cedex.



Une équipe passionnée, une entreprise passionnante

Echangerions contexte stimulant d'une entreprise qui bouge, leader mondial des équipements de sports d'hiver et en pleine croissance (2,4 milliards de F de C.A., 90 % à l'export, 1.700 p.) contre énergie, potentiel et ouverture d'esprit chez

un jeune ingénieur analyste,

fortement motivé à rejoindre notre Direction Organisation et Informatique.

Jeune ingénieur ayant suivi une option informatique, vous avez envie de mettre en valeur vos qualités de rigueur, d'autonomie et d'écoute.

Venez acquérir une compétence informatique en participant activement à la conception, la réalisation et la mise en place d'applications informatiques, guidé par un responsable de projet.

Merci d'écrire à notre consultante, Mme M.-H. GASCHIGNARD, (réf. 1244 LM)







Réseaux Intégrés de Communication, Traitement du Signal, Circuits VLSI : quelques-uns des domaines dans lesquels la **DIVISION TELECOMMUNICATIONS** de THOMSON-CSF impose sa compétence et son avance technologique. Architectes et maîtres d'œuvre de grands réseaux et de systèmes complexes de télécommunications, intégrant informatique et électronique de pointe, nous parions résolument sur l'avenir, dans un environnement international.
Export : 50 % de notre C.A. (USA, Moyen-Orient, Asie...)
R et D : 20 % du C.A.
C'est ce contexte de hautes performances que nous proposons à des ingénieurs passionnés de technique, désireux d'exercer des responsabilités motivantes, faisant largement appel à leur capacité d'engagement personnel et à leur esprit d'innovation.

RESPONSABLE CIRCUITS IMPRIMES
ENSAM ou équivalent

Au sein d'une petite équipe spécialement réunie pour le projet, vous êtes responsable :
- des moyens actuels d'implantation de circuits imprimés (CAO et digitalisation),
- de l'installation et de la mise en route de nouveaux outils CAO.

Vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience de la conception de circuits imprimés.

Maîtrise de l'anglais nécessaire.

Poste basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Le développement de nos activités, notre politique active de gestion des ressources humaines vous garantissent une *évolution de carrière à la mesure de vos ambitions.*

Vous souhaitez davantage d'informations ?

Merci de joindre notre contact-téléphone au (1) 42.61.82.81 (de 8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi et de 10 h à 13 h le samedi) ou d'adresser votre dossier de candidature sous réf.91557/LM
à Xavier PERLEAUX - THOMSON-CSF -
Division Télécommunications - Service Recrutement des Cadres -
66, rue du Fossé-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS CEDEX

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

Sandoz huningue S.A.

Avenue de Bâle
68330 HUNINGUE

recrute pour son centre de recherche

INGENIEUR CHIMISTE

possédant une thèse de doctorat en chimie organique avec si possible une expérience post-doctorale dans la formulation et la synthèse des pigments/colorants organiques.

Allemand, anglais souhaitables.

Adresser CV, photo et prétentions au Chef du Personnel de Sandoz huningue.

CONTESSE

Important Etablissement de
la Région NORD de PARIS recherche

INGENIEUR FABRICATION
Domaine des composites

Diplômé d'une Grande Ecole Ingénieur (ENSAM, INSA...), le candidat retenu se verra confier à terme la responsabilité d'un atelier de fabrication (100 personnes) tourné vers les matériaux nouveaux.

Une expérience de quelques années en production avec approche des composites est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 21167 à Contesse Publicité 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

CONTESSE



Le G.CAM est l'une des premières sociétés de services et d'ingénierie informatique - C.A. 300 MF, effectif 500 personnes - solidement implantée dans des secteurs de pointe.

Le G.CAM met en oeuvre un important programme d'investissement dans des progiciels d'avant-garde et dans ce cadre recherche un

INGENIEUR A et M ou équivalent

de formation Mécanique, ayant acquis une première expérience dans la commercialisation de produits CFAO.

Intégré à une équipe motivée, il prendra la responsabilité de commercialiser l'ensemble des produits CFAO développés par le G.CAM.

Merci d'adresser c.v. et prétentions sous référence 358 à Marie-Françoise ALETTI G.CAM, Tour Maine-Montparnasse, B.P. 08, 75755 Paris Cedex 15.

AXIAL Publicité



UN GRAND NOM • DE GRANDS PROJETS

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis plus de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, tout en demeurant une entreprise à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs • possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • dégagés des obligations militaires • libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo sous réf. M 303 à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui transmettra.

AS PUBLICITE

INRA

Centre de recherches de Clermont-Ferrand

RECRUTE sur concours de deux chargés de Recherches.

- **1 PHYSICIEN** (mécanique, génie chimique)
- **1 NEUROPHYSIOLOGISTE** (perception sensorielle)

Inscript. avant le 1er avril 1987
Les candidats posséderont un doctorat.

Pour tous renseignements, veuillez contact. M. P. Sale, Station de recherches sur la viande.
INRA-THEIX 63122 CEYRAT.
Tél. : 73-62-41-72.

GENIOUS recherche

CHEF DE PROJET

4 ans d'expérience FORTRAN, simulation, optimisation.

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R., SOLAR, UNIX, C, 68000.
Tél. : 47-65-63-39.

LA DIVISION INFORMATIQUE INDUSTRIELLE de SIETAM SYSTEMES

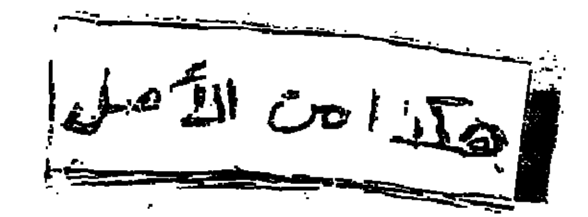
recherche un

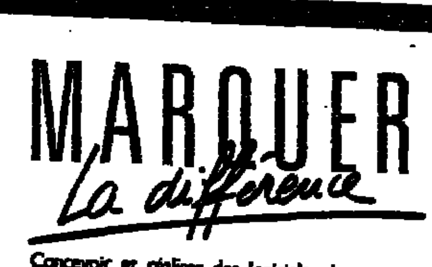
INGENIEUR LOGICIEL

diplômé Grandes Ecoles, pour réaliser et mettre en route des projets informatiques temps réel en contrôle de processus, productique...
Une première approche des langages Assembleur 68000, C et des systèmes d'exploitation XENIX ou UNIX, VMS sera particulièrement appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf.1365 à
Mr Philippe CHEVRETEAU,
SIETAM SYSTEMES
42-48, av. du Président Kennedy
91170 VIRY CHATILLON.

Pierre Lichau





SECTEURS DE POINTE

MARQUER *La différence*

Concevoir et réaliser des logiciels, c'est notre métier et c'est dans ce domaine, l'informatique industrielle temps réel, que nous investissons.

Nous recherchons à PARIS et GRENOBLE des INGENIEURS GRANDES ECOLES

▶ CHEFS DE PROJETS.
Connaissances souhaitées UNIX, Télécom...

▶ INGENIEURS LOGICIELS
Débutants ou première expérience (1 à 2 ans), connaissant langage C, 68000, UNIX.

Vous maîtrisez de A à Z votre prestation : pour marquer la différence et réussir avec nous en évoluant au sein d'une structure jeune, légère et volontaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Silicone - 6, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

SILICONE

CONTESSE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC recrute

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE CONFIRMÉ

diplômé d'une grande école d'ingénieurs de Génie Civil (ENPC, MINES, ESTP, INSA, etc.) plus formation complémentaire et économie (niveau maîtrise minimum).

Bonne connaissance des pratiques du bâtiment, sens des relations, qualités de rédaction.

MISSION INITIALE : participation à la synthèse et à l'évaluation du suivi technico-économique de chantiers expérimentaux.

Possibilité d'évolution de carrière vers un poste de Responsable d'Etudes et Recherche sur l'économie du bâtiment.

Adresser C.V. + prétentions à
M. René URIEN
chef du service économie,
C.S.T.B.,
4, avenue du Recteur-Poincaré,
75782 PARIS Cedex 16.

IMPORTANT GROUPE INGÉNIERIE

recherche

pour son agence région ouest

INGÉNIEUR CHEF DE DÉPARTEMENT

Ingénieur gde école, 8 à 10 ans min. d'exp. Très bonnes connaissances traitement eau et hydraulique. Aptitudes relations publiques et capacités encadrement exigées.

CHEF DU BUREAU D'ÉTUDES

Ingénieur travaux, diplômé gde école, 5 ans min. d'exp. Conception projet hydraulique, VRD, traitement eau, surveillance de chantier. Animation d'une petite équipe.

Envoyer CV + photos
+ prétentions sous nº 8.362
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

un INGENIEUR en ELECTRONIQUE pour nos marchés télécommunications et industriels à l'export.

En relation étroite avec les ingénieurs commerciaux et les responsables produits, cet INGENIEUR D'AFFAIRES participe à l'effort de pénétration sur le marché export (Europe du Nord) par la promotion auprès des grands clients et le support technique de la force de vente. Il analyse le cahier des charges des circuits électroniques en **technologies hybrides** à réaliser pour nos clients et élabore les coûts prévisionnels.

Il évalue le marché potentiel et la politique de prix, analyse la concurrence et assure le suivi des produits nouveaux.

Le poste convient à un ingénieur en électronique (option télécommunications) possédant de préférence une première expérience technique.

La taille et la croissance de notre société sont une garantie d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence 91541/LM à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 76016 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

Jeune ingénieur en automatisme

Paris. La Direction des Constructions Navales (DCN) du Ministère de la Défense recherche un ingénieur en automatisme et contrôle de systèmes pour son département Sous-Marins.

Au sein de l'équipe d'architecture navale des sous-marins de tous types, il sera chargé d'étudier les systèmes de conduite et de surveillance ainsi que leur sécurité. En liaison avec des sous-traitants, il aura la responsabilité du développement des automatismes de bord. Cette mission implique de nombreux contacts avec l'industrie mécanique-électronique, le chantier de construction et des organismes d'étude et de recherche.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé d'une grande école avec spécialisation en automatique-informatique temps réel. Des compétences supplémentaires en hydrodynamique et mécanique ainsi que quelques années d'expérience professionnelle seront appréciées. Le candidat possède des capacités de synthèse et de management d'un projet ainsi que des qualités d'expression écrite et orale. Larges possibilités d'évolution au sein de la DCN.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. + photo et prétentions sous référence L071/M à Henri BOUET,

SEMA•SELECTION 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale française – 350 M.F. – d'un grand groupe américain

RECHERCHE UN

RESPONSABLE COMMERCIAL

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou ingénieur avec une forte orientation commerciale.

Vous possédez 2 à 5 ans d'expérience réussie de la vente.

Votre prochaine mission vous passionnera.

Nos produits industriels proches des P.G.C. sont leaders en France et notre objectif reste l'expansion.

Basés en banlieue parisienne, nous voulons élargir notre gamme de produits et développer notre clientèle.

L'autonomie, les responsabilités et les possibilités de développement de carrière sont des atouts de notre société.

Adressez votre C.V., photo et prétentions ss la réf. 8.388.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

L'ELECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTE

Reconnus comme l'un des leaders mondiaux pour la performance et la technicité des équipements sophistiqués que nous réalisons en imagerie médicale, nous sommes présents dans 93 pays avec 70 % de notre C.A. à l'export.
Assurer la fiabilité de nos equipements en développant des méthodes de contrôle rigoureuses est un objectif important de notre Direction Industrielle; pour le réaliser nous renforçons notre structure et nous recherchons deux :

INGENIEURS ELECTRONICIENS
METHODES CONTROLE

Diplômés d'une Grande Ecole d'Electronique vous avez environ cinq années d'expérience industrielle, soit en méthodes contrôles de production, soit dans le domaine du contrôle de sous-ensembles et de contrôle final.

L'un des postes, attaché au service méthodes contrôle centrales, a pour objectif la définition des méthodes générales de contrôle par type de produits, le suivi des investissements généraux et la réalisation d'audits de procédures. (Réf. DI/520/LM)

L'autre poste, intégré au service méthodes contrôle locale, concerne la vérification de la fiabilité des dossiers techniques, l'application de la politique de contrôle définie centralement, la rédaction des procédures et la qualification des gammes. (Réf. DI/530/LM)

Ces postes basés en région parisienne nécessitent également une bonne maîtrise de la langue anglaise et une disponibilité pour des déplacements éventuels de courte durée en France et à l'Etranger.

THOMSON CGR

Merci d'adresser votre C.V. en précisant la référence du poste choisi à Jacqueline SIGOLET - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens - 93240 STAINS

HAVAS CONTACT

GENRAD

LEADER DU TEST
nous recherchons pour poste

D'INGÉNIEUR D'APPLICATION

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN
Connaissant le test IN-CIRCUIT et ayant une expér. pratique sur un testeur.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

GENRAD
SERVICE SUPPORT
96, rue Orfila,
75020 PARIS.

GROUPE UNIXSYS

Reconnu comme l'un des principaux constructeurs français d'ordinateurs sous UNIX (150 personnes), nous renforçons nos équipes de développement en logiciel en y intégrant plusieurs

INGENIEURS INFORMATICIENS

système UNIX, télécommunications, vidéotex, messagerie normalisée, bureautique, CAO et imagerie électronique.

Merci d'adresser votre candidature (CV + prétentions) à
UNIXSYS – REF. PTH
3, place Paul Verlaine – 75013 Paris

PME Micro-Electronique et Micro-Informatique

100 personnes, filiale Grand Groupe
Région Provence-Côte-d'Azur

NOUS RECHERCHONS

Jeune ingénieur Système et réseau

- Débutant ou confirmé (SUPELEC, ENST ou équivalent).
- Il travaille dans la cellule chargée du portage, dans un environnement UNIX, de logiciels réseau, jusqu'à installation sur site.
- Sa bonne connaissance du noyau UNIX et des télécommunications informatiques constituera un « plus ».
- Il évoluera en permanence dans un milieu de jeunes chercheurs qui explorent différentes technologies avancées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à CETIA
150, rue Marcelin-Berthelot
ZI TOULON EST, 83088 TOULON CEDEX.

---

créer des automatismes industriels

Fournisseur de l'industrie automobile, nous créons et fabriquons en grandes séries des produits de bonne technicité dans notre usine à 70 km au nord de Paris. Comme nous entendons que nos process soient aussi performants que nos produits, notre chef des services techniques cherche

un jeune ingénieur, chef de projets

pour étudier des systèmes d'automatismes industriels variés (fabrication mécanique et assemblage).

Jeune ingénieur (même débutant), vous avez choisi de vous spécialiser dans les automatismes et y avez fait vos premières armes sur des projets concrets. Venez apporter votre créativité technique et votre conscience économique à une équipe dynamique et formatrice.

Merci d'écrire à notre consultant
J.P. DOURY (réf. 4991 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEURS COMMERCIAUX *Haut Niveau*

Notre groupe classé parmi les 50 premières SSII françaises souhaite renforcer, dans le cadre de ses nouvelles structures son potentiel commercial.
Nous proposons à des ingénieurs commerciaux confirmés de partager notre ambition et d'évoluer vers des postes à responsabilités.

Informatique de gestion réf. : 02/IR/60

Vous justifiez d'une expérience réussie de 3 ans minimum en milieu SSII. Autonomie, sens de l'organisation et des contacts vous permettront de prendre rapidement en charge la direction d'une agence.

Informatique industrielle réf. : 02/II/24

2 ans d'expérience minimum en informatique industrielle, une bonne connaissance des techniques de pointe (Intelligence Artificielle, système Temps Réels, Robotique, Automatisme, Télécom) et un tempérament de gagneur sont indispensables pour intensifier notre développement de clients industriels.

Informatique d'exploitation réf. : 02/AR/36

Vos qualités relationnelles, une bonne connaissance du marché et des entreprises vous permettent d'organiser et de promouvoir notre département « Exploitation ».

Ces postes s'adressent à des professionnels motivés ayant une bonne connaissance du marché et des entreprises. Au sein d'une équipe performante vous aurez la possibilité d'exprimer pleinement votre potentiel.
Une forte rémunération sera proposée aux candidats de valeur.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil :
Thierry MARTIN 3, rue de l'Arrivée BP 75 - 75749 PARIS CEDEX 15

NC COMMUNICATION

Un chef de projet confirmé pour donner un souffle nouveau à notre informatique.

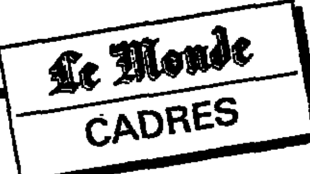
Notre organisation gère les 39 sociétés de SAV et de maintenance, réparties sur toute la France, du groupe CHAFFOTEAUX et MAURY. Avec un effectif de 1550 personnes, nous avons réalisé un CA 1986 voisin de 500 M.F., représentant plus de 1,5 million d'interventions à domicile et plus de 1,3 million d'appareils entretenus. Pilotée depuis notre siège social à Paris, l'informatisation de ces 39 filiales est en cours (40 HP 3000 avec liaison TRANSPAC).

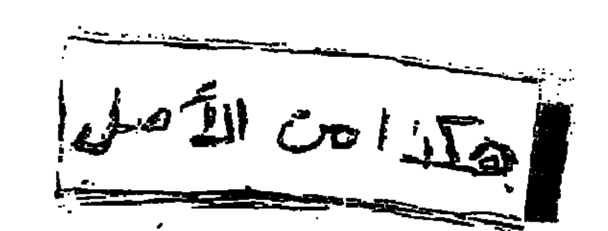
Pour donner toute sa dimension à cette opération, nous recherchons un CHEF DE PROJET confirmé : responsable de l'équipe informatique (4 techniciens), vous aurez à concevoir et à mettre en œuvre de nouvelles applications, à faire évoluer les structures correspondantes, à optimiser l'assistance technique dispensée aux filiales. De formation grandes écoles d'ingénieurs, vous avez au moins 3 ans d'expérience en SSII ou en entreprise. Vous avez démontré votre efficacité dans la conduite de projets d'envergure et vos dons de communicateur pour vendre vos solutions. Vous possédez des capacités organisationnelles à toute épreuve.
Basé à Paris 16e, vous devez envisager quelques déplacements (de courte durée) dans l'Hexagone.

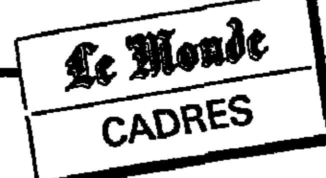
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 6024 M à notre Conseil Sérifo, 47 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.



Membre de Syntec


Le Monde
CADRES





LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (C.E.A.O.)
POUR SON INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNIQUES HALIEUTIQUES (I.S.S.T.H.)
établissement communautaire de formatio. d'ingénieurs et de techniciens supérieurs en halieutiques à NOUADHIBOU (Mauritanie)

recrute, dans le cadre de la coopération française (contrat de 2 ans éventuellement renouvelable)

● Un directeur des études

35 ans minimum, ingénieur ou diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience confirmée d'enseignement de formation de cadres spécialisés, il aura à coordonner les activités de formation initiale et à négocier avec partenaires sociaux des programmes de formation continue.

Des capacités de négociation, d'animation, d'organisation et de gestion administrative seront appréciées.

● Un chef de département biologie-écologie

NIVEAU :
- maîtrise science de la vie et DEA océano-biologie ou biologie marine ;
- doctorat 3e cycle ou équivalent dans le domaine ;
- ingénieur halieutique et thèse 3e cycle ou équivalent.

● Un chef de département équipement-technologie

NIVEAU :
- ingénieur en halieutique ou équivalent des connaissances en techniques des pêches et traitement des produits de la pêche sont indispensables ;
- une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans le domaine des pêches (Afrique de l'Ouest de préférence) est souhaitable.

● Un chef de département gestion et disciplines générales

(PHYSIQUE APPLIQUÉE, MATHÉMATIQUES, STATISTIQUES, INFORMATIQUE, DROIT MARITIME, DROIT DES PÊCHES)

NIVEAU :
- ingénieur en halieutique ;
- ingénieur agronome avec formation juridique dans le domaine des pêches.

● Un chef de département aménagement et activités halieutiques

NIVEAU :
- docteur de 3e cycle économie, spécialisation économique des ressources ;
- ingénieur halieutique 3e cycle économie.

Ils auront tous une pratique professionnelle de plusieurs années d'enseignement-recherche, une expérience outre-mer serait appréciée, la connaissance de l'anglais scientifique est utile.

Pour informations détaillées sur les profils de poste, composition et dépôt des dossiers de candidature, s'adresser à :

CENTRE DE RESSOURCES PÉDAGOGIQUES
INSTITUT AGRONOMIQUE MÉDITERRANÉEN
3191 Route de Mende, 34060 MONTPELLIER CEDEX.
Tél. : 67-63-28-80, poste 352.

Date limite de dépôt des dosiers : 10 avril 1987.

TERRE D'AVENTURE

Spécialiste du voyage A PIED

Recherche

son nouveau RESPONSABLE de secteur Sahara-MAROC TANZANIE/Ile de la Réunion. A son expérience du tourisme comme chef de produit, RESPONSABLE de la gestion, voire de la création des voyages dont il a la charge, il doit avoir une expérience sérieuse du terrain (Sahara-Maroc avant tout), et de la randonnée.

Qualités indispensables :
« SENTIR » LE PRODUIT RANDO, SENS DE LA NÉGOCIATION, GESTION ET ORGANISATION RIGOUREUSE, ESPRIT D'ÉQUIPE.

Envoyer C.V. détaillé à : Service recrutement — Terres d'aventure 3, rue St-Victor, 75005 Paris.

---

bonne graine de directeur d'usine ?

Affaire de fabrications mécaniques en grandes séries (600 p.), nous appartenons à un groupe très dynamique. Le directeur de notre usine de l'Oise cherche son

ingénieur, chef de production

pour diriger les fabrications, l'ordonnancement et les magasins (300 p.).

La fabrication, ses contraintes et ses joies, vous les connaissez puisque, ingénieur fraîchement diplômé, c'est par là que vous avez commencé votre carrière : aujourd'hui, à 30 ans (ou à peine), vous vous sentez de taille à assumer des responsabilités plus larges et plus motivantes.

Venez apporter sens de l'animation, rigueur et qualité à une affaire renommée, aux objectifs ambitieux.

Merci d'écrire à notre consultant J.P. DOURY (réf. 4989 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable Marketing Presse

Le Groupe Presse HACHETTE, 3,3 Milliards de C.A., 1200 personnes, plus de 30 titres renforce sa Direction Marketing.

Le Responsable marketing que nous cherchons prendra en charge l'ensemble des données relatives à un marché (magazines féminins, télévisions, titres sports...) en France et à l'étranger. Interlocuteur privilégié des rédactions, des services de ventes, de promotion et de publicité, il aura la responsabilité des analyses et des recommandations sur ses marchés. Il sera directement rattaché au Directeur du Marketing.

De formation supérieure Grande Ecole, le candidat souhaité possède nécessairement une expérience de 5 ans des techniques marketing et de l'analyse des médias (si possible presse) acquise en agence, en régie ou chez un éditeur. Une excellente connaissance de l'anglais, de bonnes qualités relationnelles et la pratique du travail sur PC constituent des atouts pour réussir.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous référence 7046/M à Gestion des Cadres du Groupe HACHETTE - 12, rue François 1er - 75008 PARIS.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

Spécialisé dans le domaine des nouvelles technologies, notre cabinet de recrutement y possède une forte notoriété et progresse de manière significative.
Nous souhaitons nous adjoindre un(e)

PSYCHO-GRAPHOLOGUE

Pour lui confier dans le cadre de nos recherches la conduite d'entretiens et de bilans psychologiques.
Diplômé Psycho-Prat et graphologue, vous possédez déjà une bonne expérience acquise en Cabinet ou en entreprise.
Merci de nous transmettre votre candidature sous réf. 155/M à CURRICULUM, « l'Atelier » 6, Passage Lathuile 75018 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER A PARIS (Groupe de Suez)

FACTOFRANCE HELLER
N° 1 SUR SON MARCHÉ
(SERVICES FINANCIERS AUX P.M.E.)

RECRUTE

JEUNES CADRES

pour renforcer ses équipes et faire face à son développement.

PROFIL SOUHAITÉ :
Formation supérieure de type grande école de commerce ou université.
Une première expérience professionnelle est impérative.
Ces postes basés à Paris nécessitent quelques déplacements de courte durée.

POSTE 1 :
Analyste de crédit : responsabilité d'un portefeuille de grandes entreprises.
Participation à la décision et à la surveillance des engagements.

POSTE 2 :
Attaché(e) de clientèle : responsabilité du suivi et du développement d'un portefeuille de PME/PMI tant sur le plan commercial que sous l'aspect de l'analyse du risque.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous le n° 8.372 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

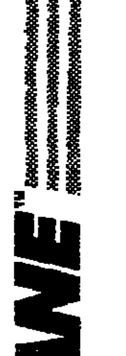
Analystes de Crédits

Apprécier les risques de crédit, après recherche et analyse d'informations sur des entreprises de tailles et d'activités variées : un métier passionnant pour vous, jeune diplômé de l'enseignement supérieur, motivé par la finance, débutant ou possédant 2 ou 3 années d'expérience dans ce domaine.

Il vous permettra, en effet, d'exprimer, en toute autonomie, vos qualités de contact et d'organisation, votre ouverture d'esprit.

Vous assurerez le suivi des entreprises situées dans un secteur, à Paris ou en Province - (nous exigeons la mobilité géographique). Vous pourrez envisager d'intéressantes perspectives d'évolution au sein d'une importante entreprise française privée, en fort développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant bien sur l'enveloppe la Référence 3891 à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS. qui transmettra.



Filiale Européenne du deuxième constructeur mondial d'équipements pour le conditionnement d'air, nous employons 1150 salariés en France et réalisons un chiffre d'affaires de 750 millions de francs dont 80% à l'Exportation.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons

INGENIEUR PRODUIT
GRANDE EXPORTATION

Supervisé par le Directeur du MARKETING Grande Exportation, vous serez plus particulièrement chargé :
- d'apporter votre support technique dans les modifications de produits et la mise en oeuvre des nouvelles applications,
- de développer la documentation nécessaire au réseau de vente,
- d'établir la politique de prix en tenant compte de la variation des prix du marché,
- de vous informer de l'évolution des besoins du marché à l'exportation,
- de provoquer et suivre l'évolution du produit en liaison avec la fonction Développement,
- de promouvoir le produit au moyen de séminaires et présentations aux clients.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ingénieurs de formation, forts d'une première expérience de quelques années dans la fonction.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est nécessaire et des connaissances en informatique appréciables.

Si vous êtes intéressé par notre proposition, veuillez transmettre votre curriculum vitae, photo et prétentions à Christian Herson, Société TRANE, 1 rue du Fort, 88190 GOLBEY.

AXIAL Publicité

ANIMER - COORDONNER - COMMUNIQUER

JEUNE INGENIEUR

Ingénieur pluridisciplinaire (méthodes ou production...), vous avez acquis en Entreprise une première expérience (trois à quatre ans), qui vous a conforté dans vos talents de manager et vos capacités d'animer une équipe.

Votre activité auprès du Directeur d'Usine :
- animer l'équipe de planning,
- animer l'équipe d'administration commerciale production,
- prendre les décisions de sous-traitance,
- intégrer les nouvelles technologies développées par nos services informatiques,
- proposer des solutions d'organisation...

Nous sommes une Entreprise Industrielle, du secteur de la communication graphique et informatique située en Mayenne.

Note sur le poste adressée à tout candidat présélectionné.

Merci d'adresser dossier de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence 103 R,
3, place du Général GIRAUD,
35000 RENNES.



Confidentialité assurée.

PARIS · MARSEILLE · LYON · TOULOUSE · BORDEAUX · NANTES
RENNES · LILLE · DIJON · STRASBOURG · LA REUNION

Jonction

---

europhane

Société fabricant du matériel d'éclairage recherche pour son service Marketing

CHEF DE PRODUIT

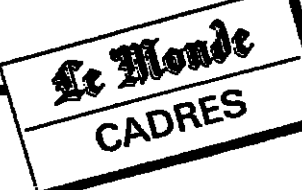
De formation marketing - commerciale, il(elle) devra :
- Développer une ligne d'appareils d'éclairage intérieur architectural.
- Analyser le marché, la concurrence, les ventes.
- Participer à l'élaboration des stratégies - produits et coordonner le développement des nouvelles gammes.
- Définir le plan marketing de sa ligne de produits et lancer les produits nouveaux.

Une première expérience de deux à trois ans acquise en milieu industriel et la pratique de l'anglais seraient appréciées.

Ce poste évolutif est basé à PARIS avec des déplacements de courte durée en FRANCE et à l'ETRANGER.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à : EUROPHANE, Lisa PRUSKER, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT



SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

PARIONS ENSEMBLE SUR L'AVENIR ... SLIGOS

Rejoignez un Département en pleine expansion : **LE CENTRE DE COMPETENCES UNIX** de SLIGOS, comme

INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME

- Votre bon niveau de formation, votre expérience de quelques années de la vente de services sont autant d'atouts pour vous adapter à notre marché en fort développement.
- Vous développerez votre marché et négocierez la vente de services d'ingénierie, d'assistance et de formation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence DM/AS à Anna STAROSWIECKI - Responsable du Service Recrutement - Direction des Ressources Humaines - SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

HAVAS CONTACT



JEUNES DIPLOMES DES GRANDES ECOLES DE GESTION

LA POSTE ET LES TELECOMMUNICATIONS DE L'AN 2000 ONT BESOIN DES MEILLEURS.

Devenez Administrateur de la Poste et des Télécommunications... L'ENSPTT, une grande école de management qui vous donnera accès à des postes de décideurs au sein d'un univers de technologies de pointe consacrées à la communication sous toutes ses formes.

Un concours de très haut niveau pour des postes de haute responsabilité. Rémunération dès l'entrée en formation. Les épreuves de sélection se dérouleront les 27, 28 et 29 AVRIL 1987.

Renseignements et Inscriptions : ENSPTT, 46 rue Barrault, 75634 Paris Cedex 13, NUMERO VERT *: 05.05.66.77.*

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 24 MARS 1987

Sélection du Reader's Digest

RECHERCHE

REDACTEUR

pour son équipe Editoriale de SELECTION DU LIVRE.

Après une période de formation à nos méthodes, il participera à l'ensemble de l'activité éditoriale qui concourt à la création de nos collections.

Parfaitement bilingue en Anglais, le candidat aura une expérience préalable dans l'édition ou le journalisme. L'Allemand ou l'Italien courant serait un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à la Direction des Relations Humaines, SELECTION DU READER'S DIGEST - 1 à 7, Avenue Louis Pasteur - 92220 BAGNEUX.

HAVAS CONTACT

JEUNE RESPONSABLE ACHATS

Société française à forte notoriété sur ses marchés recherche un jeune Responsable Achats.

En liaison directe avec le Directeur d'usine et les Directeurs Commerciaux, il négociera, en France et à l'étranger, l'achat de produits techniques variés faisant appel à une technologie avancée.

Il optimisera la gestion informatisée des commandes et des stocks, devra sensibiliser son équipe à une amélioration constante de la qualité tant du service que des produits.

Ce poste basé à Paris, nécessite une bonne connaissance de l'anglais. Il s'adresse à un jeune professionnel, de formation supérieure, qui, après une première expérience réussie, souhaite évoluer vers de plus grandes responsabilités.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 5128 M à l'agence DESSEIN 15 rue du Louvre 75001 PARIS.

DESSEIN

TRANSPAC, réseau national de transmission de données informatiques, support de la télématique française, propose un poste d'avenir :

Chef du département marketing

Par son action personnelle, il contribue à la performance de l'Entreprise vis-à-vis du Réseau à Commutation de Paquets et de l'ensemble des services associés, et plus particulièrement vis-à-vis d'ATLAS 400, la Messagerie Electronique Universelle.

Il assure le rayonnement en direction des organisations professionnelles et techniques.

Il anime l'innovation par la recherche et la définition de nouveaux services. Il participe aux comités de normalisation. Rattaché au Directeur Commercial, il travaille en relation étroite avec les départements commerciaux, et assure la coordination avec les autres départements.

Adresser C.V., photo et prétentions au Département du Personnel et des Relations Humaines Tour Maine-Montparnasse - 33, avenue du Maine - 75755 PARIS Cedex 15.

transpac

Le plus grand réseau mondial de transmissions de données.

Pierre Lichau

Organisation professionnelle

RECHERCHE

pour sa direction de l'information un jeune chargé d'études économiques

SA MISSION :
- effectuer un travail d'analyse et de synthèse rapide, principalement destiné à la presse, donc en liaison avec l'actualité de divers travaux et publications économiques et financiers ;
- mener une réflexion sur les thèmes intéressant l'organisation qui peuvent donner lieu à des opérations d'information ;
- participer à la rédaction de diverses publications (périodiques, communiqués...).

SON PROFIL :
- débutant, licencié en Sciences économiques et diplômé de Sciences-Po.

SES QUALITÉS :
- dynamisme, rapidité, esprit de synthèse, qualités de réflexion et de rédaction, sens du travail d'équipe.

Merci d'adresser lettre man., photo et C.V. s/nº 8394, LE MONDE PUBLICITÉ - 5, r. de Monttessuy, 75007 PARIS.

Organisme financier important, rech. pour ses agences autour de Paris

COLLABORATEURS COMMERCIAUX H.F.
- profession d'avenir
- très bonne présentation
- rémunération importante

Paris Sud et Est Tél. : 46-60-52-52
Paris Nord et Ouest Tél. : 39-55-74-00.

Pour Service Rédaction d'actes Recherche **RESPONSABLE** Licence en Droit, exp. souhaitée Tél. : 47-07-09-77

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

Recherche

MIAGE + DEA INGÉNIEURS GDES ÉCOLES

Débutants première expérience pour

Développement et Support d'application de gestion IBM — MVS — CICS

Développement de Gestion de production IBM VM/CMS L 4 G

Ecrire : S.D.I. Tour Gallieni 1 78-80, av. Gallieni 93174 BAGNOLET CEDEX

IMPRIMERIE RÉGION PARISIENNE

spécialisée dans le catalogue V.P.C.

RECHERCHE

CADRE COMMERCIAL EXPORT

pour visite clientèle pays européens, ANGLAIS/ALLEMAND écrit parlé courant.

Envoyer lettre manuscrite avec prét. + C.V. s/nº 8.359 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e

---

La mairie de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne)

recrute un

DIRECTEUR

pour son Conservatoire de Musique et de Danse classique. 714 élèves, 30 disciplines, 4 orchestres, Heures musicales, concerts éducatifs, concerts.

Rens. au Secrétariat Général de la mairie de Choisy-le-Roi Tél. : 48-53-11-77.

Association Gestionnaire de Foyers d'Hébergement pour travailleurs immigrés, recherche pour ses foyers

GESTIONNAIRES DE FOYERS

ayant le sens du contact. Gestion informatisée. Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable. Env. CV dét., lettre manusc. et photo ainsi que prét. à : ADEF. 16, rue du Plâtre, 75004 PARIS.

CREFORM

NOTRE METIER
LES PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE.

LE CONTEXTE
- Un site industriel à 2 heures au Sud de Paris comprenant plusieurs unités de fabrication.
- Une équipe de **GESTION DE PRODUCTION** performante spécialisée sur Copics.
- Un IBM 3083, MVS, CICS, DL1.

Notre développement nous amène a recruter

UN CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Spécialisé en **gestion de production.**
Soucieux de conduire ses projets avec la rigueur et l'esprit de méthode que nous appliquons à nos propres fabrications.

SON PROFIL
- Ingénieur Grande Ecole
- 3 ans de conduite de projets en GPAO avec pratique d'une méthode (MERISE, AXIAL...)
- La connaissance de notre environnement logiciel et matériel sera considére comme un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence [illegible] AC à notre conseil CREFORM 52, avenue Marceau - 75008 PARIS.

BETZ Industries S.A.

Filiale française d'un groupe mondialement réputé dans le traitement des fluides industriels

INGÉNIEUR
Responsable de secteur
(Sud de la France)

Après formation approfondie à nos produits et technologies, et avec appui de notre département technique (chefs de produits, labo mobile...), vous faites progresser notre implantation en présentant des services spécialisés de haute technicité aux entreprises (prospects et clients) de votre région.
Ce poste demande une formation d'ingénieur (chimie, génie chimique, papier...). Une expérience de quelques années, technico-commerciale ou usine (fabrication, entretien) serait appréciée.
La préférence sera donnée aux candidats ayant le meilleur potentiel d'évolution.
Fixe, prime de résultats, voiture, frais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à BETZ industries S.A. BP 43 - 77312 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 02

Blau

BANQUE POMMIER

recherche un

SOUS-DIRECTEUR

Chargé des questions administratives d'une agence importante (23 personnes), au service d'une clientèle de PME et de particuliers, il participera aussi à l'activité commerciale et à la gestion de certains dossiers confiés par la direction de l'agence.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. SDA 1 à : BANQUE POMMIER Direction du Personnel 86, rue de Courcelles 75008 PARIS.

Pierre Lichau

GROUPE INTERNATIONAL (25.000 personnes)

recherche pour son Siège Social proche banlieue PARIS

JURISTE

Vous avez un DEA minimum et une expérience de plusieurs années en droit français et plus particulièrement en droit des sociétés.

Vous possédez une bonne connaissance de l'anglais et /ou de l'espagnol
Vous êtes disponible rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 1701 à MS JONCTION 104, rue Réaumur 75002 PARIS.

Jonction

EUROSIT

Directeur industriel

Leader sur son marché, notre société (335 pers.) conçoit et réalise des équipements de bureaux. Notre développement s'appuie sur la qualité de nos méthodes de production et sur la performance de nos moyens de gestion.

Nous souhaitons rencontrer un jeune Directeur Technique pour lui confier la responsabilité de nos deux établissements.

A 30 ans environ, de formation AM ou équivalent, vous avez déjà dirigé une unité opérationnelle dans les secteurs Métallurgie ou Plastique. Gestionnaire et technicien, vous présentez toutes les qualités d'un manager et maîtrisez l'anglais.

Le poste est basé à Nevers.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE.

Ecrire sous référence 133 M en mentionnant votre rémunération actuelle, à E. MARTIN, 9 bis route de Champagne 69134 ECULLY CEDEX.

ALGOE DE L'IDÉE À L'ACTION

DESSEIN

LE POINT

recherche pour son département Etudes, un

DIRECTEUR MARKETING

- Il aura au moins 30 à 35 ans,
- une formation supérieure,
- une expérience de presse ou de communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Monique BOUGOIN, *Le Point* — 140, rue de Rennes, 75006 Paris.

Grande agence de publicité

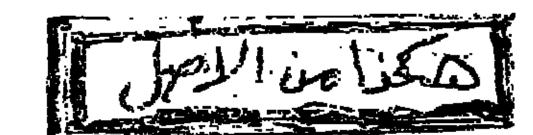
Mº Etoile

RECHERCHE MI-TEMPS

ASSISTANTE SOCIALE EXPÉRIMENTÉE

1er avril à la fin septembre.

TÉL. : 47-20-99-96.



Le Monde CADRES

Responsable du secrétariat financier

Banque - 300/400.000 F

Une *importante* banque française spécialisée dans le service aux entreprises, recherche le futur responsable de son secrétariat financier. Basé à Paris, et placé sous l'autorité immédiate du directeur des opérations financières, il disposera d'une équipe de six personnes et devra assurer les montages administratifs et juridiques permettant la réalisation de ces opérations (préparation des conseils d'administration, réunions A.G., contacts C.O.B., problèmes réglementaires, contacts avec le service titres). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, justifiant d'une expérience confirmée du montage des opérations financières (augmentation de capital, emprunts obligataires, obligations convertibles...) acquise dans une banque, ou dans un établissement pratiquant ce type d'opérations. La candidature d'un juriste ayant une très bonne connaissance du droit des sociétés et du droit des valeurs mobilières pourra être examinée. La rémunération sera fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9156M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

secrétaires

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES PARIS 8e recrute

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

- Formation supérieure.
- 3 à 4 ans d'expérience.
- Possédant des qualités de méthode, disponibilité, polyvalence (contacts internes et clients, gestion, organisation).

Rémunération attractive, possibilités d'évolution et de formation (IBM PC, traitement de texte...).

Ecrire avec C.V. et photo, sous référence 5.276, à AD'COM, 3 avenue des Ternes, 75017 Paris, qui transmettra.

capitaux propositions commerciales

PLACEMENTS

INTÉRÊTS 15 %. Garanties immeubles. 43-48-77-53.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vds 309 SR 9 000 km rouge plaisir mét. cse ren., poss. liv. Nombr. access., 84-20-12-45.

Cause dble emploi, particulier vd R14 TL 1979, 11 000 km, excel. état méc., 7 000 F à débattre. Tél. 42-62-34-34 de 9 h à 19 h, poste 1207, jusqu'à 21 h au 42-57-76-62.

VDS GOLF GTI NOIRE 82 – 79 500 km
– Alarme. Radio. Jantes BBS
– Prix à débattre.
Tél. 46-44-11-65 ap. 19 h 30.

Vds R 14 TL. Mai 1979. 110 000 km. Excellent état mécanique. Embrayage, échappement, amortisseurs neufs. Prix argus, 10 % = 8.500 F. T. h. b. 42-62-34-34 p. 1207.

A vend. volt. Fiat Autobianchi ABAT-112, fév. 84. Prix Argus. 50.000 km. T. : 42-03-24-23.

divers

A VENDRE VOLVO BREAK 240. 1983, 75 000 km, gris métallisé, 1re main, 4 vitesses, overdrive, entretenue par garage vendeur, moteur neuf, garanti un an. Tél. 43-87-24-56. 53.000 francs.

DEMANDES D'EMPLOIS

Secrét. direct. stén.-dact. compt., niveau BTS, gde expér. postes respons. autonome, sens trav. équipe et coordin. Rech. poste à responsabilités. Ecrire sous le n° 8.393 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JH 38 a., 3e cycle esp. Lic. sc. Edu. angl. + Port. Lus. 5 a. ens. sup. Afrique-exp. trad.-not. compt. Etudie ttes prop. Rég. Centre ou Sud-Ouest. Tél. 20-93-36-78 ou Randrianarisoa, 75, r. d'Esquermes, 59000 Lille.

Economiste-DEA « *nouveaux instruments financiers* » Diplômé en INFORMATIQUE Offre collaboration : domaines liés à ces marchés financiers Merci d'écrire : s/n° 8392 LE MONDE Publicité 5, r. de Monttessuy, 75007 Paris

Jeune fille 20 ans, bonne présentation, niveau Bac G2, 18 mois expérience, ch. emploi stable aide-comptable. Libre de suite. Tél. : 30-37-37-23.

Jeune traductrice (Allemande) français, anglais, espagnol, ch. poste comme secrétaire, correspondante. 34-74-06-64.

Dynamique et méthodique Secrétaire de direction, 28 ans, bilingue anglais, 7 années d'expérience dans les domaines du marketing, du commercial et de la communication, recherche emploi stable dans les secteurs presse, publicité, radio ou tous secteurs dynamiques. Tél. : 42-62-16-44 ou 45-55-91-22, pts 43-13.

J.F. Fr. et Suisse, form. universitaire, sérieuses réf., rech. pl préceptrice aux Etats-Unis. Ecrire sous le n° 8391 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ALGÉRIE
RETRAITÉ, 20 ans resp. stés franc., mat. T.P., cherche act. missions, intérim, bureau liaison, négociations appel offres. Pte connaiss. marché Alger, relations haut niveau. Ecrire sous le n° 8375 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy. Paris-7e.

10 ans d'expér. recherche poste pupitreur, préparateur ou opérateur. Ecrire sous le n° 8376 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

H. Bac + 5 scientifique, 7 ans exp. dans édition scolaire et supérieure scientifique et technique, cherche poste à responsabilité dans édition, presse ou autre. Ecrire sous le n° 8390 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL EXPORT P.M.E. – F. 20 ans exp. Europe *Ouest, Est/Asie, Amériques, Océanie. Bonnes* connaissances agro-alimentaire et services. Introduite milieu industriel. Excellente pratique anglo-saxonne/german. Esprit rigoureux. Goût team/work. Responsabilités. Disponibilité.

PROPOSE véritable assistance à Dirigeant P.M.E. désirant s'adjoindre collaboratrice haut niveau en vue développement activité export. Déplacements acceptés. (BCO/JCB 979.)

RESPONSABLE DES SERVICES GÉNÉRAUX. – H. 44 ans. Exp. sur matériel de bureaux communications. Achats imprimerie reprographie. Economat, archives, sécurité, *implantations et mise en place postes de travail.* Connaissances second-œuvre bâtiment et gestion d'un immeuble.

ACCEPTE missions. Mise en place logistique province ou étranger. (BCO/DB 980.)

ASSISTANTE ÉDITION. – 26 ans. Maîtrise lettres modernes et licence spécialisée en librairie. Anglais, espagnol. Exp. enseignement, 2 ans exp. dans édition. Responsable mise au point manuscrits suivi fabrication ouvrages avec outil informatique. Diffusion auprès libraires et enseignants. Contacts éditeurs étrangers.

REJOINDRAIT équipe éditoriale dans secteur littérature générale scolaire jeunesse. (BCO/CR 981.)

CHARGÉ DE COMMUNICATION. – H. 28 ans. Formation IFP + maîtrise Sciences Po. 2 ans exp. Journalisme presse spécialisée (éducation automobile). Salons : organisation de stands promotion *commerciale.* Rédaction, mise en pages de journaux d'entreprise, publicité, gestion de budgets conception annonces et brochures commerciales, promotion grand public.

PROPOSE sa collaboration pour tous postes similaires. (BCO/JVA 982.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS

A 100 m du musée Picasso, dble séj. + chbre, calme et caractère. 750.000 F. CML, tél. : 45-57-14-48.

5e arrdt

ST-JULIEN-LE-PAUVRE

VUE EXCEPT., ét. élevé avec asc. 100 m², balcon, soleil. Tél. : 42-72-40-19.

Studio JUSSIEU près Faculté, calme, rez-de-ch. sur jard., 18 m², kitch., s. d'e., mezzan., faibles charges. 320.000 F. Tél. soir : 42-78-17-12.

8e arrdt

EUROPE 90 m²

Pied à terre de charme bel hotel particulier séj. + chbre – 45-67-22-88.

EUROPE 95 m²

Luxueux pied-à-terre dans hôtel particulier. GARBI - 45-67-22-88.

9e arrdt

ST-GEORGES, 3 p., cft, 4e ét. sur gde cour agréable, calme, sol., petite s. d'e. 550.000 F. F. CRUZ - 42-66-19-00.

13e arrdt

DUPLEX 5 P. CFT

120 m² + 45 m² terrasse, parking. 2.100.000 F. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

15e arrdt

MONTPARNASSE
Atelier artiste + 3 chbres 2 bains. Clair, calme, soleil. 2 700 000 F – 43-22-61-35

18e arrdt

MONTMARTRE

2 p. cft. 268.000 F. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

20e arrdt

NATION R.E.R., liv. dble s/jard., + 4 chbres, 2 s. de bains, gde cuis., 125 m² à rénover totalement, 2 entrées. 1.155.000 F. 42-50-04-28 - 46-44-99-07.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY

Ch. Laffitte ds anc. hôtel part. 7 P. + serv., balc. plein Sud, à rénover. Tél. : 46-37-13-18.

appartements achats

GROUPE DORESSAY

rech. POUR CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE MARAIS – RIVE GAUCHE 16e NEUILLY APPTS 4-8 P et HOTEL PARTIC. ACHAT OU LOCATION – 48-24-93-33.

AGENCE LITTRÉ

Rech. pour clientèle française et étrangère apparts et hôtels part. dans quartiers résidentiels. Paiem. cpt chez notaire. TÉL. : 45-44-44-45.

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 46-73-20-67 même le soir.

IMMO MARCADET

Recherche urgent appts ttes surfaces même à rénover, Paris. Tél. : 42-52-01-82.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres et employés IMPORT. STÉ FRANÇAISE PRODUITS CHIMIQUES rech. appts ttes catégories studios et villas, Paris et environs. 45-03-30-33 de 10 h à 18 h 30.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris, rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou AMBASS. 45-26-18-95.

MONDIAL MERCURE

Rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-58-28-16.

immobilier information

Recherchons acheteurs tous biens immobiliers de particulier à particulier. SOFRIC, tél. : 67-62-42-08.

Pour Vendre ou Acheter Maison – Appartement Château – Propriété Terrain – Commerce sur toute la France LAGRANGE 9, r. Le Chatelier, 75017 Paris. Tél. : (16-1) 40-54-06-08.

hôtels particuliers

PANTHEON

MAISON INDÉPENDANTE surface développée 400 m² *travaux à prévoir* GARBI – 45-67-22-88.

villas

78 – St-Nom-la-Bretèche, villa stand., séj. 50 m², 4 ch., 3 s.d.b., gde cuis., jardin 1.100 m². 1.850.000. 42-36-07-36.

pavillons

MONTFERMEIL

Magnifique pavillon sur sous-sol
Cuisine, grande salle de séjour, 3 chambres, w.c., salle de bains + lingerie, grenier aménageable, garage 2 voitures. Terrain 500 m²

PRIX : 800.000 F

Tél. : 43-30-76-71.

CAUSE DÉPART

5 mn GARE CHARTRES

Part. vend pavillon 90 m² habitable + s/sol, jardin 800 m², cuisine en chêne tt équipée, près tous commerces et écoles. Parfait état. Prix 700.000 F à débattre. Tél. : 42-60-57-87 h.b.

viagers

NICE SUPERBE APPT

Centre, bd Victor-Hugo, très beau liv. 3 chbres, 2 bains, chbre serv. 550 000 + 4 500 occupé 84 ans. 48-05-58-70

bureaux bureaux

Ventes

Me PLAISANCE Près ALÉSIA 82 m² 4/5 Burx libres, état neuf. Rentabil. possible + de 10 %. Possib. acquisition en S.C.I. EXCLUSIVITÉ Tél. : 47-20-42-79.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitutions de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

DOMICILIATIONS
Location burx et ateliers, permanence téléph. (télex, télétex, télécopie, photocopie, secrétariat)
CONSTITUTION sociétés, commerçants, artisans
CENTRE D'AFFAIRES INITIATIVES 2000
– Paris-1er, 42-60-91-63 (Rue Saint-Honoré).
– Paris-15e, 40-58-02-82.
95-Gonesse, 42-60-41-81.

BUREAUX ÉQUIPÉS

De 15 à 200 m². STANDING.

OUVERT 24 H/24

Location courte ou longue durée. Ts serv. : tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé.

ACTE - 40-54-53-54.

ÉTOILE

Très grand standing.

BUREAUX MEUBLÉS

Toutes durées, tous services. TÉL. : (1) 47-27-15-59.

OUEST PARISIEN

- Des immeubles prestigieux.
- Un site exceptionnel.
- Un ensemble fonctionnel.
  - Plateaux indépendants.
  - Chauffage autonome.
  - Parkings privés.
  - Gardien résident.
- 850 F/m² (charges minim.).
- Surf. de 300 à 10.000 m².

LA DIAGONALE

POUR LOUER : 39-55-53-53.

Domiciliation depuis 80 F/mois. Av. des Champs-Elysées (Étoile). Rue Saint-Honoré (Concorde). Rue Cronstadt, Paris-15e. 21 bis, rue de Toul, Paris-12e. Constitution SARL 2.000 F HT. INTER DOM., tél. : 43-40-68-50.

DOMICIL. CCIALE 8e TÉLEX/SECRÉT./TÉL./BURX.

AGECO - 42-94-95-28.

locaux commerciaux

Locations

VAUGIRARD – 45-32-66-10 Activités, 250 m², burx 500 m² bail précaire. 25 000/mois.

L'AGENDA

Artisans

MENUISERIE artisanale
Tous agencements et rénovation, travail sérieux et soigné. Paris, province, étranger. D.M.I. tél. : (1) 43-83-92-29.

Luminaires

RÉPARATION et remise en état de lustres à cristaux et bronzes. Tél. : 43-55-03-08.

Relations humaines

Centre ABAC

VAINCRE L'ISOLEMENT moins de 35 ans s'abstenir Paris, tél. : 45-70-90-94

Placement intéressant pour votre confiance ! Voyageurs, gens d'affaires au long cours ! Votre home est (trop) souv. désert ?! Trop gd pr vous ? Je px y être une présence utile, tranquill., en échange d'un hébergem. à Paris. 26 ans, licence de psychologie. Renaud Eric, tél. : 43-26-28-58 42.57.47.84.

Vacances
Tourisme
Loisirs

SKIEZ DANS LE JURA PARADIS DU FOND

Part. loue gd studio 4/6 pers., tt cft, sur pistes de fond et prox. immédiat station Alpin. Métabief – toutes saisons. Tél. : 16 (81) 49-00-72.

annonces associations

Appels

PROFESSEURS D'ANGLAIS/USA
Assoc. Organisatrice d'échanges Franco-Américains, ch. à contacter professeurs d'anglais pour promouvoir notre programme. Nous préférons des professeurs connaissant bien les Etats-Unis et l'« American Way of Life » cependant nous accepterons éventuellement une collaboration avec des « Highly motivated » professeurs qui voudraient s'initier à la vie américaine. Home-stay America. Tél. : 42-65-50-40.

MÉTHODES INFORMATIQUES
L'ADELI, première association méthodologique, en expansion, appelle tous les passionnés de méthodes informatiques à participer, bénévolement, à son animation (structure, relations, manifestations,..) ADELI : 87, rue SOBILLOT 75013.

L'AFGHANISTAN SUR MINITEL

tout sur l'Afghanistan 36.15 AGIR* AFG avec Afrane BP 254 – 75524 PARIS CEDEX 11.

ANNUAIRE RÉGIONAL ASSOCIATIONS
réalisé en Poitou-Charentes, peut servir réf. dans autre région, ouvrage soigné et original, 800 pages. Equipe réalisatrice à votre disposition depuis enquête jusqu'à conception graphique, aide à réalisation et financements. Rens. : ADRES, 60-68, rue Carnot. BP 209. 86005 Poitiers. Tél. : 49-88-05-31.

Conferences

7 mars 1987 – 15 h 30
60, bd Latour-Maubourg.
« Prières muettes du monde animal »
(animaux torturés, vivisection... Quelles sont les conséquences sur nos âmes ?)

Sessions et stages

ITALIEN
Cours ts niveaux Stage mens. ASSOCIATION TRILOGOS Métro Voltaire. PARIS-11e Tél. 48-07-83-36.

GYM DOUCE VITTOZ RELAXATION STAGE : 21-25/4 à 42 km PARIS *IRDC - VITTOZ. - DOC. : 43-37-44-77*

Pour vous relaxer, augmenter votre confiance en vous et atteindre vos buts *plus* vite.

AUTO-HYPNOSE

Le 14 mars 9 h 30 à 17 h 30
Communiquer avec confiance

AFFIRMATION DE SOI

Le 15 mars 9 h 30 à 17 h 30.
Pour cesser de fumer :

VIVRE SANS TABAC

4 soirs 17 mars au 7 avril.
Tél. : 42-03-39-02 à 47-46-03-62

SPORT IN CLUB
Stage de tennis (1 h/semaine) mars à juin. Court couvert Paris, 1 190 F.
Gym. tonic, stretching dans salle, centre de Paris. Tél. : 48-08-02-61.

Dans un lieu agréable
LES ATELIERS LEPARC
vous proposent de suivre le cycle « SOUFFLE ET RELAXATION »
Travail corporel de base : aisance, maintien, équilibre.
Exercices sur la voix : respiration, amplitude, couleur.
Connaissance du schéma corporel et rapport à l'espace.
Attention, concentration, libération des tensions.

Méthode douce et progressive destinée à tous ceux qui veulent mieux connaître et développer leurs ressources physiques et psychiques.

Cours personnalisé. Nombre de participants limité.
Inscr. uniquem. après entretien.
Tél. : pour RDV au 42-68-85-83.

DELTA FORMATION

stages de formation bourse. 1re session : 21 mars, Paris. Rens et inscrip. : 48-74-25-94.

ANGLAIS-FRANÇAIS
ALLEM.-ESPAGN.-RUSSE
Apprentissage efficace, joyeux, rapide par la suggestopédie à *sa source franç.* 43-26-22-64.

VICTOIRE SUR LE TABAC

En 4 semaines, sans chimie doucement mais sûrement, cesser de fumer, sans angoisse ni stress, sans grossir. Sans engagement de votre part. Informez-vous : Tél. : (1) 45-61-15-13.

Comment gérer une association. La gestion et le développement d'une association, formation de 5 jours pr. animateurs d'association, gestionnaires, administrateurs ou simples membres (du 30 mars au 3 avril 1987) (du 1er juin au 5 juin).
Formation à la comptabilité. Initiation à la gestion, 5 jours d'apprentissage de la mécanique, du vocabulaire et des écritures comptables. Approche de la gestion. Des outils audiovisuels et un jeu de gestion permettant une assimilation rapide et complète de la formation (du 23 au 27 mars 1987) (du 13 au 17 avril 1987).
Préparation complète au DEFA. Stages d'adapt. à la fonction.
Institut Inter Régional d'Education Permanente rue des Lilas. BP 203 76410 CLEON.

- Prix de la ligne 40 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au *J.O.*
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le jeudi pour parution du mardi, daté mercredi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les mardis sous le titre « Agenda », dans les pages annonces classées.

REPÈRES

Chômage

L'Alsace est la région la moins touchée

Alors que le taux de chômage moyen était de 10,5 % en France en 1986, l'Alsace était la région la moins touchée, avec 7,8 % de demandeurs d'emploi par rapport à la population active, et le Languedoc-Roussillon celle qui comptait le plus de chômeurs, avec 13,9 %.

Dans un document rendu public le mardi 3 mars, l'INSEE établit le classement des régions face au chômage. Avec l'Alsace, neuf régions se situaient au-dessous de la moyenne nationale : Rhône-Alpes (8,6 %), Ile-de-France (8,7 %), Limousin (8,9 %), Midi-Pyrénées (9,5 %), Franche-Compté et Centre (9,6 %), Bourgogne (9,9 %) et Auvergne (10,3 %). Onze régions, avec le Languedoc-Roussillon, avaient des taux supérieurs : Nord-Pas-de-Calais (13,6 %), Haute-Normandie (12,7 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (12,4 %), Corse (11,8 %), Poitou-Charente et Pays de la Loire (11,7 %), Champagne-Ardenne (11,5 %), Picardie et Aquitaine (11,3 %), Basse-Normandie (11,2 %) et Bretagne (11,1 %).

Sur six ans, note l'INSEE, les distorsions entre les régions les plus et les moins favorisées se sont accentuées. La situation s'est surtout dégradée pour les Pays de la Loire et le Centre, ainsi que pour le pourtour méditerranéen.

Machinisme agricole

Fort recul en France

L'industrie française du machinisme agricole a subi, en 1986, un recul de son chiffre d'affaires de 13 %, dont 18,5 % pour les tracteurs et 9,7 % pour les autres machines. Selon M. Garret, président du Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA), cette diminution s'explique par *« la longue et profonde dégradation des revenus agricoles »*. Les ventes sur le marché intérieur baissent moins fortement (– 10,1 %, dont – 17,9 % pour les tracteurs et – 6,9 % pour les machines) que les ventes à l'exportation (– 17,8 %, dont – 18,9 % pour les tracteurs et – 16,4 % pour les machines). Selon le président du SYGMA, c'est toute l'industrie du machinisme agricole européenne qui subit un recul. De 1980 à 1986, l'activité a diminué de 31,8 % en Grande-Bretagne, de 22,8 % en Espagne, de 20,6 % en France, de 16,9 % en Italie et de 8,4 % en Allemagne fédérale.

Les perspectives de l'OCDE pour la France

• Poursuite de la désinflation
• Chômage élevé

Poursuite de la désinflation, redressement confirmé des résultats des sociétés, accélération de l'investissement productif, excédent significatif de la balance des paiements courants : tels sont les points positifs que relève l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) pour l'économie française à l'horizon 1988 dans son rapport publié mardi 3 mars. Les points négatifs ne sont pas oubliés : *« La performance de l'appareil productif demeure médiocre, en particulier dans l'industrie, comme en témoignent la forte dégradation des échanges extérieurs de produits industriels et un chômage élevé »*.

L'OCDE note que les ajustements structurels opérés depuis 1983 devraient avoir contribué à renforcer l'efficacité de l'appareil productif, grâce notamment à un meilleur partage du revenu national en faveur des entreprises. Mais cet effort n'a été accompli qu'avec un certain retard par rapport aux politiques d'ajustement menées dans de nombreux pays de l'OCDE. Ce retard a laissé des traces. *« Au regard de l'amélioration considérable des termes de l'échange estimée pour l'ensemble de 1986 à (...) un gain de 80 milliards de francs), l'amélioration du solde commercial apparaît limitée »*, indique le rapport.

Il est rappelé que, hors matériel militaire, le solde industriel est devenu négatif l'année dernière. Il ne s'agit pas là d'un phénomène passager, même si celui-ci a été amplifié par un écart de conjoncture. En réalité, depuis 1978, *« le taux de couverture des échanges de produits manufacturés s'est dégradé, du fait à la fois d'une spécialisation de moins en moins adaptée à la demande et d'une détérioration des prix relatifs tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation »*. Le taux de pénétration a considérablement augmenté (il est de plus de 50 % pour les biens d'équipement professionnel et les biens d'équipement ménager), alors que la part de la France dans le total des exportations de l'OCDE fléchit depuis les années 70.

Fort heureusement, les opérations invisibles (tourisme, transports, assurances) évoluent favorablement. Aussi, bien que la balance commerciale soit tout juste en équilibre, la balance courante devrait continuer à dégager des excédents fin 1987 et début 1988.

Autre point sombre : le marché du travail. L'OCDE prévoit que la situation restera aussi peu favorable. Elle craint même que les mesures d'allégement des cotisations sociales sur l'emploi des jeunes ne s'accompagnent de phénomènes de substitution entre catégories de travailleurs. *« Au total,* affirme-t-elle, *c'est essentiellement le développement des programmes de stage qui devrait permettre de stabiliser l'emploi. »*

L'importance des politiques structurelles

La croissance économique, en effet, restera faible, de l'ordre de 2 %, la légère poussée de la demande extérieure, en provenance particulièrement des pays de l'Europe des Douze, se trouvant contrebalancée par un ralentissement de la demande intérieure. Le taux de chômage passerait de 10,7 % fin 1986 à 11,5 % au premier semestre 1988.

L'absence de tension sur le marché du travail devrait continuer de peser sur les revendications salariales, estime l'OCDE, de sorte que les coûts unitaires de main-d'œuvre resteraient pratiquement stables. Cela devrait favoriser la poursuite de la désinflation. Le rapport considère que le rythme annuel de hausse des prix devrait se stabiliser autour de 2 %, si bien que l'écart avec les pays les moins inflationnistes *« ne serait plus guère que de l'ordre de 1 point »*. Cela à condition que la levée du contrôle des prix, intervenue fin 1986, ne donne pas lieu à des dérapages, et que le net redressement des profits des entreprises ne suscite pas de trop grandes tensions lors des négociations salariales.

Le redressement de la compétitivité des entreprises, qui, seule, permettra de desserrer la contrainte extérieure, doit être poursuivi. A cet égard, le rapport souligne l'importance des politiques structurelles menées par le gouvernement : réduction du poids du secteur public, modernisation des circuits financiers (à laquelle le rapport consacre un long chapitre), levée des contrôles des changes et des prix, amélioration du fonctionnement du marché du travail. *« Les réformes mises en œuvre sont considérables et devraient renforcer les mécanismes du marché »*, y est-il dit.

Mais l'Etat ne peut tout faire. *« En dernier ressort,* conclut l'OCDE, *la performance de l'économie française reposera sur l'aptitude des entrepreneurs à répondre, dans un contexte de concurrence internationale aiguë, à l'évolution de la demande par un effort accru d'investissement et une amélioration de l'appareil productif. »*

La baisse des taux d'intérêt s'engage en France

« Je suis favorable à la baisse des taux d'intérêt », a déclaré, le lundi 2 mars à TF 1, M. Edouard Balladur. Venant de la part d'un ministre dont la discrétion, sur les sujets délicats, est bien connue, ce propos indique clairement que la détente du loyer de l'argent, à court et à long terme, va s'engager rapidement sur la place de Paris. Il était temps ! Depuis le début de décembre, la faiblesse du franc face à un deutschemark renforcé par le recul du dollar contraignait la Banque de France à manier l'arme des taux d'intérêt pour défendre sa monnaie. En conséquence, le loyer de l'argent au jour le jour était passé de 7,50 % à plus de 8 % et même de 9 % il y a quinze jours, exactement aux niveaux pratiqués au début de février 1986 : un retour d'un an en arrière qui annulait tout le bénéfice de la désescalade des taux d'intérêt intervenue pendant ces douze mois et surtout après la dévaluation du franc d'avril 1986.

Autre conséquence, le taux d'émission des emprunts à long terme de l'Etat, revenu de plus de 10 % au début de janvier 1986 à moins de 7,50 % en septembre, était depuis l'automne remonté à plus de 9 %, taux également pratiqué pour les bons du Trésor et qui redevenait très onéreux pour le budget. Du coup, le marché obligataire avait été victime d'un véritable naufrage, la hantise d'une reprise de l'inflation et d'une hausse des taux d'intérêt (la première en cinq ans) déprimant les opérateurs.

Sur le marché à terme des instruments financiers, le célèbre MATIF, les cours qui dépassaient 114 au début de septembre, sur une base 100 à la mi-février 1986, avaient chuté à moins de 105, ce qui traduisait un véritable marasme et avait provoqué une diminution de 44 % des émissions d'obligations pour la période du 1er janvier au 15 février 1987. En outre, toutes les reprises qui s'étaient produites sur le marché obligataire depuis le mois d'octobre avaient tourné court, les opérateurs se brûlant les doigts.

Au lendemain de la réévaluation du mark, le 12 janvier dernier, les milieux financiers pensèrent, l'espace d'une journée, que le franc allait retrouver la santé, et les taux d'intérêt, le chemin de la baisse. C'était compter sans la faiblesse persistante du dollar, génératrice de tensions au sein du système monétaire européen. Il a fallu l'accord du Groupe des Six (les Sept moins l'Italie), le 22 février dernier, qui, en stabilisant le billet vert et en diminuant l'attrait pour le mark, a permis au franc de se redresser nettement par rapport à la devise allemande. Ce redressement autorise, enfin, la Banque de France à baisser graduellement sa garde, c'est-à-dire à réduire les taux de ses interventions sur le marché interbancaire, qui balisent un chenal compris entre 8 % et 8 3/4 %. On attend donc un « signal » de cet ordre en provenance de l'institut d'émission, qui ne saurait tarder si l'on en croit la déclaration de M. Balladur précédemment évoquée. Ajoutons que l'écart avec les taux allemands, ramenés récemment à 3,80 %, est considérable, battant un record à plus de 4 points récemment, ce qui ne pouvait durer.

Sur la place de Paris, ce signal a été anticipé dès la fin de la semaine dernière, quand les opérateurs ont vu le loyer de l'argent sur le marché interbancaire glisser au-dessous de 8 % pour la première fois depuis le début de janvier et revenir, mardi 3 mars, à 7 3/4 %. Immédiatement, les cours du MATIF se sont orientés à la hausse, gagnant plus de 2 points, tandis que les rendements s'orientaient, eux, à la baisse, retombant nettement en dessous de 9 % pour les emprunts d'Etat. En outre, on a noté des achats étrangers portant sur des bons du Trésor dont les rendements sont jugés très anormalement élevés. Enfin, les craintes relatives à l'inflation se sont un peu apaisées, les opérateurs anticipant un retour à des hausses de prix plus normales en février et en mars.

Cette amélioration du climat s'est étendue à la Bourse de Paris, où l'indice des valeurs françaises a monté de plus de 3 % en deux jours, une détente des taux d'intérêt étant favorable à la reconstitution des marges des sociétés.

FRANÇOIS RENARD.

هكذا من الأصل



BANQUE SOFINCO

GROUPE SUEZ

Le Conseil d'Administration de la Banque SOFINCO s'est réuni le mercredi 18 février 1987 sous la présidence de Monsieur Thierry de La Bouillerie.

Il a, à cette occasion, pris connaissance de la production du Groupe SOFINCO pour l'année écoulée qui, avec 8,6 milliards de francs, est en accroissement de 21,4 % par rapport à celle de l'année 1985, les encours dépassant ainsi 11 milliards de francs.

Cette progression, conjuguée à une bonne maîtrise des frais généraux et à une amélioration de la productivité, permet à la Banque SOFINCO de dégager un produit net bancaire qui, pour la première fois, dépasse 1 milliard de francs, et un résultat net après impôt et participation de 74,7 millions de francs contre 52 millions en 1985.



ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

RÉSULTATS 1986

Le conseil d'administration de l'Electronique Serge Dassault, réuni le 27 février 1987 sous la présidence de M. Bertrand Daugny, a examiné le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986, qui seront présentés pour approbation à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

L'année 1986 s'est caractérisée par une progression du chiffre d'affaires et du résultat :

– Le chiffre d'affaires 1986 atteint 3 173 MF HT (3 673 MF TTC) contre 2 678 MF HT (3 096 MF TTC) en 1985, soit une augmentation d'environ 18,5 % ;

– Le résultat net après impôt atteint en 1986 133 MF – après intéressement – contre 111 MF en 1985.

Les investissements de la société pour 1986 en immobilisations corporelles s'élèvent à 174 MF, avec une dotation aux amortissements de 121 MF. L'exercice 1986 fait ressortir un autofinancement net, après impôt, de 255 MF.

La situation de trésorerie est largement positive (251 MF de disponibilités et d'effets en portefeuille), les en-cours sur marchés (2 472 MF) étant pratiquement couverts par les avances clients (2 389 MF).

Les commandes reçues au cours de l'exercice 1986 s'élèvent à 4 003 MF TTC, et le carnet de commandes au 31 décembre 1986 a atteint 8 250 MF TTC. Il représente plus de deux ans du chiffre d'affaires 1986 TTC.

Le conseil d'administration soumettra à l'approbation de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires le paiement d'un dividende unitaire global de 16,20 F dont 5,40 F de crédit d'impôt, contre en 1985 un dividende unitaire global de 13,50 F, dont 4,50 F de crédit d'impôt.

Après distribution du dividende, les capitaux propres de l'ESD s'élèveront à 554 MF, couvrant largement les 459 MF du montant net de l'actif immobilisé.

Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de soumettre à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra à la suite de la prochaine assemblée générale ordinaire, une augmentation de capital par incorporation de réserves et d'une partie du report à nouveau : il sera donc proposé à l'assemblée générale extraordinaire l'attribution pour cinq actions anciennes d'une action gratuite portant jouissance au 1er janvier 1987.

EMPRUNTS MARS 1987.

Emprunt à taux fixe 1 milliard de francs.

Obligations de 5000 F.
Prix d'émission : 4500 F.
Durée : 14 ans et 79 jours.
Taux de rendement actuariel : 9,33 %.
Taux nominal : 7,50 %.
Date de jouissance et règlement : 16 mars 1987.
Coupon payable le 3 juin de chaque année. Un 1er coupon de 248 F sera payable le 3 juin 1987.
Amortissement normal : en 5 tranches égales les 3 juin 1997, 1998, 1999, 2000 et 2001, soit par remboursement au pair, soit par rachats en Bourse.

Tranche supplémentaire éventuelle : Cette tranche serait constituée, à compter du 3 juin 1987, de titres assimilables à ceux de l'emprunt à taux fixe, dans le cadre d'une offre publique d'échange portant sur les obligations de l'emprunt 7,50 % 1986-2001. Une note d'information définissant les modalités de l'échange sera publiée avant le début de l'opération.

Montant potentiel total de l'emprunt : L'exercice intégral des possibilités d'échange des obligations 7,50 % 1986-2001 et des obligations de l'emprunt à taux variable défini ci-contre, permettrait d'élever le montant total de l'emprunt à 9,5 milliards de F.

Emprunt à taux variable "TME" avec bons d'échange.

– Tranche 1 : 2,5 milliards de F.
– Tranche 2 (non syndiquée) : 1 milliard de F.
Les 2 tranches ne diffèrent que par leur 1er coupon et seront fongibles à compter du 3 juin 1987.
Obligations de 5000 F.
Prix d'émission : 4500 F.
Durée : 12 ans et 79 jours.
Date de jouissance et règlement : 16 mars 1987.
Intérêts : Taux d'intérêt variable, égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 1,75 % l'an.
Coupon payable le 3 juin de chaque année. Un 1er coupon forfaitaire sera payé exceptionnellement le 3 juin 1987. (112 F pour la tranche 1).
Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 3 juin 1999, par remboursement au pair.
Bons d'échange : Les bons attachés à chaque obligation permettent d'échanger une obligation TME 1987-1999 contre une obligation à taux fixe 7,50 % 1987-2001 aux caractéristiques définies ci-contre.

Une fiche d'information (visa COB n° 87-52 du 23/02/87) est disponible, sans frais, sur demande. BALO du 2 mars 1987.

crédit foncier de france

S.A. au capital de 1.997.129.520 F. - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

Delrieu, Dupret & Ass. – Finances

PROGRAMME D'EMISSION DE CERTIFICATS DE DEPOT

Pour un montant maximum en circulation de ECU 50.000.000

COUPURE	: ECU 1.000.000
PLACEMENT	: Au prix de la valeur nominale escomptée
DUREE	: 1, 2, 3, 6 ou 12 mois au choix de l'Emetteur
ORGANISE PAR	: Oolders et de Jong CV AMSTERDAM
SOUSCRIPTIONS	: Auprès de: Haighton et Ruth BV ou Oolders et de Jong CV et/ou auprès de l'Emetteur
DEPOSITAIRE	: Euroclear - BRUXELLES
MARCHE SECONDAIRE	: L'Emetteur publiera les cotations journellement sur la page ISTA du Reuter Monitor System

SANPAOLO BANK
ISTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO
SUCCURSALE d'AMSTERDAM
Herengracht 446 - 1017 CA AMSTERDAM - Tél. 020-270266

PROGRAMME D'EMISSION DE CERTIFICATS DE DEPOT

Pour un montant maximum en circulation de FL 100.000.000

COUPURE	: FL 1.000.000
PLACEMENT	: Au prix de la valeur nominale escomptée
DUREE	: 1, 2, 3, 6 ou 12 mois au choix de l'Emetteur
ORGANISE PAR	: Oolders et de Jong CV AMSTERDAM
SOUSCRIPTIONS	: Auprès de: Haighton et Ruth BV ou Oolders et de Jong CV et/ou auprès de l'Emetteur
DEPOSITAIRE	: De Nederlandsche Bank Clearing Institut
MARCHE SECONDAIRE	: L'Emetteur publiera les cotations journellement sur la page ISTA du Reuter Monitor System

SANPAOLO BANK
ISTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO
SUCCURSALE d'AMSTERDAM
Herengracht 446 - 1017 CA AMSTERDAM - Tél. 020-270266

POUR VOTRE INTERET LE CREDIT LYONNAIS VA PLUS LOIN

ÉMISSION D'UN EMPRUNT EN DEUX TRANCHES D'UN MONTANT GLOBAL DE F 2 MILLIARDS AU CHOIX DES SOUSCRIPTEURS

OBLIGATIONS A TAUX FIXE

Montant : F 1 milliard.
Nominal de l'obligation : F 5000.
Prix d'émission : 95,64 % soit F 4 782 par obligation.
Jouissance et date de règlement : 23 mars 1987.
Intérêt : INTÉRÊT ANNUEL 9% soit F 450 par obligation payable le 23 mars de chaque année et pour la première fois le 23 mars 1988.
Taux de rendement actuariel : 9,60 % au 23 mars 1987.
Durée totale : 13 ans.
Remboursement : au pair en totalité le 23 mars 2000 sous réserve des rachats en Bourse qui pourraient être effectués.
Amortissement anticipé : le Crédit Lyonnais se réserve le droit de rembourser par anticipation tout ou partie des obligations restant en circulation à partir du 23 mars 1995, au pair moyennant un supplément d'intérêt.

OBLIGATIONS A TAUX RÉVISABLE ET INTÉRÊT TRIMESTRIEL

Montant : F 1 milliard.
Nominal de l'obligation : F 10 000.
Prix d'émission : 98 % soit F 9 800 par obligation.
Jouissance et date de règlement : 23 mars 1987.
Intérêt : INTÉRÊT TRIMESTRIEL. Il sera déterminé au début de chaque période trimestrielle et, pour chaque obligation, il sera :
• égal à : F 10 000 x (TEB + 0,25 %) x Nb de jours du trimestre/360 ;
• payable les 29 mars, 29 juin, 29 septembre et 29 décembre de chaque année et pour la première fois le 29 juin 1987.
TEB : Taux d'escompte moyen pondéré des Bons du Trésor à 13 semaines constaté lors de l'adjudication du jour précédant l'échéance du Contrat Matif de Bons du Trésor à 90 jours. Ce taux est diffusé par la Banque de France.
Marge : + 0,40 % sur la base d'un taux actuariel pondéré de 8,34 %.
Durée totale : 13 ans et 6 jours.
Remboursement : au pair en totalité le 29 mars 2000 sous réserve des rachats en Bourse qui pourraient être effectués.
Amortissement anticipé : le Crédit Lyonnais se réserve le droit de rembourser par anticipation tout ou partie des obligations restant en circulation à partir du 29 mars 1995 au pair.

Les demandes seront reçues, dans la limite du nombre de titres disponibles, aux guichets du Crédit Lyonnais. Ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Lyon) dès la clôture de l'émission.
Une fiche d'information (visa COB n° 87-56 en date du 26 février 1987) est tenue sans frais à la disposition du public - Balo du 2 mars 1987.



de publicité prodi

Economie

SOCIAL

Le futur plan de lutte contre le chômage

Des mesures pour favoriser la réinsertion des chômeurs de plus de vingt-cinq ans et des chômeurs de longue durée

Le voile commence à se lever, à l'occasion des entrevues de M. Chirac avec les organisations syndicales, sur le futur plan de lutte contre le chômage (*le Monde* du 26 février et du 28 février), notamment pour les chômeurs de plus de vingt-cinq ans et les chômeurs de longue durée.

La décision de faire bénéficier les salariés licenciés des entreprises en faillite des contrats de conversion est certainement la plus importante de toutes (1). Une inégalité flagrante sera ainsi supprimée après celle que les partenaires sociaux avaient eux-mêmes corrigée avec l'accord interprofessionnel du 20 octobre 1986. Quelles que soient la taille de l'entreprise ou la circonstance du licenciement économique, tout salarié pourra obtenir un accompagnement social. Outre les mesures concernant l'âge (préretraites), réservées aux plus vieux, il pourra recevoir une formation et, espère-t-on, améliorer d'autant ses chances de reclassement.

Mais cela coûtera cher à l'Etat, qui, en généralisant le contrat de conversion, supportera le financement de la formation et devra payer la somme forfaitaire de 4000 francs par licencié après dépôt de bilan. Cela viendra s'ajouter aux dépenses déjà consenties pour les autres contrats de conversion (*300 millions* de francs doivent être versés pour cinquante mille contrats envisagés en 1987). A moins d'un arrangement particulier à venir, l'UNEDIC risque également de voir sa contribution augmenter.

A *terme*, l'opération sera toutefois profitable sur le plan statistique. Pendant cinq mois, les titulaires d'un tel contrat ne sont pas enregistrés comme demandeurs d'emploi. *Or les licenciés après dépôt de bilan*, qui seraient ainsi soustraits aux comptes de l'ANPE, étaient estimés à 150 000 environ en 1985.

Quant aux mesures spécifiquement orientées vers les chômeurs de longue durée, elles s'apparentent à une tentative de réinsertion sociale et professionnelle, à l'instar de ce qui a pu être entrepris pour les jeunes. Même si elles ne devraient avoir qu'un effet statistiquement *limité a priori*, elles concrétisent une volonté de répondre à la situation de 800 000 personnes qui sont au chômage depuis plus d'un an et qui perdent souvent espoir de retrouver un emploi.

Deux dispositifs sont étudiés. Le premier reprend le principe de la formation en alternance et s'intitule *« contrat de réinsertion »*. D'une durée de deux ans, rémunéré au minimum au SMIC par l'entreprise, il comportera 600 heures de formation financées par l'Etat, qui de surcroît prendra à son compte les charges sociales pendant un an. Son coût pour les finances publiques est évalué à 55 000 francs par personne sur deux ans et l'on estime que de dix mille à vingt mille chômeurs par an pourront en bénéficier. En cas de réussite, des crédits supplémentaires pourraient être affectés à cette mesure, sans qu'il soit possible pour autant d'en faire bénéficier les cent *mille personnes que certains rêvent* d'atteindre.

La formule des stages

La deuxième formule est certainement plus ambitieuse, même si elle ne doit accueillir que vingt-cinq mille chômeurs pour un coût d'environ 600 millions de francs. Stages de réinsertion – sans contrat de travail – d'une durée de cinq mois, elle a pour objectif de remettre au contact de l'entreprise ceux qui sont pratiquement marginalisés ou en voie d'exclusion. Pour ces défavorisés, l'Etat fera le maximum : il assurera la rémunération, supportera les *charges sociales et financera* la formation à raison de 300 heures par personne.

Pour compléter ce programme, il est ensuite défini que toute embauche à l'issue de l'une ou de l'autre des formules donnera lieu pour l'employeur à une exonération de 50 % des charges sociales pendant un an. Au total, cet ensemble devrait entraîner une dépense de 2 milliards de francs, en hypothèse basse.

La réussite de cette partie du programme repose largement sur le sens de la solidarité des chefs d'entreprise et des organisations syndicales. Mais cela ne va pas sans poser de problèmes d'application puisqu'il s'agira d'emplois subventionnés et, à la limite, concurrentiels.

Parallèlement, M. Philippe Séguin s'apprête à réactiver les stages pour les chômeurs de longue durée que M. Michel Delebarre avait soutenus avec succès (*75000 stagiaires en neuf mois pour* une dépense de 3,3 milliards de francs, 32 % de ces stagiaires ayant retrouvé un emploi trois mois après leur sortie). Malgré son coût excessif, *cette action est doublement* avantageuse : elle soutient les chômeurs de longue durée et diminue leur poids relatif dans le chômage.

Un programme de 25 000 stages avait été lancé au cours du dernier trimestre de 1986 (75 000 au total si on additionne toutes les variantes disponibles), et 27 000 seulement étaient initialement arrêtés pour 1987. On envisage maintenant d'en proposer 75 000, voire 100 000 sur l'année, et l'on sait qu'il faudra ensuite passer à 150 000 si l'on veut en maintenir l'effet.

Toutefois, on se heurte là aussi à quelques difficultés. Les organismes de formation ont parfois été démobilisés, et il ne faut rien espérer avant avril. L'objectif fixé atteint les limites du possible par rapport au nombre de chômeurs de longue durée. Cela suppose enfin que l'ANPE parvienne à réaliser cinq cent mille entretiens individuels par an, dont la moitié au treizième mois de chômage. Or elle en effectue actuellement les deux tiers au quatrième mois, et 20 % des bénéficiaires *en sont des chômeurs de plus* d'un an.

Si l'on ajoute encore les autres dispositions en préparation ou entrées dans leur phase expérimentale (les *PIL*, programmes d'insertion locale ; les PLIF, programmes locaux d'insertion des femmes isolées ; la suppression du délai de carence entre l'indemnisation de fin de droits et l'allocation de solidarité ; les TUC, travaux d'utilité collective, portés à deux ans), *on aboutit* à un arsenal extrêmement complexe et terriblement diversifié.

Correction de tir

Tel qu'il se présente, ce programme correspond à une correction de tir. Il vise à doter le gouvernement de moyens d'intervention en faveur des demandeurs d'emplois âgés de vingt-cinq à quarante-neuf ans, pour lesquels les outils manquaient, et plus particulièrement pour les chômeurs de longue durée.

Ce recentrage exigera cependant quelques mois d'attente avant que ses effets ne se fassent sentir. Dans pratiquement chaque cas, des dispositions législatives sont nécessaires, et elles devront être adoptées par le Parlement pendant la session de printemps. Certaines donneront lieu à *une concertation avec les partenaires* sociaux, lesquels devraient même y trouver matière à négocier, ce que souhaite le gouvernement. Des accords de branches pourraient *introduire certaines garanties dans* les conventions collectives. Des conventions devront, en outre, être passées, avec l'UNEDIC notamment.

Alors que le chômage s'accroît et devrait poursuivre sa montée, pendant le premier semestre au moins, ces délais ne permettront pas d'infléchir rapidement l'évolution. La crédibilité gouvernementale risque d'en être momentanément affectée.

Plus que jamais, le traitement social est à l'ordre du jour. *« Nous organisons la gestion d'un déséquilibre »*, avoue, pour s'excuser, un haut fonctionnaire qui sait ne pouvoir escompter une reprise suffisante de l'emploi. Le même s'inquiète pourtant : à force de solliciter les mêmes employeurs ou les mêmes collectivités locales pour les inciter à fournir des emplois aidés, des activités ou des occupations à *des publics en difficulté* (les chômeurs de longue durée après les jeunes), ne risque-t-on pas de voir toutes ces mesures s'annuler, voire se détruire mutuellement ?

Et pourtant, il n'y a pas autre chose à faire dans l'immédiat que de tenter, encore et toujours, de compenser les conséquences du chômage.

ALAIN LEBAUBE.

(1) Le contrat de conversion permet à un salarié licencié de suivre une formation de 300 heures et d'être rémunéré *pendant cinq mois à 70 % de son ancien* salaire. Stagiaire de la formation professionnelle, il conserve ses droits à l'indemnisation par l'UNEDIC, amputés de deux mois. Il contribue au financement en versant son indemnité de préavis, l'entreprise payant une somme forfaitaire de 4000 francs pour sa formation.

La CGC chez M. Chirac

M. Marchelli s'attend à une baisse de la pression fiscale pour les cadres en 1988

La « concertation de perron » à laquelle se livre M. Jacques Chirac respecte les règles du jeu habituelles : chaque dirigeant syndical joue à battre le record de durée de l'entretien précédent ; le premier ministre permet à chacun de ses interlocuteurs d'annoncer une ou plusieurs mesures symboliques. Ainsi M. Paul Marchelli, président de la CGC, qui a été reçu pendant plus de quatre heures, le lundi 2 mars, aurait obtenu l'engagement de MM. Chirac et Balladur (le ministre de l'économie participant à son premier entretien syndical à Matignon, avec MM. Séguin, Madelin, de Charette, Mme Catala, MM. Arthuis et Zeller) d'un allégement de la pression fiscale sur les revenus intermédiaires des cadres lors de la préparation du budget 1988.

S'exprimant le 2 mars sur TF 1, M. Balladur a été moins catégorique que M. Marchelli. Il a seulement indiqué qu'il retrouverait le président de la CGC *« dans les semaines qui viennent »* pour étudier avec lui *« dans quelle mesure, les dispositions fiscales préconisées pour 1988 pourraient concerner les catégories intermédiaires »*. M. Marchelli a cependant qualifié son entretien de *« sérieux, constructif, satisfaisant »* en regrettant que *« ce genre de réunion n'ait pas lieu tous les six mois »*.

A propos de la formation professionnelle, le président de la CGC a assuré que *« MM. Chirac et Edouard Balladur nous ont confirmé leur accord pour une intégration du temps de formation dans le temps de travail »*. Par ailleurs, *« le gouvernement est d'accord pour lancer une opération création d'entreprises dans tous les départements »*. Selon la délégation de la CGC, il s'agirait de mettre en place *« au travers de l'Agence nationale pour la création d'entreprises, de nouvelles structures fonctionnant comme des couveuses d'entreprises »*.

M. Marchelli a indiqué que le gouvernement était d'accord sur *« la possibilité pour les caisses de retraite complémentaire de diffuser le plan épargne-retraite »*. En revanche, la divergence persiste sur le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail sur lequel *« le premier ministre ne veut modifier aucune virgule »*.

Une convention sur la Sécurité sociale signée entre la France et les Etats-Unis

Une convention sur la Sécurite sociale entre la France et les Etats-Unis a été signée, le lundi 2 mars, par le ministre français des affaires sociales et l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris. Cet accord, qui porte sur l'assurance-vieillesse et l'invalidité, permettant aux salariés comme aux non-salariés de totaliser les droits acquis dans les deux pays, leur évitera de perdre des droits pendant leur séjour dans l'autre pays.

Il permet aux entreprises américaines envoyant un salarié en France de ne pas lui payer de cotisations pendant cinq ans (alors que le maximum admis avec les pays étrangers est de trois ans), ce qui facilitera l'installation de sièges sociaux en France. A l'inverse, il exemptera les Français détachés aux Etats-Unis des lourdes cotisations locales d'assurance-vieillesse, ou leur permettra d'acquérir des droits sans avoir comme jusqu'ici à cotiser dix ans. Compte tenu des délais de ratification, la convention devrait entrer en application le 1er janvier 1988.

La cour d'appel de Riom demande la réintégration de M. Clavaud

CLERMONT-FERRAND : de notre correspondant

La cour d'appel de Riom a confirmé, le lundi 2 mars, le jugement rendu le 24 novembre 1986 par le conseil de prud'hommes de Montluçon demandant la réintégration de M. Alain Clavaud à son poste de travail de l'usine Dunlop-Sumitomo.

Cet ouvrier avait été licencié le 16 janvier 1986 à la suite d'un entretien qu'il avait accordé au quotidien *l'Humanité*. Il mettait notamment *en cause les conditions de travail* dans l'atelier où il fabriquait des pneumatiques.

La cour d'appel de Riom a demandé la poursuite du contrat de travail et le paiement des treize mois de salaire ainsi qu'une astreinte de 1 000 francs par jour au lieu des 500 francs exigés par la juridiction de Montluçon.

La direction de Dunlop-Sumitomo continue de ne pas accepter ce jugement, ce qui va la conduire à se pourvoir en cassation. Dans une déclaration, le 2 mars, le bureau confédéral de la CGT estime qu'*« il faut maintenant, en prenant appui sur le large mouvement d'opinion existant, imposer la réintégration immédiate d'Alain Clavaud. Le gouvernement et les pouvoirs publics doivent faire appliquer cette décision de justice »*.

L. T.

ÉTRANGER

M. Funaro à Paris

Le ministre brésilien des finances tente d'obtenir le soutien des capitales européennes

Le Brésil n'envisage pas dans les circonstances présentes d'adopter un programme d'austérité du Fonds monétaire international (FMI) qui mènerait le pays à la récession, a déclaré, le lundi 2 mars à son départ de Londres pour Paris, le ministre brésilien des finances, M. Dilson Funaro.

M. Funaro, qui est accompagné du président de la Banque centrale, M. Francisco Gros, a eu une série d'entretiens avec le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, le *secrétaire au Foreign Office, Sir* Geoffrey Howe, et le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Bemberton. M. Funaro n'a pas réussi, semble-t-il, à convaincre les autorités britanniques d'aider le Brésil à obtenir des pays occidentaux de nouvelles concessions.

La visite du ministre brésilien intervenait dix jours après la suspension du paiement des intérêts sur la plus grande partie de la dette extérieure du Brésil, qui atteint 108 milliards de dollars dont 68 à l'égard des banques privées.

Le ministre a précisé qu'il effectuait actuellement une mission à l'étranger, non pour consulter les banques créancières du Brésil, mais pour rechercher le soutien des gouvernements et des institutions financières internationales afin de résoudre le problème de l'endettement du tiers monde.

M. Funaro a rappelé que le Brésil avait consacré 44 milliards de dollars au cours des quatre dernières années au service de sa dette extérieure, en n'obtenant que 11 milliards de nouveaux prêts, soit une sortie nette de 33 milliards de dollars de capitaux.

« Ce que nous offrons, c'est la poursuite des efforts que nous avons faits dans les cinq dernières années », a ajouté M. Funaro, qui rencontre, ce mardi 3 mars, M. Balladur et le gouverneur de la Banque de France, M. de la Rosière.

AFFAIRES

Les transporteurs français appréhendent la suppression des frontières à l'intérieur de la CEE

M. Georgios Anastassopoulos, président de la commission des transports de l'Assemblée européenne, l'a dit, le *26 février*, au cours d'un débat au Sénat : en 1992, les frontières des Etats membres de la CEE perdront leur raison d'être en matière de transports comme dans les autres domaines.

M. Jacques Douffiagues, ministre délégué aux transports, l'a confirmé : les entreprises de transports routiers doivent se préparer à affronter cette échéance qui verra leurs concurrents étrangers autorisés à travailler en France tout comme chez eux.

Faut-il avoir peur de ce marché enfin commun ? M. Hubert Ghigonis, délégué général de l'Association française des transporteurs routiers internationaux (AFTRI), aime à rappeler que, de 1964 à 1984, le transport du commerce extérieur de la France par route avec ses partenaires de la CEE a bondi de 14,5 millions de tonnes à 76,5 millions de tonnes. Désormais, le transport routier international assure, en valeur, 64 % des importations et 74 % des exportations nationales.

Tout irait donc pour le mieux si, *depuis six ans, on ne constatait une* dégradation de ces beaux résultats. La part du pavillon routier français dans le commerce extérieur n'a cessé de reculer depuis 1980, où elle atteignait 51,1 %. En 1981, elle est tombée à 48,6 % ; en 1982, à 45,8 % ; en *1983, à 45,1 % et, malgré une stabi*lisation en 1984, à 45,2 %, la baisse s'est poursuivie en 1985 (44,5 %) et pendant les trois premiers trimestres de 1986 (44,3 %).

Les handicaps français s'expliquent aisément. La France est un pays de transit où les concurrents étrangers circulent sans entraves. Elle est aussi un pays où la part du transport dans le produit intérieur brut est *plus faible que* dans d'autres. Surtout, les prélèvements obligatoires *sur les entreprises* y sont, selon l'AFTRI, plus élevés que chez leurs concurrents. Les durées journalières des temps de conduite sont plus bas en France. Les *transporteurs nationaux ne peuvent* toujours pas déduire à 100 % la TVA comme leurs collègues des onze autres pays de la CEE. C'est pourquoi l'AFTRI réclame une véritable politique européenne des transports qui permettrait, par palier de mener de front la libéralisation des contingents, puis du *« cabotage interne »* et l'harmonisation des conditions de la concurrence.

Selon l'adage *« aide-toi et le ciel t'aidera »*, l'AFTRI est décidée à ne pas tout attendre des autorités de tutelle nationales ou communautaires. Elle estime qu'elle peut vaincre *les appréhensions des transpor*teurs français dont 10 % seulement effectuent régulièrement des trafics internationaux. N'est-ce pas la meilleure façon de se préparer à affronter des collègues dynamiques que de prendre l'habitude de franchir les *frontières et la course d'obstacles* des formalités ? L'Association se lance donc dans une campagne destinée aux professionnels : *« Roulez, l'AFTRI fera le reste. »* Elle veut par ce moyen, les informer des différentes réglementations et promettre *aide et protection aux prévoyants et* aux courageux qui se lanceront dans le transport international.

Les routiers français entendront-*ils l'appel du large ? Réponse en* 1992.

ALAIN FAUJAS.

Dépôt de bilan des chantiers navals de La Rochelle-Palice

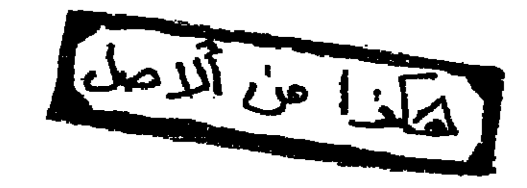
La direction des Ateliers et chantiers navals de La *Rochelle-Palice* (ACRP) a décidé de déposer le bilan de l'entreprise, a-t-on appris le lundi 2 mars.

Filiale des Ateliers et chantiers du Havre, présidés par M. Gilbert Fournier, cette entreprise, classée dans la catégorie des « moyens chantiers navals », n'a plus de commande et sept cents de ses huit cent cin*quante salariés sont au chômage* technique (*le Monde* du 25 février). Pour être sauvée il faudrait que l'entreprise reçoive confirmation de la commande d'un – voire de deux – paquebots à voile. L'armateur, M. Jean-Marc Poylo, multiplie depuis plusieurs semaines les démarches pour obtenir diverses aides et subventions gouvernementales et réunir le tour de table des investisseurs (chaque navire représente un contrat de quelque *350* millions de francs).

Mais jusqu'à ce jour, en dépit d'une annonce, prématurée, faite il y a quinze jours par M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, tous les financements et aides n'ont pas été dégagés. M. Michel Crépeau, député et maire de La Rochelle, a écrit récemment à M. Jacques Chirac pour demander au gouvernement *« une intervention exceptionnelle afin que les ACRP puissent redémarrer »*.

Le tribunal de commerce de La Rochelle devait se réunir mardi pour nommer un administrateur provisoire et accorder une *« période d'observation »*.





LA FRANCE GAGNE LA GUERRE DES MICRO-ONDES EN EUROPE.

Moulinex sait faire de grands choix stratégiques quand il le faut. Après s'être doté d'une unité ultramoderne de fabrication de micro-ondes, Moulinex est aujourd'hui le N° 1 avec 21% du marché de l'Europe Continentale.



QUI DIT MIEUX !

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Affaires

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Labinal prend 45 % de Turboméca

Précision mécanique Labinal et Financière Turboméca ont conclu un accord de principe qui permettra à la première de détenir 45 % du capital *de la seconde à la recherche* de partenaires depuis plusieurs mois. Cette opération se réaliserait en trois étapes. Une partie des actions serait rachetée directement et payée cash par Labinal. Une autre partie serait rachetée par des institutionnels *(UAP, AXA, BNP, Caisse des* dépôts), payée cash, puis apportée à Labinal. Enfin, une troisième partie serait apportée à Labinal par la famille Szydlowski, fondatrice de Turboméca, qui reste actionnaire majoritaire (55 %) de la financière Turboméca, holding de la société industrielle spécialisée dans les turbines aéronautiques de moyenne *puissance. Les apports des* institutionnels et de la famille Szydlowski seront rémunérés par des actions Labinal dans le cadre d'une augmentation de capital de 25 %. A l'issue de l'opération, qui doit être approuvée par une assemblée *générale* extraordinaire *prévue* pour mi-juin, le capital de Labinal sera détenu à 30 % par des *institutionnels et à 10 % par* la famille Szydlowski. Labinal (2,27 milliards de francs de chiffre d'affaires partagé moitié-moitié entre les équipements aéronautiques et automobiles) n'envisage pas de fusion des deux sociétés, mais reconnaît qu'il s'agit là d'une opération industrielle qui devrait logiquement la conduire un jour à *augmenter sa participation dans* Turboméca.

Les CIP de Rhône-Poulenc *arrivent*

Les certificats d'investissement privilégiés (CIP) de Rhône-Poulenc vont arriver lundi 9 mars prochain chez tous les intermédiaires financiers. Il y en aura 8,06 millions *pour 2,5 milliards de francs environ,* soit théoriquement 310 F pièce. Mais le ministre de l'économie annoncera lui-même, vendredi, le *prix* exact d'émission. D'après les rumeurs circulant en Bourse, il se situera entre 330 F et 340 F. Les capitaux seront collectés à quatre sources différentes. Approximativement 1,25 milliard de francs proviendront *de l'offre publique de vente* (OPV) faite en France du 9 au 14 mars ; 250 millions seront souscrits par les salariés du groupe, qui bénéficieront de conditions privilégiées : réduction sur le prix d'achat, attribution d'un titre gratuit pour cinq, facilités de crédit ; 500 millions seront fournis par les banques et les actuels porteurs de CIP. Enfin les Etats-Unis, *où une OPV sera également lancée,* procureront les 500 millions restants. D'après M. Fourtou, PDG du groupe, le produit de cette émission ne sera pas suffisant pour donner à Rhône-Poulenc les moyens de saisir toutes les opportunités d'acquisition qui pourraient se présenter *« dans un monde chimique en pleine mutation ».* Mais Rhône-Poulenc a *épuisé* toutes les possibilités d'émission de CIP. Le groupe devra désormais recourir à des augmentations de capital, et pour cela être rapidement privatisé.

La Redoute a vendu Prémaman

La Redoute, numéro un français de la vente par correspondance (11 milliards de francs de chiffre d'affaires, 12 500 salariés) a vendu la société Prémaman au groupe FC-Diffusion (prêt-à-porter), de Lys-les-Lannoy (Nord). Prémaman (350 magasins en France, dont 150 franchisés, 1 500 personnes), qui a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 800 *millions de francs, a perdu* 5,6 millions de francs, et les études laissaient prévoir un résultat négatif en 1987. FC-Diffusion compte 450 salariés pour un chiffre d'affaires de 400 millions de francs et un bénéfice net de 25 millions de francs en 1986.

● **Chute des cours du café.** – Les pays membres de l'accord international sur le café *n'ont* pu se mettre d'accord sur un nouveau système de *répartition* des quotas d'exportation, à Londres dans la nuit du 2 au 3 mars, à l'issue d'une semaine de négociations. Anticipant cet échec, les opérateurs sur le marché à terme ont laissé filer les prix : le lundi 2 mars, le contrat à terme de mai ne côtait que 1470 livres la tonne, soit une baisse de 88 livres, à seulement 16,5 livres au-dessus du plus bas niveau enregistré en octobre 1982. Les quotas d'exportation avaient été supprimés en février 1986, à la suite d'une forte remontée des cours, consécutive à la sécheresse au Brésil

Marchés financiers

PARIS, 2 mars ⬆

Un nouveau record

La vitrine de la Rue Vivienne a continué lundi de briller de tous ses feux.

Après les étincelles faites à la veille du week-end, le marché, sur sa lancée, a poursuivi son avance à vive allure encore. Dans la matinée déjà, les cours s'étaient réhaussés de 0,8 %. La performance allait encore être améliorée au cours de la séance principale, grâce en particulier à la fermeté manifestée par Peugeot, St-Gobain, CSF, Printemps, Carrefour, Compagnie bancaire, Pernod-Ricard, Bic, Lyonnaise des eaux, Raffinage-distribution. Mais la vedette est incontestablement revenue à OPFI-PARIBAS, en pleine éruption, avec une hausse supérieure à 10 %, sur les conseils d'investissement, assurait-on, donnés par un hebdomadaire financier. A la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une progression de 1,4 % environ. Le dernier record de vendredi était bousculé avec l'indice CAC très au-dessus de la barre des 430 points.

Qu'aurait-ce été si OPFI avait figuré dans le panier de valeurs de l'indicateur !

Une fois de plus les professionnels attribuaient le phénomène à l'abondance des liquidités, également à la détente observée sur le front des taux, enfin à la résistance du dollar. La bonne tenue du billet vert après l'annonce d'une nouvelle aggravation du commerce extérieur américain, prouve, disait-on, que l'accord monétaire du Louvre fonctionne. Beaucoup s'en disaient rassurés autour de la corbeille.

La baisse des taux d'intérêt s'est traduite, elle, par un nouveau raffermissement du marché obligataire. Le MATIF a continué aussi à reprendre des couleurs. Mais il est loin encore d'avoir retrouvé sa pleine forme de l'année dernière.

NEW-YORK, 2 mars ⬇

Irrégulier

Les effets du malaise dont Wall Street avait souffert la semaine écoulée ne se sont pas dissipés entièrement. Le marché a évolué lundi de façon très irrégulière. Tout le bénéfice d'une légère progression initiale a été reperdu et même un peu au-delà. A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 2 220,47, soit à 3,51 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a très bien reflété la tendance. Sur 1 957 valeurs traitées, 806 ont baissé, 768 ont monté et 383 n'ont pas varié.

Pour les professionnels, le marché aurait pu faire l'économie de cette séance. Quelques ventes bénéficiaires ont, selon eux, empêché la Bourse de décoller. Mais des investisseurs ont en même temps manifesté des velléités d'achats. D'une façon générale, les opérateurs, toujours inquiets de la situation économique et des retombées de « l'Irangate », se méfient et restent l'arme au pied, en attendant le discours télévisé que le président Reagan doit prononcer mercredi prochain. Témoin de l'hésitation ambiante sur l'attitude à prendre : l'activité est restée peu importante et 156,68 millions de titres ont changé de mains, contre 142,8 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 27 fév.	Cours du 2 mars
Alcoa	41	41
A.T.T.	22 1/2	22 3/8
Boeing	54 1/4	53 1/4
Chase Manhattan Bank	38 1/4	38 1/8
Du Pont de Nemours	100	100
Eastman Kodak	77	75 3/8
Exxon	78 3/8	78 1/2
Ford	78 3/8	77 1/4
General Electric	103 3/8	103 3/4
General Motors	74 1/2	74 3/4
Goodyear	52 7/8	52 1/2
I.B.M.	139 1/4	138 3/8
I.T.T.	62 1/8	63 1/4
Mobil Oil	42 3/8	42 1/4
Pfizer	72 7/8	71
Schlumberger	37 5/8	37
Texaco	33 7/8	33 3/4
U.A.L. Inc.	53 3/4	54 3/4
Union Carbide	28	27 1/2
U.S. Corp.	23 7/8	23 5/8
Westinghouse	64 3/8	67 5/8
Xerox Corp.	73 1/4	70 5/8

CHANGES

Dollar : 6,11 F ⬆

Les opérateurs revendent massivement les deutschemarks achetés précédemment, au profit du dollar, qui se raffermit, et de la livre sterling favorisée par les taux *élevés pratiqués à Londres (11 %),* et qui pourraient baisser. Le deutschemark a fléchi à Paris, revenant à 3,3275 F, ce qui a permis au taux interbancaire de revenir de 8 % à 7 3/4 %.

FRANCFORT	2 mars	3 mars
Dollar (en DM) ..	1,8250	1,8300

TOKYO	2 mars	3 mars
Dollar (en yens) ..	153,30	153,50

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (3 mars)	7 3/4 %
New-York (2 mars)	6 %

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	27 fév.	2 mars
Valeurs françaises ..	106,4	
Valeurs étrangères .	102,8	

Cie des agents de change
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	27 fév.	2 mars
Indice général ...	429,1	435,2

NEW-YORK
(Indice Dow Jones)

	27 fév.	2 mars
Industrielles	2 223,98	2 220,47

LONDRES
(Indice « Financial Times »)

	27 fév.	2 mars
Industrielles	1 599,80	1 604,50
Mines d'or	329,80	324,70
Fonds d'Etat	87,96	88,39

TOKYO

	2 mars	3 mars
Nikkeï	20 933,80	20 971,39
Indice général ...	1 805,61	1 821,37

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 2 mars
Nombre de contrats : 26 789

COURS	ÉCHÉANCES Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87
Dernier	106,95	106,95	107	106,85
Précédent	106,40	106,35	106,30	106,20

AUTOUR DE LA CORBEILLE

NOBEL : ACTIONS NOUVELLES + OBSA. – Cette *société de portefeuille, filiale du* CCF, va procéder, du 9 au 29 mars, à deux opérations financières : augmentation de capital et émission d'obligations à bons de souscription d'actions (OBSA).

L'augmentation de capital, qui porte sur 435,6 millions de francs, sera réalisée par émission à 120 F de trois actions nouvelles pour vingt anciennes. L'émission d'OBSA portera sur 200 millions de francs, soit 1,6 million de bons donnant droit à souscrire à une action Nobel au prix de 140 F pendant une période de sept ans.

CIMENTS FRANÇAIS : + 50 % DE PROFITS. – *L'année écoulée a été un bon cru* pour le groupe, qui s'attend à dégager un bénéfice net consolidé accru de plus de 50 %, à 380 millions de francs au moins, sans tenir compte de la filiale canadienne Lake Ontario Cement. Le résultat net de la société-mère atteint 208,5 millions de francs (+ 46 %).

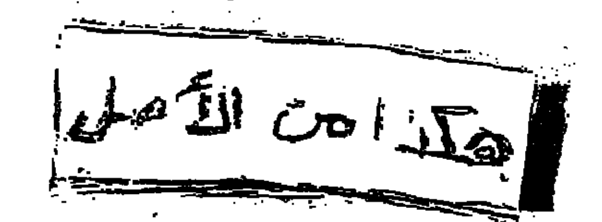
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS
$ E.-U.	6,1130	6,1150	+ 80	+ 95	+ 150	+ 180	+ 490	+ 590
$ can.	4,5859	4,5891	+ 15	+ 33	+ 26	+ 59	+ 82	+ 166
Yen (100)	3,9780	3,9806	+ 117	+ 135	+ 236	+ 266	+ 625	+ 827
DM	3,3264	3,3284	+ 105	+ 123	+ 207	+ 233	+ 632	+ 700
Florin	2,9450	2,9467	+ 60	+ 70	+ 114	+ 132	+ 380	+ 432
F.B. (100)	16,0710	16,0805	– 1	+ 91	+ 4	+ 145	+ 125	+ 570
F.S.	3,9566	3,9592	+ 129	+ 149	+ 254	+ 284	+ 819	+ 902
L (1 000)	4,6780	4,6813	– 91	– 44	– 171	– 112	– 493	– 356
£	9,5730	9,5791	– 273	– 231	– 451	– 380	– 970	– 777

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	5 7/8	6 1/8	6 5/16	6 7/16	6 5/16	6 7/16	6 5/16	6 7/16
DM	3 3/4	4	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8
Florin	5 5/8	6 1/8	5 1/2	5 5/8	5 7/16	5 9/16	5 3/8	5 1/2
F.B. (100)	7 1/4	7 3/4	7 5/8	8	7 5/8	8	7 5/8	8
F.S.	2 3/4	3 1/4	4 1/16	4 3/16	3 15/16	4 1/16	3 7/8	4
L (1 000)	8 7/8	10	9 1/2	10 1/4	9 5/8	10 1/8	9 3/4	10 1/4
£	11 1/4	11 1/2	11 1/16	11 3/16	10 3/4	10 7/8	10 1/16	10 3/16
F. franç.	7 3/4	8	8 5/16	8 1/2	8 3/8	8 9/16	8 7/16	8 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 2 MARS

Cours relevés à 17 h 32

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1523	4,5 % 1973	1541	1540	1540	− 0 06
4300	C.N.E. 3%	4270	4280	4270	....
1165	B.N.P. T.P.	1170	1170	1170	....
1137	C.C.F. T.P.	1137	1136	1137	....
1115	Créd. Lyon. T.P.	1103	1106	1105	....
2910	Electricité T.P.	2824	2880	2880	+ 0 19
2005	Renault T.P.	2015	2060	2065	− 1 49
2170	Rhone-Poul. T.P.	2299	2230	2230	+ 2 48
1229	St-Gobain T.P.	1250	1260	1260	− 2 99
1282	Thomson T.P.	1282	1262	1262	+ 0 80
515	Accor	544	546	546	− 1 55
2010	Agence Havas	2080	2090	2090	+ 0 37
1950	Ag. Havas C. I.	1975	2020	2020	+ 0 48
695	Air Liquide	698	703	701	+ 2 28
2200	Alcatel	2400	2450	2470	+ 0 43
1940	Als. Superm.	2110	2190	2190	+ 2 92
460	A.L.S.P.I.	495	520	523	+ 3 79
360	Alsthom ★	400	400	400 50	+ 5 66
2480	Arjom. Prioux	2578	2600	2610	+ 0 13
500	Ausedat-Rey	588	596	596	+ 1 24
1520	Aux. Entrepr. ★	1570	1531	1565	+ 1 36
1290	Avions Dassault	1339	1348	1350	− 0 32
810	BAFP	839	830	825	+ 0 82
500	Bail-Equipem. ★	507	507	507	− 1 67
1000	Bail-Investiss.	980	980	980	....
1000	Cie Bancaire	1043	1080	1100	....
540	Bazar H.-V.	571	575	577	+ 5 47
680	Béghin-Say ★	695	696	699	+ 1 05
715	Berger (Mo)	700	682	682	+ 0 58
715	Bic ★	827	835	864	− 2 57
1560	B.I.S.	1635	1633	1630	+ 4 47
2650	Biscuit (Géné.)	2550	2600	2600	− 0 31
2350	Bongrain S.A.	2470	2470	2480	+ 1 96
1200	Bouygues	1264	1300	1319	+ 0 40
4540	B.S.N.	4620	4740	4740	+ 4 35
1240	Carnaud	1410	1449	1440	+ 2 60
3580	Carrefour	3758	3899	3875	+ 2 13
2320	Casino	2460	2456	2501	+ 3 11
2030	Casino A.D.P.	1998	2020	2049	+ 1 67
1300	C.C.M.C.	1340	1350	1349	+ 2 56
1310	Cetelem	1381	1419	1418	+ 0 74
2440	C.F.A.O.	2500	2415	2440	+ 2 75
1340	C.G.I.P.	1490	1501	1509	− 2 40
1900	Chargeurs S.A.	1932	1918	1918	+ 1 28
78	Chiers-Châtill.	80	81	81	− 0 72
795	Ciments franç. ★	937	921	920	+ 1 25
665	Club Méditerr.	692	710	709	− 1 81
220	Codetel	206	207	207	+ 2 46
410	Cofimeg	399	391 40	400	+ 0 49
1680	Colas	1760	1772	1772	+ 0 25
280	Compt. Entrepr.	333 50	329	329 60	+ 0 68
790	Compt. Mod.	802	809	814	− 1 17
1210	Créd. Foncier	1250	1275	1275	+ 1 50
600	Crédit F. Imm.	624	630	634	+ 2
1480	Crédit Nat. ★	1457	1477	1477	+ 1 60
305	Crouzet ★	323 10	324 10	330	+ 1 37
2480	Dassault S.A.	2610	2683	2652	+ 2 14

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
485	Darty ★	499	490	536	+ 7 41
275	Dév. R.N.C. (Li)	292	302	302	+ 3 42
695	D.M.C.	732	726	726	− 0 82
2650	Docks France ★	2610	2600	2625	+ 0 57
2090	Dumez ★	2080	2090	2090	+ 0 48
1430	Eaux (Gén.)	1430	1440	1450	+ 1 40
2600	Ecco ★	2600	2713	2713	+ 4 34
1090	Electro-Finan.	1195	1235	1260	+ 5 44
345	Elf-Aquitaine	332 80	332 10	333 10	+ 0 09
310	— (certific.)	310 80	309 60	309	− 0 58
3150	Epeda-B-Faure	3389	3400	3440	+ 1 53
3400	Essilor	3635	3650	3650	+ 0 41
465	Esso S.A.F. ★	458 90	465	465	+ 1 32
3060	Eurafrance	3095	3140	3140	+ 1 45
1450	Eurocom ★	1518	1519	1519	+ 0 06
3250	Euromarché	3500	3500	3500	....
825	Europe n° 1 ★	950	921	921	− 3 05
1960	Facom	1890	1989	1989	+ 5 23
1170	Fichet-Bauche	1238	1299	1299	+ 4 93
230	Finextel	230	229	229	− 0 43
250	Fives-Lille	248	249 20	249 20	+ 0 48
340	Francarep	350	356	358	+ 2 29
1330	Fromageries Bel	1380	1445	1445	+ 4 71
1050	Gal. Lafayette	1208	1200	1200	− 0 66
410	Gascogne	429 80	421	421	− 2 07
350	Géophysique ★	347	331 10	331 10	− 4 58
2280	Gerland	2360	2395	2405	+ 1 90
660	GTM-Entrepose	657	669	663	+ 0 91
955	Guyenne-Gas. ★	940	940	940	....
3100	Hachette ★	3130	3150	3150	+ 0 63
735	Hénin (La)	733	750	750	+ 2 32
95	Imétal	110 10	110	109 70	− 0 36
470	Imm. Plaine-M.	490	489	490	+ 2 29
4950	Inst. Mérieux	5280	5400	5550	+ 6 08
600	Interbail	630	632	632	+ 0 32
1520	Intertechnique	1588	1570	1575	− 0 82
1670	J. Lefebvre	1750	1806	1806	+ 3 20
2060	Lab. Bellon	2220	2222	2250	+ 1 35
1400	Lafarge-Coppée	1486	1500	1488	+ 0 88
1710	Lebon ★	1894	1865	1865	− 1 53
5270	Legrand	5480	5530	5500	+ 0 36
1770	Lesieur	1895	1855	1860	− 1 85
895	Locabail Immob.	893	892	892	− 0 11
680	Locafrance ★	680	700	700	+ 2 94
1000	Locindus	983	999	1000	+ 1 73
1040	L. Vuitton S.A ★	1098	1120	1120	+ 2
670	Lucheire	762	769	768	+ 0 79
1440	Lyonn. Eaux ★	1525	1560	1560	+ 2 29
168	Mais. Phénix	154	160 20	161	+ 5 19
610	Majorette (Ly)	750	755	770	+ 2 66
78	Manurhin	85	84 95	85	....
490	Mar. Wendel	542	545	543	+ 0 18
1680	Martell	1762	1740	1720	− 2 38

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2130	Matra	2550	2575	2580	+ 1 18
2500	Merlin-Gerin ★	2655	2694	2694	+ 1 46
2840	Michelin	3110	3150	3142	+ 1 03
1630	Midi (Cie)	1594	1615	1610	+ 1
435	Midland Bk S.A.	465	489	488	+ 4 95
595	Min. Salaig. (Ms)	600	591	591	− 1 50
52	M.M. Penarroya	57	58	58	+ 1 75
2340	Moët-Hennessy	2512	2554	2554	+ 1 67
820	Mot. Leroy-S ★	849	849	849	....
90	Moulinex	100 30	106 80	106 80	+ 6 48
1010	Navig. Mixtes	1098	1100	1104	+ 0 55
184	Nord-Est	199	201 90	201 90	+ 1 46
490	Nordon (Ny)	495	500	500	+ 1 01
690	Nouvelles Gal.	726	720	720	− 0 83
1280	Occident. (Gén.)	1275	1319	1317	+ 3 29
1540	Omn.F.Paris	1540	1690	1690	+ 9 74
206	Olida-Caby	207	201	202	− 2 42
520	Opfi-Paribas	542	585	590	+ 8 86
3680	Oréal (L')	3948	3970	3990	+ 1 06
785	Paris-Réesc. ★	845	858	858	+ 1 53
1620	Pechelbronn ★	1625	1650	1650	+ 1 53
1450	Penhoët	1530	1545	1545	+ 0 98
990	Pernod-Ricard	1054	1090	1090	+ 3 42
151	Pétroles B.P.	147	149	149	+ 1 36
1280	Peugeot S.A.	1415	1478	1480	+ 4 59
38	Poclain	38	38	38	....
1780	Poliet	1970	1985	1988	+ 0 91
870	P.M. Labinal	850	886	910	+ 7 06
3210	Presses Cité	3245	3245	3220	− 0 77
1380	Prétabail Se.	1388	1390	1390	+ 0 14
685	Primagaz	688	710	710	+ 3 20
635	Printemps ★	659	690	690	+ 4 70
2500	Promodès	2610	2650	2650	+ 1 53
310	Prouvost S.A ★	316	316	316	....
1350	Radiotechn.	1402	1419	1417	+ 1 07
152	Raff. Dist. Total	171	177 80	177 80	+ 3 98
2620	Redoute (La) ★	2650	2740	2740	+ 3 39
330	Robur financière	364	377	377	+ 3 57
1620	Roussel-Uclaf	1740	1750	1752	+ 0 69
1250	Roussel-C.N.I.	1350	1361	1360	+ 0 74
5490	R. Impériale (Ly)	5510	5520	5520	+ 0 18
285	Sade	290	290	290	....
3680	Sagem	3770	3780	3800	+ 0 80
400	Saint-Gobain	420 10	435	435	+ 3 55
1040	St-Louis B.	1173	1185	1183	+ 0 85
1970	Salomon	1990	2000	2000	+ 0 50
1380	Salvepar	1380	1400	1400	+ 1 45
790	Sanofi	866	875	865	− 0 12
585	S.A.T.	641	659	659	+ 2 81
1000	Saupiquet (Na)	1230	1260	1260	+ 2 43
625	Schneider ★	632	636	638	+ 0 63

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
105	S.C.O.A.	108 90	109 90	110	+ 1 01
570	S.C.R.E.G.	612	621	624	+ 1 96
795	Seb ★	845	842	842	− 0 35
490	Sefimeg	476	470	470	− 1 26
1750	S.F.I.M.	1850	1925	1925	+ 4 05
96	S.G.E.	100 20	100 20	99 85	− 0 35
635	Sign. Ent. El. ★	685	685	685	....
1040	Silic	1100	1100	1100	....
616	Simco-U.P.H. ★	605	605	605	....
385	Simnor (Li)	410	420	420	+ 2 44
1340	Skis Rossignol	1340	1342	1342	+ 0 14
770	Siminco	772	773	773	+ 0 13
280	Sodero (Na)	290	279	279	− 3 79
2620	Sodexho	2760	2840	2840	+ 2 90
410	Sogerap	435	433	434	− 0 23
1740	Somm.-Allib. ★	1950	1971	1971	+ 1 07
745	Source Perrier	719	731	733	+ 1 95
1220	Sovac ★	1260	1270	1270	+ 0 79
585	Spie-Batignol.	590	591	591	+ 0 17
685	Strafor	694	694	694	....
420	Synthélabo ★	472	477	477	+ 1 05
705	Talcs Luzenac	805	798	798	− 1 12
3190	Tél. Elect.	3380	3510	3490	+ 3 25
1460	Thomson-C.S.F.	1535	1570	1580	+ 2 93
450	Total (CFP) ★	449	450	450	+ 0 22
100	— (certific.)	99 35	101	100	+ 0 65
2060	T.R.T.	2285	2350	2330	+ 1 97
810	U.F.B.	876	908	908	+ 3 77
1460	U.I.C.	1518	1525	1525	+ 0 46
835	U.I.F.	634	626	627	− 1 10
990	U.I.S.	960	950	960	....
590	U.C.B. ★	610	620	620	+ 1 63
770	Unibail	766	760	765	− 0 13
490	Valéo	519	525	529	+ 2 12
100	Vallourec	103	106	105 90	+ 2 82
4530	V. Clicquot-P.	4400	4210	4230	− 3 86
665	Via Banque	675	690	690	+ 2 22
800	Elf-Gabon	810	803	803	− 0 86
109	Amax Inc.	111 20	110 40	110 10	− 0 98
435	Amer. Express	444	455	454	+ 2 25
144	Amer. Teleph.	142 10	138 40	143	+ 0 63
95	Anglo Amer. C.	102 80	103 10	103 10	+ 0 29
470	Amgold	493	503	506	+ 2 64
830	BASF (Akt)	820	815	818	− 0 24
970	Bayer	960	964	964	+ 0 42
106	Buffelsfont.	115	115 30	115 20	+ 0 17
250	Chase Manh.	231	230 50	230 50	− 0 22
265	Cie Pétr. Imp.	246	250 50	250 50	+ 1 83
57	De Beers	62 10	61 60	62	− 0 16
2270	Deutsche Bank	2165	2155	2160	− 0 23
59	Dome Mines	67 50	65 20	65 10	− 3 56
1180	Dresdner Bank	1130	1110	1108	− 1 95

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
103	Driefontein Cd	110	107	107	− 2 73
650	Du Pont-Nem.	613	619	619	+ 0 98
495	Eastman Kodak	481	476	476	− 1 04
39	East Rand	42 50	42 35	42 40	− 0 24
280	Electrolux	289 90	290	290	+ 0 03
205	Ericsson	216 30	225	225	+ 4 02
510	Exxon Corp.	478	478 50	478 50	+ 0 10
490	Ford Motors	472	469 50	469 50 c	− 0 53
74	Freegold	80 60	80 90	80 90	+ 0 37
87	Gencor	91 50	90 50	91	− 0 55
635	Gén. Electr.	627	633	633	+ 0 96
530	Gén. Belgique	529	539	537	+ 1 51
490	Gen. Motors	456 50	458	458	+ 0 33
69	Goldfields	73 80	75	75	+ 1 63
47	GdMetropolitain	48	48 15	48 15	+ 0 31
66	Harmony	71	71 85	71	....
42	Hitachi	39 60	39 50	39 60	....
830	Hoechst Akt.	814	820	820	+ 0 74
130	Imp. Chemical	134 90	137	138 50	+ 2 67
97	Inco. Limited	93 10	93 10	93 10	....
850	IBM	863	858	860	− 0 35
390	ITT	382	382 90	382 90	+ 0 24
138	Ito-Yokado	152	147	148 c	− 2 63
80	Matsushita	71 20	72 70	72 50	+ 1 83
880	Merck	956	949	950	− 0 63
815	Minnesota M.	776	787	787	+ 1 56
275	Mobil Corp.	259 90	258 50	258 50	− 0 54
580	Morgan J.P.	550	564	564	+ 2 55
35250	Nestlé	35960	35400	35400	− 1 61
136	Norsk Hydro	134	132 80	132 80	− 0 90
181	Ofsil	201	201	201	....
1480	Petrofina	1520	1505	1505	− 0 99
545	Philip Morris	518	515	530	+ 2 32
140	Philips	146 50	146 60	146 60	+ 0 07
495	Quilmès	536	558	550	+ 2 61
525	Randfontein	556	559	558	+ 0 36
630	Royal Dutch	621	626	626	+ 0 81
70	Rio Tinto Zinc	70	71 05	71 05	+ 1 50
75	St Helena Co	80	81	81	+ 1 25
240	Schlumberger	225	227	227	+ 0 89
97	Shell transp.	99 20	99 60	99 80	+ 0 60
2210	Siemens A.G.	2170	2160	2160	− 0 46
142	Sony	130 30	131 20	132	+ 1 30
151	T.D.K.	137	141 80	141	+ 2 92
27	Toshiba Corp.	25 50	25 05	25 05	− 1 76
1480	Unilever	1505	1521	1518	+ 0 86
330	Unit. Techn.	334 70	336 60	338	+ 0 99
535	Vaal Reefs	581	578	581	....
285	Volvo	299 90	303	303	+ 1 03
230	West Deep	261	260 50	261	....
450	Xerox Corp.	453 50	460	450 50	− 0 66
1 08	Zambia Corp.	1 17	1 20	1 20	+ 2 56

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
4,5 % 1973 L.I.V.	....	..
Emp. 7 % 1973	7783	..
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Citram (B)	550	....
Cimaos	1500	1500
Cofradel (Ly)	2264	2264
Cogifi	509	500
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Naval Worms	107 50	101
Navig. (Nat. de)	206	....
OPB Paribas	470	490 d
Optorg	320	333 d
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Locatel	439	....
Louvre (Sté)	1890	1890
Machines Bull	42 10	42
Magasins Uniprix	235	229 80
Magnant S.A.	150	159
Maritime Part.	455	485
Métal Déployé	495	500
Micrologie Internat.	....	....
Mors	230	....
Tour Eiffel	538	538
Ufiner S.M.D.	845	....
U.A.P.	2301	2320
U.T.A.	2870	2800
Vicat	1282	1334 d
Virprix	1847	1957
Viprx	222	220
Waterman S.A.	595	631
Brass. du Maroc	138	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Centrest (Ny)	235	237 d
Cerabati	134 50	....
CERUS	830	930
C.F.D.E.	....	....
Chambourcy (M.)	1030	....
Champex (Ny)	159	165
C.I.C. (Financ. de)	285	290
C.I. Maritime	620	639
Ciment-Sietra	1010	1050 d

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	994	....
Akzo	399	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Hydro-Energie	320	....
Hoogovens	250	....
Matra Horl. (échan.)	....	....
Nicolas	1110	1196
Révillon	420	....
Rorento N.V.	147 20	147
Sopalem	85 70	0 10 o
S.P.R.	230	....
Ufimex	390	....
Union Brasseries	142	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1345	1345
Alain Manoukian	1160	1160
Asystel	728	750
B.I.C.M.	845	895
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Devanlay	2620	2724 d
Deville	1014	1013
Drouot-Assurances	526	549
Drouot-Obl. convert.	3350	3576
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Molex	327 10	358 80
Navale-Delmas	753	785
Olivetti-Logabax	563	609
Om. Gest. Fin.	582	590
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV (sélection) 2/3

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	....	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	....	....
Pernod Ricard	....	....
Total	6 40	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/3	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 090	6 080	5 830	6 380
ECU	6 881	6 885	....	....
Allemagne (100 DM)	332 950	332 800	322 500	340 500
Belgique (100 F)	16 081	16 076	15 400	16 250
Pays Bas (100 fl.)	294 690	294 700	285 500	303 500
Danemark (100 krd)	88 350	88 370	83	91
Norvège (100 k)	87 140	87 200	84	89 600
Grande-Bretagne (£ 1)	9 397	9 462	9 100	9 850
Grèce (100 drachmes)	4 540	4 543	3 800	4 700
Italie (1 000 lires)	4 690	4 680	4 500	5
Suisse (100 fr.)	395 500	396 010	383	403
Suède (100 krs)	94 180	94 280	91	97
Autriche (100 sch)	47 320	47 300	46 100	48 450
Espagne (100 pes.)	4 723	4 727	4 550	5 050
Portugal (100 esc.)	4 298	4 305	3 700	4 700
Canada ($ can 1)	4 569	4 561	4 380	4 780
Japon (100 yens)	3 972	3 965	3 830	4 030

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/3
Or fin (kilo en barre)	79500	79200
Or fin (en lingot)	79450	79600
Pièce française (20 fr)	512	516
Pièce française (10 fr)	365	.....
Pièce suisse (20 fr)	551	561
Pièce latine (20 fr)	473	472
Souverain	589	589
Pièce de 20 dollars	3030	3035
Pièce de 10 dollars	1462 50	1440
Pièce de 5 dollars	875	.....
Pièce de 50 pesos	3165	3150
Pièce de 10 florins	480	480
Or Londres	405 75	404 40
Or Zurich	405 75	404 50
Or Hongkong	408 65	404 45
Argent Londres	5 46	5 42

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu

Le Monde

« Le destin du Tchad est lié à celui de la Libye et non à celui de la France ou des Etats-Unis »

déclare le colonel Kadhafi devant le Congrès du peuple

SEBHA (sud de la Libye) de notre envoyé spécial

« Les Etats-Unis ont tenté de détruire notre peuple, mais nous sommes toujours là... » Du haut d'une estrade peinte en vert, le colonel Kadhafi, vêtu de la gandoura traditionnelle libyenne, savoure son triomphe, tandis que mille deux cents délégués du Congrès général du peuple, ainsi que les membres des délégations populaires invitées à fêter le dixième anniversaire de la proclamation de la Jamahiriya, lui font une chaleureuse ovation. Le Guide n'oublie pas qu'en avril 1986, son régime a failli disparaître sous les bombes américaines, et il en veut toujours aux Etats-Unis : *« Les Yankees,* dit-il, *ne doivent pas être considérés comme des humains. Ils n'ont ni conscience ni morale et représentent un danger pour l'humanité. Ils constituent une espèce intermédiaire entre les singes et les humains. »*

Tout au long de son discours de près de deux heures et demie, ponctué de mots d'ordre *« anti-impérialistes »* et scandés par un auditoire plus que convaincu, le colonel Kadhafi associe la France aux desseins des américains qui, *« après avoir échoué dans leur projet de nous détruire par le nord, tentent maintenant de nous attaquer par le sud »*. Allusion on ne peut plus claire au Tchad, où, selon lui, les experts américains sont arrivés sur le 16e parallèle, *« non pour aider Hissène Habré, mais pour occuper le Tchad et le transformer en base contre la Libye. »*

L'unité des Palestiniens

A ce propos, il brandit à la fois le bâton et la carotte. *« Nous continuerons,* dit-il, *la confrontation avec le Tchad, même s'il fallait pour cela mobiliser un demi-million d'habitants. »* Il ajoute, toutefois, qu'il n'en veut pas à M. Hissène Habré, et est prêt à le recevoir à Tripoli pour mettre au point, avec lui, un règlement pacifique du conflit. Mais, dit-il, *« il faudra au préalable qu'il se débarrasse de la présence militaire française et américaine »*.

« Si un vrai gouvernement islamique ou africain est créé au Tchad sous la présidence de M. Hissène Habré, cela nous donnerait une entière satisfaction et mettrait fin au conflit. Il faut, pour cela, que les dirigeants de N'Djamena comprennent que le destin du Tchad est lié à celui de la Libye, et non à celui de la France ou des Américains venus d'outre-Atlantique. »

Le colonel Kadhafi poursuit sa diatribe contre les Etats-Unis qui, assure-t-il, complotent contre le peuple arabe, lequel risque de *« subir le sort des Peaux-Rouges ou des bohémiens »*. Aussi insiste-t-il sur la nécessité d'unir les rangs arabes. Il dénonce, à ce propos, le comportement du roi Hassan II du Maroc qui relève, selon lui, d'un *« esprit qui n'est pas sain »*, et celui du souverain jordanien, qui a *« passé sa vie à trahir la nation arabe »*. Il se déclare en conséquence prêt à œuvrer pour rétablir l'unité entre les différentes organisations palestiniennes. Celles-ci sont toutes représentées à Tripoli par leurs dirigeants respectifs, à l'exception de M. Yasser Arafat qui y a cependant délégué Abou Jihad.

Au cours d'une conférence de presse improvisée, M. Nayef Hawatmeh (FDLP) a d'ailleurs laissé entendre que la Libye avait modifié son attitude à l'égard du peuple palestinien : *« Les efforts déployés conjointement par l'Algérie et la Libye,* a-t-il dit, *permettent à n'en pas douter la tenue du Conseil national palestinien avant le mois de juin. Nous attendons des Libyens, en particulier du colonel Kadhafi, une contribution de plus en plus efficace aux efforts entrepris en vue de relancer l'unité de l'OLP. »*

L'attitude des Libyens à l'égard de l'unité de l'OLP n'est pourtant pas aussi nette que ne l'a laissé entendre, lundi soir, M. Ahmed Jibril, le dirigeant du FPLP — commandement général, un groupe connu pour son extrêmisme. Il n'a pas mâché ses mots pour dénoncer, en présence du commandant Abdesselam Jalloud, le numéro deux libyen — dont c'était la première apparition publique à Tripoli après un séjour de plus de trois mois à Damas, — les visées *« capitulardes et droitières de M. Yasser Arafat »*, affirmant que l'unité palestinienne ne pourrait se faire qu'avec le départ de chef de l'OLP.

Le colonel Kadhafi a réitéré dans son discours de Sebha son entière confiance à l'égard du président syrien Hafez El Assad, le principal adversaire de M. Yasser Arafat, tout en affirmant, cependant, que nul ne pouvait empêcher le retour des Palestiniens au Liban. Il a indiqué qu'il appuyait l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth, mais a exprimé la crainte que la fermeture des bureaux des milices à Beyrouth-Ouest ne modifie le rapport de forces entre musulmans et chrétiens. *« J'espère,* a-t-il dit, *que les Syriens prendront également des mesures afin d'obtenir la fermeture des bureaux des milices Kataeb à Beyrouth-Est. »*

L'Iran condamné

Ces propos ambigus du Guide de la révolution n'ont pas réussi à dissiper le malaise qui règne dans les relations entre Tripoli et Damas, d'autant plus que la Syrie n'était représentée aux fêtes de la Jamahiriya que par son ambassadeur dans la capitale libyenne.

Les rapports avec Téhéran ne paraissent pas non plus au beau fixe et le colonel Kadhafi a, une fois de plus, condamné les envois de missiles iraniens sur Bagdad et les bombardements de Bassorah. *« Je ne défends pas Saddam Hussein (le président irakien),* a-t-il dit, *mais les peuples irakien et iranien. On ne peut pas prétendre défendre ces peuples en tuant des civils à Bagdad, à Bassorah, à Qom, à Dezfoul, à Ispahan ou à Tabriz. »* Réaffirmant qu'il se tenait toujours *« fermement »* aux côtés de la révolution iranienne, il a ajouté : *« En tant qu'Arabe, je ne peux considérer les bombardements des villes irakiennes comme un acte révolutionnaire, et la chute de Saddam Hussein n'a rien à faire avec la destruction de foyers pacifiques. »*

Le colonel Kadhafi a consacré l'essentiel de son discours au pouvoir du peuple de la Jamahirya. *« Après dix ans de démocratie jamahiyrienne,* a-t-il souligné, *vous êtes devenu un peuple libre. Vous êtes désormais libres de faire ce que bon vous semble. Je ne vous ai pas imposé le Livre vert* (1) *et le pouvoir du peuple. Le livre vert est pour la liberté de toute l'humanité. Il n'est même pas fait mension de la Libye dans cet ouvrage. C'est une prescription médicale à l'égard de toute l'humanité, qui souffre de l'oppression. Si je vous imposais quoi que ce soit, ce serait également une manifestation d'oppression. Vous pouvez changer tout ce que vous voulez, et même interdire la distribution du Livre vert en Libye. »* Il a regretté que cet ouvrage ne soit pas très lu dans le pays.

Le colonel Kadhafi s'est toutefois réservé le droit d'intervenir, *« même l'arme à la main »* dans le cas où *« la liberté serait menacée en Libye »*. Pour prouver aux sceptiques, qui sont nombreux ici, qu'il n'intervenait pas dans le cours des événements, le colonel a affirmé qu'il ne connaissait pas certains des membres du nouveau gouvernement formé dimanche à Tripoli.

Ce qui est certain, c'est que ce nouveau secrétariat général — appellation jamahiriyenne du ministère — n'a rien de révolutionnaire. La plupart des nouveaux secrétaires généraux (*ministres*) — *sept sur un total* de onze — sont des technocrates. On a donc apparemment voulu améliorer la gestion du pays, plutôt que favoriser des desseins révolutionnaires. Le nouveau premier ministre, M. Al Mountasir (*le Monde* du 3 mars), rassure, dans la mesure où il est connu pour ses compétences dans les affaires économiques, et son prédécesseur, M. Azovz Al Talihi, également un modéré, a été nommé à la tête de la diplomatie, un poste qui dans la Jamahiriya, prime celui, plus effacé, de chef du gouvernement.

Seule note « révolutionnaire » sur ce fond technocratique, l'annonce par le colonel que son projet de *« peuple en armes »* entrera en application au cours de l'été prochain... *« Il est temps,* dit-il, *que ceux qui depuis dix-sept ans sont responsables de votre défense se reposent et que ceux qui n'ont pas encore porté l'uniforme assument la responsabilité de défendre à tour de rôle le pays. »* Une phrase sibylline, que tout le monde ici interprète comme reflétant la volonté du Guide de la révolution d'affaiblir davantage l'influence et le rôle de l'armée qui, c'est le moins qu'on puisse dire, ne jouit pas de son entière confiance.

JEAN GUEYRAS.

(1) Dans le Livre vert, le colonel Kadhafi expose ses théories sur la « troisième révolution », mélange de socialisme et d'islam.

Sur le vif
On passe à la caisse

Je l'aime bien, moi, mon Jacquot. Je le taquine par-ci par-là, mais il y a des moments où il me désarme complètement. Je fonds devant ses airs de faux dur. Si, si, je vous jure, il a un côté attendrissant. Tenez, hier soir, quand il a dit à Bruxelles que non, il était pas embarrassé, son gouvernement, par la « perpète » pour Abdallah, fallait voir son embarras ! Il avait l'air gêné, embêté, vous pouvez pas savoir. Le gros malaise, quoi !

Et je le comprends. C'est pas évident tout ça. Imaginez que les attentats reprennent, là, maintenant. Il ne lui manquerait plus que ça ! Faut se mettre à sa place. Eh ben, contrairement à ce qu'il croit, c'est ce que je fais, moi. D'accord, je vais pas au charbon, je ne me salis pas les mains. Enfin, quand même, si, un peu. A force de lire tout ce qu'on écrit contre lui, je me tache les doigts. C'est dégueulasse, l'encre d'imprimerie, surtout quand ça sert à le noircir, mon Jacquot.

Regardez comme ils ont été méchants avec lui, les amis de mon Mimi pendant les grèves : *« Ouais, quel salaud ! quel rat ! il donne rien aux pauvres. »* Bon, d'accord, ils ont rien trouvé dans leur sabot à Noël, mais là, à Mardi gras, ça y est les smicards, les chômeurs, vont les recevoir, leurs étrennes. Et il n'y a pas qu'eux. On va leur faire un petit cadeau aussi aux cadres, ils paieront moins d'impôts.

Ils passent tous à la caisse, ces jours-ci, les syndicats. Et ils ressortent enchantés, fous de joie. Ils ont obtenu tout ce qu'ils voulaient et même au-delà. Ça ne vous étonne pas, ça ? Vous ne trouvez pas ça bizarre ? Enfin, comment ça se fait ? Où il est passé, le libéralisme pur et dur du nouveau règne : assumez-vous, secouez-vous, bande d'assistés ! L'Etat-nounou rend son tablier. Vous êtes assez grands pour marcher sur vos deux pieds. Allez ouste ! Tu parles ! Par nos piaillements, nos trépignements, on lui a vite fait changer d'avis à notre Jacquot. Il n'ose pas nous laisser tomber. C'est toujours pareil dans ce pays. Pour porter le portefeuille à droite, faut avoir le cœur à gauche. Vous me direz : on l'a tous, le cœur à gauche. Evidemment, mais il y en a qui pensent à le mettre en écharpe. D'autres pas !

CLAUDE SARRAUTE.

La visite de M. Shultz en Chine

Washington, Pékin mêmes problèmes

M. Deng Xiaoping a comparé, au cours d'un entretien ce mardi 3 mars avec le secrétaire d'Etat américain M. George Shultz, en visite à Pékin, les difficultés actuelles du président Reagan avec les remous intervenus ces derniers temps à la tête du régime chinois. M. Reagan, a-t-il dit au début de la conversation, *« a eu quelques difficultés »* dans l'affaire des ventes d'armes américaines à l'Iran, *« mais je pense que cela n'a maintenant plus d'importance. Quand on dirige un gouvernement, on doit faire face à des problèmes »*, a-t-il ajouté avant de noter : *« Pour ce qui est des troubles que nous avons connus récemment, ils sont terminés. » « Il finira par être démontré que la politique et les mesures que nous avons adoptées sont conformes aux intérêts du peuple »*, a-t-il encore souligné.

L'agence Chine nouvelle a qualifié de *« tout à fait chaleureux et amicaux »* les entretiens des deux hommes, durant lesquels M. Shultz a notamment demandé à la Chine de mettre fin à ses ventes d'armes à l'Iran — dont Pékin ne reconnaît pas la réalité — et déploré l'expulsion récente d'un journaliste américain, Lawrence Mac Donald, correspondant de l'AFP. — *(AFP, Reuter, UPI.)*

Le numéro du « Monde » *daté 3 mars 1987* a été tiré à 502459 exemplaires

La reprise de la CGCT

Cinq candidats se sont fait connaître

Les trois principaux candidats à la reprise de la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques), l'ex-filiale d'ITT nationalisée en 1982, plus deux outsiders, ont remis *in extremis* leurs dossiers lundi soir au ministère de l'économie, quelques heures à peine avant l'expiration du délai imparti.

Comme prévu, le groupe constitué par l'américain ATT et le néerlandais Philips (réunis au sein d'une filiale APT), a présenté une offre associant la SAT (pour 20 %). Le reste du tour de table est constitué par la Compagnie du Midi (20 %) et cinq SICAV (pour 40 %), dont trois sont détenues par Neuflize-Schlumberger-Mallet, une banque détenue majoritairement par des intérêts hollandais, et deux par la Morgan.

Son concurrent le plus sérieux, Siemens, a présenté, avec Jeumont-Schneider, un montage qui n'associe pas de partenaires financiers, l'allemand détenant 20 % du capital d'une nouvelle société créée, et JS les 80 % restants.

Malgré de petites tensions de dernière heure, Ericsson et Matra sont parvenus à s'entendre autour d'un schéma donnant 20 % au suédois, 49,9 % à Matra et 0,2 % à des investisseurs « amis », le reste (29,9 %) étant réuni dans une holding française où l'on trouve Ericsson (19,9 %), Indosuez (45 %), Bouygues (35,1 %).

Le canadien Northern Telecom et l'italien Italtel ont également déposé chacun une offre, incomplète puisqu'elle n'associe pas de partenaire français. Pour respecter la loi de privatisation à la lettre, le gouvernement a en effet demandé aux candidats de présenter des montages dans lesquels la participation directe des actionnaires étrangers ne dépasse pas 20 %.

Dans un communiqué commun, Jeumont-Schneider et Siemens mettent en avant le caractère communautaire de leur solution : *« Elle permet d'apporter une réponse européenne à la demande formulée par la direction générale des télécommunications. »* Ils précisent en outre que Jeumont-Schneider sera l'opérateur effectif de la nouvelle société. Les deux groupes annoncent qu'ils investiront au moins 100 millions de francs pour renforcer l'unité de la CGCT située à Longuenesse (Pas-de-Calais) et les moyens commerciaux. En outre, la nouvelle société créera un *« important centre de recherche et développement »*, spécialisé dans les logiciels pour centraux téléphoniques, qui bénéficiera notamment de *« l'expérience internationale de Siemens pour l'introduction rapide de nouveaux services tels que le RNIS (Réseaux numériques à intégration de service) ou le centrex »*.

Selon certaines sources, l'accord Siemens-Jeumont ouvre des perspectives *« d'accords européens étendus »*. Il évoquerait notamment une prise de participation de *JS* chez un important licencié de Siemens, DTV, qui détient 10 % du marché allemand des centraux. D'autres points, comme les télécommunications militaires et le radio-téléphone mobile, seraient également envisagés.

De son côté, la SAT soulignait, le 3 mars au matin, sa logique dans cette affaire : il s'agit, explique-t-on, de valoriser le domaine des transmissions, aussi important que la commutation (environ 7 milliards de francs en France).

Dans le cas d'Ericsson, les coopérations envisagées porteraient sur le radio-téléphone, la communication d'entreprise et les composants.

L'offre de Northern Telecom, qui reste ouvert à tout partenaire français, va le plus loin en termes de compensations industrielles : plus de 2 milliards de francs d'exportations françaises assurées en cinq ans, un investissement industriel de 1,8 milliard de francs en France, également en cinq ans, et l'essai opérationnel du minitel au Canada.

Maintenant que ces candidatures sont déposées, un nouveau suspense commence pour la CGCT, le gouvernement disposant de moins de deux mois, jusqu'au 30 avril (date limite de paiement), pour choisir entre les prétendants. Une opération qui s'annonce difficile, compte tenu des enjeux industriels qui sous-tendent ce choix et des pressions de tous ordres qui entachent le dossier.

La CGCT, qui n'emploie plus que deux mille cinq cents personnes environ après la cession à Matra de sa téléphonie privée, détient en effet 16 % du marché français des centraux publics. Et c'est cette part de marché, plus que la société elle-même (dont les pertes ont totalisé 2,1 milliards de francs depuis 1981), qui suscite les appétits des groupes étrangers.

FRANÇOISE VAYSSE et CLAIRE BLANDIN.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 mars

Encore la hausse

La fête continue. Pour la troisième journée consécutive, la Bourse de Paris a poursuivi mardi matin sa rapide ascension. Au cours de la séance matinale, le mouvement s'est de nouveau accéléré. En progression de 0,28 % à l'ouverture, l'indicateur instantané enregistrait une avance de 0,84 % en clôture. Bouygues (+ 5,5 %) et Dumez (+ 4 %) ont tenu la vedette. Tassement de Peugeot (– 1 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	546	550	550
Agence Havas	2090	2090	2095
Air Liquide (L')	701	703	703
Bancaire (Cie)	1100	1115	1112
Bongrain	2480	2499	2515
Bouygues	1319	1340	1392
B.S.N.	4740	4757	4769
Carrefour	3875	3890	3900
Chargeurs S.A.	1918	1915	1915
Club Méditerranée	709	701	709
Eaux (Gén.)	1450	1475	1490
Elf-Aquitaine	333 10	333 20	333 20
Essilor	3650	3660	3670
Lafarge-Coppée	1498	1515	1520
Michelin	3142	3170	3182
Midi (Cie)	1610	1625	1630
Moët-Hennessy	2564	2582	2590
Navig. Mixtes	1104	1100	1100
Oréal (L')	3990	3999	4005
Pernod-Ricard	1090	1090	1099
Peugeot S.A.	1480	1480	1465
Saint-Gobain	435	440	435
Sanofi	865	870	872
Source Perrier	733	744	739
Télémécanique	3490	3520	3620
Thomson-C.S.F.	1580	1590	1595
Total-C.F.P.	460	448 50	449 80
T.R.T.	2330	2400	2390
Valéo	529	533	535

EN BREF

● **PHILIPPINES : les communistes rejettent l'offre d'amnistie du gouvernement.** — Les communistes philippins ont rejeté, lundi 2 mars, l'offre d'amnistie proposée samedi par la présidente Corazon Aquino à tous les rebelles acceptant de déposer les armes, la qualifiant de *« farce grossière »*. M. Antonio Zumel, représentant de l'alliance communiste du Front national démocratique, a estimé que le programme d'amnistie, valable pour six mois, n'était qu'une mesure de conciliation visant à *masquer la « tactique guerrière »* du gouvernement.

Mardi matin, des hommes armés que les autorités soupçonnent d'être communistes ont assassiné un membre du service des relations publiques de l'armée, le colonel Benjamin Casabar, et son chauffeur dans la banlieue de Manille. — *(AFP.)*

● **AFGHANISTAN : M. Chevardnadze évoque l'éventualité d'un *retrait soviétique*.** — Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui entamait, lundi 2 mars, à Bangkok sa tournée en Asie du Sud-Est et en Australie (*le Monde* du 27 février), a évoqué l'éventualité d'un retrait complet des unités de l'armée rouge engagées en Afghanistan sous vingt-deux mois à compter de la signature d'un accord de règlement politique aux négociations de Genève entre Kaboul et Islamabad.

M. Chevardnadze a toutefois mentionné ce délai dans le contexte d'un *« accord »* à finaliser, selon lui, entre Moscou et Kaboul, ce qui laisse entendre que cette proposition soviétique de calendrier de retrait reste fonction de l'évolution des pourparlers indirects de Genève, conduits par l'entremise des Nations unies.

A l'issue de son escale de cinq heures à Bangkok, le chef de la diplomatie soviétique a gagné Canberra. Avant de rencontrer M. Bill Haydem, son homologue australien, il a dû affronter une manifestation de trois cents protestataires réclamant l'assouplissement des procédures d'émigration pour les Juifs d'URSS. — *(AFP, UPI.)*





